Le Moniteur

Paraissant du Lundi au Vendredi

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE D'HAITI

Directeur Général
Ronald Saint Jean

177e Année – Spécial N° 37 | PORT-AU-PRINCE | *Mercredi 28 Décembre 2022*

SOMMAIRE

DÉCRET ÉTABLISSANT
LE BUDGET GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
EXERCICE 2022 – 2023

NUMÉRO SPÉCIAL

DÉCRET ÉTABLISSANT LE BUDGET GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI EXERCICE 2022 – 2023

- Vu les Articles 27-1, 88, 89, 94, 105, 111, 111-1, 111-2, 111-3, 120, 121, 125, 125-1, 126, 128, 136, 144, 159, 161, 163, 200, 200-4, 222, 227-2, 227-4, 228-1, 231, 231-1, 233 et 235 de la Constitution du 29 mars 1987 ;
- Vu les Articles 217, 218, 220, 223, 227, 227-3, 228, 234-1 de la Loi Constitutionnelle du 9 mai 2011 portant amendement de la Constitution du 29 mars 1987 ;
- Vu la Loi du 19 août 1963 relative à la dette interne et externe de l'État ;
- Vu la Loi du 3 septembre 1971 concernant les droits d'accises sur les cigarettes et les boissons alcoolisées, modifiée par les Décrets du 6 mars 1985, du 31 août 1988 et du 28 septembre 1990 ;
- Vu la Loi du 17 août 1979 remplaçant la Banque Nationale de la République d'Haïti (BNRH) par deux (2) Institutions autonomes : la Banque de la République d'Haïti (BRH) et la Banque Nationale de Crédit (BNC) ;

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

- Vu la Loi du 22 août 1983 sur le recouvrement des créances de l'État ;
- Vu la Loi du 15 février 1995 portant modification du tarif douanier ;
- Vu la Loi du 10 juin 1996 relative à la taxe pour l'obtention du droit de passeport ;
- Vu la Loi du 24 juillet 2002 relative aux zones franches ;
- Vu la Loi du 9 septembre 2002 portant sur le Code des Investissements ;
- Vu la Loi du 18 décembre 2002 relative au Fonds d'Entretien Routier (FER) ;
- Vu la Loi du 27 novembre 2008 portant sur les gages sans dépossession ;
- Vu la Loi du 12 juin 2009 fixant les règles générales de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics ;
- Vu la Loi du 9 octobre 2009 portant modification de certains taux et positions tarifaires ;
- Vu la Loi du 17 juillet 2012 portant sur les banques et autres institutions financières ;
- Vu les Articles 11 à 15 de la Loi du 7 mai 2014 portant prévention et répression de la corruption, amendant les Articles 137, 138, 139, 140 et 144 du Code Pénal ;
- Vu la Loi du 4 mai 2016 remplaçant le Décret du 16 février 2005 sur le processus d'élaboration et d'exécution des Lois de finances ;
- Vu la Loi du 18 juin 2017 portant création, organisation et fonctionnement du Fonds National de l'Education (FNE) ;
- Vu le Décret du 22 septembre 1964 relatif au fermage et au loyer des biens du domaine privé de l'État ;
- Vu le Décret du 28 septembre 1977 portant sur la conservation foncière et l'enregistrement ;
- Vu le Décret du 5 avril 1979 modifié par celui du 23 décembre 1981 sur la Contribution Foncière des Propriétés Bâties ;
- Vu le Décret du 5 mars 1987 organisant sur de nouvelles base l'Office du Budget Service techniquement déconcentrédu Ministère de l'Economie et des Finances ;
- Décret du 13 mars 1987 modifiant celui du 31 octobre 1983 et portant réorganisation du Ministère de l'Economie etdes Finances ;
- Vu le Décret du 5 mai 1987 relatif au Code Douanier ;
- Vu le Décret du 5 mai 1987 réorganisant l'Administration Générale des Douanes ;
- Vu le Décret du 28 septembre 1987 modifiant les structures de la Direction Générale des Impôts ;
- Vu le Décret du 14 octobre 1988 relatif à la taxe sur la masse salariale ;
- Vu le Décret du 2 juillet 1997 ratifiant la convention internationale sur le système harmonisé de désignation et decodification des marchandises ;
- Vu le Décret du 17 mai 2005 portant révision du statut général de la fonction publique ;
- Vu le Décret du 1er juin 2005 modifiant celui du 4 avril 1979 relatif au permis de conduire ;
- Vu le Décret du 29 septembre 2005 relatif à l'Impôt sur le Revenu ;

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

- Vu le Décret du 29 septembre 2005 modifiant celui du 28 septembre 1987 relatif à la Carte d'Identité Fiscale ;
- Vu le Décret du 23 novembre 2005 établissant l'Organisation et le Fonctionnement de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif désigné sous le sigle CSCCA ;
- Vu le Décret du 23 novembre 2005 relatif à la taxe sur le chiffre d'affaires ;
- Vu le Décret du 26 mai 2006 relatif à l'Immatriculation et la Circulation des véhicules ;
- Vu le Décret du 9 octobre 2015 modifiant celui du 18 février, révisant celui du 6 octobre 2004 sur la Pension Civile de Retraite, améliorant les conditions de vie des Agents de l'Administration Publique ;
- Vu le Décret du 6 janvier 2016 fixant les missions et attributions des organes et services de la Présidence de la République ;
- Vu le Décret du 6 janvier 2016 portant amendement du Décret du 17 mai 2005 portant organisation de l'Administration Centrale de l'État ;
- Vu le Décret du 6 janvier 2016 établissant les procédures et les modalités nécessaires pour la formulation et la gestion du Programme d'Investissements Publics (PIP) ;
- Vu le Décret du 6 janvier 2016 organisant le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe ;
- Vu le Décret du 9 septembre 2020 fixant les conditions dans lesquelles la Cour Supérieure des Comptes et du contentieux Administratif donne un avis consultatif sollicité sur les questions relatives à la législation sur les finances publiques ainsi que sur les projets de contrat, accords et conventions ;
- Vu le Décret du 21 janvier 2021 modifiant l'article 1er de la Loi du 10 juin 1996 relatif à la taxe pour l'obtention de passeport ;
- Vu le Décret du 13 septembre 2022 modifiant l'article 6 de la Loi du 18 décembre 2002 portant création d'un organisme à caractère financier dénommé : « Fonds d'Entretien Routier » ayant pour sigle « FER » ;
- Vu l'Arrêté du 16 février 2005 portant règlement général de la comptabilité publique ;
- Vu l'Arrêté du 25 mai 2012 révisant les seuils de passation de marchés publics et les seuils d'intervention de la CNMP ;
- Vu l'Arrêté du 6 janvier 2016 fixant les modalités d'inscription d'un projet dans le programme d'investissements Publics ;
- Vu l'Arrêté du 11 novembre 2020 déterminant les modalités d'application du Décret du 9 septembre 2020 fixant les conditions dans lesquelles la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif donne un avis consultatif sollicité sur les questions relatives à la législation sur les finances publiques ainsi que sur les projets de contrats, accords et conventions ;
- Vu l'Arrêté du 21 octobre 2021 révisant les seuils de passation des marchés publics en dessous des seuils d'intervention de la Commission Nationale des Marchés Publics ;
- Considérant qu'il est impératif pour l'État d'arrêter des mesures conformes aux programmes économique et financier établis ;
- Considérant qu'il convient, à travers le Budget Général, d'établir les voies et moyens et de fixer les crédits devant assurer le fonctionnement des services publics, le service de la Dette Publique, les dépenses de capital, les réparations pour dommage, les prêts et avances et les interventions de l'État sur les plans économique, social et culturel pour la période allant du 1er octobre 2022 au 30 septembre 2023 ;

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

- Considérant que le Pouvoir Législatif est, pour le moment, inopérant et qu'il y a alors lieu pour le Pouvoir Exécutif de légiférer par Décret sur les objets d'intéret public ;
- Sur le rapport des Ministres de l'Economie et des Finances et de la Planification et de la Coopération Externe.

Et après délibération en Conseil des Ministres ;

Le Pouvoir Exécutif décrète le Budget Général suivant :

CHAPITRE I

Dispositions relatives aux Ressources

Article 1.- Toutes les ressources de l'État sont de droit des ressources budgétaires même dans le cas où elles n'auraient pas été prévues dans le Budget Général. Ces ressources doivent être établies par des Lois, conventions, décisions de justice ou toutes autres prescriptions validées par les autorités compétentes. Sauf dérogation légale, elles sont versées au compte « Trésor Public».

Elles comprennent aussi les recettes, les dividendes et autres provenant des entreprises publiques.

Article 2.- Les institutions de l'Administration d'État, fournissant des services rémunérés, doivent faire approuver leurs barèmes et tarifs par leurs autorités de tutelle.

Article 3.- Les impôts, droits et taxes perçus au 30 septembre 2022, au profit de l'État et des Collectivités Territoriales, sont prorogés pour l'exercice fiscal 2022-2023 et leurs produits seront recouvrés d'après les Lois, Décrets-Lois et Décrets régissant la matière.

Article 4.- Selon la nomenclature des ressources, les voies et moyens sont ainsi regroupés :

Art. 1.- Recettes Fiscales ;

Art. 2.- Recettes non Fiscales ;

Art. 5.- Dons ;

Art. 6.- Remboursements de prêts et avances et ventes de participation ou restitution de capital ;

Art. 8.- Emprunts ;

Art. 9.- Recettes perçues pour le compte de tiers.

Article 5.- Tout agent public, qui aura empêché ou perturbé le déroulement de la procédure d'établissement et de perception des droits, des impôts et des taxes ; détruit, détourné, soustrait ou contrefait des justifications de recettes, encourra des sanctions disciplinaires, sans préjudice des poursuites pénales qui pourront être engagées contre lui, ni de la réparation personnelle et pécuniaire du dommage subi par l'État .

Article 6.- Les impôts, droits et taxes ainsi que les autres ressources domestiques à percevoir en vertu du Budget Général de l'exercice fiscal 2022-2023 sont estimés à **cent soixante-quatre milliards cinquante-huit millions et 00/100 de gourdes (HTG 164 058 000 000,00)**, répartis dans les tableaux présentés à l'article 65 du présent budget.

Article 7.- Les dons en appui budgétaire et en aide projet sont estimés à **quarante milliards trois cent quatre-vingt-sept millions sept cent dix mille huit cent onze et 00/100 de gourdes (HTG 40 387 710 811,00)**, répartis dans les tableaux présentés à l'article 65 du présent budget.

Article 8.- Les produits du financement interne et externe sont estimés à **soixante-trois milliards cinquante-quatre millions deux cent quatre-vingt-neuf mille cent quatre-vingt-huit et 00/100 de gourdes (HTG 63 054 289 188,00)**, répartis dans les tableaux présentés à l'article 65 du présent budget.

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

Article 9.- *L'article 154 du Décret du 26 Mai 2006 relatif à l'Immatriculation et la Circulation des véhicules est ainsi modifié :*

Les pare-brise doivent être faits d'une matière inaltérable parfaitement transparente et non susceptible de produire des éclats en cas de bris. Tout propriétaire de véhicule qui, en raison de son activité professionnelle, souhaite circuler dans un véhicule à vitres et pare-brise teintés est astreint au paiement d'un droit fixe dénommé : « Droit de Teinte de Véhicules (DTV) » dans un office de la Direction Générale des Impôts (DGI). La demande d'autorisation est formulée pour tout véhicule régulièrement assuré et immatriculé. Le montant de ce droit est de dix mille gourdes (HTG 10,000.00) payable entre le 1er octobre et le 31 décembre de chaque année. Il est valide pour un exercice fiscal et n'est pas divisible. Sont exonérés du droit de teinte, les véhicules appartenant aux corps diplomatiques et consulaires, aux institutions internationales et aux institutions publiques. Cette dernière catégorie, à l'exception des véhicules détenant des plaques «officiel», est assujettie à une autorisation préalable du Premier Ministre. Les modalités d'application de ces dispositions sont définies conjointement par des mesures administratives du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) et de la Police Nationale d'Haïti (PNH).

Article 10.- Il est ajouté à l'article 279 du Décret du 26 mai 2006 relatif à l'immatriculation et la circulation des véhicules, la contravention suivante :

Circuler sans autorisation de teinte ou avec une autorisation de teinte périmée est passible d'une amende de vingt mille gourdes (HTG 20,000.00).

Article 11.- L'article 1 de la Loi du 11 juin 1996 créant un droit d'accise sur certaines catégories de véhicules est ainsi modifié :

Il est établi sur les véhicules dont la puissance est supérieure ou égale à 2200 cc un droit d'accise de 15% sur le prix des véhicules achetés en Haïti et sur la valeur en douane (CIF) additionnée des autres impôts, droits et taxes pour les produits importés.

Article 12.- L'article 11 du Décret du 29 septembre 2005 modifiant celui du 28 septembre 1987 relatif à la carte d'identité fiscale se lit désormais ainsi :

L'émission de la carte d'immatriculation fiscale se fait moyennant le paiement annuel d'un droit de :

- *deux mille cinq cents gourdes (HTG 2,500.00) pour les entreprises et personnes morales ;*
- *mille gourdes (HTG 1,000.00), pour les personnes physiques en situation d'emploi ;*
- *deux cent cinquante gourdes (HTG 250.00) pour les journaliers, le personnel vacataire et les personnes en quête d'emploi.*

Le prélèvement se fera à la source sur les personnes physiques en situation d'emploi par les soins de l'employeur au 31 octobre de chaque exercice pour être versé à la DGI entre le 1er et 15 novembre. Après cette date, le montant dudroit à acquitter sera doublé.

Article 13.- L'article 21 de la Loi du 24 juillet 2002 relative aux zones franches se lit désormais comme suit :

Les promoteurs et/ou opérateurs de zones franches (personnes morales) bénéficient des avantages douaniers et fiscaux suivants pour les besoins de leurs projets d'investissements :

1. *L'exonération totale de l'impôt sur le revenu des personnes morales pour une période ne dépassant pas cinq (5) années consécutives. Après la période d'exonération totale, le revenu de l'entreprise est taxé dans sa totalité, conformément au Décret du 29 septembre 2005 relatif à l'impôt sur le revenu. Elle ne peut bénéficier d'un renouvellement ou d'une prolongation de la période d'exonération qu'en cas de force majeure dûment approuvée par l'Autorité Compétente.*

2. *La franchise douanière et fiscale, y compris les taxes d'immatriculation pour les biens d'équipements et matériels nécessaires à l'aménagement des espaces, à l'exclusion des véhicules de tourisme.*

3. *L'enregistrement et la transcription du débet de tous actes contenant acquisition, hypothèque, nantissement. A l'expiration de la cinquième année, le montant de la Contribution Foncière des Propriétés Bâties (CFPB) est calculé sur la base de la valeur locative qui est le loyer annuel théorique que pourrait produire l'immeuble s'il était loué dans des conditions normales. Autrement dit, le prix auquel l'immeuble est loué ou celui auquel il peut être loué conformément aux Lois régissant la matière. Cette valeur locative doit être évaluée chaque trois (3) ans.*

Article 14.- L'article 23 de la Loi du 24 juillet 2002 relative aux zones franches se lit désormais comme suit :

Les investisseurs des zones franches ou d'entreprises franches jouissent des avantages suivants :

a. déduction des valeurs investies dans une zone franche, mais interdiction de vendre le titre pendant cinq (5) ans à compter de la date de l'investissement ;

b. exonération totale d'impôts sur les revenus (personnes morales) générés par les investissements dans les zones franches industrielles pendant cinq (5) ans.

Article 15.- L'article 23 du Décret du 14 septembre 1989 relatif aux Organisations Non Gouvernementales d'Aide au Développement se lit comme suit :

Les ONG autorisées à fonctionner en Haïti bénéficieront des avantages suivants :

- *l'exonération d'impôts pour l'Organisation ;*
- *la franchise douanière à l'importation de tous biens, dons et équipements nécessaires à la réalisation exclusive de leurs objectifs et des « effets personnels » du personnel de l'Organisation autorisé à travailler dans le pays, moyennant le paiement des frais de vérification et la redevance informatique.*

Article 16.- L'article 27 de la Loi du 9 octobre 2002 sur le code des investissements se lit désormais comme suit :

Les entreprises s'adonnant aux activités prévues à l'article 19 et agréées par la Commission Interministérielle bénéficient outre les privilèges prévus audit code et la législation en vigueur des avantages fiscaux suivants :

1- De l'exonération totale de l'impôt sur le revenu pour une période ne dépassant pas cinq (5) années consécutives. Après la période d'exonération totale, le revenu de l'entreprise est taxé dans sa totalité conformément au Décret du 29 septembre 2005 relatif à l'impôt sur le revenu. L'entreprise ne peut bénéficier d'un renouvellement ou d'une prolongation de la période d'exonération qu'en cas de force majeure, ce conformément à l'article 26 dudit Code.

2- De la dépréciation accélérée.

a. Propriétés bâties ..... 10% l'an

b. Matériel lourd d'exploitation, moteurs, machineries, outillage et matériel immobilisé 25% ;

c. Mobilier d'exploitation ..... 20% ;

d. Petit matériel, outils et instrument, appareil à air conditionné, matériel informatique... 50% ;

e. Matériel roulant ..... 50% ;

f. Logiciel... ..... 100% ;

g. *Matériel naval et aérien* ..... *50% ;*

h. *Matériel de bureau* ..... *33% ;*

i. *Vaisselle, verrerie, ustensiles de cuisines, argenterie (hôtellerie)* *100%;*

j. *Lingerie (Hôtellerie)* *100%;*

k. *Frais de premier établissement* *50%;*

l. *Agencements, aménagements et installations* *20%*

m. *Frais de développement* *33%;*

n. *Frais d'étude et de recherche* *100%;*

o. *Tracteurs* *25%;*

Article 17.- L'article 27.3 de la Loi du 9 septembre 2002 portant sur le Code des Investissements traitant des taxes communales est rapporté.

Article 18.- L'article 28 de la Loi du 9 septembre 2002 portant sur le Code des Investissements se lit comme suit :

Dans le cadre de la modernisation, les entreprises bénéficiant d'avantages incitatifs déjà agrées par la Commission Interministérielle des Investissements (CII), ne pourront bénéficier qu'une seule fois de l'exonération fiscale et douanière sur les importations futures de matériels et équipements.

Article 19.- L'article 29.4 de la Loi du 9 septembre 2002 portant sur le Code des Investissements traitant de l'exonération de la Taxe sur la Masse Salariale (TMS) et d'autres taxes internes directes est rapporté.

Article 20.- L'article 31.2 de la Loi du 9 septembre 2002 portant sur le Code des Investissements traitant de l'exonération de la Taxe sur la Masse Salariale (TMS) et d'autres taxes internes directes est rapporté.

Article 21.- L'article 33.2 du Code des Investissements du 9 septembre 2002 traitant de l'exonération de la Taxe sur la Masse Salariale (TMS) et d'autres taxes internes directes est rapporté.

Article 22.- L'alinéa 7 de l'article 35.1 de la Loi du 9 septembre 2002 portant sur le Code des Investissements se lit comme suit :

L'exonération pour une période ne dépassant pas cinq (5) ans des droits de douane sur les matières premières destinées à la transformation. S'il s'agit de modernisation, de réhabilitation d'entreprise déjà existante, cette dernière ne peut produire qu'une seule nouvelle demande d'exemption.

Article 23.- L'article 35.2 de la Loi du 9 septembre 2002 portant sur le Code des Investissements traitant de l'exonération de la Taxe sur la Masse Salariale (TMS) et d'autres taxes internes directes est rapporté.

Article 24.- L'article 3.4 de l'arrêté du 20 août 2013 relatif au secteur logement et traitant de l'exonération de la Taxe sur la Masse Salariale (TMS) et d'autres taxes internes directes est rapporté.

Article 25.- Les droits de douane à l'importation sur les produits suivants sont ainsi modifiés :

1- *Les droits de douane sur les farines de céréale des positions tarifaires suivantes, 11010000, 11022000, 11029000 sont fixés au taux de 50% ;*

2- *Les droits de douane sur les pâtes alimentaires des positions tarifaires suivantes, 19021100, 19021900, 19022000, 1902300 sont fixés au taux de 50% ;*

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

3- *Les droits de douane sur les tomates, pâtes de tomate et autres produits dérivés (de ketchup, et autres sources de tomates), des positions tarifaires suivantes, 07020000, 20021000, 20029011, 20029019, 21032000 sont fixés au taux de 50% ;*

4- *Les droits de douane sur les jus de fruit de la position tarifaire 20091100 à la position tarifaire 20099019 inclusivement, à l'exception de la position 20095000, sont fixés au taux de 30% ;*

5- *Les droits de douane sur les autres préparations pour sauces et sauces préparées, condiments et assaisonnements, composés de la position tarifaire 21039000 sont fixés au taux de 40% ;*

6- *Les droits de douane sur les dentifrices de la position tarifaire 33061000 sont fixés au taux de 10% ;*

7- *Les droits de douane sur les produits à base de céréales obtenus par soufflage ou grillage de la position tarifaire 19041000 sont fixés au taux de 50%.*

Article 26.- L'article 26 du Budget Général 2020-2021 est ainsi modifié :

Les droits d'accises sur le tabac, les produits de tabac bruts et finis tels que cigarettes et cigares, de la postion tarifaire 2401 et 2402, sont calculés au taux de 60% de la valeur en douane (CIF) additionnée des autres impôts, droits et taxes pour les produits importés.Les droits d'accises sur le tabac, les produits de tabac bruts et finis fabriqués localement sont calculés au taux de 25%.

Article 27.- L'article 27 du Budget Général 2020-2021 est ainsi modifié :

Les droits d'accises établis sur les alcools et toutes les autres boissons alcoolisées des positions tarifaires suivantes, 22030000, 220400000,22060000, 22060000, 22083000, 22084000, 22085000, 22087000, 22089010 sont calculés au taux de 35% sur la valeur en Douane (CIF) additionnée des autres impôts et taxes pour les produits importés ;

Les droits d'accises sur les alcools et toutes autres boissons alcoolisées fabriquées localement sont calculés au taux de 25% sur le prix ex-usine. Les droits d'accises sur les boissons énergisantes de la position tarifaire 22021011, sont calculés au taux de 30% de la valeur en Douane (CIF) additionnée des autres impôts, droits et taxes pour les produits importés ;

Les droits d'accises sur les boissons énergisantes fabriquées localement sont calculés au taux de 15% sur le prix ex-usine.

Article 28.- Les droits d'accises sur la pâte concentrée de tomate conditionnée ou non pour la vente au détail, le ketchup et autre sauce de tomates des positions tarifaires 20029011, 20029019, 2103200 sont fixés au taux de 15%.

Article 29.- Les Articles 124, 125, 126 du Décret du 1er juin 2005 relative à l'Inspection de Véhicules se lisent comme suite :

a) *Sont astreints à l'inspection semestrielle les véhicules suivants : les véhicules qui appartiennent en propre à l'État (Officiel, Service de l'État), les véhicules des Missions Diplomatiques et Consulaires et des Organisations Internationales (CD, CC, OI), et ceux de d'Immatriculation Temporaire (IT) admis dans un régime de franchise ;*

b) *Sont astreints à l'inspection trimestrielle les véhicules suivants dont les droits d'inspection sont fixés à cinq cents gourdes (HTG 500,00) par trimestre : Les véhicules de transport en commun, les véhicules de location, les véhicules lourds et ceux affectés au transport de marchandises de toutes sortes ainsi que les véhicules de génie civil sur pneumatique ;*

c) *Sont astreints à l'inspection semestrielle les véhicules privés dont les droits d'inspection sont fixés à mille gourdes (HTG 1,000.00) par semestre.*

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

Article 30.- L'article 6 du Décret du 28 septembre 1987 modifié par la Loi du 10 juin 1996 relative à la patente se lit désormais comme suit :

La patente comporte un droit fixe et un droit proportionnel :

a. le droit fixe est déterminé en fonction du groupe auquel appartient la Commune du lieu de l'établissement du contribuable ;

b. le montant du droit fixe est établi à :

- *cinq mille gourdes (HTG 5,000.00) pour un établissement situé dans une commune du premier groupe ;*
- *deux mille cinq cents gourdes (HTG 2,500.00) pour un établissement situé dans une commune du deuxième groupe ;*
- *mille deux cent cinquante gourdes (HTG 1,250.00) gourdes pour un établissement situé dans une commune du troisième groupe*

c. l'assiette du droit proportionnel est égale à la différence entre le chiffre d'affaires réalisé et la masse salariale, au cours de la période de référence précédant la date d'exigibilité de la patente. Cette base est arrondie au millier de gourdes inférieur. Le taux du droit proportionnel est de quatre pour mille (4/1000).

Article 31.- L'article 28 du Décret du 28 septembre 1987 relatif à la patente se lit désormais comme suit :

Les communes de la République d'Haïti sont divisées en trois groupes :

a. 1er groupe : Cap-Haïtien, Carrefour, Cayes, Cité-Soleil, Croix-des-Bouquets, Delmas, Gonaïves, Jacmel, Kenscoff, Pétion-Ville, Port-au-Prince, Tabarre ;

b. 2ème groupe : Aquin, Camp Perrin, Fort-liberté, Gressier, Hinche, Jérémie, Léogane, Miragoâne, Mirebalais, Ouanaminthe, Petit-Goâve, Port-de-Paix, Saint-Louis du Nord, Saint-Marc ;

c. 3ème groupe : les autres communes.

Article 32.- Il est ajouté le paragraphe suivant à l'Article 74 du Décret du 29 septembre 2005 relatif à l'impôt sur le revenu :

Les propriétaires et/ou conducteurs de véhicules se livrant dans le transport en commun des passagers dans un cadre individuel ou personnel sont assujettis à un impôt forfaitaire libératoire de quatre millegourdes (HTG 4,000.00) gourdes pour l'obtention de la plaque d'immatriculation ou de la vignette.

Cet impôt forfaitaire libératoire ne dispense pas le concerné à souscrire sa déclaration définitive d'impôt sur le revenu dans les formes et le délai prévu à l'article 127 dudit Décret.

Article 33.- L'article 33 de la Loi du 17 février 2009 relative au gage sans dépossession modifié par l'article 19 de la Loi de finances 2013-2014 se lit désormais comme suit :

Sauf dans les cas prévus à l'article 55 de la dite Loi, l'inscription d'un gage sans dépossession, d'un gage commercial tel que décrit au septième alinéa de l'article 91 et aux deuxième et troisième alinéas de l'article 92 du Code de Commerce, d'un gage tel que décrit à l'article 1842 du Code Civil ou d'un droit de propriété d'un bien assujetti à un contrat subséquent à une promesse décrite au quatrième paragraphe de l'article 40 de ladite Loi se fait moyennant le paiement d'un droit d'inscription au profit du Trésor Public calculé d'après lebarème ci-dessous :

De	*A*	*Tarif*
1,00 HTG	*1 000 000,00 HTG*	*1 000,00 HTG*
1 000 001,00 HTG	*2 000 000,00 HTG*	*2 000.00 HTG*
2 000 001,00 HTG	*5 000 000,00 HTG*	*5 000,00 HTG*
Plus de 5 000 000,00 HTG		*10 000,00 HTG*

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

Pour toutes les autres inscriptions notamment les modifications et les radiations, ce droit est de mille gourdes (HTG 1,000.00). Les droits de recherche sont fixés à deux cent cinquante gourdes (HTG 250.00) pour des recherches spécifiques et à mille gourdes (HTG 1,000.00) pour des recherches globales.

Article 34.- L'Article 27 de la Loi du 9 octobre 2002 relative au Code des Investissements se lit désormais comme suit :

1. *Les entreprises s'adonnant aux activités prévues à l'article 19 et agréées par la Commission Interministérielle des Investissements bénéficient de l'exonération totale de l'impôt sur le revenu pour une période ne dépassant pas cinq (5) années consécutives. Après cette période d'exonération, le revenu de l'entreprise est taxé dans sa totalité conformément au Décret du 29 septembre 2005 relatif à l'impôt sur le revenu.*

2. *L'entreprise ne peut bénéficier d'un renouvellement ou d'une prolongation de la période d'exonération qu'en cas de force majeure, ceconformément à l'Article 26 dudit code.*

Article 35.- L'Article 28 de la Loi du 9 octobre 2002 relative au Code des Investissements se lit comme suit :

1. *Les entreprises visées à l'article 19 du présent Code ne peuvent bénéficier des incitations fiscales et douanières qu'une seule fois au titre d'une même activité.*

2. *Par dérogation au 1., une entreprise ayant bénéficié au titre d'une activité, des incitations fiscales et douanières prévues au présent Code peut, au terme de la période d'exonération et au titre de cette même activité, bénéficier sur décision de la Commission Interministérielle des Investissements, des avantages suivants pour une période ne dépassant pas trois (3) années supplémentaires :*

   a. *l'exonération des droits de douane sur les matières premières exclusivement utilisés pour cette activité à condition que des marchandises similaires de qualité comparable ne puissent être achetées en Haïti en même quantité et au même prix.*

3. *L'avantage prévu à a. du 2. est limité à une seule opération de modernisation et est conditionné au fait que l'activité soit agréée par la Commission Interministérielle des Investissements.*

4. *La dispense du dépôt de garantie prévue au Code Douanier pour les mêmes importations en admission temporaire.*

Article 36.- L'Article 29 de la Loi du 9 octobre 2002 sur le Code des Investissements se lit désormais comme suit :

Toute entreprise dont les services ou la production sont tournés vers l'exportation ou la réexportation bénéficie, outre les avantages fiscaux définis à l'article 27.1 du présent code modifié par l'article 36 du présent Décret établissant le Budget Général de la République 2022-2023, des avantages suivants :

1. *La franchise douanière et fiscale pour une période ne dépassant pas sept (7) années consécutives sur les importations de biens d'équipements et de matériels suivants lorsqu'ils sont affectés exclusivement à l'installation, au fonctionnement et à la production de l'entreprise :*

   i. *les machines et appareils destinés aux travaux de prospection et de recherche ;*

   ii. *les moyens de transport exclusivement destinés au transport du matériel, des fournitures et produits manufacturés de l'entreprises ;*

   iii. *les autobus uniquement affectés au transport du personnel ;*

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

iv. les outils et pièces de rechange nécessaires à l'installation de l'entreprise ;

v. les produits destinés aux opérations de production ;

vi. les produits consomptibles (catalyseurs, accélérateurs chimiques, etc.).

2. Admission temporaire pour perfectionnement actif pour les matières premières et les matériels d'emballage.

3. Dispense générale de caution ou de dépôt de garantie dans le cadre de l'admission temporaire des matières premières et des matériels d'emballage.

4. Exemption des frais de vérification.

Article 37.- L'Article 31 de la Loi du 9 octobre 2002 relative au Code des Investissements se lit désormais comme suit :

Les entreprises agricoles, les sociétés de développement agricoles, les coopératives agricoles s'adonnant aux activités définies à l'article 30 de la Loi du 09 octobre 2002 relative au code des investissements bénéficient, outre les avantages fiscaux définis à l'article 27.1 dudit code modifié par l'article 37 du présent Décret établissant le Budget Général de la République 2022-2023 et les Lois sur l'Agriculture, des avantages suivants :

1. La franchise douanière et fiscale, pour une période ne dépassant pas sept (7) années consécutives, sur les importations de biens d'équipements et de matériels nécessaires à l'implantation et l'exploitation de l'entreprise, incluant :

- *les tracteurs, motoculteurs, bateaux de pêche et moteurs hors-bord et tous autres matériels roulants de transport nécessaires à l'exploitation ;*
- *les semences, alevins, engrais, pesticides, plantes, fongicides et tout autre intrant pour l'agriculture, l'élevage et la pêche ;*
- *les filets, nasses et autres matériels pour la pêche ;*
- *appareils et matériels pour construction de serre, incubateur pour production de volaille ;*
- *les pièces de rechange et outils nécessaires à l'entretien des équipements ;*
- *les machines, outillages et équipements de traitement après récolte tels qu'égreneuses, dépulpeuses, batteuses à grains ;*
- *les matériels d'emballage, de conservation, de production et de conditionnement et tous autres matériels jugés nécessaires à l'entreprise.*

Article 38.- L'article 33 de la Loi du 9 octobre 2002 de la Loi du 9 octobre 2002 relative au Code des Investissements se lit désormais comme suit :

Les entreprises et coopératives artisanales s'adonnant aux activités définies à l'article 32 de la Loi du 9 octobre 2002 relative au code des investissements bénéficient, outre les avantages fiscaux définis à l'article 27.1 du présent code modifié par l'article 38 du présent Décret établissant le Budget Général de la République 2022-2023 et les Lois sur l'artisanat, des avantages suivants :

1- L'exonération des droits de douane, pour une période ne dépassant pas cinq (5) ans consécutifs sur les fournitures et le matériel d'emballage ;

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

2- *L'exonération douanière et fiscale à l'exception des frais de vérification, pour une période ne dépassant pas cinq (5) ans consécutifs, sur les importations de biens d'équipements et de matériels nécessaires à l'implantation et à l'exploitation de l'entreprise, incluant :*

- *l'équipement, le matériel, les Articles et accessoires nécessaires à l'entreprise ;*
- *les pièces de rechanges et outils nécessaires à la réparation desdits équipements et matériels.*

3- *La dispense du dépôt de garantie prévue au Code douanier pour les importations en admission temporaire.*

Article 39.- L'article 35 de la Loi du 9 octobre 2002 relative au Code des Investissements se lit désormais comme suit :

Les entreprises de l'industrie nationale s'adonnant aux activités définies à l'article 34 de la Loi du 9 octobre 2002 sur le Code des Investissements et agréées par la Commission Interministérielle des Investissements bénéficient, outre les avantages fiscaux définis à l'article 27.1 du présent code modifié par l'article 39 du présent Décret établissant le Budget Général de la République 2022-2023, des avantages suivants :

1.- *La franchise douanière et fiscale, sur les importations de biens d'équipements et de matériels nécessaires à l'implantation et l'exploitation de l'entreprise, incluant :*

- *les machines et appareils destinés aux travaux de prospection et de recherche ;*
- *les moyens de transport exclusivement destinés au transport du matériel des fournitures et produits finis de l'entreprise ;*
- *les autobus uniquement affectés au transport du personnel selon le Code du Travail ;*
- *les outils et pièces de rechange nécessaires à la réparation des machines, équipement et matériels ;*
- *les matériels électriques et sanitaires à l'installation de l'entreprise ;*
- *les appareils et équipements destinés à la sécurité et à la surveillance de l'entreprise ;*
- *le matériel d'emballage, de conservation, de production et de conditionnement et tous autres matériels jugés nécessaires à l'entreprise pour sa production.*

2.- *L'exonération pour une période ne dépassant pas cinq (5) ans des droits de douane sur les matières premières destinées à la transformation. S'il s'agit de modernisation, de réhabilitation, d'agrandissement d'entreprise déjà existante ou ayant bénéficié d'avantages incitatifs, elle bénéficiera trois (3) ans d'exonération des mêmes droits sur les matières premières et ne peut produire qu'une seule demande d'exemption fiscale et douanière sur les importations de biens d'équipements et de matériels.*

3.- *La dispense du dépôt de garantie prévue au Code Douanier pour les importations en admission temporaire.*

Article 40.- L'article 38 de la Loi du 9 octobre 2002 relative au Code des Investissements se lit désormais comme suit :

Les entreprises de développement touristique, les entreprises de service à caractère touristique œuvrant dans les champs d'activités définies à l'article 37 de la Loi du 9 octobre 2002 relative au Code des Investissements et les Lois sur le tourisme bénéficient, outre des avantages fiscaux définis à l'article 27.1 du code modifié par l'article 40 du présent Décret établissant le Budget Général de la République 2022-2023, des avantages suivants :

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1- La franchise douanière et fiscale, pour une période ne dépassant pas sept (7) années consécutives, sur les importations de biens d'équipements et de matériels nécessaires à la prospection, l'implantation, l'aménagement ou le réaménagement, quand ces matériels ou ces équipements ne peuvent pas être trouvés localement dans les mêmes conditions de qualité et de prix :

- les matériaux de construction ;
- les matériels électriques ;
- les systèmes de production ou de compensation d'énergie électrique ;
- les systèmes ou équipements pour la sécurité et la surveillance ;
- les systèmes de communication et de télécommunication ;
- les systèmes et équipements de conservation au froid ;
- les appareils ménagers, la lingerie, les ustensiles de service et de cuisine ;
- les systèmes et équipements de traitement de l'eau ;
- les systèmes et équipements sanitaires ;
- les espèces animales et végétales rares ;
- les chaloupes et remorques ;
- les petits avions, bateaux et hélicoptères de plaisance ;
- les véhicules utilitaires affectés à l'exploitation ;
- les matériels et équipements nécessaires à l'aménagement et au fonctionnement de l'activité touristique ;
- les pièces de rechange pour les matériels et équipements.

2- La dispense du dépôt de garantie prévue au Code Douanier pour les importations en admission temporaire.

Article 41.- L'Article 21 de la Loi du 24 juillet 2002 relative aux zones franches se lit désormais comme suit :

Les promoteurs et/ou opérateurs de zones franches (personnes morales) bénéficient des avantages douaniers et fiscaux suivants pour les besoins de leurs projets d'investissements :

1. *L'exonération totale de l'impôt sur le revenu des personnes morales pour une période ne dépassant pas sept (7) années consécutives. Après la période d'exonération totale, le revenu de l'entreprise est taxé dans sa totalité, conformément au Décret du 29 septembre 2005 relatif à l'impôt sur le revenu. Cette exonération ne peut être renouvelée ou prolongée qu'une seule fois ce, en cas de force majeure. La décision de renouveler ou de prolonger la période d'exonération est prise par le Conseil National des Zones Franches.*

2. *La franchise douanière et fiscale, y compris les taxes d'immatriculation pour les biens d'équipements et matériels nécessaires à l'aménagement des espaces, à l'exclusion des véhicules de tourisme.*

3. *L'enregistrement et la transcription du débet de tous actes contenant acquisition, hypothèque, nantissement.*

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

4. *L'exonération pour une période de sept (7) années consécutives de la Contribution Foncière des Propriétés Bâties (CFPB). A l'expiration de la septième année, le montant de la Contribution Foncière des Propriétés Bâties (CFPB) est calculé sur la base de la valeur locative qui est le loyer annuel théorique que pourrait produire l'immeuble s'il était loué dans des conditions normales, autrement dit, le prix auquel l'immeuble est loué ou celui auquel il peut être loué conformément aux Lois régissant la matière. Cette valeur locative doit être évaluée chaque trois (3) ans.*

Article 42.- L'article 1er du Décret du 05 avril 1979 relatif à la Contribution Foncière des Propriétés Bâties modifié par celui du 23 décembre 1981 et par l'article 21 du Décret du 28 septembre 2015 établissant le Budget Général de la République 2015-2016 se lit désormais comme suit :

La contribution foncière des propriétés bâties est un impôt réel, local basé sur la valeur locative de tout immeuble. La valeur locative est le loyer annuel théorique que pourrait produire l'immeuble s'il était loué dans des conditions normales. Autrement dit, le prix auquel l'immeuble est loué ou celui auquel il peut être loué.

Article 43.- L'article 74 du Décret du 29 septembre 2005 relatif à l'Impôt sur le Revenu se lit désormais comme suit :

1. *Entre le 1er et le 31 octobre de chaque exercice fiscal, les tenanciers des jeux de hasard paieront par établissement un impôt libératoire équivalant à 25% de la valeur locative annuelle. En aucun cas, cet impôt ne sera inférieur à vingt-cinq mille gourdes (HTG 25,000.00). La quittance afférente au paiement de cet impôt doit être affichée dans chaque établissement de jeux de hasard. En cas de non paiement de l'impôt pour un établissement, le contribuable est responsable sur tous ses biens meubles et immeubles du paiement dudit impôt, conformément aux dispositions légales en matière de recouvrement forcé des créances de l'Etat.*

2. *Les produits perçus par les inventeurs au titre de la concession de licences d'exploitation de leurs brevets, de la cession ou concession de marques de fabrique, de procédés ou formules de fabrication feront l'objet d'une retenue à la source de 20% libératoire. Cette retenue sera versée à la Direction Générale des Impôts entre le 1er et le 15 du mois qui suit celui du paiement. Passé ce délai, des intérêts de retard prévus à l'article 162 du présent Décret seront appliqués.*

3. *Les produits de toute nature, perçus par les professionnels dont leur domicile fiscal est situé hors d'Haïti et qui, au cours d'un séjour temporaire dans le pays, travaillent pour leur compte ou pour le compte de sociétés étrangères, feront l'objet d'une retenue à la source de 15% libératoire. Cette retenue sera versée à la Direction Générale des Impôts entre le 1er et le 15 du mois qui suit celui du paiement. Passé ce délai, des intérêts de retard prévus à l'article 162 du présent Décret seront appliqués.*

Article 44.- L'article 113 du Décret du 29 septembre 2005 relatif à l'impôt sur le revenu se lit désormais comme suit :

1. *Les revenus distribués ou dividendes font l'objet de la part de la société distributrice d'une retenue libératoire de 20%.*

2. *Par dérogation au 1., les dividendes versés par une filiale située en Haïti à sa société mère également située en Haïti ou à une autre société anonyme également située en Haïti sont exonérées de la retenue à la source libératoire de 20% lorsqu'aucune d'entre elles ne bénéficient des avantages du code des investissements ou d'autres régimes spéciaux. Ces dividendes doivent être incorporés dans les bénéfices de la société bénéficiaire qui doit pratiquer la retenue*

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

libératoire de 20% au moment de la redistribution desdits dividendes à des personnes physiques ou à des sociétés anonymes situées hors d'Haïti ou à des sociétés anonymes situées en Haïti bénéficiant des avantages incitatifs du code des investissements ou d'autres régimes spéciaux.

3. *Les rémunérations et avantages occultes font l'objet d'une imposition de 45%.*

Article 45.- L'article 7 du Décret du 28 septembre 1987 relatif à la patente modifié par l'article 5 du 28 septembre 2015 établissant le Budget Général de la République 2015-2016 se lit désormais comme suit :

1. *Le Chiffre d'Affaires à retenir pour le calcul du droit proportionnel est représenté par le montant des ventes hors TCA réalisées et des rémunérations et commissions acquises comme prix des services rendus, sous déduction des commissions payées, rabais, rendus et frais sur vente.*

2. *Par dérogation au 1., s'agissant des distributeur de produits pétroliers, le chiffre d'affaires sera constitué de la marge brute sur la vente de produits pétroliers augmentée de la valeur provenant de la vente d'autres produits ou la prestation d'autres services, au cours del'exercice précédent.*

Article 46.- L'article 8 du Décret du 28 septembre 1987 relatif à la patente modifié par l'article 6 du 28 septembre 2015 établissant le Budget Général de la République 2015-2016 se lit désormais comme suit :

La masse salariale déductible à retenir pour le calcul du droit variable comprend les sommes payées pendant la période de référence au titre :

a. *des traitements, salaires, émoluments, boni, étrennes, heures supplémentaires et autres rémunérations, y compris la valeur des avantages en nature ou en espèces, ainsi que toutes les indemnités, remboursements et allocations forfaitaires pour frais versées aux dirigeants de sociétés, à l'exclusion de la rémunération que s'octroie l'entrepreneur individuel ou accordée à l'associé d'une société de personnes ;*

b. *des cotisations obligatoires aux régimes d'assurances sociales (accidents du travail, maladie, maternité, retraite) payées par l'employeur.*

Article 47.- L'article 15 du Décret du 28 septembre 1987 modifié par la Loi du 10 juin 1996 relative à la patente se lit désormais comme suit :

1. *Les contribuables sont tenus de souscrire une déclaration de patente au bureau de la Direction Générale des Impôts dont dépend chacun de leurs établissements. Cette déclaration, fait sur un imprimé délivré gratuitement par l'Administration fiscale, contient les renseignements suivants :*

   - *identification complète du contribuable y compris son numéro de carte d'identité fiscale ;*
   - *description de l'établissement concerné : non commercial, adresse, activités exercées ;*
   - *éléments de calcul de la patente : chiffre d'affaires et masse salariale.*

2. *La déclaration de la patente doit être effectuée entre le 1er octobre et le 31 janvier de l'année d'imposition.*

3. *À l'expiration de ce délai, l'Administration fiscale peut taxer d'office tout contribuable qui n'a pas souscrit sa déclaration.*

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

Article 48.- L'article 25 du Décret du 28 septembre 1987 relatif à la patente se lit désormais comme suit :

1. Le retard de déclaration de la patente entraine l'application d'un intérêt de retard de 5% par mois ou fraction de mois jusqu'à concurrence de 40%.

2. Les erreurs ou les insuffisances de déclaration ayant eu pour effet de réduire le montant de la patente due entrainent une majoration de 50% du montant redressé.

3. Par dérogation au 2., lorsque le contribuable dépose à la Direction Générale des Impôts des déclarations rectifiées à la hausse dans un délai ne dépassant pas douze (12) mois après la date d'échéance mais avant l'ouverture du contrôle fiscal, les intérêts de retard prévus au1., et la majoration visée au 2., ne sont pas applicables.

Article 49.- L'article 28 du Décret du 28 septembre 1987 relatif à la patente modifié par l'article 32 du Décret du 12 mai 2022 établissant le Budget Général de la République 2021-2022 se lit désormais comme suit :

1. Pour l'application du présent Décret, les Communes de la République sont divisées en trois groupes :

a. 1er groupe : Cap-Haïtien, Carrefour, Cayes, Cité-Soleil, Croix-des-Bouquets, Delmas, Gonaïves, Jacmel, Kenscoff, Pétion-Ville, Port-au- Prince, Tabarre ;

b. 2ème groupe : Aquin, Fort-liberté, Gressier, Hinche, Jérémie, Miragoâne, Mirebalais, Ouanaminthe, Petit-Goâve, Port-de-Paix, Saint- Louis du Nord, Saint-Marc ;

c. 3ème groupe : les autres communes.

2. Le montant du droit fixe est établi :

a. à cinq mille gourdes (HTG 5,000.00) pour un établissement situé dans une commune du premier groupe ;

b. 1deux mille cinq cents gourdes (HTG 2,500.00) pour un établissement situé dans une commune du deuxième groupe ;

c. mille deux cent cinquante gourdes (HTG 1,250.00) gourdes pour un établissement situé dans une commune du troisième groupe.

3. L'administration fiscale exige du contribuable, comme préalable à l'émission du certificat de la patente, des autorisations émanant des organes régulateurs du secteur de l'activité.

Article 50.- L'article 29 du Décret du 28 septembre 1987 relatif à la patente modifié par l'article 9 du Décret du 28 septembre 2015 établissant le Budget Général de la République 2015-2016 se lit désormais comme suit :

1. Sont soumis à une patente comportant uniquement un droit fixe :

a. de cent mille gourdes (HTG 100,000.00) pour les partis politiques ;

b. de cinquante mille gourdes (HTG 25,000.00) pour :

i. les associations sans but lucratif ;

ii. les mutuelles ;

iii. les fondations et les Organisations Non Gouvernementales (ONG) ;

iv. les chambres de commerce ;

v. les syndicats ;

vi. les fédérations.

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

2. *Le droit fixe visé au 1. est divisé par deux (2) lorsque les entités prévues au b. du 1. se trouvent dans une commune de deuxième groupe et par quatre (4) lorsqu'elles sont établies dans une commune de troisième groupe.*

3. *Par dérogation au 2., le montant du droit fixe de la patente pour les partis politiques est de cent mille gourdes (HTG 100,000.00) gourdes quel que soit le lieu de leur établissement.*

4. *Les entreprises travaillant sous l'égide du code des investissements et celles établies dans une zone franche ou dans un parc industrielsont soumises à une patente selon les règles établies aux Articles 6, 7 et 8 présent Décret.*

Article 51.- L'Article 37 du Décret du 25 novembre 2005 relatif à la TCA est ainsi modifié :

Faute par le contribuable susvisé de se conformer aux dispositions des Articles 34 et 35, il sera frappé d'une amende de mille gourdes (HTG 1,000.00) gourdes par mois ou fraction de mois de retard jusqu'à concurrence de dix mille gourdes (HTG 10,000.00) gourdes.

CHAPITRE II

Dispositions relatives aux charges

Article 52.- Les crédits budgétaires de l'exercice 2022-2023 destinés aux dépenses de fonctionnement, incluant les dépenses courantes des institutions de l'Administration d'État, les dépenses d'immobilisation et l'amortissement de la dette publique, sont fixés à **cent quatre-vingt-huit milliards deux cent millions et 00/100 de gourdes (HTG 188 200 000 000,00)** distribués selon les tableaux présentés à l'article 66 du présent budget.

Article 53.- Les crédits budgétaires de l'exercice 2022-2023 pour les dépenses de programmes et projets sont fixés à **soixante-dix- neuf milliards trois cent millions et 00/100 de gourdes (HTG 79 300 000 000,00)** répartis selon les tableaux présentés à l'article 66 du présent budget.

Article 54.- Les crédits budgétaires sont adoptés par entité administrative et par titre de dépenses. Ils sont affectés à un service ou à un ensemble de services. Ils peuvent être évaluatifs ou limitatifs.

Article 55.- Les crédits évaluatifs s'appliquent aux dépenses relatives à la dette publique, aux décisions et frais de justice, aux réparations civiles, aux dégrèvements et restitutions et à la mise en jeu des garanties accordées par l'État.

Les dépenses sur crédits évaluatifs peuvent au besoin s'imputer au-delà de l'allocation prévue initialement. Elles ne sauraient en aucun cas être supérieures à 10% des crédits initialement prévus.

Le Ministre chargé des Finances informe régulièrement le Parlement des motifs du dépassement budgétaire. Les allocations révisées doivent être régularisées dans la plus prochaine Loi de Finances afférente à l'année fiscale concernée.

Article 56.- Tous les autres crédits sont limitatifs. Les dépenses sur crédits limitatifs ne peuvent être engagées ni ordonnancées au- delà des dotations budgétaires et les crédits limitatifs ne peuvent être augmentés que par une Loi de Finances. Cependant, des crédits supplémentaires aux crédits limitatifs peuvent être ouverts par décision du Pouvoir Exécutif arrêtée en Conseil des Ministres et publiée au journal officiel de la République et après information circonstanciée des Commissions chargées des Finances du Parlement. Les crédits limitatifs décidés par le Pouvoir Exécutif ne sauraient en aucune façon affecter l'équilibre budgétaire et leur montant ne peut dépasser 10% du total des crédits ouverts dans la Loi de Finances initiale. Ils ne peuvent être pris que dans les cas suivants :

1- pour faire face à des calamités ;

2- pour répondre à une urgence quand il y a nécessité impérieuse d'intérêt national ;

3- pour utiliser des ressources excédentaires imprévues.

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

Les plafonds des autorisations d'emplois ouvrant la voie au recrutement pour le fonctionnement de l'État sont limitatifs. Un projet de Loi portant ratification de ces crédits est, dans les trente (30) jours qui suivent leur ouverture, déposé au Parlement qui doit en toute urgence se prononcer sur la question.

Article 57.- Les crédits budgétaires ne peuvent être utilisés que pour l'objet pour lequel ils ont été prévus, sauf disposition (s) contraire (s).

Article 58.- L'entité administrative correspond aux organes des trois Pouvoirs et à ceux des Institutions Indépendantes conformément aux Articles 3 et 14 du Décret du 17 mai 2005 portant organisation de l'administration centrale d'État. On considère comme entité administrative de premier rang : la Présidence, la Primature, les Ministères, le Sénat de la République, la Chambre des Députés, le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire, la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif, le Conseil Electoral, l'Office de la Protection du Citoyen, l'Université d'État d'Haïti et l'Académie du Créole haïtien.

Article 59.- Est désigné entité administrative de second rang, le premier niveau de subdivision administrative de l'entité administrative de premier rang. Elle correspond aux structures administratives placées sous le contrôle hiérarchique de la plus haute autorité de l'entité administrative de premier rang correspondante.

Article 60.- Les crédits de l'entité administrative de premier rang comprennent ceux des Services Territorialement Déconcentrés conformément aux prescrits de l'article 85 du Décret du 17 mai 2005 portant organisation de l'administration centraled'État.

Article 61.- Les titulaires des entités administratives de premier rang sont ordonnateurs principaux. Ils détiennent l'entière responsabilité quant à la gestion des ressources affectées à leurs entités administratives, y compris la gestion assurée par les ordonnateurs qui bénéficient de leurs délégations. Ils sont co-responsables de la gestion assurée par les ordonnateurs secondaires placés sous leurs responsabilités hiérarchiques.

Article 62.- Les crédits budgétaires de chaque entité administrative sont regroupés sous les titres ci-dessous mentionnés.

Article 63.- Les crédits du titre VI : Autres dépenses publiques peuvent être redistribués, au besoin, entre ceux des titres II etIII, toutefois les mouvements de crédits des titres II et III vers le titre VI ne sont pas autorisés.

Titres de Dépenses	*Articles de Dépenses*
Titre I. Dépenses de personnel	Article 1. Dépenses de personnel
Titre II. Dépenses de biens et Services	Article 2. Dépenses de services et charges diverses Article 3. Achats de biens de consommation et petit matériel
Titre III. Dépenses d'immobilisations	Article 4. Immobilisations corporelles Article 5. Immobilisations incorporelles
Titre IV. Dépenses de transferts	Article 7. Subventions, quote-parts, contributions,allocations,indemnisations
Titre V. Service de la Dette Publique	Article 8. Amortissement de la dette publique Paragraphe 26 de l'Article 2: Charges Financières
Titre VI. Autres dépenses publiques	Article 9. Autres dépenses publiques
Titre VII. Dépenses d'opérations financières	Article 6. Prêts, avances, prises de participation et placements

CHAPITRE III

Dispositions relatives à l'équilibre économique et financier

Article 64.- Les conditions d'équilibre du Budget de l'exercice fiscal 2022-2023 sont assurées par les recettes fiscales et non fiscales, les dons, les emprunts et les dispositions relatives au financement des charges publiques.

Article 65.- Les opérations du Budget de l'exercice fiscal débutant le 1er octobre 2022 pour s'achever le 30 septembre 2023 sont ainsi réparties :

Tableau d'équilibre du Budget Général
Exercice 2022-2023

VOIES ET MOYENS	267,500,000,000	DEPENSES TOTALES	267,500,000,000
Ressources Domestiques	**164,058,000,001**	**Dépenses courantes**	**155,014,487,333**
Recettes Internes	125,909,485,823	Salaires et traitements	78,570,013,317
Recettes douanières	37,948,514,177	Biens et services (y/c autres dépenses publiques)	49,407,793,888
Autres ressources domestiques	200,000,000	Transferts et subventions	20,855,318,113
		Intérêts	6,181,362,015
Solde Budgétaire de base			**9,043,512,667**
Dons	**40,387,710,811**		
Appui budgétaire global	9,136,500,000	**Dépenses de Capital**	**112,485,512,667**
Aide projets	31,251,210,811	**Immobilisations**	**2,657,404,767**
		Programmes et Projets	**79,300,000,000**
Financement	**63,054,289,188**	Trésor Public	26,350,000,000
Tirages sur emprunt	16,025,789,189	Annulation dette FMI	1,304,049,460
Bons du Trésor	8,355,500,000	Autres Financements	4,368,950,540
Autres financements internes des projets	5,672,999,999	Dons et emprunts	47,277,000,000
Emprunt BRH	33,000,000,000		
Emprunt Bancaire	0	Amortissement de la Dette	30,528,107,900

Détails des Opérations

Article 66.- Les crédits du budget de l'exercice fiscal 2022-2023 sont répartis par entité administrative et par titre de dépenses tel qu'indiqué dans le tableau ci-après :

Tableau des opérations financières de l'Etat
(En Gourdes)

OPERATIONS	BUDGET INITIAL 2021-2022	BUDGET INITIAL 2022-2023	VARIATION absolue	VARIATION relative
ENVELOPPE GLOBALE	**210,588,000,000**	**267,500,000,000**	**56,912,000,000**	**27.0%**
A- Recettes totales (A1+A2+A3)	**120,135,261,417**	**164,058,000,001**	**43,922,738,585**	**36.6%**
A1. Impot direct	36,552,391,799	42,783,822,472	6,231,430,674	17.0%
A2. Impot indirect	72,413,909,572	111,064,514,436	38,650,604,864	53.4%
A2.1. sur production locale	23,552,873,712	21,533,777,491	(2,019,096,221)	-8.6%
A2.2. sur le commerce extérieur (y/c autres droits et taxes perçus à l'entrée)	48,861,035,860	68,172,736,945	19,311,701,085	39.5%
A2.3. sur produits pétroliers		21,358,000,000	21,358,000,000	0.0%
A3. Autres recettes domestiques	11,168,960,046	10,209,663,093	(959,296,953)	-8.6%
B- Dépenses totales (B1+D1)	**181,591,591,720**	**236,971,892,100**	**55,380,300,381**	**30.5%**
B1. Dépenses courantes (B1.1.+B1.2.+B1.3.)	**141,959,668,685**	**155,014,487,333**	**13,054,818,648**	**9.2%**
B1.1. Fonctionnement de l'Administration	**135,402,476,612**	**143,753,125,318**	**8,350,648,706**	**6.2%**
Salaires et traitements	66,802,237,291	78,570,013,317	11,767,776,026	17.6%
Biens et services (y/c autres dépenses publiques)	32,487,668,635	44,927,793,888	12,440,125,253	38.3%
Transferts et subventions	36,112,570,686	20,255,318,113	(15,857,252,573)	-43.9%
B1.2. Intérêts	**4,401,107,826**	**6,181,362,015**	**1,780,254,189**	**40.5%**
Dette interne	1,609,314,399	3,023,517,938	1,414,203,539	87.9%
Dette externe	2,791,793,427	3,157,844,078	366,050,651	13.1%
B1.3. Dépenses exceptionnelles	**2,156,084,247**	**5,080,000,000**	**2,923,915,753**	**135.6%**
activités électorales	2,006,663,169	4,480,000,000	2,473,336,831	123.3%
Support aux partis politiques	149,421,078	600,000,000	450,578,922	301.5%
C-Solde primaire courant (hors intérêts s/dette) (A-B1.1)	**(15,267,215,196)**	**20,304,874,683**	**35,572,089,879**	**-233.0%**
D- Solde Budgétaire de base (A-B1 ou C-B1.2.)	**(21,824,407,269)**	**9,043,512,668**	**30,867,919,936**	**-141.4%**
D1. Dépenses en capital (D1.1+D1.2+D1.3)	**39,631,923,035**	**81,957,404,767**	**42,325,481,732**	**106.8%**
D1.1 Immobilisations	**1,213,923,034**	**2,657,404,767**	**1,443,481,733**	**118.9%**
D1.2 Investissements publics (financement interne)	**15,325,000,001**	**32,023,000,000**	**16,697,999,999**	**109.0%**
Trésor Public	11,600,000,000	26,350,000,000	14,750,000,000	127.2%
Annulation dette FMI	644,840,613	1,304,049,460	659,208,848	102.2%
Autres Financements	3,080,159,388	4,368,950,540	1,288,791,152	41.8%
D1.3 Investissements publics (financement externe)	**23,093,000,000**	**47,277,000,000**	**24,184,000,000**	**104.7%**
Sur Dons	19,643,000,000	31,251,210,811	11,608,210,811	59.1%
Sur Emprunt	3,450,000,000	16,025,789,189	12,575,789,189	364.5%
y/c FMI	-	15,750,000,000	15,750,000,000	0.0%
TAIWAN	3,450,000,000	275,789,189	(3,174,210,811)	-92.0%
E-Solde global (hors dons) (A-B)	**(61,456,330,303)**	**(72,913,892,099)**	**(11,457,561,796)**	**18.6%**
F-Dons (F1+F2)	**24,324,650,000**	**40,387,710,811**	**16,063,060,811**	**66.0%**
F1. Appui budgétaire global	**4,681,650,000**	**9,136,500,000**	**4,454,850,000**	**95.2%**
F2. Aide projets	**19,643,000,000**	**31,251,210,811**	**11,608,210,811**	**59.1%**
G-Solde global incluant dons (E+F)	**(37,131,680,303)**	**(32,526,181,288)**	**4,605,499,015**	**-12.4%**
H- Financement (H1+H2)	**37,131,680,300**	**32,526,181,289**	**(4,605,499,011)**	**-12.4%**
H1. Financement externe net	**(7,490,109,383)**	**4,175,385,984**	**11,665,495,367**	**-155.7%**
H1.1. Tirages sur emprunt	3,450,000,000	16,025,789,189	12,575,789,189	364.5%
H1.2. Amortissement de la dette externe	(10,940,109,383)	(11,850,403,205)	(910,293,822)	8.3%
H2. Financement interne net	**44,621,789,683**	**28,350,795,305**	**(16,270,994,378)**	**-36.5%**
H2.1. Bons du Trésor	12,483,088,583	8,355,500,000	(4,127,588,583)	-33.1%
H2.2. Autres financements internes des projets	3,725,000,000	5,673,000,000	1,948,000,000	52.3%
H2.3. Amortissement de la dette interne	(18,056,298,900)	(18,677,704,695)	(621,405,795)	3.4%
H2.4. Institution financière/emprunt BRH	46,470,000,000	33,000,000,000	(13,470,000,000)	-29.0%
CAPACITE/BESOIN DE FINANCEMENT	**(3)**	**1**	**4**	

CODE	INSTITUTION	Crédits de fonctionnement 22-23	Pond.	Crédits d'investissement 22-23	Pond.	Total des crédits 22-23	Pond.
	TOTAL	188,200,000,000	100.0%	79,300,000,000	100.0%	267,500,000,000	100.0%
1	POUVOIR EXECUTIF	177,234,709,644	94.2%	79,065,776,619	99.7%	256,300,486,263	95.8%
11	SECTEUR ECONOMIQUE	21,320,781,634	11.3%	34,223,921,705	43.2%	55,544,703,339	20.8%
1111	MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	1,827,942,619	1.0%	6,665,228,955	8.4%	8,493,171,573	3.2%
TITRE I	Dépenses de Personnel	885,507,721	0.5%	-	0.0%	885,507,721	0.3%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	338,191,756	0.2%	590,000,000	0.7%	928,191,756	0.3%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	12,255,418	0.0%	4,095,228,954	5.2%	4,107,484,372	1.5%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	205,526,057	0.1%	100,000,000	0.1%	305,526,057	0.1%
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	0.0%	1	0.0%	1	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	386,461,667	0.2%	1,880,000,000	2.4%	2,266,461,667	0.8%
TITRE VII	Opérations financières	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
1112	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	11,427,210,896	6.1%	3,542,174,242	4.5%	14,969,385,138	5.6%
TITRE I	Dépenses de Personnel	6,666,546,986	3.5%	-	0.0%	6,666,546,986	2.5%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	2,937,342,579	1.6%	137,500,000	0.2%	3,074,842,579	1.1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	878,934,317	0.5%	1,783,796,557	2.2%	2,662,730,874	1.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	337,968	0.0%	-	0.0%	337,968	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	944,049,046	0.5%	1,620,877,685	2.0%	2,564,926,731	1.0%
1113	MINIS. DE L'AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES/DEVELOP/RURAL	2,185,793,047	1.2%	6,040,936,888	7.6%	8,226,729,935	3.1%
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,404,565,324	0.7%	-	0.0%	1,404,565,324	0.5%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	502,315,622	0.3%	689,475,785	0.9%	1,191,791,407	0.4%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	46,845,780	0.0%	30,000,000	0.0%	76,845,780	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	232,066,320	0.1%	5,321,461,103	6.7%	5,553,527,423	2.1%
1114	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	2,169,449,805	1.2%	16,035,964,847	20.2%	18,205,414,652	6.8%
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,845,770,213	1.0%	-	0.0%	1,845,770,213	0.7%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	305,179,592	0.2%	25,000,000	0.0%	330,179,592	0.1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	2,000,000	0.0%	8,174,344,843	10.3%	8,176,344,843	3.1%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	16,500,000	0.0%	7,836,620,005	9.9%	7,853,120,005	2.9%
1115	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	1,335,632,399	0.7%	480,153,434	0.6%	1,815,785,833	0.7%
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,017,166,272	0.5%	-	0.0%	1,017,166,272	0.4%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	274,766,134	0.1%	10,000,000	0.0%	284,766,134	0.1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	18,699,993	0.0%	15,860,039	0.0%	34,560,032	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	0.0%	241,695,939	0.3%	241,695,939	0.1%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	25,000,000	0.0%	212,597,456	0.3%	237,597,456	0.1%
1116	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	2,046,260,838	1.1%	1,034,463,340	1.3%	3,080,724,178	1.2%
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,420,978,205	0.8%	-	0.0%	1,420,978,205	0.5%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	576,696,848	0.3%	38,000,000	0.0%	614,696,848	0.2%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	24,070,537	0.0%	556,983,986	0.7%	581,054,523	0.2%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	24,515,248	0.0%	439,479,354	0.6%	463,994,602	0.2%
1117	MINISTERE DU TOURISME	328,492,030	0.2%	425,000,000	0.5%	753,492,030	0.3%
TITRE I	Dépenses de Personnel	229,794,109	0.1%	-	0.0%	229,794,109	0.1%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	67,154,953	0.0%	182,000,000	0.2%	249,154,953	0.1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	19,690,977	0.0%	43,000,000	0.1%	62,690,977	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	1,929,890	0.0%	-	0.0%	1,929,890	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	9,922,100	0.0%	200,000,000	0.3%	209,922,100	0.1%
12	SECTEUR POLITIQUE	44,350,694,231	23.6%	7,966,925,903	10.0%	52,317,620,134	19.6%
1211	MINISTERE DE LA JUSTICE	23,113,488,112	12.3%	5,715,308,347	7.2%	28,828,796,459	10.8%
TITRE I	Dépenses de Personnel	17,290,001,657	9.2%	-	0.0%	17,290,001,657	6.5%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	4,492,400,717	2.4%	250,000,000	0.3%	4,742,400,717	1.8%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	382,518,451	0.2%	5,400,308,347	6.8%	5,782,826,798	2.2%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	138,850,316	0.1%	-	0.0%	138,850,316	0.1%
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	809,716,971	0.4%	65,000,000	0.1%	874,716,971	0.3%
1212	MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	182,962,776	0.1%	20,000,000	0.0%	202,962,776	0.1%
TITRE I	Dépenses de Personnel	116,124,453	0.1%	-	0.0%	116,124,453	0.0%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	48,117,324	0.0%	20,000,000	0.0%	68,117,324	0.0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	17,721,000	0.0%	-	0.0%	17,721,000	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	1,000,000	0.0%	-	0.0%	1,000,000	0.0%
1213	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	10,084,516,470	5.4%	519,500,000	0.7%	10,604,016,470	4.0%
TITRE I	Dépenses de Personnel	935,649,161	0.5%	-	0.0%	935,649,161	0.3%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	347,355,176	0.2%	-	0.0%	347,355,176	0.1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	78,404,556	0.0%	519,500,000	0.7%	597,904,556	0.2%

CODE	INSTITUTION	Crédits de fonctionnement 22-23	Pond.	Crédits d'investissement 22-23	Pond.	Total des crédits 22-23	Pond.
	TOTAL	188,200,000,000	100.0%	79,300,000,000	100.0%	267,500,000,000	100.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	8,723,107,576	4.6%	-	0.0%	8,723,107,576	3.3%
1214	LA PRESIDENCE	1,698,211,982	0.9%	-	0.0%	1,698,211,982	0.6%
TITRE I	Dépenses de Personnel	805,419,262	0.4%	-	0.0%	805,419,262	0.3%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	432,071,506	0.2%	-	0.0%	432,071,506	0.2%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	69,481,281	0.0%	-	0.0%	69,481,281	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	15,287,568	0.0%	-	0.0%	15,287,568	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	375,952,365	0.2%	-	0.0%	375,952,365	0.1%
1215	LA PRIMATURE	2,954,915,424	1.6%	450,000,000	0.6%	3,404,915,424	1.3%
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,265,609,042	0.7%	-	0.0%	1,265,609,042	0.5%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	836,474,478	0.4%	-	0.0%	836,474,478	0.3%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	47,520,720	0.0%	300,000,000	0.4%	347,520,720	0.1%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	101,176,658	0.1%	-	0.0%	101,176,658	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	704,134,527	0.4%	150,000,000	0.2%	854,134,527	0.3%
1216	MINISTERE DE L'INTERIEUR & DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	4,550,054,233	2.4%	772,117,556	1.0%	5,322,171,789	2.0%
TITRE I	Dépenses de Personnel	3,060,070,505	1.6%	-	0.0%	3,060,070,505	1.1%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	349,984,747	0.2%	-	0.0%	349,984,747	0.1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	72,126,522	0.0%	568,117,556	0.7%	640,244,078	0.2%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	29,400,000	0.0%	-	0.0%	29,400,000	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	1,038,472,459	0.6%	204,000,000	0.3%	1,242,472,459	0.5%
1217	MINISTERE DE LA DEFENSE	1,766,545,235	0.9%	490,000,000	0.6%	2,256,545,235	0.8%
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,022,493,414	0.5%	-	0.0%	1,022,493,414	0.4%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	165,016,795	0.1%	75,000,000	0.1%	240,016,795	0.1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	23,141,522	0.0%	415,000,000	0.5%	438,141,522	0.2%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	10,479,205	0.0%	-	0.0%	10,479,205	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	545,414,299	0.3%	-	0.0%	545,414,299	0.2%
13	SECTEUR SOCIAL	37,117,546,886	19.7%	35,598,230,286	44.9%	72,715,777,173	27.2%
1311	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L A FORM. PROFESS.	25,359,201,993	13.5%	4,683,217,123	5.9%	30,042,419,116	11.2%
TITRE I	Dépenses de Personnel	21,582,891,881	11.5%	-	0.0%	21,582,891,881	8.1%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	2,024,198,899	1.1%	832,946,054	1.1%	2,857,144,953	1.1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	242,111,205	0.1%	3,278,450,540	4.1%	3,520,561,745	1.3%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	10,000,000	0.0%	542,058,571	0.7%	552,058,571	0.2%
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	1,500,000,008	0.8%	29,761,959	0.0%	1,529,761,967	0.6%
1312	MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	1,960,393,426	1.0%	28,638,149,801	36.1%	30,598,543,227	11.4%
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,489,186,546	0.8%	-	0.0%	1,489,186,546	0.6%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	381,136,856	0.2%	20,000,000	0.0%	401,136,856	0.1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	41,350,000	0.0%	80,000,000	0.1%	121,350,000	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	20,000,000	0.0%	28,498,149,801	35.9%	28,518,149,801	10.7%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	28,720,024	0.0%	40,000,000	0.1%	68,720,024	0.0%
1313	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	8,412,730,719	4.5%	2,083,362,452	2.6%	10,496,093,171	3.9%
TITRE I	Dépenses de Personnel	6,518,913,058	3.5%	-	0.0%	6,518,913,058	2.4%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	1,637,317,661	0.9%	-	0.0%	1,637,317,661	0.6%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	123,500,000	0.1%	1,354,161,833	1.7%	1,477,661,833	0.6%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	133,000,000	0.1%	729,200,619	0.9%	862,200,619	0.3%
1314	MINISTERE A LA CONDITION FEMININE	309,475,619	0.2%	47,000,000	0.1%	356,475,619	0.1%
TITRE I	Dépenses de Personnel	215,050,002	0.1%	-	0.0%	215,050,002	0.1%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	61,014,465	0.0%	17,000,000	0.0%	78,014,465	0.0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	22,203,657	0.0%	-	0.0%	22,203,657	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	11,207,496	0.0%	30,000,000	0.0%	41,207,496	0.0%
1315	MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE L ACTION CIVIQUE	1,075,745,129	0.6%	146,500,910	0.2%	1,222,246,039	0.5%
TITRE I	Dépenses de Personnel	663,405,107	0.4%	-	0.0%	663,405,107	0.2%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	184,735,050	0.1%	76,500,910	0.1%	261,235,960	0.1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	28,060,740	0.0%	60,000,000	0.1%	88,060,740	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	5,647,900	0.0%	-	0.0%	5,647,900	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	193,896,333	0.1%	10,000,000	0.0%	203,896,333	0.1%
14	SECTEUR CULTUREL	2,866,175,425	1.5%	1,276,698,725	1.6%	4,142,874,150	1.5%
1411	MINISTERE DES CULTES	358,739,775	0.2%	10,000,000	0.0%	368,739,775	0.1%
TITRE I	Dépenses de Personnel	209,871,073	0.1%	-	0.0%	209,871,073	0.1%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	65,748,702	0.0%	-	0.0%	65,748,702	0.0%

CODE	INSTITUTION	Crédits de fonctionnement 22-23	Pond.	Crédits d'investissement 22-23	Pond.	Total des crédits 22-23	Pond.
	TOTAL	188,200,000,000	100.0%	79,300,000,000	100.0%	267,500,000,000	100.0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	8,500,000	0.0%	10,000,000	0.0%	18,500,000	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	70,620,000	0.0%	-	0.0%	70,620,000	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	4,000,000	0.0%	-	0.0%	4,000,000	0.0%
1412	MINISTERE DE LA CULTURE	1,908,638,741	1.0%	1,241,698,725	1.6%	3,150,337,466	1.2%
TITRE I	Dépenses de Personnel	911,424,328	0.5%	-	0.0%	911,424,328	0.3%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	836,729,987	0.4%	-	0.0%	836,729,987	0.3%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	12,511,250	0.0%	786,698,725	1.0%	799,209,975	0.3%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	9,511,000	0.0%	-	0.0%	9,511,000	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	138,462,175	0.1%	455,000,000	0.6%	593,462,175	0.2%
1413	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	598,796,909	0.3%	25,000,000	0.0%	623,796,909	0.2%
TITRE I	Dépenses de Personnel	372,279,262	0.2%	-	0.0%	372,279,262	0.1%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	185,677,801	0.1%	-	0.0%	185,677,801	0.1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	17,767,166	0.0%	10,000,000	0.0%	27,767,166	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	23,072,680	0.0%	15,000,000	0.0%	38,072,680	0.0%
15	AUTRES ADMINISTRATIONS	71,579,511,467	38.0%	-	0.0%	71,579,511,467	26.8%
1511	INTERVENTIONS PUBLIQUES	26,650,041,552	14.2%	-	0.0%	26,650,041,552	10.0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	120,000,000	0.1%	-	0.0%	120,000,000	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	11,385,051,551	6.0%	-	0.0%	11,385,051,551	4.3%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	15,144,990,001	8.0%	-	0.0%	15,144,990,001	5.7%
TITRE VII	Opérations financières	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
1512	DETTE PUBLIQUE	36,709,469,915	19.5%	-	0.0%	36,709,469,915	13.7%
TITRE V	Service de la Dette Publique	36,709,469,915	19.5%	-	0.0%	36,709,469,915	13.7%
1513	DOTATIONS SPECIALES SUBVENTION AU SECTEUR DE L'ENERGIE	8,220,000,000	4.4%	-	0.0%	8,220,000,000	3.1%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	8,220,000,000	4.4%	-	0.0%	8,220,000,000	3.1%
2	POUVOIR LEGISLATIF	4,041,469,270	2.1%	29,568,083	0.0%	4,071,037,353	1.5%
22	SECTEUR POLITIQUE	4,041,469,270	2.1%	29,568,083	0.0%	4,071,037,353	1.5%
2211	SENAT DE LA REPUBLIQUE	2,074,742,754	1.1%	29,568,083	0.0%	2,104,310,837	0.8%
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,734,454,018	0.9%	-	0.0%	1,734,454,018	0.6%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	252,608,833	0.1%	-	0.0%	252,608,833	0.1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	46,218,847	0.0%	29,568,083	0.0%	75,786,930	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	31,500,000	0.0%	-	0.0%	31,500,000	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	9,961,056	0.0%	-	0.0%	9,961,056	0.0%
2212	CHAMBRE DES DEPUTES	1,966,726,516	1.0%	-	0.0%	1,966,726,516	0.7%
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,787,440,359	0.9%	-	0.0%	1,787,440,359	0.7%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	171,686,158	0.1%	-	0.0%	171,686,158	0.1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	7,400,000	0.0%	-	0.0%	7,400,000	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	200,000	0.0%	-	0.0%	200,000	0.0%
3	POUVOIR JUDICIAIRE	2,794,814,472	1.5%	18,000,000	0.0%	2,812,814,472	1.1%
32	SECTEUR POLITIQUE	2,794,814,472	1.5%	18,000,000	0.0%	2,812,814,472	1.1%
3211	CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	2,794,814,472	1.5%	18,000,000	0.0%	2,812,814,472	1.1%
TITRE I	Dépenses de Personnel	2,040,061,637	1.1%	-	0.0%	2,040,061,637	0.8%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	478,876,397	0.3%	-	0.0%	478,876,397	0.2%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	195,645,441	0.1%	18,000,000	0.0%	213,645,441	0.1%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	80,230,998	0.0%	-	0.0%	80,230,998	0.0%
4	ORGANISMES INDEPENDANTS	4,129,006,614	2.2%	186,655,298	0.2%	4,315,661,912	1.6%
41	SECTEUR ECONOMIQUE	1,153,588,671	0.6%	71,655,298	0.1%	1,225,243,969	0.5%
4111	COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX	1,153,588,671	0.6%	71,655,298	0.1%	1,225,243,969	0.5%
TITRE I	Dépenses de Personnel	608,911,946	0.3%	-	0.0%	608,911,946	0.2%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	236,017,038	0.1%	13,500,000	0.0%	249,517,038	0.1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	36,125,392	0.0%	58,155,298	0.1%	94,280,690	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	272,534,295	0.1%	-	0.0%	272,534,295	0.1%
42	SECTEUR POLITIQUE	1,112,495,980	0.6%	-	0.0%	1,112,495,980	0.4%
4211	CONSEIL ELECTORAL	851,645,594	0.5%	-	0.0%	851,645,594	0.3%
TITRE I	Dépenses de Personnel	717,439,041	0.4%	-	0.0%	717,439,041	0.3%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	75,706,553	0.0%	-	0.0%	75,706,553	0.0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	38,500,000	0.0%	-	0.0%	38,500,000	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	20,000,000	0.0%	-	0.0%	20,000,000	0.0%
4212	OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	260,850,386	0.1%	-	0.0%	260,850,386	0.1%
TITRE I	Dépenses de Personnel	155,323,527	0.1%	-	0.0%	155,323,527	0.1%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	81,426,863	0.0%	-	0.0%	81,426,863	0.0%

CODE	INSTITUTION	Crédits de fonctionnement 22-23	Pond.	Crédits d'investissement 22-23	Pond.	Total des crédits 22-23	Pond.
	TOTAL	**188,200,000,000**	**100.0%**	**79,300,000,000**	**100.0%**	**267,500,000,000**	**100.0%**
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	24,099,996	0.0%	-	0.0%	24,099,996	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
43	**SECTEUR SOCIAL**	**1,807,864,870**	**1.0%**	**100,000,000**	**0.1%**	**1,907,864,870**	**0.7%**
4311	**UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI**	**1,807,864,870**	**1.0%**	**100,000,000**	**0.1%**	**1,907,864,870**	**0.7%**
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,565,966,229	0.8%	-	0.0%	1,565,966,229	0.6%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	241,898,641	0.1%	2,130,000	0.0%	244,028,641	0.1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	0.0%	97,870,000	0.1%	97,870,000	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
44	**SECTEUR CULTUREL**	**55,057,092**	**0.0%**	**15,000,000**	**0.0%**	**70,057,092**	**0.0%**
4411	**ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN**	**55,057,092**	**0.0%**	**15,000,000**	**0.0%**	**70,057,092**	**0.0%**
TITRE I	Dépenses de Personnel	31,698,979	0.0%	-	0.0%	31,698,979	0.0%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	23,358,113	0.0%	5,210,000	0.0%	28,568,113	0.0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	0.0%	5,217,000	0.0%	5,217,000	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	0.0%	4,573,000	0.0%	4,573,000	0.0%

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

CODE	INSTITUTION	Projection initiale fonctionnement 2021-2022	Projection initiale fonctionnement 2022-2023	Variation	Projection initiale investissement 2021-2022	Projection initiale investissement 2022-2023	Variation	Projection initiale totale 2021-2022	Projection initiale totale 2022-2023	Variation
	TOTAL	172,170,000,000	188,200,000,000	16,030,000,000	38,418,000,000	79,300,000,000	40,882,000,000	210,588,000,000	267,500,000,000	56,912,000,000
1	POUVOIR EXECUTIF	163,252,994,136	177,234,709,644	13,981,715,508	38,301,660,785	79,065,776,619	40,764,115,823	201,554,654,932	256,300,486,263	54,745,831,331
11	SECTEUR ECONOMIQUE	15,667,072,489	21,320,781,634	5,653,709,145	25,075,262,701	34,223,921,705	9,148,659,003	40,742,335,190	55,544,703,339	14,802,368,149
1111	MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	1,488,721,553	1,827,942,619	339,221,065	3,954,813,894	6,665,228,954	2,710,415,060	5,443,535,448	8,493,171,573	3,049,636,126
1111-1	SERVICES INTERNES	1,488,721,553	1,827,942,619	339,221,065	3,954,813,894	6,665,228,954	2,710,415,060	5,443,535,448	8,493,171,573	3,049,636,126
1111-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	65,423,050	81,124,703	15,701,652	-	-	-	65,423,050	81,124,703	15,701,653
TITRE I	Dépenses de Personnel	47,867,113	63,112,855	15,245,742	-	-	-	47,867,113	63,112,855	15,245,742
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	15,905,937	16,936,549	1,030,612	-	-	-	15,905,937	16,936,549	1,030,612
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	150,000	24	(149,976)	-	-	-	150,000	25	(149,976)
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	1,500,000	1,075,275	(424,725)	-	-	-	1,500,000	1,075,275	(424,725)
TITRE VII	Opérations financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1111-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1,099,460,059	1,367,766,285	268,306,226	3,924,813,894	6,485,228,954	2,560,415,060	5,024,273,953	7,852,995,239	2,828,721,286
TITRE I	Dépenses de Personnel	474,677,414	590,678,154	116,000,740	-	-	-	474,677,414	590,678,154	116,000,740
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	110,350,419	173,920,288	63,569,870	125,000,000	560,000,000	435,000,000	235,350,419	733,920,288	498,569,870
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	12,105,418	12,255,394	149,976	1,954,813,894	4,010,228,954	2,055,415,060	1,966,919,312	4,022,484,348	2,055,565,036
TITRE IV	Dépenses de Transferts	190,526,057	205,526,057	15,000,000	100,000,000	100,000,000	-	290,526,057	305,526,057	15,000,000
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	311,800,751	385,386,392	73,585,641	1,745,000,000	1,815,000,000	70,000,000	2,056,800,751	2,200,386,392	143,585,641
1111-1-13-	CENTRE DE TECHNI. DE PLANIF. ET D'ECONOMIE APPLIQUEE (CTPEA)	120,637,779	131,868,767	11,230,988	25,000,001	65,000,000	39,999,999	145,637,780	196,868,767	51,230,987
TITRE I	Dépenses de Personnel	66,288,949	76,019,936	9,730,987	-	-	-	66,288,949	76,019,936	9,730,987
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	54,348,830	55,848,831	1,500,002	-	-	-	54,348,830	55,848,831	1,500,002
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	25,000,000	65,000,000	40,000,000	25,000,000	65,000,000	40,000,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	1	-	(1)	1	-	(1)
1111-1-14-	CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES (CNC)	61,805,180	86,205,460	24,400,281	5,000,000	10,000,000	5,000,000	66,805,180	96,205,460	29,400,281
TITRE I	Dépenses de Personnel	44,175,458	54,025,739	9,850,281	-	-	-	44,175,458	54,025,739	9,850,281
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	17,629,722	32,179,722	14,550,000	-	-	-	17,629,722	32,179,722	14,550,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	5,000,000	10,000,000	5,000,000	5,000,000	10,000,000	5,000,000
1111-1-15-	CENTRE NTL DE L'INFORM. GEO SPAT.	141,395,485	160,977,403	19,581,918	(0)	105,000,000	105,000,000	141,395,485	265,977,403	124,581,918
TITRE I	Dépenses de Personnel	91,395,486	101,671,038	10,275,552	-	-	-	91,395,486	101,671,038	10,275,552
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	49,999,999	59,306,365	9,306,366	-	30,000,000	30,000,000	49,999,999	89,306,365	39,306,366
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	20,000,000	20,000,000	-	20,000,000	20,000,000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	(0)	55,000,000	55,000,000	(0)	55,000,000	55,000,000
1112	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	7,744,175,727	11,427,210,896	3,683,035,169	1,572,155,932	3,542,174,242	1,970,018,310	9,316,331,659	14,969,385,138	5,653,053,479
11121	SERVICES INTERNES	2,013,834,206	2,991,226,096	977,391,890	1,492,352,487	2,909,146,442	1,417,793,955	3,496,186,694	5,891,372,538	2,395,185,845
1112-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	19,425,824	22,231,367	2,805,543	-	-	-	19,425,824	22,231,367	2,805,543
TITRE I	Dépenses de Personnel	12,894,281	12,799,824	(94,457)	-	-	-	12,894,281	12,799,824	(94,457)
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	2,107,756	5,007,756	2,900,000	-	-	-	2,107,756	5,007,756	2,900,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	4,423,787	4,423,787	-	-	-	-	4,423,787	4,423,787	-
1112-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1,543,556,077	2,305,457,064	761,901,987	1,468,352,487	2,885,146,442	1,416,793,955	3,011,907,565	5,190,603,506	2,178,695,941
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,003,752,695	1,201,145,213	197,392,518	-	-	-	1,003,752,695	1,201,145,213	197,392,518
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	312,838,304	569,635,369	256,797,065	-	137,500,000	137,500,000	312,838,304	707,135,369	394,297,065
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	26,455,868	108,334,096	81,878,228	658,804,281	1,698,796,557	1,039,992,276	685,260,149	1,807,130,653	1,121,870,504
TITRE IV	Dépenses de Transferts	337,980	337,968	(12)	-	-	-	337,980	337,968	(12)

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

CODE	INSTITUTION	Projection initiale fonctionnement 2021-2022	Projection initiale fonctionnement 2022-2023	Variation	Projection initiale Investissement 2021-2022	Projection initiale Investissement 2022-2023	Variation	Projection initiale totale 2021-2022	Projection initiale totale 2022-2023	Variation
	TOTAL	172,170,000,000	188,200,000,000	16,030,000,000	39,418,000,000	79,300,000,000	40,882,000,000	210,588,000,000	267,500,000,000	56,912,000,000
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	200,170,230	426,004,418	225,834,188	809,548,206	1,048,849,885	239,301,679	1,009,718,437	1,474,854,303	465,135,867
1112-1-19-	**FAES**	138,144,076	275,144,076	137,000,000	-	-	-	138,144,076	275,144,076	137,000,000
TITRE I	Dépenses de Personnel	70,581,394	193,581,394	123,000,000	-	-	-	70,581,394	193,581,394	123,000,000
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	67,562,682	81,562,682	14,000,000	-	-	-	67,562,682	81,562,682	14,000,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1112-1-21-	**UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**	250,761,794	294,758,455	43,996,661	-	-	-	250,761,794	294,758,455	43,996,661
TITRE I	Dépenses de Personnel	150,457,035	175,853,695	25,396,661	-	-	-	150,457,035	175,853,695	25,396,661
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	100,304,760	118,904,760	18,600,000	-	-	-	100,304,760	118,904,760	18,600,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1112-1-22-	**ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE**	61,947,435	93,635,135	31,687,700	14,000,000	15,000,000	1,000,000	75,947,435	108,635,135	32,687,700
TITRE I	Dépenses de Personnel	37,130,398	59,118,098	21,987,700	-	-	-	37,130,398	59,118,098	21,987,700
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	24,817,037	34,517,037	9,700,000	-	-	-	24,817,037	34,517,037	9,700,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	14,000,000	15,000,000	1,000,000	14,000,000	15,000,000	1,000,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1112-1-17-	**BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT AUX FINANCES**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1112-1-28-	**SUBVENTIONS D'EXPLOITATION AUX COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ET BUDGETS ANNEXES**	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1112-2	**SERVICES EXTERNES**	3,730,341,521	5,135,388,800	1,405,043,279	39,803,444	342,027,800	302,224,356	3,770,144,965	5,477,416,600	1,707,267,634
1112-2-13-	**INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE**	160,684,829	201,990,605	41,305,777	-	60,000,000	60,000,000	160,684,829	261,990,605	101,305,777
TITRE I	Dépenses de Personnel	120,497,222	135,721,192	15,223,970	-	-	-	120,497,222	135,721,192	15,223,970
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	39,956,883	60,038,689	21,081,807	-	-	-	39,956,883	60,038,689	21,081,807
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	1,023,232	3,023,232	2,000,000	-	60,000,000	60,000,000	1,023,232	63,023,232	62,000,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	207,492	3,207,492	3,000,000	-	-	-	207,492	3,207,492	3,000,000
1112-2-14-	**DIRECTION GENERALE DU BUDGET**	275,885,965	428,990,325	153,104,360	-	30,000,000	30,000,000	275,885,965	458,990,325	183,104,360
TITRE I	Dépenses de Personnel	175,548,966	238,171,403	62,622,437	-	-	-	175,548,966	238,171,403	62,622,437
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	45,787,552	59,749,475	13,961,923	-	-	-	45,787,552	59,749,475	13,961,923
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	8,925,272	10,425,272	1,500,000	-	-	-	8,925,272	10,425,272	1,500,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	45,644,175	120,644,175	75,000,000	-	30,000,000	30,000,000	45,644,175	150,644,175	105,000,000
1112-2-15-	**DIRECTION GENERALE DES IMPOTS**	2,691,179,405	3,580,668,827	889,489,422	50,000,000	110,000,000	60,000,000	2,641,179,405	3,690,668,827	1,049,489,422
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,740,440,107	2,220,193,418	479,753,312	-	-	-	1,740,440,107	2,220,193,418	479,753,312
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	665,965,904	857,102,015	191,136,111	-	-	-	665,965,904	857,102,015	191,136,111
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	104,674,132	317,024,532	212,350,400	-	10,000,000	10,000,000	104,674,132	327,024,532	222,350,400
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	80,099,262	186,348,862	106,249,600	50,000,000	100,000,000	50,000,000	130,099,262	286,348,862	156,249,600
1112-2-16-	**ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES**	2,548,698,755	4,013,052,673	1,466,353,918	39,803,444	342,027,800	302,224,356	2,588,500,199	4,355,080,473	1,766,580,273
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,626,082,951	2,329,251,926	703,168,975	-	-	-	1,626,082,951	2,329,251,926	703,168,975
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	709,558,541	1,116,450,100	406,891,559	-	-	-	709,558,541	1,116,450,100	406,891,559
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	49,842,233	407,342,233	357,500,000	-	-	-	49,842,233	407,342,233	357,500,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	161,213,030	160,008,414	(1,204,616)	39,803,444	342,027,800	302,224,356	201,016,474	502,036,214	301,019,740
1112-2-25-	**INSPECTION GENERALE DES FINANCES**	155,894,567	211,282,370	55,387,802	-	100,000,000	100,000,000	155,894,567	311,282,370	155,387,802

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

CODE	INSTITUTION	Projection initiale fonctionnement 2021-2022	Projection initiale fonctionnement 2022-2023	Variation	Projection initiale investissement 2021-2022	Projection initiale investissement 2022-2023	Variation	Projection initiale totale 2021-2022	Projection initiale totale 2022-2023	Variation
	TOTAL	172,170,000,000	188,200,000,000	16,030,000,000	38,418,000,000	79,300,000,000	40,882,000,000	210,588,000,000	267,500,000,000	56,912,000,000
TITRE I	Dépenses de Personnel	84,663,263	127,219,334	42,556,070	-	-	-	84,663,263	127,219,334	42,556,070
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	12,412,115	15,412,115	3,000,000	-	-	-	12,412,115	15,412,115	3,000,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	1,377,327,314	1,263,962,042	(113,365,272)	1,377,327,314	1,263,962,042	(113,365,272)
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	187,895,634	187,895,634	-	187,895,634	187,895,634
1114-1-23-	AGENCE NATIONALE DE LA REGULATION ET DE LA SECURITE ENERGETIQUE	44,850,000	46,483,183	1,633,183	-	-	-	44,850,000	46,483,183	1,633,183
TITRE I	Dépenses de Personnel	31,850,004	30,983,187	(866,817)	-	-	-	31,850,004	30,983,187	(866,817)
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	12,999,996	15,499,996	2,500,000	-	-	-	12,999,996	15,499,996	2,500,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1115	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	829,465,837	1,335,632,399	506,166,562	60,866,336	480,153,434	419,287,098	890,332,173	1,815,785,833	925,453,660
11151	SERVICES INTERNES	829,465,837	1,335,632,399	506,166,562	60,866,336	480,153,434	419,287,098	890,332,173	1,815,785,833	925,453,660
1115-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	90,622,757	106,762,349	16,139,592	-	-	-	90,622,757	106,762,349	16,139,592
TITRE I	Dépenses de Personnel	57,534,762	60,510,140	2,975,378	-	-	-	57,534,762	60,510,140	2,975,378
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	32,267,933	45,252,209	12,984,276	-	-	-	32,267,933	45,252,209	12,984,276
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	820,062	1,000,000	179,938	-	-	-	820,062	1,000,000	179,938
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	0	0	-	-	-	-	0	0	-
1115-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	448,587,133	766,142,713	317,555,579	60,866,336	480,153,434	419,287,098	509,453,469	1,246,296,146	736,842,677
TITRE I	Dépenses de Personnel	383,008,014	668,947,920	285,939,906	-	-	-	383,008,014	668,947,920	285,939,906
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	35,657,210	64,494,799	28,837,589	-	10,000,000	10,000,000	35,657,210	64,494,799	28,837,589
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	3,921,907	17,699,993	13,778,086	-	15,860,039	15,860,039	3,921,907	33,560,032	29,638,125
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	60,866,336	241,695,939	180,829,603	60,866,336	241,695,939	180,829,603
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	26,000,002	25,000,000	(1,000,002)	-	212,597,456	212,597,456	26,000,002	237,597,456	211,597,454
1115-1-13-	OFFICE DES POSTES	122,987,646	195,300,810	72,313,164	-	-	-	122,987,646	195,300,810	72,313,164
TITRE I	Dépenses de Personnel	101,200,436	160,513,600	59,313,164	-	-	-	101,200,436	160,513,600	59,313,164
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	21,787,210	34,787,210	13,000,000	-	-	-	21,787,210	34,787,210	13,000,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1115-1-15-	DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	52,304,017	74,593,600	22,289,583	-	-	-	52,304,017	74,593,600	22,289,583
TITRE I	Dépenses de Personnel	31,340,176	37,367,971	6,027,795	-	-	-	31,340,176	37,367,971	6,027,795
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	20,963,841	37,225,629	16,261,788	-	-	-	20,963,841	37,225,629	16,261,788
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1115-1-16-	CENTRE DE FACILITATION DES INVEST(CFI)	114,964,283	192,832,928	77,868,644	-	-	-	114,964,283	192,832,928	77,868,644
TITRE I	Dépenses de Personnel	51,957,996	89,826,640	37,868,644	-	-	-	51,957,996	89,826,640	37,868,644
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	63,006,287	103,006,287	40,000,000	-	-	-	63,006,287	103,006,287	40,000,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1116	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	1,731,470,275	2,046,260,838	314,790,563	752,550,000	1,034,463,340	281,913,340	2,484,020,275	3,080,724,178	596,703,903
11161	SERVICES INTERNES	1,731,470,275	2,046,260,838	314,790,563	752,550,000	1,034,463,340	281,913,340	2,484,020,275	3,080,724,178	596,703,903
1116-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	202,035,772	285,889,365	83,853,594	-	-	-	202,035,772	285,889,365	83,853,594
TITRE I	Dépenses de Personnel	97,939,717	114,614,554	16,674,837	-	-	-	97,939,717	114,614,554	16,674,837
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	104,096,054	171,274,811	67,178,757	-	-	-	104,096,054	171,274,811	67,178,757
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1116-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	625,696,340	713,185,482	87,489,142	752,550,000	1,034,463,340	281,913,340	1,378,246,340	1,747,648,822	369,402,482
TITRE I	Dépenses de Personnel	497,303,820	580,192,961	82,889,142	-	-	-	497,303,820	580,192,961	82,889,142
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	77,306,736	84,406,736	7,100,000	30,000,000	38,000,000	8,000,000	107,306,736	122,406,736	15,100,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	24,070,537	24,070,537	0	707,550,000	556,983,986	(150,566,014)	731,620,537	581,054,523	(150,566,014)
TITRE IV	Dépenses de Transferts	(0)	-	0	-	-	-	(0)	-	0
TITRE VI	Autres dépenses publiques	37,015,248	24,515,248	(12,500,000)	15,000,000	439,479,354	424,479,354	52,015,248	463,994,602	411,979,354
1116-1-13-	AGENCE NATIONALE DES AIRES PROTEGEES	113,610,563	172,540,563	58,930,000	-	-	-	113,610,563	172,540,563	58,930,000
TITRE I	Dépenses de Personnel	74,889,675	110,619,675	35,730,000	-	-	-	74,889,675	110,619,675	35,730,000

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

CODE	INSTITUTION	Projection initiale fonctionnement 2021-2022	Projection initiale fonctionnement 2022-2023	Variation	Projection initiale investissement 2021-2022	Projection initiale investissement 2022-2023	Variation	Projection initiale totale 2021-2022	Projection intiale totale 2022-2023	Variation
	TOTAL	**172,170,000,000**	**188,200,000,000**	**16,030,000,000**	**38,418,000,000**	**79,300,000,000**	**40,882,000,000**	**210,588,000,000**	**267,500,000,000**	**56,912,000,000**
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	38,720,888	61,920,888	23,200,000	-	-	-	38,720,888	61,920,888	23,200,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1116-1-14-	**SERVICE NATIONAL DE GESTION DES RESIDUS SOLIDES**	**790,127,600**	**874,645,428**	**84,517,828**	-	-	-	**790,127,600**	**874,645,428**	**84,517,828**
TITRE I	Dépenses de Personnel	560,033,187	615,551,015	55,517,828	-	-	-	560,033,187	615,551,015	55,517,828
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	230,094,413	259,094,413	29,000,000	-	-	-	230,094,413	259,094,413	29,000,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1117	**MINISTERE DU TOURISME**	**248,894,213**	**328,492,030**	**79,597,817**	**212,000,000**	**425,000,000**	**213,000,000**	**460,894,213**	**753,492,030**	**292,597,817**
11171	**SERVICES INTERNES**	**248,894,213**	**328,492,030**	**79,597,817**	**212,000,000**	**425,000,000**	**213,000,000**	**460,894,213**	**753,492,030**	**292,597,817**
1117-1-11-	**BUREAU DU MINISTRE**	**48,924,146**	**49,057,624**	**133,477**	-	-	-	**48,924,146**	**49,057,624**	**133,477**
TITRE I	Dépenses de Personnel	42,519,175	42,471,896	(47,279)	-	-	-	42,519,175	42,471,896	(47,279)
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	5,536,549	5,217,305	(319,244)	-	-	-	5,536,549	5,217,305	(319,244)
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	568,422	1,068,422	500,000	-	-	-	568,422	1,068,422	500,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	300,000	300,000	-	-	-	-	300,000	300,000	-
1117-1-12-	**DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES**	**160,286,133**	**214,209,097**	**53,922,964**	**212,000,000**	**425,000,000**	**213,000,000**	**372,286,133**	**639,209,097**	**266,922,964**
TITRE I	Dépenses de Personnel	122,485,936	146,046,804	23,560,868	-	-	-	122,485,936	146,046,804	23,560,868
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	26,100,672	37,987,748	11,887,076	32,000,000	182,000,000	150,000,000	58,100,672	219,987,748	161,887,076
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	2,077,425	18,622,555	16,545,130	40,000,000	43,000,000	3,000,000	42,077,425	61,622,555	19,545,130
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	1,929,890	1,929,890	-	-	-	-	1,929,890	1,929,890
TITRE VI	Autres dépenses publiques	9,622,100	9,622,100	-	140,000,000	200,000,000	60,000,000	149,622,100	209,622,100	60,000,000
1117-1-13-	**ECOLE HOTELIERE**	**39,683,934**	**65,225,309**	**25,541,375**	-	-	-	**39,683,934**	**65,225,309**	**25,541,375**
TITRE I	Dépenses de Personnel	32,234,034	41,275,409	9,041,375	-	-	-	32,234,034	41,275,409	9,041,375
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	7,449,900	23,949,900	16,500,000	-	-	-	7,449,900	23,949,900	16,500,000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12	**SECTEUR POLITIQUE**	**30,996,294,665**	**44,350,694,231**	**13,354,399,567**	**2,484,767,668**	**7,966,925,903**	**5,482,158,235**	**33,481,062,333**	**52,317,620,134**	**18,836,557,801**
1211	**MINISTERE DE LA JUSTICE**	**18,175,148,897**	**23,113,488,112**	**4,938,339,215**	**1,679,464,392**	**5,715,308,347**	**4,035,843,955**	**19,854,613,289**	**28,828,796,459**	**8,974,183,170**
12111	**SERVICES INTERNES**	**3,138,521,553**	**4,324,693,917**	**1,186,172,364**	**29,464,392**	**265,308,347**	**235,843,955**	**3,167,985,944**	**4,590,002,264**	**1,422,016,319**
1211-1-11-	**BUREAU DU MINISTRE**	**121,501,659**	**88,660,735**	**(32,840,925)**	-	-	-	**121,501,659**	**88,660,735**	**(32,840,925)**
TITRE I	Dépenses de Personnel	74,744,715	40,538,777	(34,205,938)	-	-	-	74,744,715	40,538,777	(34,205,938)
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	875,536	2,940,556	2,065,020	-	-	-	875,536	2,940,556	2,065,020
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	889,116	889,116	-	-	-	-	889,116	889,116	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	44,992,293	44,292,286	(700,007)	-	-	-	44,992,293	44,292,286	(700,007)
1211-1-12-	**DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES**	**2,158,973,669**	**3,143,860,777**	**984,887,108**	**29,464,392**	**265,308,347**	**235,843,955**	**2,188,438,060**	**3,409,169,124**	**1,220,731,064**
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,559,329,859	2,311,483,110	752,153,250	-	-	-	1,559,329,859	2,311,483,110	752,153,250
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	293,740,378	401,474,236	107,733,858	-	-	-	293,740,378	401,474,236	107,733,858
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	299,403,435	364,403,435	65,000,000	9,000,000	200,308,347	191,308,347	308,403,435	564,711,782	256,308,347
TITRE IV	Dépenses de Transferts	2,499,996	2,499,996	-	-	-	-	2,499,996	2,499,996	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	4,000,000	64,000,000	60,000,000	20,464,392	65,000,000	44,535,608	24,464,392	129,000,000	104,535,608
1211-1-17-	**UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS**	**95,061,377**	**131,954,932**	**36,893,555**	-	-	-	**95,061,377**	**131,954,932**	**36,893,555**
TITRE I	Dépenses de Personnel	68,714,881	76,904,885	8,190,004	-	-	-	68,714,881	76,904,885	8,190,004
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	26,346,497	55,050,048	28,703,551	-	-	-	26,346,497	55,050,048	28,703,551
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1211-1-18-	**BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE**	**103,087,883**	**118,087,882**	**14,999,999**	-	-	-	**103,087,883**	**118,087,882**	**14,999,999**
TITRE I	Dépenses de Personnel	37,021,085	56,858,450	19,837,365	-	-	-	37,021,085	56,858,450	19,837,365
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	66,066,798	61,229,432	(4,837,366)	-	-	-	66,066,798	61,229,432	(4,837,366)

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

CODE	INSTITUTION	Projection initiale fonctionnement 2021-2022	Projection initiale fonctionnement 2022-2023	Variation	Projection initiale Investissement 2021-2022	Projection initiale Investissement 2022-2023	Variation	Projection initiale totale 2021-2022	Projection initiale totale 2022-2023	Variation
	TOTAL	172,170,000,000	189,200,000,000	16,030,000,000	38,418,000,000	79,300,000,000	40,882,000,000	210,588,000,000	267,500,000,000	56,912,000,000
1211-1-19-	OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	518,836,332	633,336,320	114,499,989	-	-	-	518,836,332	633,336,320	114,499,989
TITRE I	Dépenses de Personnel	380,613,179	415,613,167	34,999,989	-	-	-	380,613,179	415,613,167	34,999,989
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	138,223,153	217,723,153	79,500,000	-	-	-	138,223,153	217,723,153	79,500,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1211-1-20-	BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA JUSTICE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1211-1-21-	ECOLE DE LA MAGISTRATURE	84,060,633	108,793,270	24,732,637	-	-	-	84,060,633	108,793,270	24,732,637
TITRE I	Dépenses de Personnel	40,328,862	49,561,500	9,232,637	-	-	-	40,328,862	49,561,500	9,232,637
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	43,731,771	59,231,771	15,500,000	-	-	-	43,731,771	59,231,771	15,500,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1211-1-22-	COMMISSION NATIONAL D'ASSITANCE LEGALE	57,000,000	100,000,000	43,000,000	-	-	-	57,000,000	100,000,000	43,000,000
TITRE I	Dépenses de Personnel	34,000,000	65,000,000	31,000,000	-	-	-	34,000,000	65,000,000	31,000,000
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	23,000,000	35,000,000	12,000,000	-	-	-	23,000,000	35,000,000	12,000,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12112	SERVICES EXTERNES	15,036,627,345	18,788,794,196	3,752,166,851	1,650,000,000	5,450,000,000	3,800,000,000	16,686,627,345	24,238,794,196	7,552,166,851
1211-2-16-	POLICE NATIONALE D'HAITI	15,036,627,345	18,788,794,196	3,752,166,851	1,650,000,000	5,450,000,000	3,800,000,000	16,686,627,345	24,238,794,196	7,552,166,851
TITRE I	Dépenses de Personnel	12,172,319,739	14,274,041,769	2,101,722,030	-	-	-	12,172,319,739	14,274,041,769	2,101,722,030
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	2,346,436,132	3,720,980,953	1,374,544,821	250,000,000	250,000,000	-	2,596,436,132	3,970,980,953	1,374,544,821
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	15,625,900	17,225,900	1,600,000	1,400,000,000	5,200,000,000	3,800,000,000	1,415,625,900	5,217,225,900	3,801,600,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	136,350,320	136,350,320	-	-	-	-	136,350,320	136,350,320	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	365,895,253	640,195,253	274,300,000	-	-	-	365,895,253	640,195,253	274,300,000
1212	MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	148,785,678	182,962,776	34,177,098	5,000,000	20,000,000	15,000,000	153,785,678	202,962,776	49,177,098
12121	SERVICES INTERNES	148,785,678	182,962,776	34,177,098	5,000,000	20,000,000	15,000,000	153,785,678	202,962,776	49,177,098
1212-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	49,727,451	72,801,436	23,073,985	-	-	-	49,727,451	72,801,436	23,073,985
TITRE I	Dépenses de Personnel	26,648,547	20,097,704	(6,550,843)	-	-	-	26,648,547	20,097,704	(6,550,843)
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	19,345,215	40,203,733	20,858,518	-	-	-	19,345,215	40,203,733	20,858,518
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	3,733,690	12,500,000	8,766,310	-	-	-	3,733,690	12,500,000	8,766,310
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1212-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	99,058,226	110,161,340	11,103,114	5,000,000	20,000,000	15,000,000	104,058,226	130,161,340	26,103,114
TITRE I	Dépenses de Personnel	78,126,320	96,026,749	17,900,429	-	-	-	78,126,320	96,026,749	17,900,429
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	16,828,674	7,913,591	(8,915,082)	5,000,000	20,000,000	15,000,000	21,828,674	27,913,591	6,084,918
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	2,036,740	5,221,000	3,184,260	-	-	-	2,036,740	5,221,000	3,184,260
TITRE IV	Dépenses de Transferts	1,000,000	-	(1,000,000)	-	-	-	1,000,000	-	(1,000,000)
TITRE VI	Autres dépenses publiques	1,066,493	1,000,000	(66,493)	-	-	-	1,066,493	1,000,000	(66,493)
1213	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	4,607,510,043	10,084,516,470	5,477,006,427	10,000,000	519,500,000	509,500,000	4,617,510,043	10,604,016,470	5,986,506,427
12131	SERVICES INTERNES	4,607,510,043	10,084,516,470	5,477,006,427	10,000,000	519,500,000	509,500,000	4,617,510,043	10,604,016,470	5,986,506,427
1213-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	205,442,781	254,914,765	49,471,983	-	-	-	205,442,781	254,914,765	49,471,983
TITRE I	Dépenses de Personnel	205,442,758	254,914,741	49,471,983	-	-	-	205,442,758	254,914,741	49,471,983
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	24	24	-	-	-	-	24	24	-
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1213-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	4,402,067,262	9,829,601,705	5,427,534,443	10,000,000	519,500,000	509,500,000	4,412,067,262	10,349,101,705	5,937,034,443
TITRE I	Dépenses de Personnel	696,799,044	680,734,420	(16,064,624)	-	-	-	696,799,044	680,734,420	(16,064,624)
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	274,606,085	347,355,152	72,749,068	-	-	-	274,606,085	347,355,152	72,749,068
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	55,904,556	78,404,556	22,500,000	10,000,000	519,500,000	509,500,000	65,904,556	597,904,556	532,000,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	3,374,757,576	8,723,107,576	5,348,350,000	-	-	-	3,374,757,576	8,723,107,576	5,348,350,000

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

CODE	INSTITUTION	Projection initiale fonctionnement 2021-2022	Projection initiale fonctionnement 2022-2023	Variation	Projection initiale Investissement 2021-2022	Projection initiale Investissement 2022-2023	Variation	Projection initiale totale 2021-2022	Projection initiale totale 2022-2023	Variation
	TOTAL	172,170,000,000	188,200,000,000	16,030,000,000	38,418,000,000	79,300,000,000	40,882,000,000	210,588,000,000	267,500,000,000	56,912,000,000
1214	LA PRESIDENCE	1,520,962,616	1,698,211,982	177,249,366	-	-	-	1,520,962,616	1,698,211,982	177,249,366
12141	SERVICES INTERNES	1,520,962,616	1,698,211,982	177,249,366	-	-	-	1,520,962,616	1,698,211,982	177,249,366
1214-1-11-	BUREAU DU PRESIDENT	240,769,275	210,204,858	(30,564,417)	-	-	-	240,769,275	210,204,858	(30,564,417)
TITRE I	Dépenses de Personnel	164,249,267	138,228,022	(26,021,245)	-	-	-	164,249,267	138,228,022	(26,021,245)
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	11,520,008	11,976,826	456,818	-	-	-	11,520,008	11,976,826	456,818
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	65,000,000	60,000,010	(4,999,990)	-	-	-	65,000,000	60,000,010	(4,999,990)
1214-1-12-	ADMINISTRATION GENERALE DU PALAIS NATIONAL	631,179,902	763,651,017	132,471,115	-	-	-	631,179,902	763,651,017	132,471,115
TITRE I	Dépenses de Personnel	287,535,249	254,984,042	(32,551,207)	-	-	-	287,535,249	254,984,042	(32,551,207)
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	177,754,799	233,771,449	56,016,650	-	-	-	177,754,799	233,771,449	56,016,650
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	25,461,273	57,504,454	32,043,182	-	-	-	25,461,273	57,504,454	32,043,182
TITRE IV	Dépenses de Transferts	1,438,716	1,438,716	-	-	-	-	1,438,716	1,438,716	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	138,989,865	215,952,355	76,962,490	-	-	-	138,989,865	215,952,355	76,962,490
1214-1-13-	SERVICE DE SECURITE DU PALAIS NATIONAL	649,013,439	724,356,106	75,342,667	-	-	-	649,013,439	724,356,106	75,342,667
TITRE I	Dépenses de Personnel	343,222,048	412,207,198	68,985,150	-	-	-	343,222,048	412,207,198	68,985,150
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	191,942,539	198,300,057	6,357,518	-	-	-	191,942,539	198,300,057	6,357,518
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	13,848,852	13,848,852	-	-	-	-	13,848,852	13,848,852	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	100,000,000	100,000,000	-	-	-	-	100,000,000	100,000,000	-
1214-1-14-	DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PRESIDENT	0	0	(0)	-	-	-	0	0	(0)
TITRE VI	Autres dépenses publiques	0	0	(0)	-	-	-	0	0	(0)
1215	BUREAU DU PREMIER MINISTRE	2,145,152,719	2,954,915,424	809,762,705	50,000,000	450,000,000	400,000,000	2,195,152,719	3,404,915,424	1,209,762,705
12151	SERVICES INTERNES	2,077,138,837	2,870,019,400	792,880,564	50,000,000	450,000,000	400,000,000	2,127,138,837	3,320,019,400	1,192,880,564
1215-1-11-	BUREAU DU PREMIER MINISTRE	184,877,235	218,020,825	33,143,590	-	-	-	184,877,235	218,020,825	33,143,590
TITRE I	Dépenses de Personnel	139,401,544	149,624,236	10,222,692	-	-	-	139,401,544	149,624,236	10,222,692
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	31,676,261	46,497,159	14,820,898	-	-	-	31,676,261	46,497,159	14,820,898
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	11,799,430	17,899,430	6,100,000	-	-	-	11,799,430	17,899,430	6,100,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	2,000,000	4,000,000	2,000,000	-	-	-	2,000,000	4,000,000	2,000,000
1215-1-12-	ADMINISTRATION GENERALE	1,397,288,640	2,003,676,569	606,387,929	30,000,000	150,000,000	120,000,000	1,427,288,640	2,153,676,569	726,387,929
TITRE I	Dépenses de Personnel	525,157,027	717,222,269	192,065,241	-	-	-	525,157,027	717,222,269	192,065,241
TITRE II	Depenses de Biens et Services	298,298,447	517,121,135	218,822,688	-	-	-	298,298,447	517,121,135	218,822,688
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	6,621,290	29,621,290	23,000,000	-	-	-	6,621,290	29,621,290	23,000,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	65,600,000	98,600,000	33,000,000	-	-	-	65,600,000	98,600,000	33,000,000
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	501,611,876	641,111,876	139,500,000	30,000,000	150,000,000	120,000,000	531,611,876	791,111,876	259,500,000
1215-1-13-	DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PREMIER MINISTRE	57,622,651	59,022,651	1,400,000	-	-	-	57,622,651	59,022,651	1,400,000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	57,622,651	59,022,651	1,400,000	-	-	-	57,622,651	59,022,651	1,400,000
1215-1-16-	CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	58,269,817	79,882,459	21,612,642	-	-	-	58,269,817	79,882,459	21,612,642
TITRE I	Dépenses de Personnel	38,812,237	46,944,879	8,132,642	-	-	-	38,812,237	46,944,879	8,132,642
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	19,457,580	32,937,580	13,480,000	-	-	-	19,457,580	32,937,580	13,480,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1215-1-17-	COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE	66,185,191	90,722,012	24,536,820	-	-	-	66,185,191	90,722,012	24,536,820
TITRE I	Dépenses de Personnel	50,538,322	59,575,142	9,036,820	-	-	-	50,538,322	59,575,142	9,036,820
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	15,646,869	31,146,869	15,500,000	-	-	-	15,646,869	31,146,869	15,500,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1215-1-18-	BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	65,623,789	77,511,849	11,888,060	-	-	-	65,623,789	77,511,849	11,888,060

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

CODE	INSTITUTION	Projection initiale fonctionnement 2021-2022	Projection initiale fonctionnement 2022-2023	Variation	Projection initiale investissement 2021-2022	Projection initiale investissement 2022-2023	Variation	Projection initiale totale 2021-2022	Projection intiale totale 2022-2023	Variation
	TOTAL	**172,170,000,000**	**188,200,000,000**	**16,030,000,000**	**38,418,000,000**	**79,300,000,000**	**40,882,000,000**	**210,588,000,000**	**267,500,000,000**	**56,912,000,000**
TITRE I	Dépenses de Personnel	46,361,128	54,562,922	8,201,794	-	-	-	46,361,128	54,562,922	8,201,794
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	19,262,661	22,948,927	3,686,266	-	-	-	19,262,661	22,948,927	3,686,266
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1215-1-19-	**COMMISSION NATIONALE DE PASSATION DE MARCHES**	**159,801,107**	**239,223,277**	**79,422,170**	**20,000,000**	**300,000,000**	**280,000,000**	**179,801,107**	**539,223,277**	**359,422,170**
TITRE I	Dépenses de Personnel	101,273,113	159,195,284	57,922,170	-	-	-	101,273,113	159,195,284	57,922,170
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	58,527,994	80,027,994	21,500,000	-	-	-	58,527,994	80,027,994	21,500,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	20,000,000	300,000,000	280,000,000	20,000,000	300,000,000	280,000,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1215-1-21-	**CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE**	**52,200,000**	**62,150,000**	**9,950,000**	**-**	**-**	**-**	**52,200,000**	**62,150,000**	**9,950,000**
TITRE I	Dépenses de Personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	52,200,000	62,150,000	9,950,000	-	-	-	52,200,000	62,150,000	9,950,000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1215-1-22-	**BUREAU DE COORD. ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA**	**32,693,749**	**37,233,101**	**4,539,352**	**-**	**-**	**-**	**32,693,749**	**37,233,101**	**4,539,352**
TITRE I	Dépenses de Personnel	21,127,431	22,216,783	1,089,352	-	-	-	21,127,431	22,216,783	1,089,352
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	11,566,318	15,016,318	3,450,000	-	-	-	11,566,318	15,016,318	3,450,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1215-1-23-	**APPUI A LA FORMATION**	**2,576,658**	**2,576,658**	**-**	**-**	**-**	**-**	**2,576,658**	**2,576,658**	**-**
TITRE I	Dépenses de Personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	2,576,658	2,576,658	-	-	-	-	2,576,658	2,576,658	-
12152	**SERVICES EXTERNES**	**68,013,882**	**84,896,024**	**16,882,141**	**-**	**-**	**-**	**68,013,882**	**84,896,024**	**16,882,141**
1215-2-14-	**CEFOPAFOP**	**37,368,419**	**44,703,356**	**7,334,937**	**-**	**-**	**-**	**37,368,419**	**44,703,356**	**7,334,937**
TITRE I	Dépenses de Personnel	20,478,770	22,980,260	2,501,490	-	-	-	20,478,770	22,980,260	2,501,490
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	16,889,649	21,723,096	4,833,447	-	-	-	16,889,649	21,723,096	4,833,447
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1215-2-20-	**BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES**	**30,645,463**	**40,192,667**	**9,547,204**	**-**	**-**	**-**	**30,645,463**	**40,192,667**	**9,547,204**
TITRE I	Dépenses de Personnel	23,990,063	33,287,267	9,297,204	-	-	-	23,990,063	33,287,267	9,297,204
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	6,655,400	6,905,400	250,000	-	-	-	6,655,400	6,905,400	250,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1216	**MINISTERE DE L'INTERIEUR & DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**	**3,084,516,182**	**4,550,054,233**	**1,465,538,051**	**590,303,276**	**772,117,556**	**181,814,279**	**3,674,819,458**	**5,322,171,789**	**1,647,352,331**
12161	**SERVICES INTERNES**	**3,084,516,182**	**4,550,054,233**	**1,465,538,051**	**590,303,276**	**772,117,556**	**181,814,279**	**3,674,819,458**	**5,322,171,789**	**1,647,352,331**
1216-1-11-	**BUREAU DU MINISTRE**	**412,900,948**	**521,566,058**	**108,665,111**	**-**	**-**	**-**	**412,900,948**	**521,566,058**	**108,665,111**
TITRE I	Dépenses de Personnel	148,628,051	90,967,531	(57,660,520)	-	-	-	148,628,051	90,967,531	(57,660,520)
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	43,372,900	43,123,758	(249,141)	-	-	-	43,372,900	43,123,758	(249,141)
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	10,000,000	10,000,000	-	-	-	-	10,000,000	10,000,000	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	26,900,000	29,398,412	2,498,412	-	-	-	26,900,000	29,398,412	2,498,412
TITRE VI	Autres dépenses publiques	183,999,997	348,076,357	164,076,360	-	-	-	183,999,997	348,076,357	164,076,360
1216-1-12-	**DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES**	**2,602,278,604**	**3,951,153,958**	**1,348,875,354**	**590,303,276**	**772,117,556**	**181,814,279**	**3,192,581,881**	**4,723,271,513**	**1,530,689,633**
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,849,589,728	2,931,768,757	1,082,179,029	-	-	-	1,849,589,728	2,931,768,757	1,082,179,029
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	218,089,892	266,860,989	48,771,097	-	-	-	218,089,892	266,860,989	48,771,097
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	29,826,522	62,126,522	32,500,000	590,303,276	568,117,556	(22,185,721)	619,929,798	630,244,078	10,314,279
TITRE IV	Dépenses de Transferts	2,500,000	1,588	(2,498,412)	-	-	-	2,500,000	1,588	(2,498,412)
TITRE VI	Autres dépenses publiques	502,472,462	690,396,102	187,923,640	-	204,000,000	204,000,000	502,472,462	894,396,102	391,923,640
1216-1-15-	**ORGANISME DE SURVEILLANCE MORNE HOPITAL**	**12,870,165**	**12,969,921**	**99,756**	**-**	**-**	**-**	**12,870,165**	**12,969,921**	**99,756**
TITRE I	Dépenses de Personnel	12,370,165	12,369,921	(244)	-	-	-	12,370,165	12,369,921	(244)
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	500,000	600,000	100,000	-	-	-	500,000	600,000	100,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1216-1-17-	**SMCRS**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

CODE	INSTITUTION	Projection initiale fonctionnement 2021-2022	Projection initiale fonctionnement 2022-2023	Variation	Projection initiale investissement 2021-2022	Projection initiale investissement 2022-2023	Variation	Projection initiale totale 2021-2022	Projection intiale totale 2022-2023	Variation
	TOTAL	172,170,000,000	188,200,000,000	16,030,000,000	38,418,000,000	79,300,000,000	40,882,000,000	210,588,000,000	267,500,000,000	56,912,000,000
TITRE I	Dépenses de Personnel	46,361,128	54,562,922	8,201,794	-	-	-	46,361,128	54,562,922	8,201,794
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	19,262,661	22,948,927	3,686,266	-	-	-	19,262,661	22,948,927	3,686,266
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1215-1-19-	COMMISSION NATIONALE DE PASSATION DE MARCHES	159,801,107	239,223,277	79,422,170	20,000,000	300,000,000	280,000,000	179,801,107	539,223,277	359,422,170
TITRE I	Dépenses de Personnel	101,273,113	159,195,284	57,922,170	-	-	-	101,273,113	159,195,284	57,922,170
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	58,527,994	80,027,994	21,500,000	-	-	-	58,527,994	80,027,994	21,500,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	20,000,000	300,000,000	280,000,000	20,000,000	300,000,000	280,000,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1215-1-21-	CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE	52,200,000	62,150,000	9,950,000	-	-	-	52,200,000	62,150,000	9,950,000
TITRE I	Dépenses de Personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	52,200,000	62,150,000	9,950,000	-	-	-	52,200,000	62,150,000	9,950,000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1215-1-22-	BUREAU DE COORD. ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA	32,693,749	37,233,101	4,539,352	-	-	-	32,693,749	37,233,101	4,539,352
TITRE I	Dépenses de Personnel	21,127,431	22,216,783	1,089,352	-	-	-	21,127,431	22,216,783	1,089,352
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	11,566,318	15,016,318	3,450,000	-	-	-	11,566,318	15,016,318	3,450,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1215-1-23-	APPUI A LA FORMATION	2,576,658	2,576,658	-	-	-	-	2,576,658	2,576,658	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	2,576,658	2,576,658	-	-	-	-	2,576,658	2,576,658	-
12152	SERVICES EXTERNES	68,013,882	84,896,024	16,882,141	-	-	-	68,013,882	84,896,024	16,882,141
1215-2-14-	CEFOPAFOP	37,368,419	44,703,356	7,334,937	-	-	-	37,368,419	44,703,356	7,334,937
TITRE I	Dépenses de Personnel	20,478,770	22,980,260	2,501,490	-	-	-	20,478,770	22,980,260	2,501,490
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	16,889,649	21,723,096	4,833,447	-	-	-	16,889,649	21,723,096	4,833,447
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1215-2-20-	BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES	30,645,463	40,192,667	9,547,204	-	-	-	30,645,463	40,192,667	9,547,204
TITRE I	Dépenses de Personnel	23,990,063	33,287,267	9,297,204	-	-	-	23,990,063	33,287,267	9,297,204
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	6,655,400	6,905,400	250,000	-	-	-	6,655,400	6,905,400	250,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1216	MINISTERE DE L'INTERIEUR & DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	3,084,516,182	4,550,054,233	1,465,538,051	590,303,276	772,117,556	181,814,279	3,674,819,458	5,322,171,789	1,647,352,331
12161	SERVICES INTERNES	3,084,516,182	4,550,054,233	1,465,538,051	590,303,276	772,117,556	181,814,279	3,674,819,458	5,322,171,789	1,647,352,331
1216-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	412,900,948	521,566,058	108,665,111	-	-	-	412,900,948	521,566,058	108,665,111
TITRE I	Dépenses de Personnel	148,628,051	90,967,531	(57,660,520)	-	-	-	148,628,051	90,967,531	(57,660,520)
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	43,372,900	43,123,758	(249,141)	-	-	-	43,372,900	43,123,758	(249,141)
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	10,000,000	10,000,000	-	-	-	-	10,000,000	10,000,000	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	26,900,000	29,398,412	2,498,412	-	-	-	26,900,000	29,398,412	2,498,412
TITRE VI	Autres dépenses publiques	183,999,997	348,076,357	164,076,360	-	-	-	183,999,997	348,076,357	164,076,360
1216-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	2,602,278,604	3,951,153,958	1,348,875,354	590,303,276	772,117,556	181,814,279	3,192,581,881	4,723,271,513	1,530,689,633
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,849,589,728	2,931,768,757	1,082,179,029	-	-	-	1,849,589,728	2,931,768,757	1,082,179,029
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	218,089,892	266,860,989	48,771,097	-	-	-	218,089,892	266,860,989	48,771,097
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	29,626,522	62,126,522	32,500,000	590,303,276	568,117,556	(22,185,721)	619,929,798	630,244,078	10,314,279
TITRE IV	Dépenses de Transferts	2,500,000	1,588	(2,498,412)	-	-	-	2,500,000	1,588	(2,498,412)
TITRE VI	Autres dépenses publiques	502,472,462	690,396,102	187,923,640	-	204,000,000	204,000,000	502,472,462	894,396,102	391,923,640
1216-1-15-	ORGANISME DE SURVEILLANCE MORNE HOPITAL	12,870,165	12,969,921	99,756	-	-	-	12,870,165	12,969,921	99,756
TITRE I	Dépenses de Personnel	12,370,165	12,369,921	(244)	-	-	-	12,370,165	12,369,921	(244)
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	500,000	600,000	100,000	-	-	-	500,000	600,000	100,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1216-1-17-	SMCRS	-	-	-	-	-	-	-	-	-

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

CODE	INSTITUTION	Projection initiale fonctionnement 2021-2022	Projection initiale fonctionnement 2022-2023	Variation	Projection initiale investissement 2021-2022	Projection initiale investissement 2022-2023	Variation	Projection initiale totale 2021-2022	Projection intiale totale 2022-2023	Variation
	TOTAL	172,170,000,000	188,200,000,000	16,030,000,000	38,418,000,000	79,300,000,000	40,882,000,000	210,588,000,000	267,500,000,000	56,912,000,000
TITRE I	Dépenses de Personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1216-1-18-	DIRECTION GENERALE DE LA PROTECTION CIVILE	56,466,465	64,364,296	7,897,831	-	-	-	56,466,465	64,364,296	7,897,831
TITRE I	Dépenses de Personnel	30,066,465	24,964,296	(5,102,169)	-	-	-	30,066,465	24,964,296	(5,102,169)
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	26,400,000	39,400,000	13,000,000	-	-	-	26,400,000	39,400,000	13,000,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1217	MINISTERE DE LA DEFENSE	1,314,218,529	1,766,545,235	452,326,705	150,000,000	490,000,000	340,000,000	1,464,218,529	2,256,545,235	792,326,705
12171	SERVICES INTERNES	1,314,218,529	1,766,545,235	452,326,705	150,000,000	490,000,000	340,000,000	1,464,218,529	2,256,545,235	792,326,705
1217-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	121,112,972	141,357,966	20,244,994	-	-	-	121,112,972	141,357,966	20,244,994
TITRE I	Dépenses de Personnel	109,637,063	127,363,238	17,726,174	-	-	-	109,637,063	127,363,238	17,726,174
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	6,926,698	9,445,518	2,518,820	-	-	-	6,926,698	9,445,518	2,518,820
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	4,549,205	4,549,205	-	-	-	-	4,549,205	4,549,205	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	6	6	-	-	-	-	6	6	-
1217-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	406,287,166	538,720,311	132,433,145	150,000,000	490,000,000	340,000,000	556,287,166	1,028,720,311	472,433,145
TITRE I	Dépenses de Personnel	198,088,374	239,674,949	41,586,576	-	-	-	198,088,374	239,674,949	41,586,576
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	32,134,314	40,437,424	8,303,109	-	75,000,000	75,000,000	32,134,314	115,437,424	83,303,109
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	2,621,971	3,063,780	441,808	150,000,000	415,000,000	265,000,000	152,621,971	418,063,780	265,441,808
TITRE IV	Dépenses de Transferts	10,930,000	5,930,000	(5,000,000)	-	-	-	10,930,000	5,930,000	(5,000,000)
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	162,512,507	249,614,159	87,101,652	-	-	-	162,512,507	249,614,159	87,101,652
1217-1-13-	FORCES ARMEES D'HAITI	786,818,391	1,086,466,957	299,648,566	-	-	-	786,818,391	1,086,466,957	299,648,566
TITRE I	Dépenses de Personnel	417,341,151	655,455,227	238,114,076	-	-	-	417,341,151	655,455,227	238,114,076
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	79,577,240	115,133,854	35,556,613	-	-	-	79,577,240	115,133,854	35,556,613
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	8,599,866	20,077,743	11,477,877	-	-	-	8,599,866	20,077,743	11,477,877
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	281,300,134	295,800,134	14,500,000	-	-	-	281,300,134	295,800,134	14,500,000
13	SECTEUR SOCIAL	32,486,728,792	37,117,546,886	4,630,818,094	9,952,327,095	35,598,230,286	25,645,903,191	42,439,055,887	72,715,777,173	30,276,721,285
1311	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L A FORM. PROFESS.	22,946,868,424	25,359,201,993	2,412,333,569	4,690,794,537	4,683,217,123	(7,577,414)	27,637,662,962	30,042,419,116	2,404,756,154
13111	SERVICES INTERNES	22,946,868,424	25,359,201,993	2,412,333,569	4,690,794,537	4,683,217,123	(7,577,414)	27,637,662,962	30,042,419,116	2,404,756,154
1311-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	227,505,683	290,364,130	62,858,447	-	-	-	227,505,683	290,364,130	62,858,447
TITRE I	Dépenses de Personnel	195,397,471	232,624,190	37,226,719	-	-	-	195,397,471	232,624,190	37,226,719
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	26,070,585	44,606,336	18,535,752	-	-	-	26,070,585	44,606,336	18,535,752
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	1,037,628	13,133,595	12,095,967	-	-	-	1,037,628	13,133,595	12,095,967
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	5,000,000	9	(4,999,991)	-	-	-	5,000,000	9	(4,999,991)
1311-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	21,657,682,107	23,804,816,632	2,147,134,525	4,684,691,698	4,462,627,651	(222,064,047)	26,342,373,805	28,267,444,283	1,925,070,478
TITRE I	Dépenses de Personnel	19,019,208,659	20,318,738,782	1,299,530,123	-	-	-	19,019,208,659	20,318,738,782	1,299,530,123
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	1,472,399,872	1,747,100,240	274,700,369	1,261,727,444	829,356,582	(432,370,862)	2,734,127,315	2,576,456,822	(157,670,493)
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	156,073,577	228,977,610	72,904,033	2,362,294,520	3,061,450,540	699,156,019	2,518,368,098	3,290,428,150	772,060,052
TITRE IV	Dépenses de Transferts	10,000,000	10,000,000	0	1,060,669,734	542,058,571	(518,611,163)	1,070,669,733	552,058,571	(518,611,163)
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	1,000,000,000	1,500,000,000	500,000,000	-	29,761,959	29,761,959	1,000,000,000	1,529,761,958	529,761,959
1311-1-15-	COMMISSION NLE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO	25,841,862	47,965,244	22,123,382	-	-	-	25,841,862	47,965,244	22,123,382
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE I	Dépenses de Personnel	20,718,267	30,041,649	9,323,382	-	-	-	20,718,267	30,041,649	9,323,382
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	5,123,595	17,923,595	12,800,000	-	-	-	5,123,595	17,923,595	12,800,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

CODE	INSTITUTION	Projection initiale fonctionnement 2021-2022	Projection initiale fonctionnement 2022-2023	Variation	Projection initiale investissement 2021-2022	Projection initiale investissement 2022-2023	Variation	Projection initiale totale 2021-2022	Projection intiale totale 2022-2023	Variation
	TOTAL	**172,170,000,000**	**188,200,000,000**	**16,030,000,000**	**35,418,000,000**	**79,300,000,000**	**43,882,000,000**	**210,588,000,000**	**267,500,000,000**	**56,912,000,000**
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1311-1-17-	**INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE**	**938,325,470**	**1,082,987,602**	**144,662,132**	**6,102,840**	**220,589,472**	**214,486,632**	**944,428,310**	**1,303,577,074**	**359,148,764**
TITRE I	Dépenses de Personnel	843,870,489	984,918,875	121,048,386	-	-	-	843,870,489	984,918,875	121,048,386
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	94,454,981	118,068,727	23,613,746	-	3,589,472	3,589,472	94,454,981	121,658,199	27,203,218
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	6,102,840	217,000,000	210,897,160	6,102,840	217,000,000	210,897,160
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1311-1-18-	**OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT**	**97,513,302**	**133,068,384**	**35,555,083**	**-**	**-**	**-**	**97,513,302**	**133,068,384**	**35,555,083**
TITRE I	Dépenses de Personnel	26,013,301	36,568,384	10,555,083	-	-	-	26,013,301	36,568,384	10,555,083
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	71,500,000	96,500,000	25,000,000	-	-	-	71,500,000	96,500,000	25,000,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1312	**MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES**	**1,520,888,233**	**1,960,393,426**	**439,505,193**	**3,371,262,500**	**28,638,149,801**	**25,266,887,301**	**4,892,150,733**	**30,598,543,227**	**25,706,392,494**
13121	**SERVICES INTERNES**	**1,520,888,233**	**1,960,393,426**	**439,505,193**	**3,371,262,500**	**28,638,149,801**	**25,266,887,301**	**4,892,150,733**	**30,598,543,227**	**25,706,392,494**
1312-1-11-	**BUREAU DU MINISTRE**	**119,991,733**	**163,443,482**	**43,451,748**	**-**	**-**	**-**	**119,991,733**	**163,443,482**	**43,451,748**
TITRE I	Dépenses de Personnel	116,991,326	163,256,818	46,265,292	-	-	-	116,991,326	163,256,818	46,265,292
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	1,200,407	186,863	(1,013,544)	-	-	-	1,200,407	186,863	(1,013,544)
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	1,800,000	0	(1,800,000)	-	-	-	1,800,000	0	(1,800,000)
1312-1-12-	**DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES**	**971,010,924**	**1,228,151,089**	**257,140,165**	**3,356,262,500**	**28,588,149,801**	**25,231,887,301**	**4,327,273,424**	**29,816,300,890**	**25,489,027,466**
TITRE I	Dépenses de Personnel	806,457,998	957,351,749	150,893,751	-	-	-	806,457,998	957,351,749	150,893,751
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	125,202,927	196,449,340	71,246,414	12,000,000	20,000,000	8,000,000	137,202,927	216,449,340	79,246,414
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	21,350,000	41,350,000	20,000,000	-	30,000,000	30,000,000	21,350,000	71,350,000	50,000,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	5,000,000	20,000,000	15,000,000	3,344,262,500	28,498,149,801	25,153,887,301	3,349,262,500	28,518,149,801	25,168,887,301
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	13,000,000	13,000,000	-	-	40,000,000	40,000,000	13,000,000	53,000,000	40,000,000
1312-1-13-	**INSTITUT DU BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES**	**102,658,008**	**154,362,550**	**51,704,541**	**-**	**-**	**-**	**102,658,008**	**154,362,550**	**51,704,541**
TITRE I	Dépenses de Personnel	78,445,968	106,650,510	28,204,542	-	-	-	78,445,968	106,650,510	28,204,542
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	24,212,041	47,712,040	23,499,999	-	-	-	24,212,041	47,712,040	23,499,999
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1312-1-14-	**E.P.P.L.S**	**97,636,601**	**134,534,378**	**36,897,777**	**-**	**-**	**-**	**97,636,601**	**134,534,378**	**36,897,777**
TITRE I	Dépenses de Personnel	72,055,799	91,253,577	19,197,778	-	-	-	72,055,799	91,253,577	19,197,778
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	25,580,803	43,280,801	17,699,999	-	-	-	25,580,803	43,280,801	17,699,999
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1312-1-15-	**OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION**	**179,430,137**	**219,345,346**	**39,915,209**	**15,000,000**	**50,000,000**	**35,000,000**	**194,430,137**	**269,345,346**	**74,915,209**
TITRE I	Dépenses de Personnel	99,508,932	125,837,535	26,328,604	-	-	-	99,508,932	125,837,535	26,328,604
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	79,921,205	93,507,811	13,586,605	-	-	-	79,921,205	93,507,811	13,586,605
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	15,000,000	50,000,000	35,000,000	15,000,000	50,000,000	35,000,000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1312-1-17-	**BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT AUX HANDICAPES**	**50,160,828**	**60,556,581**	**10,395,753**	**-**	**-**	**-**	**50,160,828**	**60,556,581**	**10,395,753**
TITRE I	Dépenses de Personnel	37,060,809	44,836,557	7,775,749	-	-	-	37,060,809	44,836,557	7,775,749

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

CODE	INSTITUTION	Projection initiale fonctionnement 2021-2022	Projection initiale fonctionnement 2022-2023	Variation	Projection initiale investissement 2021-2022	Projection initiale investissement 2022-2023	Variation	Projection initiale totale 2021-2022	Projection initiale totale 2022-2023	Variation
	TOTAL	**172,170,000,000**	**188,200,000,000**	**16,030,000,000**	**38,418,000,000**	**79,300,000,000**	**40,882,000,000**	**210,588,000,000**	**267,500,000,000**	**56,912,000,000**
TITRE VI	Autres dépenses publiques	13,100,020	15,720,024	2,620,004	-	-	-	13,100,020	15,720,024	2,620,004
1313	**MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION**	**6,983,299,267**	**8,412,730,719**	**1,429,431,452**	**1,830,770,968**	**2,083,362,452**	**252,591,485**	**8,814,070,235**	**10,496,093,171**	**1,682,022,937**
13131	**SERVICES INTERNES**	**6,983,299,267**	**8,412,730,719**	**1,429,431,452**	**1,830,770,968**	**2,083,362,452**	**252,591,485**	**8,814,070,235**	**10,496,093,171**	**1,682,022,937**
1313-1-11-	**BUREAU DU MINISTRE**	**123,963,067**	**124,215,965**	**252,898**	**-**	**-**	**-**	**123,963,067**	**124,215,965**	**252,898**
TITRE I	Dépenses de Personnel	87,890,056	90,192,954	2,302,898	-	-	-	87,890,056	90,192,954	2,302,898
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	29,073,011	18,023,011	(11,050,000)	-	-	-	29,073,011	18,023,011	(11,050,000)
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	7,000,000	16,000,000	9,000,000	-	-	-	7,000,000	16,000,000	9,000,000
1313-1-12-	**DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES**	**6,859,336,200**	**7,983,514,754**	**1,124,178,554**	**1,830,770,968**	**2,083,362,452**	**252,591,485**	**8,690,107,168**	**10,066,877,206**	**1,376,770,039**
TITRE I	Dépenses de Personnel	5,931,041,549	6,223,720,104	292,678,555	-	-	-	5,931,041,549	6,223,720,104	292,678,555
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	901,294,650	1,519,294,650	618,000,000	-	-	-	901,294,650	1,519,294,650	618,000,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	12,000,000	123,500,000	111,500,000	653,555,199	1,354,161,833	700,606,634	665,555,199	1,477,661,833	812,106,634
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	15,000,000	117,000,000	102,000,000	1,177,215,769	729,200,619	(448,015,149)	1,192,215,769	846,200,619	(346,015,149)
1313-1-14-	**SUBVENTION AUX ORGANISMES PRIVES ET PUBLICS**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1313-1-15-	**CENTRE AMBULANCIER NATIONAL**	**-**	**305,000,000**	**305,000,000**	**-**	**-**	**-**	**-**	**305,000,000**	**305,000,000**
TITRE I	Dépenses de Personnel	-	205,000,000	205,000,000	-	-	-	-	205,000,000	205,000,000
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	-	100,000,000	100,000,000	-	-	-	-	100,000,000	100,000,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1314	**MINISTERE A LA CONDITION FEMININE**	**244,930,859**	**309,475,619**	**64,544,761**	**10,000,000**	**47,000,000**	**37,000,000**	**254,930,859**	**356,475,619**	**101,544,761**
13141	**SERVICES INTERNES**	**244,930,859**	**309,475,619**	**64,544,761**	**10,000,000**	**47,000,000**	**37,000,000**	**254,930,859**	**356,475,619**	**101,544,761**
1314-1-11-	**BUREAU DU MINISTRE**	**79,155,542**	**93,756,621**	**14,601,079**	**-**	**-**	**-**	**79,155,542**	**93,756,621**	**14,601,079**
TITRE I	Dépenses de Personnel	56,817,538	68,877,810	12,060,272	-	-	-	56,817,538	68,877,810	12,060,272
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	4,130,500	6,671,331	2,540,831	-	-	-	4,130,500	6,671,331	2,540,831
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	9,499,984	9,499,968	(16)	-	-	-	9,499,984	9,499,968	(16)
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	8,707,520	8,707,512	(8)	-	-	-	8,707,520	8,707,512	(8)
1314-1-12-	**DIRECTION GENERALE**	**165,775,316**	**215,718,999**	**49,943,682**	**10,000,000**	**47,000,000**	**37,000,000**	**175,775,316**	**262,718,999**	**86,943,682**
TITRE I	Dépenses de Personnel	117,401,006	146,172,192	28,771,185	-	-	-	117,401,006	146,172,192	28,771,185
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	42,013,599	54,343,134	12,329,535	7,000,000	17,000,000	10,000,000	49,013,599	71,343,134	22,329,535
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	3,860,711	12,703,689	8,842,978	-	-	-	3,860,711	12,703,689	8,842,978
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	2,500,000	2,499,984	(16)	3,000,000	30,000,000	27,000,000	5,500,000	32,499,984	26,999,984
1315	**MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE L ACTION CIVIQUE**	**790,742,010**	**1,075,745,129**	**285,003,120**	**49,499,090**	**146,500,910**	**97,001,820**	**840,241,100**	**1,222,246,039**	**382,004,940**
13151	**SERVICES INTERNES**	**790,742,010**	**1,075,745,129**	**285,003,120**	**49,499,090**	**146,500,910**	**97,001,820**	**840,241,100**	**1,222,246,039**	**382,004,940**
1315-1-11-	**BUREAU DU MINISTRE**	**566,713,934**	**668,082,317**	**101,368,382**	**-**	**-**	**-**	**566,713,934**	**668,082,317**	**101,368,382**
TITRE I	Dépenses de Personnel	399,604,558	503,158,965	103,554,407	-	-	-	399,604,558	503,158,965	103,554,407
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	29,741,943	30,055,918	313,975	-	-	-	29,741,943	30,055,918	313,975
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	600,000	7,600,000	7,000,000	-	-	-	600,000	7,600,000	7,000,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	13,121,100	2,621,100	(10,500,000)	-	-	-	13,121,100	2,621,100	(10,500,000)
TITRE VI	Autres dépenses publiques	123,646,333	124,646,333	1,000,000	-	-	-	123,646,333	124,646,333	1,000,000
1315-1-12-	**DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES**	**224,028,075**	**407,662,813**	**183,634,737**	**49,499,090**	**146,500,910**	**97,001,820**	**273,527,165**	**554,163,723**	**280,636,557**
TITRE I	Dépenses de Personnel	89,315,100	160,246,142	70,931,041	-	-	-	89,315,100	160,246,142	70,931,041
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	116,975,435	154,679,131	37,703,696	-	76,500,910	76,500,910	116,975,435	231,180,041	114,204,606
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	5,460,740	20,460,740	15,000,000	44,499,090	60,000,000	15,500,910	49,959,830	80,460,740	30,500,910
TITRE IV	Dépenses de Transferts	1,526,800	3,026,800	1,500,000	-	-	-	1,526,800	3,026,800	1,500,000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	10,750,000	69,250,000	58,500,000	5,000,000	10,000,000	5,000,000	15,750,000	79,250,000	63,500,000
14	**SECTEUR CULTUREL**	**2,326,846,445**	**2,866,175,425**	**539,328,980**	**789,303,331**	**1,276,698,725**	**487,395,394**	**3,116,149,776**	**4,142,874,150**	**1,026,724,374**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

CODE	INSTITUTION	Projection initiale fonctionnement 2021-2022	Projection initiale fonctionnement 2022-2023	Variation	Projection initiale investissement 2021-2022	Projection initiale investissement 2022-2023	Variation	Projection initiale totale 2021-2022	Projection initiale totale 2022-2023	Variation
	TOTAL	172,170,000,000	188,200,000,000	16,030,000,000	38,418,000,000	79,300,000,000	40,882,000,000	210,588,000,000	267,500,000,000	56,912,000,000
1411	MINISTERE DES CULTES	286,949,703	358,739,775	71,790,073	-	10,000,000	10,000,000	286,949,703	368,739,775	81,790,073
14111	SERVICES INTERNES	286,949,703	358,739,775	71,790,073	-	10,000,000	10,000,000	286,949,703	368,739,775	81,790,073
1411-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	286,949,703	358,739,775	71,790,073	-	10,000,000	10,000,000	286,949,703	368,739,775	81,790,073
TITRE I	Dépenses de Personnel	176,407,835	209,871,073	33,463,239	-	-	-	176,407,835	209,871,073	33,463,239
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	44,921,868	65,748,702	20,826,834	-	-	-	44,921,868	65,748,702	20,826,834
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	1,000,000	8,500,000	7,500,000	-	10,000,000	10,000,000	1,000,000	18,500,000	17,500,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	60,620,000	70,620,000	10,000,000	-	-	-	60,620,000	70,620,000	10,000,000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	4,000,000	4,000,000	-	-	-	-	4,000,000	4,000,000	-
1412	MINISTERE DE LA CULTURE	1,574,291,380	1,908,638,741	334,347,360	784,303,331	1,241,698,725	457,395,394	2,358,594,711	3,150,337,466	791,742,754
14121	SERVICES INTERNES	1,574,291,380	1,908,638,741	334,347,360	784,303,331	1,241,698,725	457,395,394	2,358,594,711	3,150,337,466	791,742,754
1412-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	207,730,833	212,944,876	5,214,043	-	-	-	207,730,833	212,944,876	5,214,043
TITRE I	Dépenses de Personnel	73,769,649	79,528,688	5,759,039	-	-	-	73,769,649	79,528,688	5,759,039
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	72,363,281	70,178,286	(2,184,995)	-	-	-	72,363,281	70,178,286	(2,184,995)
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	6,279,280	9,436,980	3,157,700	-	-	-	6,279,280	9,436,980	3,157,700
TITRE IV	Dépenses de Transferts	9,511,000	9,511,000	-	-	-	-	9,511,000	9,511,000	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	45,807,623	44,289,922	(1,517,701)	-	-	-	45,807,623	44,289,922	(1,517,701)
1412-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	268,936,656	347,141,769	78,205,113	-	275,000,000	275,000,000	268,936,656	622,141,769	353,205,113
TITRE I	Dépenses de Personnel	140,380,144	165,484,374	25,104,230	-	-	-	140,380,144	165,484,374	25,104,230
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	52,724,988	84,410,872	31,685,883	-	-	-	52,724,988	84,410,872	31,685,883
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	4,250,000	3,074,270	(1,175,730)	-	250,000,000	250,000,000	4,250,000	253,074,270	248,824,270
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	0	-	-	-	-	0	0	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	71,581,523	94,172,253	22,590,730	-	25,000,000	25,000,000	71,581,523	119,172,253	47,590,730
1412-1-13-	ECOLE NATIONALE DES ARTS	73,319,787	94,106,368	20,786,581	12,000,000	21,000,000	9,000,000	85,319,787	115,106,368	29,786,581
TITRE I	Dépenses de Personnel	46,629,314	61,415,896	14,786,582	-	-	-	46,629,314	61,415,896	14,786,582
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	26,690,473	32,690,473	6,000,000	-	-	-	26,690,473	32,690,473	6,000,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	12,000,000	21,000,000	9,000,000	12,000,000	21,000,000	9,000,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1412-1-14-	INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL	76,094,565	89,700,194	13,605,629	759,053,331	905,698,725	146,645,394	835,147,897	995,398,919	160,251,023
TITRE I	Dépenses de Personnel	50,085,407	62,390,578	12,305,171	-	-	-	50,085,407	62,390,578	12,305,171
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	26,009,158	27,309,616	1,300,458	-	-	-	26,009,158	27,309,616	1,300,458
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	339,053,331	485,698,725	146,645,394	339,053,331	485,698,725	146,645,394
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	420,000,000	420,000,000	-	420,000,000	420,000,000	-
1412-1-15-	THEATRE NATIONAL	74,483,644	98,376,931	23,893,288	-	-	-	74,483,644	98,376,931	23,893,288
TITRE I	Dépenses de Personnel	55,256,206	79,153,994	23,897,788	-	-	-	55,256,206	79,153,994	23,897,788
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	19,227,437	19,222,937	(4,500)	-	-	-	19,227,437	19,222,937	(4,500)
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1412-1-16-	MUSEE DU PANTHEON NATIONAL	56,281,692	69,942,808	13,661,117	-	-	-	56,281,692	69,942,808	13,661,117
TITRE I	Dépenses de Personnel	29,632,200	26,840,451	(2,791,749)	-	-	-	29,632,200	26,840,451	(2,791,749)
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	26,649,491	43,102,357	16,452,866	-	-	-	26,649,491	43,102,357	16,452,866
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1412-1-17-	BUREAU D ETHNOLOGIE	55,999,958	75,106,278	19,106,320	-	15,000,000	15,000,000	55,999,958	90,106,278	34,106,320
TITRE I	Dépenses de Personnel	27,427,400	39,247,836	11,820,436	-	-	-	27,427,400	39,247,836	11,820,436
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	28,572,558	35,858,442	7,285,884	-	-	-	28,572,558	35,858,442	7,285,884
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	15,000,000	15,000,000	-	15,000,000	15,000,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1412-1-18-	BIBLIOTHEQUE NATIONALE	77,201,892	105,430,570	28,228,678	5,000,000	-	(5,000,000)	82,201,892	105,430,570	23,228,678

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

CODE	INSTITUTION	Projection initiale fonctionnement 2021-2022	Projection initiale fonctionnement 2022-2023	Variation	Projection initiale investissement 2021-2022	Projection initiale investissement 2022-2023	Variation	Projection initiale totale 2021-2022	Projection initiale totale 2022-2023	Variation
	TOTAL	**172,170,000,000**	**188,200,000,000**	**16,030,000,000**	**38,418,000,000**	**79,300,000,000**	**40,882,000,000**	**210,588,000,000**	**267,500,000,000**	**56,912,000,000**
TITRE I	Dépenses de Personnel	57,707,591	73,012,124	15,304,533	-	-	-	57,707,591	73,012,124	15,304,533
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	19,494,302	32,418,447	12,924,145	-	-	-	19,494,302	32,418,447	12,924,145
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	5,000,000	-	(5,000,000)	5,000,000	-	(5,000,000)
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1412-1-19-	**ARCHIVES NATIONALES**	**221,900,231**	**309,070,248**	**87,170,017**	**-**	**-**	**-**	**221,900,231**	**309,070,248**	**87,170,017**
TITRE I	Dépenses de Personnel	200,490,231	237,160,248	36,670,017	-	-	-	200,490,231	237,160,248	36,670,017
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	21,410,000	71,910,000	50,500,000	-	-	-	21,410,000	71,910,000	50,500,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1412-1-23-	**ACTIVITES CULTURELLES**	**318,157,400**	**318,157,400**	**-**	**-**	**-**	**-**	**318,157,400**	**318,157,400**	**-**
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	318,157,400	318,157,400	-	-	-	-	318,157,400	318,157,400	-
1412-1-24-	**DIRECTION NATIONALE DU LIVRE**	**84,625,588**	**101,086,229**	**16,460,641**	**8,250,000**	**15,000,000**	**6,750,000**	**92,875,588**	**116,086,229**	**23,210,641**
TITRE I	Dépenses de Personnel	44,650,991	48,118,440	3,467,449	-	-	-	44,650,991	48,118,440	3,467,449
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	39,974,597	52,967,789	12,993,192	-	-	-	39,974,597	52,967,789	12,993,192
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	8,250,000	15,000,000	6,750,000	8,250,000	15,000,000	6,750,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1412-1-25-	**BUREAU HAITIEN DU DROIT D AUTEUR**	**59,559,135**	**87,575,069**	**28,015,934**	**-**	**10,000,000**	**10,000,000**	**59,559,135**	**97,575,069**	**38,015,934**
TITRE I	Dépenses de Personnel	29,279,795	39,071,699	9,791,904	-	-	-	29,279,795	39,071,699	9,791,904
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	30,279,340	48,503,369	18,224,030	-	-	-	30,279,340	48,503,369	18,224,030
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	10,000,000	10,000,000	-	10,000,000	10,000,000
1413	**MINISTERE DE LA COMMUNICATION**	**465,605,362**	**598,796,909**	**133,191,547**	**5,000,000**	**25,000,000**	**20,000,000**	**470,605,362**	**623,796,909**	**153,191,547**
14131	**SERVICES INTERNES**	**465,605,362**	**598,796,909**	**133,191,547**	**5,000,000**	**25,000,000**	**20,000,000**	**470,605,362**	**623,796,909**	**153,191,547**
1413-1-11-	**BUREAU DU MINISTRE**	**55,435,160**	**69,048,234**	**13,613,074**	**-**	**-**	**-**	**55,435,160**	**69,048,234**	**13,613,074**
TITRE I	Dépenses de Personnel	16,187,074	18,134,065	1,946,991	-	-	-	16,187,074	18,134,065	1,946,991
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	27,809,769	39,475,852	11,666,083	-	-	-	27,809,769	39,475,852	11,666,083
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	11,438,316	11,438,316	-	-	-	-	11,438,316	11,438,316	-
1413-1-12-	**DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES**	**126,492,166**	**161,342,986**	**34,850,819**	**5,000,000**	**25,000,000**	**20,000,000**	**131,492,166**	**186,342,986**	**54,850,819**
TITRE I	Dépenses de Personnel	79,848,639	80,732,997	884,358	-	-	-	79,848,639	80,732,997	884,358
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	33,741,998	51,208,459	17,466,461	-	-	-	33,741,998	51,208,459	17,466,461
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	2,267,166	17,767,166	15,500,000	5,000,000	10,000,000	5,000,000	7,267,166	27,767,166	20,500,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	10,634,364	11,634,364	1,000,000	-	15,000,000	15,000,000	10,634,364	26,634,364	16,000,000
1413-1-13-	**TELEVISION NATIONALE D HAITI**	**191,005,064**	**238,939,069**	**47,934,005**	**-**	**-**	**-**	**191,005,064**	**238,939,069**	**47,934,005**
TITRE I	Dépenses de Personnel	152,125,123	180,059,128	27,934,004	-	-	-	152,125,123	180,059,128	27,934,004
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	38,879,941	58,879,941	20,000,000	-	-	-	38,879,941	58,879,941	20,000,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1413-1-14-	**RADIO NATIONALE D'HAITI**	**92,672,972**	**129,466,621**	**36,793,649**	**-**	**-**	**-**	**92,672,972**	**129,466,621**	**36,793,649**
TITRE I	Dépenses de Personnel	73,579,424	93,353,073	19,773,649	-	-	-	73,579,424	93,353,073	19,773,649
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	19,093,548	36,113,548	17,020,000	-	-	-	19,093,548	36,113,548	17,020,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
15	**AUTRES ADMINISTRATIONS**	**81,776,051,745**	**71,579,511,467**	**(10,196,540,278)**	**-**	**-**	**-**	**81,776,051,745**	**71,579,511,467**	**(10,196,540,278)**
1511	**INTERVENTIONS PUBLIQUES**	**20,778,375,637**	**26,650,041,552**	**5,871,665,915**	**-**	**-**	**-**	**20,778,375,637**	**26,650,041,552**	**5,871,665,915**
1511-1-11-	**SUBVENTION AUX FONDS DE PENSION**	**2,619,319,388**	**4,256,194,832**	**1,636,875,444**	**-**	**-**	**-**	**2,619,319,388**	**4,256,194,832**	**1,636,875,444**
TITRE IV	Dépenses de Transferts	2,619,319,388	4,256,194,832	1,636,875,444	-	-	-	2,619,319,388	4,256,194,832	1,636,875,444
1511-1-13-	**AUTRES INSTITUTIONS**	**1,300,590,841**	**1,885,856,719**	**585,265,878**	**-**	**-**	**-**	**1,300,590,841**	**1,885,856,719**	**585,265,878**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

CODE	INSTITUTION	Projection initiale fonctionnement 2021-2022	Projection initiale fonctionnement 2022-2023	Variation	Projection initiale Investissement 2021-2022	Projection initiale Investissement 2022-2023	Variation	Projection initiale totale 2021-2022	Projection intiale totale 2022-2023	Variation
	TOTAL	172,170,000,000	188,200,000,000	16,030,000,000	38,418,000,000	79,300,000,000	40,882,000,000	210,588,000,000	267,500,000,000	56,912,000,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	1,300,590,841	1,885,856,719	585,265,878	-	-	-	1,300,590,841	1,885,856,719	585,265,878
1511-1-49-	**AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES**	16,858,465,408	20,507,990,001	3,649,524,593	-	-	-	16,858,465,408	20,507,990,001	3,649,524,593
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	50,000,000	120,000,000	70,000,000	-	-	-	50,000,000	120,000,000	70,000,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	3,996,413,773	5,243,000,000	1,246,586,227	-	-	-	3,996,413,773	5,243,000,000	1,246,586,227
TITRE VI	Autres dépenses publiques	12,812,051,635	15,144,990,001	2,332,938,366	-	-	-	12,812,051,635	15,144,990,001	2,332,938,366
TITRE I	Dépenses de Personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1512	**DETTE PUBLIQUE**	33,397,516,108	36,709,469,915	3,311,953,807	-	-	-	33,397,516,108	36,709,469,915	3,311,953,807
15121	**DETTE INTERNE**	19,665,613,299	21,701,222,632	2,035,609,333	-	-	-	19,665,613,299	21,701,222,632	2,035,609,333
1512-1-11-	**INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE**	2,057,488,588	1,400,113,287	(657,375,301)	-	-	-	2,057,488,588	1,400,113,287	(657,375,301)
TITRE V	Service de la Dette Publique	2,057,488,588	1,400,113,287	(657,375,301)	-	-	-	2,057,488,588	1,400,113,287	(657,375,301)
1512-1-12-	**AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES**	10,286,124,713	12,930,857,745	2,644,733,032	-	-	-	10,286,124,713	12,930,857,745	2,644,733,032
TITRE V	Service de la Dette Publique	10,286,124,713	12,930,857,745	2,644,733,032	-	-	-	10,286,124,713	12,930,857,745	2,644,733,032
1512-1-13-	**AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES**	7,321,999,998	7,370,251,600	48,251,602	-	-	-	7,321,999,998	7,370,251,600	48,251,602
TITRE V	Service de la Dette Publique	7,321,999,998	7,370,251,600	48,251,602	-	-	-	7,321,999,998	7,370,251,600	48,251,602
15122	**DETTE EXTERNE**	13,731,902,809	15,008,247,283	1,276,344,474	-	-	-	13,731,902,809	15,008,247,283	1,276,344,474
1512-2-11-	**DETTE MULTILATERALE**	439,093,535	474,253,399	35,159,864	-	-	-	439,093,535	474,253,399	35,159,864
TITRE V	Service de la Dette Publique	439,093,535	474,253,399	35,159,864	-	-	-	439,093,535	474,253,399	35,159,864
1512-2-12-	**DETTE BILATERALE**	13,292,809,274	12,955,859,973	(336,949,301)	-	-	-	13,292,809,274	12,955,859,973	(336,949,301)
TITRE V	Service de la Dette Publique	13,292,809,274	12,955,859,973	(336,949,301)	-	-	-	13,292,809,274	12,955,859,973	(336,949,301)
1512-2-13-	**AUTRES DETTES EXTERNES**	-	1,578,133,911	1,578,133,911	-	-	-	-	1,578,133,911	1,578,133,911
TITRE V	Service de la Dette Publique	-	1,578,133,911	1,578,133,911	-	-	-	-	1,578,133,911	1,578,133,911
1513	**DOTATIONS SPECIALES SUBVENTION AU SECTEUR DE L'ENERGIE**	27,600,160,000	8,220,000,000	(19,380,160,000)	-	-	-	27,600,160,000	8,220,000,000	(19,380,160,000)
1513-1-11-	**SUBVENTION A l'EDH**	7,500,000,000	8,220,000,000	720,000,000	-	-	-	7,500,000,000	8,220,000,000	720,000,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	7,500,000,000	8,220,000,000	720,000,000	-	-	-	7,500,000,000	8,220,000,000	720,000,000
1513-1-12-	**SUBVENTION PRODUITS PETROLIERS**	20,100,160,000	-	(20,100,160,000)	-	-	-	20,100,160,000	-	(20,100,160,000)
TITRE IV	Dépenses de Transferts	20,100,160,000	-	(20,100,160,000)	-	-	-	20,100,160,000	-	(20,100,160,000)
2	**POUVOIR LESGISLATIF**	3,442,137,075	4,041,469,270	599,332,195	24,665,632	29,568,083	4,902,451	3,466,802,707	4,071,037,353	604,234,646
2211	**SENAT DE LA REPUBLIQUE**	1,793,386,360	2,074,742,754	281,356,394	24,665,632	29,568,083	4,902,451	1,818,051,992	2,104,310,837	286,258,845
22111	**SERVICES INTERNES**	1,793,386,360	2,074,742,754	281,356,394	24,665,632	29,568,083	4,902,451	1,818,051,992	2,104,310,837	286,258,845
2211-1-11-	**ASSEMBLEE DES SENATEURS**	1,793,386,360	2,074,742,754	281,358,394	24,665,632	29,568,083	4,902,451	1,818,051,992	2,104,310,837	286,258,845
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,482,830,807	1,734,454,018	251,623,211	-	-	-	1,482,830,807	1,734,454,018	251,623,211
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	222,875,650	252,608,833	29,733,183	-	-	-	222,875,650	252,608,833	29,733,183
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	46,218,847	46,218,847	0	24,665,632	29,568,083	4,902,451	70,884,479	75,786,930	4,902,451
TITRE IV	Dépenses de Transferts	31,500,000	31,500,000	0	-	-	-	31,500,000	31,500,000	0
TITRE VI	Autres dépenses publiques	9,961,056	9,961,056	(0)	-	-	-	9,961,056	9,961,056	(0)
2212	**CHAMBRE DES DEPUTES**	1,648,750,715	1,966,726,516	317,975,801	-	-	-	1,648,750,715	1,966,726,516	317,975,801
22121	**SERVICES INTERNES**	1,648,750,715	1,966,726,516	317,975,801	-	-	-	1,648,750,715	1,966,726,516	317,975,801
2212-1-11-	**CHAMBRE DES DEPUTES**	142,624,311	193,452,975	50,828,664	-	-	-	142,624,311	193,452,975	50,828,664
TITRE I	Dépenses de Personnel	142,424,311	193,252,975	50,828,664	-	-	-	142,424,311	193,252,975	50,828,664
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	(0)	0	0	-	-	-	(0)	0	0
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	200,000	200,000	-	-	-	-	200,000	200,000	-
2212-1-12-	**QUESTURE DE LA CHAMBRE DES DEPUTES**	0	0	(0)	-	-	-	0	0	(0)
TITRE I	Dépenses de Personnel	0	0	(0)	-	-	-	0	0	(0)
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2212-2-11-	**SECRETARIAT GENERAL**	1,506,126,404	1,773,273,541	267,147,136	-	-	-	1,506,126,404	1,773,273,541	267,147,136
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,392,710,987	1,594,187,384	201,476,397	-	-	-	1,392,710,987	1,594,187,384	201,476,397
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	106,073,948	171,686,157	65,612,210	-	-	-	106,073,948	171,686,157	65,612,210
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	7,341,470	7,400,000	58,530	-	-	-	7,341,470	7,400,000	58,530

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

CODE	INSTITUTION	Projection initiale fonctionnement 2021-2022	Projection initiale fonctionnement 2022-2023	Variation	Projection initiale investissement 2021-2022	Projection initiale investissement 2022-2023	Variation	Projection initiale totale 2021-2022	Projection initiale totale 2022-2023	Variation
	TOTAL	172,170,000,000	188,200,000,000	16,030,000,000	38,418,000,000	79,300,000,000	40,882,000,000	210,588,000,000	267,500,000,000	56,912,000,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	-	(0)	-	-	-	0	-	(0)
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3	POUVOIR JUDICIAIRE	2,293,930,042	2,794,814,472	500,884,431	4,275,000	18,000,000	13,725,000	2,298,205,042	2,812,814,472	514,609,431
3211	CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	2,293,930,042	2,794,814,472	500,884,431	4,275,000	18,000,000	13,725,000	2,298,205,042	2,812,814,472	514,609,431
32111	SERVICES INTERNES	2,293,930,042	2,794,814,472	500,884,431	4,275,000	18,000,000	13,725,000	2,298,205,042	2,812,814,472	514,609,431
3211-1-11-	ADMINISTRATION GENERALE	301,229,395	460,694,000	159,464,605	4,275,000	18,000,000	13,725,000	305,504,395	478,694,000	173,189,605
TITRE I	Dépenses de Personnel	156,816,777	234,301,419	77,484,642	-	-	-	156,816,777	234,301,419	77,484,642
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	73,689,723	120,169,686	46,479,963	-	-	-	73,689,723	120,169,686	46,479,963
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	11,277,996	83,777,996	72,500,000	4,275,000	18,000,000	13,725,000	15,552,996	101,777,996	86,225,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	59,444,899	22,444,899	(37,000,000)	-	-	-	59,444,899	22,444,899	(37,000,000)
3211-2-12-	COUR DE CASSATION	351,161,615	425,294,197	74,132,583	-	-	-	351,161,615	425,294,197	74,132,583
TITRE I	Dépenses de Personnel	219,728,636	254,728,484	34,999,848	-	-	-	219,728,636	254,728,484	34,999,848
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	78,281,899	107,414,030	29,132,132	-	-	-	78,281,899	107,414,030	29,132,132
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	43,012,958	51,012,884	7,999,926	-	-	-	43,012,958	51,012,884	7,999,926
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	10,138,122	12,138,799	2,000,677	-	-	-	10,138,122	12,138,799	2,000,677
3211-2-13-	COUR D'APPEL	249,629,046	282,440,779	32,811,733	-	-	-	249,629,046	282,440,779	32,811,733
TITRE I	Dépenses de Personnel	176,967,664	191,822,901	14,855,237	-	-	-	176,967,664	191,822,901	14,855,237
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	34,712,205	66,767,361	32,055,156	-	-	-	34,712,205	66,767,361	32,055,156
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	25,351,878	23,103,218	(2,248,660)	-	-	-	25,351,878	23,103,218	(2,248,660)
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	12,597,300	747,300	(11,850,000)	-	-	-	12,597,300	747,300	(11,850,000)
3211-2-14-	TRIBUNAUX	1,391,909,985	1,626,385,496	234,475,510	-	-	-	1,391,909,985	1,626,385,496	234,475,510
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,247,590,125	1,359,208,833	111,618,709	-	-	-	1,247,590,125	1,359,208,833	111,618,709
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	94,885,936	184,525,320	89,639,384	-	-	-	94,885,936	184,525,320	89,639,384
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	18,533,925	37,751,343	19,217,418	-	-	-	18,533,925	37,751,343	19,217,418
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	30,900,000	44,900,000	14,000,000	-	-	-	30,900,000	44,900,000	14,000,000
4	ORGANISMES INDEPENDANTS	3,180,938,747	4,129,006,614	948,067,867	87,398,573	186,655,298	99,256,725	3,268,337,320	4,315,661,912	1,047,324,592
4111	COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX	1,015,908,719	1,153,588,671	137,679,952	28,315,742	71,655,298	43,339,556	1,044,224,462	1,225,243,969	181,019,507
41111	SERVICES INTERNES	1,015,908,719	1,153,588,671	137,679,952	28,315,742	71,655,298	43,339,556	1,044,224,462	1,225,243,969	181,019,507
4111-1-11-	CONSEIL DE LA COUR	1,015,908,719	1,153,588,671	137,679,952	28,315,742	71,655,298	43,339,556	1,044,224,462	1,225,243,969	181,019,507
TITRE I	Dépenses de Personnel	572,060,358	608,911,946	36,851,588	-	-	-	572,060,358	608,911,946	36,851,588
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	183,188,674	236,017,038	52,828,364	-	13,500,000	13,500,000	183,188,674	249,517,038	66,328,364
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	23,125,392	36,125,392	13,000,000	28,315,742	58,155,298	29,839,556	51,441,134	94,280,690	42,839,556
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	237,534,295	272,534,295	35,000,000	-	-	-	237,534,295	272,534,295	35,000,000
4211	CONSEIL ELECTORAL	436,767,401	851,645,594	414,878,194	-	-	-	436,767,401	851,645,594	414,878,194
42111	SERVICES INTERNES	436,767,401	851,645,594	414,878,194	-	-	-	436,767,401	851,645,594	414,878,194
4211-1-11-	CONSEIL ELECTORAL	436,767,401	851,645,594	414,878,194	-	-	-	436,767,401	851,645,594	414,878,194
TITRE I	Dépenses de Personnel	370,267,401	717,439,041	347,171,640	-	-	-	370,267,401	717,439,041	347,171,640
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	40,500,000	75,706,553	35,206,553	-	-	-	40,500,000	75,706,553	35,206,553
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	6,000,000	38,500,000	32,500,000	-	-	-	6,000,000	38,500,000	32,500,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	20,000,000	20,000,000	-	-	-	-	20,000,000	20,000,000	-
4212	OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	197,038,710	260,850,386	63,811,676	-	-	-	197,038,710	260,850,386	63,811,676
42121	SERVICES INTERNES	197,038,710	260,850,386	63,811,676	-	-	-	197,038,710	260,850,386	63,811,676
4212-1-12-	OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	197,038,710	260,850,386	63,811,676	-	-	-	197,038,710	260,850,386	63,811,676
TITRE I	Dépenses de Personnel	134,862,758	155,323,527	20,460,768	-	-	-	134,862,758	155,323,527	20,460,768
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	53,075,956	81,426,863	28,350,907	-	-	-	53,075,956	81,426,863	28,350,907
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	9,099,996	24,099,996	15,000,000	-	-	-	9,099,996	24,099,996	15,000,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

CODE	INSTITUTION	Projection initiale fonctionnement 2021-2022	Projection initiale fonctionnement 2022-2023	Variation	Projection initiale investissement 2021-2022	Projection initiale investissement 2022-2023	Variation	Projection initiale totale 2021-2022	Projection intiale totale 2022-2023	Variation
	TOTAL	**172,170,000,000**	**188,200,000,000**	**16,030,000,000**	**36,418,000,000**	**79,300,000,000**	**48,882,000,000**	**210,588,000,000**	**267,500,000,000**	**56,912,000,000**
4311	**UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI**	**1,486,245,949**	**1,807,864,870**	**321,618,921**	**54,082,830**	**100,000,000**	**45,917,170**	**1,540,328,779**	**1,907,864,870**	**367,536,091**
43111	**SERVICES INTERNES**	**1,486,245,949**	**1,807,864,870**	**321,618,921**	**54,082,830**	**100,000,000**	**45,917,170**	**1,540,328,779**	**1,907,864,870**	**367,536,091**
4311-1-11-	**RECTORAT DE L UNIVERSITE D ETAT D HAITI**	**1,486,245,949**	**1,807,864,870**	**321,618,921**	**54,082,830**	**100,000,000**	**45,917,170**	**1,540,328,779**	**1,907,864,870**	**367,536,091**
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,274,347,308	1,565,966,229	291,618,921	-	-	-	1,274,347,308	1,565,966,229	291,618,921
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	211,898,641	241,898,641	30,000,000	2,130,000	2,130,000	0	214,028,641	244,028,641	30,000,000
TITRE III	Dépenses d'immobilisations	-	-	-	51,952,830	97,870,000	45,917,170	51,952,830	97,870,000	45,917,170
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4411	**ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN**	**44,977,968**	**55,057,092**	**10,079,124**	**5,000,000**	**15,000,000**	**10,000,000**	**49,977,968**	**70,057,092**	**20,079,124**
44111	**SERVICES INTERNES**	**44,977,968**	**55,057,092**	**10,079,124**	**5,000,000**	**15,000,000**	**10,000,000**	**49,977,968**	**70,057,092**	**20,079,124**
4411-1-11-	**SECRETARIAT TECHNIQUE DE L'ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN**	**44,977,968**	**55,057,092**	**10,079,124**	**5,000,000**	**15,000,000**	**10,000,000**	**49,977,968**	**70,057,092**	**20,079,124**
TITRE I	Dépenses de Personnel	26,911,968	31,698,979	4,787,011	-	-	-	26,911,968	31,698,979	4,787,011
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	18,066,000	23,358,113	5,292,113	-	5,210,000	5,210,000	18,066,000	28,568,113	10,502,113
TITRE III	Dépenses d'immobilisations	-	-	-	5,000,000	5,217,000	217,000	5,000,000	5,217,000	217,000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	4,573,000	4,573,000	-	4,573,000	4,573,000

PRÉSENTATION DU CADRE DE DÉPENSES A MOYEN TERME

CADRE BUDGETAIRE A MOYEN TERME (CBMT)
2022-2025

Tableau des opérations financières de l'Etat
(En Gourdes)

OPERATIONS	BUDGET INITIAL 2021-2022	PROJECTION		
		BUDGET INITIAL 2022-2023	EXERCICE 2023-2024	EXERCICE 2024-2025
ENVELOPPE GLOBALE	210,588,000,000	267,500,000,000	280,014,000,001	287,491,000,000
A- Recettes totales (A1+A2+A3)	120,135,261,417	164,058,000,001	195,711,938,523	232,737,470,000
A1. Impot direct	36,552,391,799	42,783,822,472	50,371,366,631	59,489,886,485
A2. Impot indirect	72,413,909,572	111,064,514,436	133,522,606,147	159,272,582,478
A2.1. sur production locale	23,552,873,712	21,533,777,491	25,352,708,998	29,942,204,892
A2.2. sur le commerce extérieur (y/c autres droits et taxes perçus à l'entrée)	48,861,035,860	68,172,736,945	82,992,897,149	99,592,907,586
A2.3. sur produits pétroliers	-	21,358,000,000	25,177,000,000	29,737,470,000
A3. Autres recettes domestiques	11,168,960,046	10,209,663,093	11,817,965,745	13,975,001,037
B- Dépenses totales (B1+D1)	181,591,591,720	236,971,892,100	249,006,141,366	259,109,803,231
B1. Dépenses courantes (B1.1.+B1.2.+B1.3.)	141,959,668,685	155,014,487,333	172,041,727,432	174,899,628,949
B1.1. Fonctionnement de l'Administration	135,402,476,612	143,753,125,318	152,818,050,635	164,805,984,306
Salaires et traitements	66,802,237,291	78,570,013,317	83,366,705,566	87,523,153,547
Biens et services (y/c autres dépenses publiques)	32,487,668,635	44,927,793,888	47,418,831,034	53,616,546,443
Transferts et subventions	36,112,570,686	20,255,318,113	22,032,514,036	23,666,284,317
B1.2. Intérêts	4,401,107,826	6,181,362,015	12,903,676,796	6,765,644,643
Dette interne	1,609,314,399	3,023,517,938	348,077,622	254,966,011
Dette externe	2,791,793,427	3,157,844,078	12,555,599,174	6,510,678,632
B1.3. Dépenses exceptionnelles	2,156,084,247	5,080,000,000	6,320,000,000	3,328,000,000
activités électorales	2,006,663,169	4,480,000,000	5,600,000,000	2,500,000,000
Support aux partis politiques	149,421,078	600,000,000	720,000,000	828,000,000
C-Solde primaire courant (hors intérêts s/dette) (A-B1.1)	(15,267,215,196)	20,304,874,683	42,893,887,887	67,931,485,694
D- Solde Budgétaire de base (A-B1 ou C-B1.2.)	(21,824,407,269)	9,043,512,668	23,670,211,091	57,837,841,051
D1. Dépenses en capital (D1.1+D1.2+D1.3)	39,631,923,035	81,957,404,767	76,964,413,934	84,210,174,282
D1.1 Immobilisations	1,213,923,034	2,657,404,767	2,750,413,934	2,819,174,282
D1.2 Investissements publics (financement interne)	15,325,000,001	32,023,000,000	43,844,000,000	58,237,000,000
Trésor Public	11,600,000,000	26,350,000,000	41,280,000,000	55,200,000,000
Annulation dette FMI	644,840,613	1,304,049,460	344,000,000	342,000,000
Autres Financements	3,080,159,388	4,368,950,540	2,220,000,000	2,695,000,000
D1.3 Investissements publics (financement externe)	23,093,000,000	47,277,000,000	30,370,000,000	23,154,000,000
Sur Dons	19,643,000,000	31,251,210,811	30,370,000,000	23,154,000,000
Sur Emprunt	3,450,000,000	16,025,789,189	-	-
y/c FMI	-	15,750,000,000	-	-
TAIWAN	3,450,000,000	275,789,189	-	-
E-Solde global (hors dons) (A-B)	(61,456,330,303)	(72,913,892,099)	(53,294,202,843)	(26,372,333,231)
F-Dons (F1+F2)	24,324,650,000	40,387,710,811	47,707,600,000	42,888,000,000
F1. Appui budgétaire global	4,681,650,000	9,136,500,000	17,337,600,000	19,734,000,000
F2. Aide projets	19,643,000,000	31,251,210,811	30,370,000,000	23,154,000,000
G-Solde global incluant dons (E+F)	(37,131,680,303)	(32,526,181,288)	(5,586,602,843)	16,515,666,769
H- Financement (H1+H2)	37,131,680,300	32,526,181,289	5,586,602,843	(16,515,666,768)
H1. Financement externe net	(7,490,109,383)	4,175,385,984	(19,357,339,983)	(22,499,296,833)
H1.1. Tirages sur emprunt	3,450,000,000	16,025,789,189	-	-
H1.2. Amortissement de la dette externe	(10,940,109,383)	(11,850,403,205)	(19,357,339,983)	(22,499,296,833)
H2. Financement interne net	44,621,789,683	28,350,795,305	24,943,942,826	5,983,630,064
H2.1. Bons du Trésor	12,483,088,583	8,355,500,000	14,030,461,478	5,828,530,000
H2.2. Autres financements internes des projets	3,725,000,000	5,673,000,000	2,564,000,000	3,037,000,000
H2.3. Amortissement de la dette interne	(18,056,298,900)	(18,677,704,695)	(11,650,518,652)	(5,881,899,936)
H2.4. Institution financière/emprunt BRH	46,470,000,000	33,000,000,000	20,000,000,000	3,000,000,000
CAPACITE/BESOIN DE FINANCEMENT	(3)	1	(0)	0

CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME (CDMT) 2022-2025

INSTITUTION	Crédits 2021-2022 (A)	Crédits 2022-2023 (B)	Projection 2023-2024	Projection 2024-2025
TOTAL	**210,588,000,000**	**267,500,000,000**	**280,014,000,001**	**287,491,000,000**
POUVOIR EXECUTIF	**201,554,654,932**	**256,300,486,263**	**267,043,703,566**	**274,139,287,931**
SECTEUR ECONOMIQUE	**40,742,335,190**	**55,544,703,339**	**63,148,654,303**	**64,344,701,704**
MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	**5,443,535,448**	**8,493,171,574**	**9,954,510,952**	**11,045,204,053**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	724,404,420	885,507,721	938,638,184	985,570,093
BIENS ET SERVICES	573,791,076	736,908,841	788,063,520	834,903,378
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	190,526,057	205,526,057	193,383,948	197,251,627
INVESTISSEMENTS	3,954,813,894	6,665,228,954	8,034,425,300	9,027,478,954
TRESOR PUBLIC	*3,354,813,894*	*6,075,750,000*	*7,664,000,000*	*8,438,000,000*
DONS	*600,000,000*	*589,478,954*	*370,425,300*	*589,478,954*
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	**9,316,331,659**	**14,969,385,138**	**15,277,100,685**	**14,930,644,186**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	5,000,730,999	6,666,546,986	7,141,539,806	7,498,616,796
BIENS ET SERVICES	2,743,106,748	4,760,325,942	5,162,786,056	5,440,713,824
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	337,980	337,968	343,049	349,910
INVESTISSEMENTS	1,572,155,932	3,542,174,242	2,972,431,774	1,990,963,656
TRESOR PUBLIC	*849,355,930*	*2,876,484,762*	*2,249,631,774*	*1,268,163,656*
DONS	*722,800,002*	*665,689,480*	*722,800,000*	*722,800,000*
MINIS. DE L'AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES/DEVELOP/RURAL	**5,276,694,148**	**8,226,729,935**	**10,361,834,682**	**7,183,008,720**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,228,970,054	1,404,565,324	1,488,839,244	1,563,281,206
BIENS ET SERVICES	675,137,988	781,227,722	834,274,061	882,633,516
INVESTISSEMENTS	3,372,586,106	6,040,936,888	8,038,721,378	4,737,093,998
TRESOR PUBLIC	*260,000,000*	*757,774,331*	*2,536,000,000*	*2,038,317,592*
DONS	*3,112,586,106*	*5,283,162,557*	*5,502,721,378*	*2,698,776,407*
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	**16,870,527,274**	**18,205,414,652**	**20,994,170,480**	**23,872,753,896**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,454,953,755	1,845,770,213	1,956,516,426	2,054,342,247
BIENS ET SERVICES	265,283,086	323,679,592	346,267,164	366,970,744
INVESTISSEMENTS	15,150,290,433	16,035,964,847	18,691,386,890	21,451,440,905
TRESOR PUBLIC	*1,712,663,496*	*2,877,401,157*	*6,589,352,539*	*12,132,620,927*
DONS	*9,987,626,938*	*12,882,774,501*	*12,102,034,351*	*9,318,819,978*
EMRUNTS	*3,450,000,000*	*275,789,189*	-	-
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	**890,332,173**	**1,815,785,833**	**2,045,513,965**	**2,003,576,873**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	625,041,384	1,017,166,272	1,078,196,248	1,132,106,060
BIENS ET SERVICES	204,424,453	318,466,128	340,104,257	359,833,105
INVESTISSEMENTS	60,866,336	480,153,434	627,213,460	511,637,708
TRESOR PUBLIC	*59,170,397*	*140,860,039*	*209,616,004*	*172,344,313*
DONS	*1,695,939*	*339,293,395*	*417,597,456*	*339,293,395*
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	**2,484,020,275**	**3,080,724,178**	**2,998,089,174**	**4,294,442,673**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,220,166,399	1,420,978,205	1,526,236,898	1,602,548,743
BIENS ET SERVICES	511,303,876	625,282,633	668,209,948	707,430,590
INVESTISSEMENTS	752,550,000	1,034,463,340	803,642,328	1,984,463,340
TRESOR PUBLIC	*90,750,000*	*170,000,000*	*328,000,000*	*1,120,000,000*
DONS	*661,800,000*	*864,463,340*	*475,642,328*	*864,463,340*
MINISTERE DU TOURISME	**460,894,213**	**753,492,030**	**1,517,434,364**	**1,015,071,303**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	197,239,145	229,794,109	243,581,756	255,760,843
BIENS ET SERVICES	51,655,068	96,768,031	102,852,609	108,310,460
INVESTISSEMENTS	212,000,000	425,000,000	1,171,000,000	651,000,000
TRESOR PUBLIC	*212,000,000*	*275,000,000*	*571,000,000*	*651,000,000*
SECTEUR POLITIQUE	**33,481,062,333**	**52,317,620,134**	**55,716,198,004**	**59,445,976,067**
MINISTERE DE LA JUSTICE	**19,854,613,289**	**28,828,796,459**	**30,230,252,215**	**32,939,989,720**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	14,367,072,319	17,290,001,657	18,139,401,757	19,046,371,844
BIENS ET SERVICES	3,669,226,262	5,684,636,139	6,069,172,523	6,419,466,143
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	138,850,316	138,850,316	140,933,071	143,751,732
INVESTISSEMENTS	1,679,464,392	5,715,308,347	5,880,744,865	7,330,400,000
TRESOR PUBLIC	*1,679,464,392*	*5,715,308,347*	*5,880,744,865*	*7,330,400,000*

CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME (CDMT) 2022-2025

INSTITUTION	Crédits 2021-2022 (A)	Crédits 2022-2023 (B)	Projection 2023-2024	Projection 2024-2025
TOTAL	**210,588,000,000**	**267,500,000,000**	**280,014,000,001**	**287,491,000,000**
MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	**153,785,678**	**202,962,776**	**260,003,691**	**279,790,450**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	104,774,867	116,124,453	123,091,920	129,246,516
BIENS ET SERVICES	43,010,811	66,838,323	70,896,771	74,508,634
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	1,000,000	-	1,015,000	1,035,300
INVESTISSEMENTS	5,000,000	20,000,000	65,000,000	75,000,000
TRESOR PUBLIC	*5,000,000*	*20,000,000*	*65,000,000*	*75,000,000*
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	**4,617,510,043**	**10,604,016,470**	**10,939,331,971**	**11,432,273,803**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	902,241,802	935,649,161	991,788,111	1,041,377,516
BIENS ET SERVICES	3,705,268,241	9,148,867,309	9,786,543,861	10,370,896,287
INVESTISSEMENTS	10,000,000	519,500,000	161,000,000	20,000,000
TRESOR PUBLIC	*10,000,000*	*519,500,000*	*161,000,000*	*20,000,000*
LA PRESIDENCE	**1,520,962,616**	**1,698,211,982**	**1,825,551,533**	**1,904,795,093**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	795,006,564	805,419,262	853,744,418	896,431,639
BIENS ET SERVICES	710,668,483	877,505,152	956,290,241	992,536,243
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	15,287,568	15,287,568	15,516,874	15,827,211
LA PRIMATURE	**2,195,152,719**	**3,404,915,424**	**4,011,875,466**	**4,186,143,328**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	967,139,635	1,265,609,042	1,341,545,584	1,408,622,863
BIENS ET SERVICES	1,109,836,426	1,588,129,725	1,697,635,580	1,797,772,277
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	68,176,658	101,176,658	102,694,302	104,748,188
INVESTISSEMENTS	50,000,000	450,000,000	870,000,000	875,000,000
TRESOR PUBLIC	*50,000,000*	*450,000,000*	*870,000,000*	*875,000,000*
MINISTERE DE L'INTERIEUR & DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	**3,674,819,458**	**5,322,171,789**	**5,638,515,976**	**5,783,601,680**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	2,040,654,409	3,060,070,505	3,243,674,736	3,405,858,473
BIENS ET SERVICES	1,014,461,773	1,460,583,728	1,560,300,161	1,651,305,387
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	29,400,000	29,400,000	29,841,000	30,437,820
INVESTISSEMENTS	590,303,276	772,117,556	804,700,080	696,000,000
TRESOR PUBLIC	*590,303,276*	*772,117,556*	*804,700,080*	*696,000,000*
MINISTERE DE LA DEFENSE	**1,464,218,529**	**2,256,545,235**	**2,810,667,151**	**2,919,381,993**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	725,066,588	1,022,493,414	1,083,843,019	1,138,035,170
BIENS ET SERVICES	573,672,736	733,572,616	784,112,745	830,321,209
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	15,479,205	10,479,205	15,711,387	16,025,615
INVESTISSEMENTS	150,000,000	490,000,000	927,000,000	935,000,000
TRESOR PUBLIC	*150,000,000*	*490,000,000*	*927,000,000*	*935,000,000*
SECTEUR SOCIAL	**42,439,055,887**	**72,410,777,173**	**62,218,107,835**	**70,555,456,217**
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L A FORM. PROFESS.	**27,637,662,962**	**30,042,419,116**	**29,839,931,314**	**35,615,522,939**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	20,105,208,188	21,582,891,881	22,577,865,394	23,706,758,663
BIENS ET SERVICES	2,831,660,237	3,766,310,112	4,021,477,928	4,253,996,125
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	10,000,000	10,000,000	10,149,998	10,352,998
INVESTISSEMENTS	4,690,794,537	4,683,217,123	3,230,437,994	7,644,415,153
TRESOR PUBLIC	*2,374,127,821*	*3,278,450,540*	*2,297,000,000*	*6,787,000,000*
DONS	*2,316,666,717*	*1,404,766,583*	*933,437,994*	*857,415,153*
MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	**4,892,150,733**	**30,598,543,227**	**16,456,406,850**	**16,632,367,980**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,210,520,830	1,489,186,546	1,578,537,738	1,657,464,625
BIENS ET SERVICES	305,367,403	451,206,880	481,344,112	508,726,854
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	5,000,000	20,000,000	5,075,000	5,176,500
INVESTISSEMENTS	3,371,262,500	28,638,149,801	14,391,450,000	14,461,000,000
TRESOR PUBLIC	*3,371,262,500*	*6,160,000,000*	*7,954,000,000*	*7,925,000,000*
MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	**8,814,070,235**	**10,191,093,171**	**13,545,477,785**	**14,868,997,687**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	6,018,931,605	6,313,913,058	6,692,747,841	7,027,385,234
BIENS ET SERVICES	964,367,662	1,793,817,661	1,915,062,397	2,025,492,354

CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME (CDMT) 2022-2025

INSTITUTION	Crédits 2021-2022 (A)	Crédits 2022-2023 (B)	Projection 2023-2024	Projection 2024-2025
TOTAL	**210,588,000,000**	**267,500,000,000**	**280,014,000,001**	**287,491,000,000**
INVESTISSEMENTS	1,830,770,968	2,083,362,452	4,937,667,546	5,816,120,100
TRESOR PUBLIC	*350,000,001*	*895,628,977*	*3,125,560,213*	*5,189,167,326*
DONS	*1,480,770,967*	*1,187,733,475*	*1,812,107,334*	*626,952,774*
MINISTERE A LA CONDITION FEMININE	**254,930,859**	**356,475,619**	**523,211,285**	**550,820,104**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	174,218,544	215,050,002	227,953,002	239,350,652
BIENS ET SERVICES	70,712,314	94,425,618	100,258,283	105,469,453
INVESTISSEMENTS	10,000,000	47,000,000	195,000,000	206,000,000
TRESOR PUBLIC	*10,000,000*	*47,000,000*	*195,000,000*	*206,000,000*
MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE L ACTION CIVIQUE	**840,241,100**	**1,222,246,039**	**1,853,080,602**	**2,887,747,506**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	488,919,659	663,405,107	703,209,413	738,369,884
BIENS ET SERVICES	287,174,451	406,692,123	434,178,445	459,212,652
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	14,647,900	5,647,900	14,867,619	15,164,971
INVESTISSEMENTS	49,499,090	146,500,910	700,825,125	1,675,000,000
TRESOR PUBLIC	*49,499,090*	*146,500,910*	*700,825,125*	*1,675,000,000*
SECTEUR CULTUREL	**3,116,149,776**	**4,447,874,150**	**4,664,041,368**	**4,554,616,001**
MINISTERE DES CULTES	**286,949,703**	**368,739,775**	**446,421,249**	**499,472,806**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	176,407,835	209,871,073	222,463,338	233,586,505
BIENS ET SERVICES	49,921,868	78,248,702	83,428,611	88,126,415
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	60,620,000	70,620,000	61,529,300	62,759,886
MINISTERE DE LA CULTURE	**2,358,594,711**	**3,150,337,466**	**3,157,952,069**	**2,893,597,838**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	755,308,929	911,424,328	966,109,788	1,014,415,277
BIENS ET SERVICES	809,471,452	987,703,413	1,056,404,758	1,119,335,823
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	9,511,000	9,511,000	9,653,665	9,846,738
INVESTISSEMENTS	784,303,331	1,241,698,725	1,125,783,859	750,000,000
TRESOR PUBLIC	*25,250,000*	*86,000,000*	*130,000,000*	*150,000,000*
DONS	*759,053,331*	*1,155,698,725*	*995,783,859*	*600,000,000*
MINISTERE DE LA COMMUNICATION	**470,605,362**	**928,796,909**	**1,059,668,050**	**1,161,545,357**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	321,740,260	577,279,262	611,916,018	642,511,819
BIENS ET SERVICES	143,865,103	326,517,647	348,752,032	369,033,538
INVESTISSEMENTS	5,000,000	25,000,000	99,000,000	150,000,000
TRESOR PUBLIC	*5,000,000*	*25,000,000*	*99,000,000*	*150,000,000*
AUTRES ADMINISTRATIONS	**81,776,051,745**	**71,579,511,467**	**81,296,702,056**	**75,238,537,942**
INTERVENTIONS PUBLIQUES	**20,778,375,637**	**26,650,041,552**	**27,885,166,625**	**29,091,696,530**
BIENS ET SERVICES	12,862,051,635	15,264,990,001	16,329,339,301	17,304,752,659
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	7,916,324,002	11,385,051,551	11,555,827,324	11,786,943,871
DETTE PUBLIQUE	**33,397,516,108**	**36,709,469,915**	**43,911,535,431**	**35,146,841,412**
INTERETS DE LA DETTE	4,401,107,826	6,181,362,015	12,903,676,796	6,765,644,643
AMORTISSEMENT	28,996,408,282	30,528,107,900	31,007,858,635	28,381,196,768
DOTATIONS SPECIALES SUBVENTION AU SECTEUR DE L'ENERGIE	**27,600,160,000**	**8,220,000,000**	**9,500,000,000**	**11,000,000,000**
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	27,600,160,000	8,220,000,000	9,500,000,000	11,000,000,000
POUVOIR LEGISLATIF	**3,466,802,707**	**4,071,037,353**	**5,215,735,466**	**5,340,844,058**
SENAT DE LA REPUBLIQUE	**1,818,051,992**	**2,104,310,837**	**2,575,825,997**	**2,812,172,410**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,482,830,807	1,734,454,018	2,076,267,209	2,168,193,272
BIENS ET SERVICES	279,055,552	308,788,736	357,586,288	377,367,187
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	31,500,000	31,500,000	141,972,500	266,611,950
INVESTISSEMENTS	24,665,632	29,568,083	-	-
TRESOR PUBLIC	*24,665,632*	*29,568,083*	-	-
CHAMBRE DES DEPUTES	**1,648,750,715**	**1,966,726,516**	**2,639,909,468**	**2,528,671,649**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,535,135,298	1,787,440,359	2,132,432,280	2,239,053,894
BIENS ET SERVICES	113,615,417	179,286,157	273,477,188	289,617,755
POUVOIR JUDICIAIRE	**2,298,205,042**	**2,812,814,472**	**3,011,753,279**	**3,166,033,566**
CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	**2,298,205,042**	**2,812,814,472**	**3,011,753,279**	**3,166,033,566**

CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME (CDMT) 2022-2025

INSTITUTION	Crédits 2021-2022 (A)	Crédits 2022-2023 (B)	Projection 2023-2024	Projection 2024-2025
TOTAL	**210,588,000,000**	**267,500,000,000**	**280,014,000,001**	**287,491,000,000**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,801,103,201	2,040,061,637	2,162,465,335	2,270,588,602
BIENS ET SERVICES	492,826,840	754,752,836	800,737,944	841,694,964
INVESTISSEMENTS	4,275,000	18,000,000	48,550,000	53,750,000
TRESOR PUBLIC	*4,275,000*	*18,000,000*	*48,550,000*	*53,750,000*
ORGANISMES INDEPENDANTS	**3,268,337,320**	**4,315,661,912**	**4,742,807,691**	**4,844,834,445**
COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX	**1,044,224,462**	**1,225,243,969**	**1,262,986,370**	**1,328,342,443**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	572,060,358	608,911,946	645,446,663	677,718,996
BIENS ET SERVICES	443,848,361	544,676,725	581,539,707	615,123,447
INVESTISSEMENTS	28,315,742	71,655,298	36,000,000	35,500,000
TRESOR PUBLIC	*28,315,742*	*71,655,298*	*36,000,000*	*35,500,000*
CONSEIL ELECTORAL	**436,767,401**	**851,645,594**	**902,738,895**	**947,903,713**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	370,267,401	717,439,041	760,485,384	798,509,653
BIENS ET SERVICES	66,500,000	134,206,553	142,253,512	149,394,060
OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	**197,038,710**	**260,850,386**	**276,713,178**	**290,796,517**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	134,862,758	155,323,527	164,642,938	172,875,085
BIENS ET SERVICES	62,175,952	105,526,859	112,070,240	117,921,432
UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	**1,540,328,779**	**1,907,864,870**	**2,210,755,749**	**2,199,998,637**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,274,347,308	1,565,966,229	1,659,924,203	1,742,920,413
BIENS ET SERVICES	211,898,641	241,898,641	258,831,546	274,361,439
INVESTISSEMENTS	54,082,830	100,000,000	292,000,000	182,716,785
TRESOR PUBLIC	*54,082,830*	*100,000,000*	*292,000,000*	*182,716,785*
ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	**49,977,968**	**70,057,092**	**89,613,499**	**77,793,135**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	26,911,968	31,698,979	33,600,918	35,280,964
BIENS ET SERVICES	18,066,000	23,358,113	24,993,181	26,492,772
INVESTISSEMENTS	5,000,000	15,000,000	31,019,400	16,019,400
TRESOR PUBLIC	*5,000,000*	*15,000,000*	*31,019,400*	*16,019,400*

CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME GLOBAL (CDMT)
2022-2025
PAR SECTION ET NATURE

INSTITUTION	Crédits 2021-2022 (A)	Crédits 2022-2023 (B)	Projection 2023-2024	Projection 2024-2025
TOTAL	**210,588,000,000**	**267,500,000,000**	**280,014,000,001**	**287,491,000,000**
POUVOIR EXECUTIF	**201,554,654,932**	**256,300,486,263**	**267,043,703,566**	**274,139,287,931**
SECTEUR ECONOMIQUE	**40,742,335,190**	**55,544,703,339**	**63,148,654,303**	**64,344,701,704**
MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	**5,443,535,448**	**8,493,171,573**	**9,954,510,952**	**11,045,204,053**
SERVICES INTERNES	**5,443,535,448**	**8,493,171,573**	**9,954,510,952**	**11,045,204,053**
BUREAU DU MINISTRE	**65,423,050**	**81,124,703**	**86,172,303**	**90,673,644**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	47,867,113	63,112,855	66,899,626	70,244,607
BIENS ET SERVICES	17,555,937	18,011,848	19,272,677	20,429,036
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**5,024,273,953**	**7,852,995,239**	**9,158,070,572**	**10,344,522,444**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	474,677,414	590,678,154	626,118,843	657,424,785
BIENS ET SERVICES	434,256,587	571,562,074	611,142,481	647,367,078
TRANSFERTS ET SUBVENTION	190,526,057	205,526,057	193,383,948	197,251,627
INVESTISSEMENTS	3,924,813,894	6,485,228,954	7,727,425,300	8,842,478,954
TRESOR PUBLIC	*3,324,813,894*	*5,895,750,000*	*7,357,000,000*	*8,253,000,000*
DONS	*600,000,000*	*589,478,954*	*370,425,300*	*589,478,954*
CENTRE DE TECHNI. DE PLANIF. ET D'ECONOMIE APPLIQUEE.(CTPEA)	**145,637,780**	**196,868,767**	**290,339,381**	**297,953,933**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	66,288,949	76,019,936	80,581,132	84,610,189
BIENS ET SERVICES	54,348,830	55,848,831	59,758,249	63,343,744
INVESTISSEMENTS	25,000,001	65,000,000	150,000,000	150,000,000
TRESOR PUBLIC	*25,000,001*	*65,000,000*	*150,000,000*	*150,000,000*
CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES (CNC)	**66,805,180**	**96,205,460**	**111,699,585**	**116,628,888**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	44,175,458	54,025,739	57,267,283	60,130,647
BIENS ET SERVICES	17,629,722	32,179,722	34,432,302	36,498,241
INVESTISSEMENTS	5,000,000	10,000,000	20,000,000	20,000,000
TRESOR PUBLIC	*5,000,000*	*10,000,000*	*20,000,000*	*20,000,000*
CENTRE NTL DE L'INFORM. GEO SPAT.	**141,395,485**	**265,977,403**	**308,229,111**	**195,425,144**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	91,395,486	101,671,038	107,771,300	113,159,865
BIENS ET SERVICES	49,999,999	59,306,365	63,457,811	67,265,280
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	**9,316,331,659**	**14,969,385,138**	**15,277,100,685**	**14,930,644,186**
SERVICES INTERNES	**3,496,186,694**	**5,891,372,538**	**5,803,877,907**	**5,230,900,665**
BUREAU DU MINISTRE	**19,425,824**	**22,231,367**	**23,659,564**	**24,943,460**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	12,894,281	12,799,824	13,567,814	14,246,204
BIENS ET SERVICES	6,531,543	9,431,543	10,091,751	10,697,256
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**3,011,907,565**	**5,190,603,506**	**5,054,518,572**	**4,444,458,113**

CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME GLOBAL (CDMT)
2022-2025
PAR SECTION ET NATURE

INSTITUTION	Crédits 2021-2022 (A)	Crédits 2022-2023 (B)	Projection 2023-2024	Projection 2024-2025
TOTAL	**210,588,000,000**	**267,500,000,000**	**280,014,000,001**	**287,491,000,000**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,003,752,695	1,201,145,213	1,348,213,926	1,415,624,622
BIENS ET SERVICES	539,464,402	1,103,973,883	1,277,460,361	1,350,183,580
TRANSFERTS ET SUBVENTION	337,980	337,968	343,049	349,910
INVESTISSEMENTS	1,468,352,487	2,885,146,442	2,428,501,236	1,678,300,000
TRESOR PUBLIC	*745,552,485*	*2,219,456,962*	*1,705,701,236*	*955,500,000*
DONS	*722,800,002*	*665,689,480*	*722,800,000*	*722,800,000*
FAES	**138,144,076**	**275,144,076**	**292,468,347**	**307,964,485**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	70,581,394	193,581,394	205,196,278	215,456,091
BIENS ET SERVICES	67,562,682	81,562,682	87,272,070	92,508,394
UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	**250,761,794**	**294,758,455**	**313,633,010**	**330,586,941**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	150,457,035	175,853,695	186,404,917	195,725,163
BIENS ET SERVICES	100,304,760	118,904,760	127,228,093	134,861,778
ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE	**75,947,435**	**108,635,135**	**119,598,414**	**122,947,667**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	37,130,398	59,118,098	62,665,184	65,798,443
BIENS ET SERVICES	24,817,037	34,517,037	36,933,230	39,149,224
INVESTISSEMENTS	14,000,000	15,000,000	20,000,000	18,000,000
TRESOR PUBLIC	*14,000,000*	*15,000,000*	*20,000,000*	*18,000,000*
SERVICES EXTERNES	**5,820,144,965**	**9,078,012,600**	**9,473,222,779**	**9,699,743,521**
INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE	**160,684,829**	**261,990,605**	**264,666,922**	**225,998,777**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	120,497,222	135,721,192	143,864,464	151,057,687
BIENS ET SERVICES	40,187,607	66,269,413	70,802,459	74,941,090
DIRECTION GENERALE DU BUDGET	**275,885,965**	**458,990,325**	**456,273,049**	**480,747,160**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	175,548,966	238,171,403	252,461,688	265,084,772
BIENS ET SERVICES	100,336,999	190,818,922	203,811,362	215,662,388
DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	**2,641,179,405**	**3,690,668,827**	**4,134,092,859**	**4,162,177,659**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,740,440,107	2,220,193,418	2,353,405,024	2,471,075,275
BIENS ET SERVICES	850,739,298	1,360,475,409	1,444,612,828	1,519,805,385
INVESTISSEMENTS	50,000,000	110,000,000	336,075,007	171,297,000
TRESOR PUBLIC	*50,000,000*	*110,000,000*	*336,075,007*	*171,297,000*
ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES	**2,586,500,199**	**4,355,080,473**	**4,331,416,862**	**4,547,355,831**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,626,082,951	2,329,251,926	2,469,007,041	2,592,457,393
BIENS ET SERVICES	920,613,804	1,683,800,747	1,787,409,821	1,879,898,438
INVESTISSEMENTS	39,803,444	342,027,800	75,000,000	75,000,000

CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME GLOBAL (CDMT)
2022-2025
PAR SECTION ET NATURE

INSTITUTION	Crédits 2021-2022 (A)	Crédits 2022-2023 (B)	Projection 2023-2024	Projection 2024-2025
TOTAL	**210,588,000,000**	**267,500,000,000**	**280,014,000,001**	**287,491,000,000**
TRESOR PUBLIC	*39,803,444*	*342,027,800*	*75,000,000*	*75,000,000*
INSPECTION GENERALE DES FINANCES	**155,894,567**	**311,282,370**	**286,773,086**	**283,464,094**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	63,345,950	100,710,823	106,753,472	112,091,146
BIENS ET SERVICES	92,548,617	110,571,547	117,164,082	123,006,292
MINIS. DE L'AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES/DEVELOP/RURAL	**5,276,694,148**	**8,226,729,935**	**10,361,834,682**	**7,183,008,720**
SERVICES INTERNES	**5,276,694,148**	**8,226,729,935**	**10,361,834,682**	**7,183,008,720**
BUREAU DU MINISTRE	**162,023,272**	**179,845,096**	**190,216,132**	**199,302,924**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	122,393,763	121,680,368	128,981,191	135,430,250
BIENS ET SERVICES	39,629,510	58,164,727	61,234,941	63,872,674
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**4,816,331,200**	**7,710,647,040**	**9,814,446,876**	**6,607,862,757**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	866,197,413	1,022,607,955	1,083,964,433	1,138,162,654
BIENS ET SERVICES	577,547,681	647,102,197	691,761,066	732,606,104
INVESTISSEMENTS	3,372,586,106	6,040,936,888	8,038,721,378	4,737,093,998
TRESOR PUBLIC	*260,000,000*	*757,774,331*	*2,536,000,000*	*2,038,317,592*
DONS	*3,112,586,106*	*5,283,162,557*	*5,502,721,378*	*2,698,776,407*
ORGANISME DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE	**171,515,063**	**183,809,254**	**195,007,116**	**204,938,631**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	154,584,326	166,878,517	176,891,228	185,735,789
BIENS ET SERVICES	16,930,737	16,930,737	18,115,889	19,202,842
INSTITUT NATIONAL DE REFORME AGRAIRE	**104,748,124**	**120,454,293**	**128,077,351**	**134,904,726**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	75,168,016	80,874,185	85,726,636	90,012,968
BIENS ET SERVICES	29,580,107	39,580,107	42,350,715	44,891,758
INSTITUT NATIONAL DU CAFE D'HAITI (INCAH)	**22,076,490**	**31,974,253**	**34,087,207**	**35,999,682**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	10,626,536	12,524,299	13,275,757	13,939,545
BIENS ET SERVICES	11,449,954	19,449,954	20,811,450	22,060,137
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	**16,870,527,274**	**18,205,414,652**	**20,994,170,480**	**23,872,753,896**
SERVICES INTERNES	**16,870,527,274**	**18,205,414,652**	**20,994,170,480**	**23,872,753,896**
BUREAU DU MINISTRE	**58,408,924**	**45,906,233**	**48,749,669**	**51,284,199**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	43,464,972	30,000,000	31,800,000	33,390,000
BIENS ET SERVICES	14,943,953	15,906,233	16,949,669	17,894,199
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**14,454,263,893**	**15,511,389,840**	**18,394,539,696**	**18,315,391,887**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	650,994,947	944,934,190	1,001,630,241	1,051,711,753
BIENS ET SERVICES	105,305,827	132,348,478	141,612,872	150,109,644
INVESTISSEMENTS	13,697,963,119	14,434,107,171	17,251,296,583	17,113,570,490

CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME GLOBAL (CDMT)
2022-2025
PAR SECTION ET NATURE

INSTITUTION	Crédits 2021-2022 (A)	Crédits 2022-2023 (B)	Projection 2023-2024	Projection 2024-2025
TOTAL	**210,588,000,000**	**267,500,000,000**	**280,014,000,001**	**287,491,000,000**
TRESOR PUBLIC	*1,637,663,496*	*2,630,401,157*	*6,026,582,943*	*8,833,620,732*
DONS	*8,610,299,623*	*11,527,916,825*	*11,224,713,640*	*8,279,949,758*
EMPRUNT	*.3,450,000,000*	*275,789,189*	-	-
LABOR. NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAV. PUBL.	**33,842,115**	**116,201,041**	**170,459,900**	**163,475,547**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	24,867,115	27,541,041	29,193,504	30,653,179
BIENS ET SERVICES	3,975,000	8,660,000	9,266,200	9,822,172
INVESTISSEMENTS	5,000,000	80,000,000	132,000,196	123,000,196
TRESOR PUBLIC	*5,000,000*	*80,000,000*	*132,000,196*	*123,000,196*
OFFICE NATIONAL DU CADASTRE	**104,012,563**	**121,192,487**	**128,060,526**	**124,173,798**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	80,363,511	91,543,435	97,036,041	101,887,843
BIENS ET SERVICES	18,649,052	19,649,052	21,024,486	22,285,955
INVESTISSEMENTS	5,000,000	10,000,000	10,000,000	-
TRESOR PUBLIC	*5,000,000*	*10,000,000*	*10,000,000*	-
SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION	**85,925,609**	**103,432,928**	**229,282,473**	**200,275,085**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	29,508,802	31,016,121	32,877,089	34,520,943
BIENS ET SERVICES	16,416,807	17,416,807	18,635,983	19,754,142
INVESTISSEMENTS	40,000,000	55,000,000	177,769,401	146,000,000
TRESOR PUBLIC	*40,000,000*	*55,000,000*	*177,769,401*	*146,000,000*
CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS	**7,572,655**	**13,580,450**	**14,395,277**	**15,115,041**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	7,572,655	13,580,450	14,395,277	15,115,041
BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE	**94,691,613**	**113,475,580**	**113,971,940**	**120,871,509**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	58,409,150	69,693,118	73,874,705	77,568,440
BIENS ET SERVICES	11,282,463	18,782,463	20,097,235	21,303,069
INVESTISSEMENTS	25,000,000	25,000,000	20,000,000	22,000,000
TRESOR PUBLIC	*25,000,000*	*25,000,000*	*20,000,000*	*22,000,000*
FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	**2,146,030**	**2,652,605**	**2,837,090**	**3,006,046**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	119,730	119,730	126,914	133,259
BIENS ET SERVICES	2,026,300	2,532,875	2,710,176	2,872,787
CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS	**510,411,180**	**556,611,181**	**590,782,567**	**971,150,641**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	443,139,607	479,139,607	507,887,984	533,282,383
BIENS ET SERVICES	67,271,573	77,471,573	82,894,584	87,868,259
DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT	**1,474,402,692**	**1,574,489,125**	**1,251,664,168**	**3,855,945,759**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	84,663,263	127,219,334	134,852,494	141,595,118

CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME GLOBAL (CDMT)
2022-2025
PAR SECTION ET NATURE

INSTITUTION	Crédits 2021-2022 (A)	Crédits 2022-2023 (B)	Projection 2023-2024	Projection 2024-2025
TOTAL	**210,588,000,000**	**267,500,000,000**	**280,014,000,001**	**287,491,000,000**
BIENS ET SERVICES	12,412,115	15,412,115	16,490,963	17,480,421
INVESTISSEMENTS	1,377,327,314	1,431,857,676	1,100,320,711	3,696,870,220
DONS	*1,377,327,314*	*1,354,857,676*	*877,320,711*	*1,038,870,220*
AGENCE NATIONALE DE REGULATION DU SECTEUR ENERGETIQUE	**44,850,000**	**46,483,183**	**49,427,174**	**52,064,382**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	31,850,004	30,983,187	32,842,178	34,484,287
BIENS ET SERVICES	12,999,996	15,499,996	16,584,996	17,580,095
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	**890,332,173**	**1,815,785,833**	**2,045,513,965**	**2,003,576,873**
SERVICES INTERNES	**890,332,173**	**1,815,785,833**	**2,045,513,965**	**2,003,576,873**
BUREAU DU MINISTRE	**90,622,757**	**106,762,349**	**113,595,612**	**119,733,716**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	57,534,762	60,510,140	64,140,748	67,347,786
BIENS ET SERVICES	33,087,995	46,252,209	49,454,864	52,385,930
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**509,453,469**	**1,246,296,146**	**1,439,677,184**	**1,365,117,225**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	383,008,014	668,947,920	709,084,795	744,539,035
BIENS ET SERVICES	65,579,120	97,194,793	103,378,928	108,940,482
INVESTISSEMENTS	60,866,336	480,153,434	627,213,460	511,637,708
TRESOR PUBLIC	*59,170,397*	*140,860,039*	*209,616,004*	*172,344,313*
DONS	*1,695,939*	*339,293,395*	*417,597,456*	*339,293,395*
OFFICE DES POSTES	**122,987,646**	**195,300,810**	**207,366,731**	**218,107,290**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	101,200,436	160,513,600	170,144,416	178,651,637
BIENS ET SERVICES	21,787,210	34,787,210	37,222,315	39,455,653
DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	**52,304,017**	**74,593,600**	**79,441,472**	**83,811,860**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	31,340,176	37,367,971	39,610,049	41,590,552
BIENS ET SERVICES	20,963,841	37,225,629	39,831,423	42,221,308
CENTRE DE FACILITATION DES INVEST(CFI)	**114,964,283**	**192,832,928**	**205,432,966**	**216,806,782**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	51,957,996	89,826,640	95,216,239	99,977,051
BIENS ET SERVICES	63,006,287	103,006,287	110,216,727	116,829,731
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	**2,484,020,275**	**3,080,724,178**	**2,998,089,174**	**4,294,442,673**
SERVICES INTERNES	**2,484,020,275**	**3,080,724,178**	**2,998,089,174**	**4,294,442,673**
BUREAU DU MINISTRE	**202,035,772**	**285,889,365**	**304,755,475**	**321,825,890**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	97,939,717	114,614,554	121,491,428	127,565,999
BIENS ET SERVICES	104,096,054	171,274,811	183,264,048	194,259,891
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**1,378,246,340**	**1,747,648,822**	**1,580,106,396**	**2,800,293,251**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	487,303,820	580,192,961	635,004,539	666,754,766

CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME GLOBAL (CDMT)
2022-2025
PAR SECTION ET NATURE

INSTITUTION	Crédits 2021-2022 (A)	Crédits 2022-2023 (B)	Projection 2023-2024	Projection 2024-2025
TOTAL	**210,588,000,000**	**267,500,000,000**	**280,014,000,001**	**287,491,000,000**
BIENS ET SERVICES	138,392,521	132,992,521	141,459,528	149,075,145
INVESTISSEMENTS	752,550,000	1,034,463,340	803,642,328	1,984,463,340
TRESOR PUBLIC	*90,750,000*	*170,000,000*	*328,000,000*	*1,120,000,000*
DONS	*661,800,000*	*864,463,340*	*475,642,328*	*864,463,340*
AGENCE NATIONALE DES AIRES PROTEGEES	**113,610,563**	**172,540,563**	**183,512,205**	**193,350,369**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	74,889,675	110,619,675	117,256,855	123,119,698
BIENS ET SERVICES	38,720,888	61,920,888	66,255,350	70,230,671
SERVICE NATIONAL DE GESTION DES RESIDUS SOLIDES	**790,127,600**	**874,645,428**	**929,715,098**	**978,973,163**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	560,033,187	615,551,015	652,484,076	685,108,280
BIENS ET SERVICES	230,094,413	259,094,413	277,231,022	293,864,883
MINISTERE DU TOURISME	**460,894,213**	**753,492,030**	**1,517,434,364**	**1,015,071,303**
SERVICES INTERNES	**460,894,213**	**753,492,030**	**1,517,434,364**	**1,015,071,303**
BUREAU DU MINISTRE	**48,924,146**	**49,057,624**	**52,029,544**	**54,662,411**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	42,519,175	42,471,896	45,020,210	47,271,220
BIENS ET SERVICES	6,404,972	6,585,728	7,009,334	7,391,190
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**372,286,133**	**639,209,097**	**1,396,026,494**	**887,305,385**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	122,485,936	146,046,804	154,809,612	162,550,093
BIENS ET SERVICES	37,800,197	66,232,403	70,216,882	73,755,293
INVESTISSEMENTS	212,000,000	425,000,000	1,171,000,000	651,000,000
TRESOR PUBLIC	*212,000,000*	*275,000,000*	*571,000,000*	*651,000,000*
ECOLE HOTELIERE	**39,683,934**	**65,225,309**	**69,378,326**	**73,103,507**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	32,234,034	41,275,409	43,751,933	45,939,530
BIENS ET SERVICES	7,449,900	23,949,900	25,626,393	27,163,977
SECTEUR POLITIQUE	**33,481,062,333**	**52,317,620,134**	**55,716,198,004**	**59,445,976,067**
MINISTERE DE LA JUSTICE	**19,854,613,289**	**28,828,796,459**	**30,230,252,215**	**32,939,989,720**
SERVICES INTERNES	**3,167,985,944**	**4,590,002,264**	**4,787,085,018**	**4,970,097,165**
BUREAU DU MINISTRE	**121,501,659**	**88,660,735**	**94,430,479**	**99,634,389**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	74,744,715	40,538,777	42,971,104	45,119,659
BIENS ET SERVICES	46,756,944	48,121,957	51,459,375	54,514,730
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**2,188,438,060**	**3,409,169,124**	**3,530,669,445**	**3,645,796,320**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,559,329,859	2,311,483,110	2,522,172,096	2,648,280,701
BIENS ET SERVICES	597,143,813	829,877,671	875,214,988	914,527,373
TRANSFERTS ET SUBVENTION	2,499,996	2,499,996	2,537,496	2,588,246

CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME GLOBAL (CDMT)
2022-2025
PAR SECTION ET NATURE

INSTITUTION	Crédits 2021-2022 (A)	Crédits 2022-2023 (B)	Projection 2023-2024	Projection 2024-2025
TOTAL	**210,588,000,000**	**267,500,000,000**	**280,014,000,001**	**287,491,000,000**
INVESTISSEMENTS	29,464,392	265,308,347	130,744,865	80,400,000
TRESOR PUBLIC	*29,464,392*	*265,308,347*	*130,744,865*	*80,400,000*
UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	**95,061,377**	**131,954,932**	**140,422,729**	**148,032,901**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	68,714,881	76,904,885	81,519,178	85,595,137
BIENS ET SERVICES	26,346,497	55,050,048	58,903,551	62,437,764
BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE	**103,087,883**	**118,087,882**	**125,785,449**	**132,729,877**
DEPENSES DE PERSONNEL	37,021,085	56,858,450	60,269,957	63,283,455
BIENS ET SERVICES	66,066,798	61,229,432	65,515,492	69,446,422
OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	**518,836,332**	**633,336,320**	**673,513,731**	**709,519,056**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	380,613,179	415,613,167	440,549,957	462,577,455
BIENS ET SERVICES	138,223,153	217,723,153	232,963,774	246,941,600
ECOLE DE LA MAGISTRATURE	**84,060,633**	**108,793,270**	**115,913,184**	**122,342,623**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	40,328,862	49,561,500	52,535,189	55,161,949
BIENS ET SERVICES	43,731,771	59,231,771	63,377,995	67,180,674
COMMISSION NATIONALE D'ASSISTANCE LEGALE	**57,000,000**	**100,000,000**	**106,350,000**	**112,042,000**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	34,000,000	65,000,000	68,900,000	72,345,000
BIENS ET SERVICES	23,000,000	35,000,000	37,450,000	39,697,000
SERVICES EXTERNES	**16,686,627,345**	**24,238,794,196**	**25,443,167,198**	**27,969,892,555**
POLICE NATIONALE D'HAITI	**16,686,627,345**	**24,238,794,196**	**25,443,167,198**	**27,969,892,555**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	12,172,319,739	14,274,041,769	14,870,484,275	15,614,008,489
BIENS ET SERVICES	2,727,957,286	4,378,402,107	4,684,287,348	4,964,720,580
TRANSFERTS ET SUBVENTION	136,350,320	136,350,320	138,395,575	141,163,486
INVESTISSEMENTS	1,650,000,000	5,450,000,000	5,750,000,000	7,250,000,000
TRESOR PUBLIC	*1,650,000,000*	*5,450,000,000*	*5,750,000,000*	*7,250,000,000*
MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	**153,785,678**	**202,962,776**	**260,003,691**	**279,790,450**
SERVICES INTERNES	**153,785,678**	**202,962,776**	**260,003,691**	**279,790,450**
BUREAU DU MINISTRE	**49,727,451**	**72,801,436**	**77,259,059**	**81,228,755**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	26,648,547	20,097,704	21,303,566	22,368,744
BIENS ET SERVICES	23,078,904	52,703,732	55,955,493	58,860,010
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**104,058,226**	**130,161,340**	**182,744,631**	**198,561,695**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	78,126,320	96,026,749	101,788,354	106,877,772
BIENS ET SERVICES	19,931,907	14,134,591	14,941,278	15,648,623
TRANSFERTS ET SUBVENTION	1,000,000	-	1,015,000	1,035,300

CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME GLOBAL (CDMT)
2022-2025
PAR SECTION ET NATURE

INSTITUTION	Crédits 2021-2022 (A)	Crédits 2022-2023 (B)	Projection 2023-2024	Projection 2024-2025
TOTAL	**210,588,000,000**	**267,500,000,000**	**280,014,000,001**	**287,491,000,000**
INVESTISSEMENTS	5,000,000	20,000,000	65,000,000	75,000,000
TRESOR PUBLIC	*5,000,000*	*20,000,000*	*65,000,000*	*75,000,000*
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	**4,617,510,043**	**10,604,016,470**	**10,939,331,971**	**11,432,273,803**
SERVICES INTERNES	**4,617,510,043**	**10,604,016,470**	**10,939,331,971**	**11,432,273,803**
BUREAU DU MINISTRE	**205,442,781**	**254,914,765**	**270,209,651**	**283,720,134**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	205,442,758	254,914,741	270,209,625	283,720,107
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**4,412,067,262**	**10,349,101,705**	**10,669,122,320**	**11,148,553,670**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	696,799,044	680,734,420	721,578,485	757,657,409
BIENS ET SERVICES	3,705,268,217	9,148,867,285	9,786,543,835	10,370,896,260
INVESTISSEMENTS	10,000,000	519,500,000	161,000,000	20,000,000
TRESOR PUBLIC	*10,000,000*	*519,500,000*	*161,000,000*	*20,000,000*
LA PRESIDENCE	**1,520,962,616**	**1,698,211,982**	**1,825,551,533**	**1,904,795,093**
SERVICES INTERNES	**1,520,962,616**	**1,698,211,982**	**1,825,551,533**	**1,904,795,093**
BUREAU DU PRESIDENT	**240,769,275**	**210,204,858**	**223,117,729**	**234,605,715**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	164,249,267	138,228,022	146,521,703	153,847,788
BIENS ET SERVICES	76,520,008	71,976,836	76,596,026	80,757,927
ADMINISTRATION GENERALE DU PALAIS NATIONAL	**631,179,902**	**763,651,017**	**832,256,536**	**858,733,134**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	287,535,249	254,984,042	270,283,085	283,797,239
BIENS ET SERVICES	342,205,937	507,228,259	560,513,155	573,446,392
TRANSFERTS ET SUBVENTION	1,438,716	1,438,716	1,460,297	1,489,503
SERVICE DE SECURITE DU PALAIS NATIONAL	**649,013,439**	**724,356,106**	**770,177,267**	**811,456,244**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	343,222,048	412,207,198	436,939,630	458,786,611
BIENS ET SERVICES	291,942,539	298,300,056	319,181,060	338,331,924
TRANSFERTS ET SUBVENTION	13,848,852	13,848,852	14,056,577	14,337,708
BUREAU DU PREMIER MINISTRE	**2,195,152,719**	**3,404,915,424**	**4,011,875,466**	**4,186,143,328**
SERVICES INTERNES	**2,127,138,837**	**3,320,019,400**	**3,921,599,396**	**4,091,047,130**
BUREAU DU PREMIER MINISTRE	**184,877,235**	**218,020,825**	**231,159,560**	**242,794,710**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	139,401,544	149,624,236	158,601,690	166,531,775
BIENS ET SERVICES	45,475,691	68,396,589	72,557,870	76,262,935
ADMINISTRATION GENERALE	**1,427,288,640**	**2,153,676,569**	**2,250,301,956**	**2,370,441,326**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	525,157,027	717,222,269	760,255,605	798,268,385
BIENS ET SERVICES	806,531,613	1,187,854,300	1,269,967,356	1,345,092,366
TRANSFERTS ET SUBVENTION	65,600,000	98,600,000	100,078,994	102,080,574

CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME GLOBAL (CDMT)
2022-2025
PAR SECTION ET NATURE

INSTITUTION	Crédits 2021-2022 (A)	Crédits 2022-2023 (B)	Projection 2023-2024	Projection 2024-2025
TOTAL	**210,588,000,000**	**267,500,000,000**	**280,014,000,001**	**287,491,000,000**
INVESTISSEMENTS	30,000,000	150,000,000	120,000,000	125,000,000
TRESOR PUBLIC	*30,000,000*	*150,000,000*	*120,000,000*	*125,000,000*
DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PREMIER MINISTRE	**57,622,651**	**59,022,651**	**63,154,236**	**66,943,491**
BIENS ET SERVICES	57,622,651	59,022,651	63,154,236	66,943,491
CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	**58,269,817**	**79,882,459**	**85,004,783**	**89,607,454**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	38,812,237	46,944,879	49,761,572	52,249,650
BIENS ET SERVICES	19,457,580	32,937,580	35,243,211	37,357,804
COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE	**66,185,191**	**90,722,012**	**96,476,801**	**101,633,913**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	50,538,322	59,575,142	63,149,651	66,307,133
BIENS ET SERVICES	15,646,869	31,146,869	33,327,150	35,326,779
BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	**65,623,789**	**77,511,849**	**82,392,049**	**86,757,205**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	46,361,128	54,562,922	57,836,697	60,728,532
BIENS ET SERVICES	19,262,661	22,948,927	24,555,352	26,028,673
COMMISSION NATIONALE DE PASSATION DE MARCHES	**179,801,107**	**539,223,277**	**1,004,376,954**	**1,017,952,101**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	101,273,113	159,195,284	168,747,001	177,184,351
BIENS ET SERVICES	58,527,994	80,027,994	85,629,953	90,767,751
INVESTISSEMENTS	20,000,000	300,000,000	750,000,000	750,000,000
TRESOR PUBLIC	*20,000,000*	*300,000,000*	*750,000,000*	*750,000,000*
CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE	**52,200,000**	**62,150,000**	**66,500,500**	**70,490,530**
BIENS ET SERVICES	52,200,000	62,150,000	66,500,500	70,490,530
BUREAU DE COORD. ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA	**32,693,749**	**37,233,101**	**39,617,250**	**41,758,787**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	21,127,431	22,216,783	23,549,790	24,727,279
BIENS ET SERVICES	11,566,318	15,016,318	16,067,460	17,031,508
APPUI A LA FORMATION	**2,576,658**	**2,576,658**	**2,615,307**	**2,667,614**
TRANSFERTS ET SUBVENTION	2,576,658	2,576,658	2,615,307	2,667,614
SERVICES EXTERNES	**68,013,882**	**84,896,024**	**90,276,070**	**95,096,198**
CEFOPAFOP	**37,368,419**	**44,703,356**	**47,602,789**	**50,215,365**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	20,478,770	22,980,260	24,359,076	25,577,030
BIENS ET SERVICES	16,889,649	21,723,096	23,243,713	24,638,335
BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES	**30,645,463**	**40,192,667**	**42,673,281**	**44,880,833**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	23,990,063	33,287,267	35,284,503	37,048,729
BIENS ET SERVICES	6,655,400	6,905,400	7,388,778	7,832,105
MINISTERE DE L'INTERIEUR & DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	**3,674,819,458**	**5,322,171,789**	**5,638,515,976**	**5,783,601,680**

CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME GLOBAL (CDMT)
2022-2025
PAR SECTION ET NATURE

INSTITUTION	Crédits 2021-2022 (A)	Crédits 2022-2023 (B)	Projection 2023-2024	Projection 2024-2025
TOTAL	**210,588,000,000**	**267,500,000,000**	**280,014,000,001**	**287,491,000,000**
SERVICES INTERNES	**3,674,819,458**	**5,322,171,789**	**5,638,515,976**	**5,783,601,680**
BUREAU DU MINISTRE	**412,900,948**	**521,566,058**	**555,199,094**	**585,990,959**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	148,628,051	90,967,531	96,425,583	101,246,862
BIENS ET SERVICES	237,372,897	401,200,115	428,934,123	454,307,921
TRANSFERTS ET SUBVENTION	26,900,000	29,398,412	29,839,388	30,436,176
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**3,192,581,881**	**4,723,271,613**	**5,000,942,611**	**5,110,689,737**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,849,589,728	2,931,768,757	3,107,674,882	3,263,058,626
BIENS ET SERVICES	750,188,876	1,019,383,613	1,088,566,038	1,151,629,466
TRANSFERTS ET SUBVENTION	2,500,000	1,588	1,612	1,644
INVESTISSEMENTS	590,303,276	772,117,556	804,700,080	696,000,000
TRESOR PUBLIC	*590,303,276*	*772,117,556*	*804,700,080*	*696,000,000*
ORGANISME DE SURVEILLANCE MORNE HOPITAL	**12,870,165**	**12,969,921**	**13,754,116**	**14,448,242**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	12,370,165	12,369,921	13,112,116	13,767,722
BIENS ET SERVICES	500,000	600,000	642,000	680,520
DIRECTION GENERALE DE LA PROTECTION CIVILE	**56,466,465**	**64,364,296**	**68,620,154**	**72,472,742**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	30,066,465	24,964,296	26,462,154	27,785,262
BIENS ET SERVICES	26,400,000	39,400,000	42,158,000	44,687,480
MINISTERE DE LA DEFENSE	**1,464,218,529**	**2,256,545,235**	**2,810,667,151**	**2,919,381,993**
SERVICES INTERNES	**1,464,218,529**	**2,256,545,235**	**2,810,667,151**	**2,919,381,993**
BUREAU DU MINISTRE	**121,112,972**	**141,357,966**	**149,729,180**	**157,178,183**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	109,637,063	127,363,238	135,005,032	141,755,283
BIENS ET SERVICES	6,926,704	9,445,524	10,106,710	10,713,113
TRANSFERTS ET SUBVENTION	4,549,205	4,549,205	4,617,438	4,709,786
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**556,287,166**	**1,028,720,311**	**1,505,675,601**	**1,545,300,839**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	198,088,374	239,674,949	254,055,446	266,758,218
BIENS ET SERVICES	197,268,793	293,115,362	313,526,205	332,226,792
TRANSFERTS ET SUBVENTION	10,930,000	5,930,000	11,093,949	11,315,828
INVESTISSEMENTS	150,000,000	490,000,000	927,000,000	935,000,000
TRESOR PUBLIC	*150,000,000*	*490,000,000*	*927,000,000*	*935,000,000*
FORCES ARMEES D'HAITI	**786,818,391**	**1,086,466,957**	**1,155,262,371**	**1,216,902,972**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	417,341,151	655,455,227	694,782,541	729,521,668
BIENS ET SERVICES	369,477,240	431,011,730	460,479,830	487,381,304
SECTEUR SOCIAL	**42,439,055,887**	**72,715,777,173**	**62,542,407,835**	**70,897,041,217**

CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME GLOBAL (CDMT)
2022-2025
PAR SECTION ET NATURE

INSTITUTION	Crédits 2021-2022 (A)	Crédits 2022-2023 (B)	Projection 2023-2024	Projection 2024-2025
TOTAL	**210,588,000,000**	**267,500,000,000**	**280,014,000,001**	**287,491,000,000**
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L A FORM. PROFESS.	**27,637,662,962**	**30,042,419,116**	**29,839,931,314**	**35,615,522,939**
SERVICES INTERNES	**27,637,662,962**	**30,042,419,116**	**29,839,931,314**	**35,615,522,939**
BUREAU DU MINISTRE	**227,505,683**	**290,364,130**	**307,903,702**	**323,436,343**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	195,397,471	232,624,190	246,581,642	258,910,724
BIENS ET SERVICES	32,108,212	57,739,940	61,322,060	64,525,619
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**26,342,373,805**	**28,267,444,283**	**28,149,840,184**	**33,880,302,130**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	19,019,208,659	20,318,738,782	21,237,863,109	22,299,756,265
BIENS ET SERVICES	2,628,473,449	3,476,077,850	3,711,389,083	3,925,777,715
TRANSFERTS ET SUBVENTION	10,000,000	10,000,000	10,149,998	10,352,998
INVESTISSEMENTS	4,684,691,698	4,462,627,651	3,190,437,994	7,644,415,153
TRESOR PUBLIC	*2,368,024,981*	*3,061,450,540*	*2,257,000,000*	*6,787,000,000*
DONS	*2,316,666,717*	*1,401,177,111*	*933,437,994*	*857,415,153*
COMMISSION NLE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO	**25,841,862**	**47,965,244**	**51,022,395**	**53,765,297**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	20,718,267	30,041,649	31,844,148	33,436,355
BIENS ET SERVICES	5,123,595	17,923,595	19,178,247	20,328,942
INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE	**944,428,310**	**1,303,577,074**	**1,189,147,546**	**1,207,868,258**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	843,870,489	964,918,875	1,022,814,008	1,073,954,708
BIENS ET SERVICES	94,454,981	118,068,727	126,333,538	133,913,550
INVESTISSEMENTS	6,102,840	220,589,472	40,000,000	-
TRESOR PUBLIC	*6,102,840*	*217,000,000*	*40,000,000*	-
OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT	**97,513,302**	**133,068,384**	**142,017,487**	**150,150,912**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	26,013,301	36,568,384	38,762,487	40,700,611
BIENS ET SERVICES	71,500,000	96,500,000	103,255,000	109,450,300
MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	**4,892,150,733**	**30,598,543,227**	**16,456,406,850**	**16,632,367,980**
SERVICES INTERNES	**4,892,150,733**	**30,598,543,227**	**16,456,406,850**	**16,632,367,980**
BUREAU DU MINISTRE	**119,991,733**	**163,443,482**	**173,251,959**	**181,916,557**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	116,991,326	163,256,618	173,052,015	181,704,616
BIENS ET SERVICES	3,000,407	186,864	199,944	211,941
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**4,327,273,424**	**29,816,300,890**	**15,578,225,898**	**15,713,133,620**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	806,457,998	957,351,749	1,014,792,854	1,065,532,497
BIENS ET SERVICES	159,552,927	250,799,340	266,908,044	281,424,623
TRANSFERTS ET SUBVENTION	5,000,000	20,000,000	5,075,000	5,176,500
INVESTISSEMENTS	3,356,262,500	28,588,149,801	14,291,450,000	14,361,000,000

CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME GLOBAL (CDMT)
2022-2025
PAR SECTION ET NATURE

INSTITUTION	Crédits 2021-2022 (A)	Crédits 2022-2023 (B)	Projection 2023-2024	Projection 2024-2025
TOTAL	**210,588,000,000**	**267,500,000,000**	**280,014,000,001**	**287,491,000,000**
TRESOR PUBLIC	*3,356,262,500*	*6,110,000,000*	*7,854,000,000*	*7,825,000,000*
INSTITUT DU BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES	**102,658,008**	**154,362,550**	**164,101,423**	**172,817,013**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	78,445,968	106,650,510	113,049,540	118,702,017
BIENS ET SERVICES	24,212,041	47,712,040	51,051,883	54,114,996
E.P.P.L.S	**97,636,601**	**134,534,378**	**143,039,249**	**150,654,316**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	72,055,799	91,253,577	96,728,791	101,565,231
BIENS ET SERVICES	25,580,803	43,280,801	46,310,457	49,089,085
OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION	**194,430,137**	**269,345,346**	**333,441,145**	**346,113,735**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	99,508,932	125,837,535	133,387,787	140,057,177
BIENS ET SERVICES	79,921,206	93,507,811	100,053,357	106,056,559
INVESTISSEMENTS	15,000,000	50,000,000	100,000,000	100,000,000
TRESOR PUBLIC	*15,000,000*	*50,000,000*	*100,000,000*	*100,000,000*
BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT AUX HANDICAPES	**50,160,828**	**60,556,581**	**64,347,176**	**67,732,739**
DEPENSES DE PERSONNEL	37,060,809	44,836,557	47,526,751	49,903,088
BIENS ET SERVICES	13,100,020	15,720,024	16,820,426	17,829,651
MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	**8,814,070,235**	**10,496,093,171**	**13,869,777,785**	**15,210,582,687**
SERVICES INTERNES	**8,814,070,235**	**10,496,093,171**	**13,869,777,785**	**15,210,582,687**
BUREAU DU MINISTRE	**123,963,067**	**124,215,965**	**132,009,153**	**138,973,657**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	87,890,056	90,192,954	95,604,531	100,384,758
BIENS ET SERVICES	36,073,011	34,023,011	36,404,622	38,588,899
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**8,690,107,168**	**10,066,877,206**	**13,413,468,632**	**14,730,024,030**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	5,931,041,549	6,223,720,104	6,597,143,310	6,927,000,476
BIENS ET SERVICES	928,294,651	1,759,794,650	1,878,657,776	1,986,903,455
INVESTISSEMENTS	1,830,770,968	2,083,362,452	4,937,667,546	5,816,120,100
TRESOR PUBLIC	*350,000,001*	*895,628,977*	*3,125,560,213*	*5,189,167,326*
DONS	*1,480,770,967*	*1,187,733,475*	*1,812,107,334*	*626,952,774*
MINISTERE A LA CONDITION FEMININE	**254,930,859**	**356,475,619**	**523,211,285**	**550,820,104**
SERVICES INTERNES	**254,930,859**	**356,475,619**	**523,211,285**	**550,820,104**
BUREAU DU MINISTRE	**79,155,542**	**93,756,621**	**99,298,307**	**104,181,965**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	56,817,538	68,877,810	73,010,478	76,661,002
BIENS ET SERVICES	22,338,004	24,878,811	26,287,829	27,520,962
DIRECTION GENERALE	**175,775,316**	**262,718,999**	**423,912,977**	**446,638,140**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	117,401,006	146,172,192	154,942,523	162,689,649

CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME GLOBAL (CDMT)
2022-2025
PAR SECTION ET NATURE

INSTITUTION	Crédits 2021-2022 (A)	Crédits 2022-2023 (B)	Projection 2023-2024	Projection 2024-2025
TOTAL	**210,588,000,000**	**267,500,000,000**	**280,014,000,001**	**287,491,000,000**
BIENS ET SERVICES	48,374,310	69,546,807	73,970,454	77,948,490
INVESTISSEMENTS	10,000,000	47,000,000	195,000,000	206,000,000
TRESOR PUBLIC	*10,000,000*	*47,000,000*	*195,000,000*	*206,000,000*
MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE L ACTION CIVIQUE	**840,241,100**	**1,222,246,039**	**1,853,080,602**	**2,887,747,506**
SERVICES INTERNES	**840,241,100**	**1,222,246,039**	**1,853,080,602**	**2,887,747,506**
BUREAU DU MINISTRE	**566,713,934**	**668,082,317**	**721,586,329**	**758,679,097**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	399,604,558	503,158,965	533,348,503	560,015,928
BIENS ET SERVICES	153,988,276	162,302,251	173,397,409	183,525,944
TRANSFERTS ET SUBVENTION	13,121,100	2,621,100	14,840,417	15,137,225
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**273,527,165**	**554,163,723**	**1,131,494,273**	**2,129,068,410**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	89,315,100	160,246,142	169,860,910	178,353,956
BIENS ET SERVICES	133,166,175	244,389,671	260,781,036	275,686,708
TRANSFERTS ET SUBVENTION	1,526,800	3,026,800	27,202	27,746
INVESTISSEMENTS	49,499,090	146,500,910	700,825,125	1,675,000,000
TRESOR PUBLIC	*49,499,090*	*146,500,910*	*700,825,125*	*1,675,000,000*
SECTEUR CULTUREL	**3,116,149,776**	**4,142,874,150**	**4,339,741,368**	**4,213,031,001**
MINISTERE DES CULTES	**286,949,703**	**368,739,775**	**446,421,249**	**499,472,806**
SERVICES INTERNES	**286,949,703**	**368,739,775**	**446,421,249**	**499,472,806**
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**286,949,703**	**368,739,775**	**446,421,249**	**499,472,806**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	176,407,835	209,871,073	222,463,338	233,586,505
BIENS ET SERVICES	49,921,868	78,248,702	83,428,611	88,126,415
TRANSFERTS ET SUBVENTION	60,620,000	70,620,000	61,529,300	62,759,886
MINISTERE DE LA CULTURE	**2,358,594,711**	**3,150,337,466**	**3,157,952,069**	**2,893,597,838**
SERVICES INTERNES	**2,358,594,711**	**3,150,337,466**	**3,157,952,069**	**2,893,597,838**
BUREAU DU MINISTRE	**207,730,833**	**212,944,876**	**226,202,331**	**238,203,465**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	73,769,649	79,528,688	84,300,409	88,515,430
BIENS ET SERVICES	124,450,184	123,905,188	132,248,257	139,841,297
TRANSFERTS ET SUBVENTION	9,511,000	9,511,000	9,653,665	9,846,738
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**268,936,656**	**622,141,769**	**589,679,250**	**604,994,505**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	140,380,144	165,484,374	175,413,436	184,184,108
BIENS ET SERVICES	128,556,512	181,657,395	194,265,813	205,810,397
ECOLE NATIONALE DES ARTS	**85,319,787**	**115,106,368**	**120,079,655**	**105,433,426**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	46,629,314	61,415,896	65,100,849	68,355,892

CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME GLOBAL (CDMT)
2022-2025
PAR SECTION ET NATURE

INSTITUTION	Crédits 2021-2022 (A)	Crédits 2022-2023 (B)	Projection 2023-2024	Projection 2024-2025
TOTAL	**210,588,000,000**	**267,500,000,000**	**280,014,000,001**	**287,491,000,000**
BIENS ET SERVICES	26,690,473	32,690,473	34,978,806	37,077,534
INVESTISSEMENTS	12,000,000	21,000,000	20,000,000	-
TRESOR PUBLIC	*12,000,000*	*21,000,000*	*20,000,000*	-
INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL	**835,147,897**	**995,398,919**	**901,139,161**	**520,415,280**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	50,085,407	62,390,578	66,134,013	69,440,713
BIENS ET SERVICES	26,009,158	27,309,616	29,221,289	30,974,567
INVESTISSEMENTS	759,053,331	905,698,725	805,783,859	420,000,000
DONS	*759,053,331*	*905,698,725*	*805,783,859*	*420,000,000*
THEATRE NATIONAL	**74,483,644**	**98,376,931**	**104,471,776**	**109,901,051**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	55,256,206	79,153,994	83,903,234	88,098,395
BIENS ET SERVICES	19,227,437	19,222,937	20,568,543	21,802,655
MUSEE DU PANTHEON NATIONAL	**56,281,692**	**69,942,808**	**74,570,400**	**78,760,115**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	29,632,200	26,840,451	28,450,878	29,873,422
BIENS ET SERVICES	26,649,491	43,102,357	46,119,522	48,886,693
BUREAU D ETHNOLOGIE	**55,999,958**	**90,106,278**	**99,971,240**	**109,353,487**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	27,427,400	39,247,836	41,602,706	43,682,842
BIENS ET SERVICES	28,572,558	35,858,442	38,368,533	40,670,645
BIBLIOTHEQUE NATIONALE	**82,201,892**	**105,430,570**	**112,080,589**	**118,031,496**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	57,707,591	73,012,124	77,392,851	81,262,494
BIENS ET SERVICES	19,494,302	32,418,447	34,687,738	36,769,002
INVESTISSEMENTS	5,000,000	-	-	-
TRESOR PUBLIC	*5,000,000*	-	-	-
ARCHIVES NATIONALES	**221,900,231**	**309,070,248**	**328,333,563**	**345,519,678**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	200,490,231	237,160,248	251,389,863	263,959,356
BIENS ET SERVICES	21,410,000	71,910,000	76,943,700	81,560,322
ACTIVITES CULTURELLES	**318,157,400**	**318,157,400**	**340,428,418**	**360,854,123**
DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	318,157,400	318,157,400	340,428,418	360,854,123
DIRECTION NATIONALE DU LIVRE	**92,875,588**	**116,086,229**	**152,681,081**	**178,631,890**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	44,650,991	48,118,440	51,005,546	53,555,824
BIENS ET SERVICES	39,974,597	52,967,789	56,675,534	60,076,066
INVESTISSEMENTS	8,250,000	15,000,000	45,000,000	65,000,000
TRESOR PUBLIC	*8,250,000*	*15,000,000*	*45,000,000*	*65,000,000*
BUREAU HAITIEN DU DROIT D AUTEUR	**59,559,135**	**97,575,069**	**108,314,607**	**123,499,323**

CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME GLOBAL (CDMT)
2022-2025
PAR SECTION ET NATURE

INSTITUTION	Crédits 2021-2022 (A)	Crédits 2022-2023 (B)	Projection 2023-2024	Projection 2024-2025
TOTAL	**210,588,000,000**	**267,500,000,000**	**280,014,000,001**	**287,491,000,000**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	29,279,795	39,071,699	41,416,001	43,486,801
BIENS ET SERVICES	30,279,340	48,503,369	51,898,605	55,012,522
MINISTERE DE LA COMMUNICATION	**470,605,362**	**623,796,909**	**735,368,050**	**819,960,357**
SERVICES INTERNES	**470,605,362**	**623,796,909**	**735,368,050**	**819,960,357**
BUREAU DU MINISTRE	**55,435,160**	**69,048,234**	**73,700,269**	**77,930,065**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	16,187,074	18,134,065	19,222,109	20,183,214
BIENS ET SERVICES	39,248,086	50,914,169	54,478,161	57,746,850
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**131,492,166**	**186,342,986**	**270,207,814**	**329,980,898**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	79,848,639	80,732,997	85,576,977	89,855,826
BIENS ET SERVICES	46,643,528	80,609,989	85,630,837	90,125,072
INVESTISSEMENTS	5,000,000	25,000,000	99,000,000	150,000,000
TRESOR PUBLIC	*5,000,000*	*25,000,000*	*99,000,000*	*150,000,000*
TELEVISION NATIONALE D HAITI	**191,005,064**	**238,939,069**	**253,864,212**	**267,187,438**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	152,125,123	180,059,128	190,862,675	200,405,809
BIENS ET SERVICES	38,879,941	58,879,941	63,001,537	66,781,629
RADIO NATIONALE D'HAITI	**92,672,972**	**129,466,621**	**137,595,754**	**144,861,956**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	73,579,424	93,353,073	98,954,257	103,901,970
BIENS ET SERVICES	19,093,548	36,113,548	38,641,497	40,959,987
AUTRES ADMINISTRATIONS	**81,776,051,745**	**71,579,511,467**	**81,296,702,056**	**75,238,537,942**
INTERVENTIONS PUBLIQUES	**20,778,375,637**	**26,650,041,552**	**27,885,166,625**	**29,091,696,530**
SUBVENTION AUX FONDS DE PENSION	**2,619,319,388**	**4,256,194,832**	**4,320,037,754**	**4,406,438,509**
SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	2,619,319,388	4,256,194,832	4,320,037,754	4,406,438,509
AUTRES INSTITUTIONS	**1,300,590,841**	**1,885,856,719**	**1,914,144,570**	**1,952,427,462**
SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1,300,590,841	1,885,856,719	1,914,144,570	1,952,427,462
AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	**16,858,465,408**	**20,507,990,001**	**21,650,984,301**	**22,732,830,559**
BIENS ET SERVICES	12,862,051,635	15,264,990,001	16,329,339,301	17,304,752,659
TRANSFERTS ET SUBVENTION	3,996,413,773	5,243,000,000	5,321,645,000	5,428,077,900
DETTE PUBLIQUE	**33,397,516,108**	**36,709,469,915**	**43,911,535,431**	**35,146,841,412**
DETTE INTERNE	**19,665,613,299**	**21,701,222,632**	**11,998,596,274**	**6,136,865,947**
INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	**2,057,488,588**	**1,400,113,287**	**834,754,637**	**820,495,483**
DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	22,113,287	1,400,113,287	264,388,479	250,129,325
AMORTISSEMENT DE LA DETTE	2,035,375,301	-	570,366,158	570,366,158
AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	**10,286,124,713**	**12,930,857,745**	**6,163,841,637**	**316,370,464**

CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME GLOBAL (CDMT)
2022-2025
PAR SECTION ET NATURE

INSTITUTION	Crédits 2021-2022 (A)	Crédits 2022-2023 (B)	Projection 2023-2024	Projection 2024-2025
TOTAL	**210,588,000,000**	**267,500,000,000**	**280,014,000,001**	**287,491,000,000**
DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,447,903,162	1,620,596,108	83,689,143	4,836,686
AMORTISSEMENT DE LA DETTE	8,838,221,551	11,310,261,637	6,080,152,494	311,533,778
AUTRES CREANCIERS INTERNES	**7,321,999,998**	**7,370,251,600**	**5,000,000,000**	**5,000,000,000**
DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	139,297,950	2,808,543	-	-
AMORTISSEMENT DE LA DETTE	7,182,702,047	7,367,443,057	5,000,000,000	5,000,000,000
DETTE EXTERNE	**13,731,902,809**	**15,008,247,283**	**31,912,939,157**	**29,009,975,465**
DETTE MULTILATERALE	**439,093,535**	**1,370,254,287**	**1,220,015,356**	**1,538,954,464**
DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	123,185,079	1,029,402,087	623,943,973	793,865,235
AMORTISSEMENT DE LA DETTE	315,908,456	340,852,200	596,071,383	745,089,229
DETTE BILATERALE	**13,292,809,274**	**12,955,859,973**	**29,876,090,376**	**26,766,648,720**
DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,668,608,347	2,128,441,991	11,931,655,201	5,716,813,397
AMORTISSEMENT DE LA DETTE	10,624,200,927	10,827,417,982	17,944,435,175	21,049,835,324
DOTATIONS SPECIALES SUBVENTION AU SECTEUR DE L'ENERGIE	**27,600,160,000**	**8,220,000,000**	**9,500,000,000**	**11,000,000,000**
SUBVENTION A l'EDH	**7,500,000,000**	**8,220,000,000**	**9,500,000,000**	**11,000,000,000**
SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	7,500,000,000	8,220,000,000	9,500,000,000	11,000,000,000
SUBVENTION PRODUITS PRETOLIERS	**20,100,160,000**	-	-	-
SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	20,100,160,000	-	-	-
POUVOIR LEGISLATIF	**3,466,802,707**	**4,071,037,353**	**5,215,735,466**	**5,340,844,058**
SENAT DE LA REPUBLIQUE	**1,818,051,992**	**2,104,310,837**	**2,575,825,997**	**2,812,172,410**
SERVICES INTERNES	**1,818,051,992**	**2,104,310,837**	**2,575,825,997**	**2,812,172,410**
ASSEMBLEE DES SENATEURS	**1,818,051,992**	**2,104,310,837**	**2,575,825,997**	**2,812,172,410**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,482,830,807	1,734,454,018	2,076,267,209	2,168,193,272
BIENS ET SERVICES	279,055,552	308,788,736	357,586,288	377,367,187
TRANSFERTS ET SUBVENTION	31,500,000	31,500,000	141,972,500	266,611,950
INVESTISSEMENTS	24,665,632	29,568,083	-	-
TRESOR PUBLIC	*24,665,632*	*29,568,083*	-	-
CHAMBRE DES DEPUTES	**1,648,750,715**	**1,966,726,516**	**2,639,909,468**	**2,528,671,649**
SERVICES INTERNES	**1,648,750,715**	**1,966,726,516**	**2,639,909,468**	**2,528,671,649**
CHAMBRE DES DEPUTES	**142,624,311**	**193,452,975**	**758,707,653**	**551,764,176**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	142,424,311	193,252,975	442,593,653	464,723,336
BIENS ET SERVICES	200,000	200,000	82,114,000	87,040,840
SECRETARIAT GENERAL	**1,506,126,404**	**1,773,273,541**	**1,881,201,815**	**1,976,907,472**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,392,710,987	1,594,187,384	1,689,838,627	1,774,330,558

CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME GLOBAL (CDMT)
2022-2025
PAR SECTION ET NATURE

INSTITUTION	Crédits 2021-2022 (A)	Crédits 2022-2023 (B)	Projection 2023-2024	Projection 2024-2025
TOTAL	**210,588,000,000**	**267,500,000,000**	**280,014,000,001**	**287,491,000,000**
BIENS ET SERVICES	113,415,417	179,086,157	191,363,188	202,576,914
POUVOIR JUDICIAIRE	**2,298,205,042**	**2,812,814,472**	**3,011,753,279**	**3,166,033,566**
CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	**2,298,205,042**	**2,812,814,472**	**3,011,753,279**	**3,166,033,566**
SERVICES INTERNES	**2,298,205,042**	**2,812,814,472**	**3,011,753,279**	**3,166,033,566**
ADMINISTRATION GENERALE	**305,504,395**	**478,694,000**	**536,217,336**	**565,158,923**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	156,816,777	234,301,419	248,359,504	260,777,479
BIENS ET SERVICES	144,412,619	226,392,581	239,307,832	250,631,444
INVESTISSEMENTS	4,275,000	18,000,000	48,550,000	53,750,000
TRESOR PUBLIC	*4,275,000*	*18,000,000*	*48,550,000*	*53,750,000*
COUR DE CASSATION	**351,161,615**	**425,294,197**	**450,732,055**	**473,227,915**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	219,728,636	254,728,484	270,012,193	283,512,803
BIENS ET SERVICES	131,432,979	170,565,713	180,719,862	189,715,112
COUR D'APPEL	**249,629,046**	**282,440,779**	**299,484,792**	**314,583,643**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	176,967,664	191,822,901	203,332,275	213,498,889
BIENS ET SERVICES	72,661,382	90,617,879	96,152,517	101,084,754
TRIBUNAUX	**1,391,909,985**	**1,626,385,496**	**1,725,319,095**	**1,813,063,085**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,247,590,125	1,359,208,833	1,440,761,363	1,512,799,431
BIENS ET SERVICES	144,319,860	267,176,662	284,557,732	300,263,653
ORGANISMES INDEPENDANTS	**3,268,337,320**	**4,315,661,912**	**4,742,807,691**	**4,844,834,445**
COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX	**1,044,224,462**	**1,225,243,969**	**1,262,986,370**	**1,328,342,443**
SERVICES INTERNES	**1,044,224,462**	**1,225,243,969**	**1,262,986,370**	**1,328,342,443**
CONSEIL DE LA COUR	**1,044,224,462**	**1,225,243,969**	**1,262,986,370**	**1,328,342,443**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	572,060,358	608,911,946	645,446,663	677,718,996
BIENS ET SERVICES	443,848,361	544,676,725	581,539,707	615,123,447
INVESTISSEMENTS	28,315,742	71,655,298	36,000,000	35,500,000
TRESOR PUBLIC	*28,315,742*	*71,655,298*	*36,000,000*	*35,500,000*
CONSEIL ELECTORAL	**436,767,401**	**851,645,594**	**902,738,895**	**947,903,713**
SERVICES INTERNES	**436,767,401**	**851,645,594**	**902,738,895**	**947,903,713**
CONSEIL ELECTORAL	**436,767,401**	**851,645,594**	**902,738,895**	**947,903,713**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	370,267,401	717,439,041	760,485,384	798,509,653
BIENS ET SERVICES	66,500,000	134,206,553	142,253,512	149,394,060
OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	**197,038,710**	**260,850,386**	**276,713,178**	**290,796,517**
SERVICES INTERNES	**197,038,710**	**260,850,386**	**276,713,178**	**290,796,517**

CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME GLOBAL (CDMT)
2022-2025
PAR SECTION ET NATURE

INSTITUTION	Crédits 2021-2022 (A)	Crédits 2022-2023 (B)	Projection 2023-2024	Projection 2024-2025
TOTAL	**210,588,000,000**	**267,500,000,000**	**280,014,000,001**	**287,491,000,000**
OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	**197,038,710**	**260,850,386**	**276,713,178**	**290,796,517**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	134,862,758	155,323,527	164,642,938	172,875,085
BIENS ET SERVICES	62,175,952	105,526,859	112,070,240	117,921,432
UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	**1,540,328,779**	**1,907,864,870**	**2,210,755,749**	**2,199,998,637**
SERVICES INTERNES	**1,540,328,779**	**1,907,864,870**	**2,210,755,749**	**2,199,998,637**
RECTORAT DE L UNIVERSITE D ETAT D HAITI	**1,540,328,779**	**1,907,864,870**	**2,210,755,749**	**2,199,998,637**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,274,347,308	1,565,966,229	1,659,924,203	1,742,920,413
BIENS ET SERVICES	211,898,641	241,898,641	258,831,546	274,361,439
INVESTISSEMENTS	54,082,830	100,000,000	292,000,000	182,716,785
TRESOR PUBLIC	*54,082,830*	*100,000,000*	*292,000,000*	*182,716,785*
ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	**49,977,968**	**70,057,092**	**89,613,499**	**77,793,135**
SERVICES INTERNES	**49,977,968**	**70,057,092**	**89,613,499**	**77,793,135**
SECRETARIAT TECHNIQUE DE L'ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	**49,977,968**	**70,057,092**	**89,613,499**	**77,793,135**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	26,911,968	31,698,979	33,600,918	35,280,964
BIENS ET SERVICES	18,066,000	23,358,113	24,993,181	26,492,772
INVESTISSEMENTS	5,000,000	15,000,000	31,019,400	16,019,400
TRESOR PUBLIC	*5,000,000*	*15,000,000*	*31,019,400*	*16,019,400*

Article 67.- Les crédits prévus pour assurer le service de la Dette Publique, pour l'exercice fiscal 2022-2023, s'élèvent à **trente six milliards sept cent neuf millions quatre cent soixante neuf mille neuf cent quinze et 00/100 de gourdes (HTG 36 709 469 915.00)**, répartis suivant le tableau ci-dessous :

PREVISIONS DU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE			
	INTÉRÊT	**AMORTISSEMENT**	**TOTAL**
TOTAL DETTE PUBLIQUE	**6,181,362,015**	**30,528,107,900**	**36,709,469,915**
1512-1-DETTE INTERNE	**3,023,517,938**	**18,677,704,695**	**21,701,222,632**
1512-1-11-INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	1,400,113,287		1,400,113,287
1512-1-12-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	1,620,596,108	11,310,261,637	12,930,857,745
1512-1-13-AUTRES CREANCIERS INTERIEURS	2,808,543	7,367,443,057	7,370,251,600
1512-2-DETTE EXTERNE	**3,157,844,078**	**11,850,403,205**	**15,008,247,283**
1512-2-11-DETTE PUBLIQUE MULTILATERALE	1,029,402,087	340,852,200	1,370,254,287
1512-2-12-DETTE PUBLIQUE BILATERALE	2,128,441,991	11,509,551,005	13,637,992,996

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

CHAPITRE III

Dispositions relatives au contrôle des opérations budgétaires

Article 68.- Tout chèque émis à l'ordre d'un ministère ou service public, bénéficiant d'une allocation budgétaire, ne peut être endossé que pour dépôt au compte «Trésor Public» ou, si les raisons sont bien spécifiées et conformes aux lois en vigueur, aux sous comptes courants de fonctionnement ou d'investissement de l'institution bénéficiaire. Le paiement en numéraire d'un tel chèque est formellement interdit.

Article 69.- Les chèques émis par le Trésor Public ont un délai de validité de douze (12) mois à compter de la date d'émission. Tout chèque non valide peut être réémis suivant une analyse au cas par cas et selon les procédures et modalités définies par le Ministère de l'Economie et des Finances, sur requête motivée du bénéficiaire ou de l'institution pour le compte duquel le chèque a été émis.

Article 70.- Les entreprises individuelles, les sociétés anonymes et les sociétés de personnes doivent adopter la période allant d'octobre à septembre comme période financière.

Article 71.- Les chèques émis par le Trésor Public, à l'exception de ceux des pensionnaires, ne sont pas négociables. Ils ne peuvent être encaissés que par le bénéficiaire. L'agent public ou tout autre bénéficiaire, se trouvant en incapacité temporaire, peut solliciter de son institution soit un virement sur son compte en banque, soit la remise de son chèque à son mandataire.

Article 72.- Les chèques, devenus sans objet, doivent être retournés sans délai au Ministère de l'Economie et des Finances pour annulation selon la procédure régissant la matière.

Article 73.- Les restitutions, au compte «Trésor Public», de sommes payées pour un service non rendu ou fourni partiellement, une avance sur dépense réglée par un tiers en cours d'exercice, donnent lieu à un rétablissement de crédit.

Article 73-1.- Le rétablissement de crédit a pour objet de restituer au profit de l'institution les crédits qu'elle a indûment ou provisoirement consommés, à concurrence des remboursements obtenus.

Article 74.- Le rétablissement de crédits est initié par l'ordonnateur sur la base de la preuve du remboursement de la dépense.

Article 75- Les frais réguliers de soutien, à partir de l'alimentation des cartes de débit, doivent être soumis au visa préalable du contrôleur financier accompagné d'une liste en annexe mentionnant, entre autres, les nom et prénom (s), le NIF, le salaire brut, le montant accordé et le pourcentage représentant le poids du frais de soutien par rapport au salaire brut.

Article 76.- L'utilisation régulière de recharge par cartes téléphoniques et l'abonnement mensuel au profit d'un agent public sont mutuellement exclusifs.

Article 77.- Il est fait injonction aux compagnies de téléphonie fournissant les services post-payés d'indiquer le NIF ou le CIN rattaché au numéro de téléphone dans la facture soumise à l'Administration Publique pour paiement.

Article 78.- Tous les contrats à titre onéreux conclus par l'État haïtien avec des tiers sont libellés et payés en Gourde.

Article 79.- Il est institué, depuis l'exercice fiscal 2015-2016, le Compte Unique du Trésor (CUT), en vertu du principe de l'unité de caisse et de trésorerie, afin de déterminer à tout moment la position consolidée des disponibilités des comptes du Trésor Public domiciliés à la Banque de la République d'Haïti.

Article 79-1.- Le CUT est constitué d'un compte courant central, de comptes secondaires de recettes et de sous comptes courants de dépenses.

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

Tous les comptes courants de fonctionnement et d'investissement sont transformés en sous comptes courants de dépenses du compte courant central, soit des sous comptes courants de fonctionnement, soit des sous comptes courants d'investissement.

Des comptes secondaires sont tenus pour les recettes fiscales, douanières et diverses.

Les comptes secondaires de recettes sont nivelés quotidiennement de façon automatique au profit du compte central du Trésor.

Le nivellement des comptes de dépenses est automatique.

Article 79-2.- Les comptes courants secondaires de recettes et les comptes d'opération sont placés sous le contrôle des postes comptables.

Article 79-3.- Les recettes générées, par les activités d'une institution de l'Administration d'État, sont déposées dans un compte secondaire de recettes qui sera nivelé. Les dépenses de ces institutions seront exécutées à partir des comptes d'opération du poste comptable dont elles font partie.

Article 80.- Le compte d'opération de fonctionnement d'une institution de l'Administration d'État ne peut être en aucun cas renfloué à partir de crédits d'investissement, de même que le compte d'opération d'investissement ne peut l'être à partir des crédits de fonctionnement.

Article 81.- Les opérations, sur les comptes d'opération de dépenses des Organismes Publics, sont réalisées en conformité aux lois et règlements régissant la matière.

Article 81-1.- Les comptes d'opération ne peuvent être utilisés pour la rémunération de personnel, sauf ceux alimentés à partir des crédits des Interventions Publiques ou d'un projet. Par contre, les organismes autonomes peuvent rémunérer leurs personnels à partir des comptes d'opération du compte courant central qu'ils détiennent.

Article 82.- Les engagements pris au-delà des crédits budgétaires fixés par le présent budget, les engagements contraires aux lois et règlements en vigueur n'obligent point l'État haïtien. Toute personne physique ou morale qui aura contracté de tels engagements sera réputée pécuniairement responsable, sans préjudice des poursuites pénales ou civiles qui pourraient être intentées contre elle. La Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif (CSCCA) prendra les mesures nécessaires en vue d'appliquer cette disposition.

Article 83.- L'article 80 de la loi du 4 mai 2016 remplaçant le décret du 16 février 2005 sur le processus d'élaboration et d'exécution des lois de finances se lit désormais comme suit :

Tous les actes portant engagement de dépenses sont soumis au visa préalable du contrôleur financier, à l'exception des dépenses d'intelligence. Ces actes sont examinés au regard de l'imputation de la dépense, de la disponibilité des crédits, de l'application des dispositions d'ordre financier, de la vérification des prix par rapport aux prix ordinairement appliqués à des produits ou prestations similaires, des lois et règlements et de leur conformité avec les autorisations parlementaires. Le contrôleur financier peut obtenir communication de toutes les pièces propres à justifier les engagements de dépenses y relatifs et à éclairer sa décision. Si les pièces lui paraissent entachées d'irrégularités au regard des dispositions qui précèdent, le contrôleur financier refuse le visa. En cas de désaccord persistant, le contrôleur financier en informe le Ministre chargé des Finances. L'ordonnateur concerné peut solliciter un passer-outre auprès du Ministre chargé des Finances.

Article 84.- Par suite de l'analyse d'un dossier, le Contrôleur Financier et/ou le Comptable Public soumettent un ensemble de recommandations motivant leurs refus de visa ou de mise en paiement. L'Ordonnateur

peut solliciter une main levée en conséquence. Toute main levée sollicitée, par un ordonnateur auprès du Ministre Chargé des Finances, engage la responsabilité personnelle et pécuniaire de cet ordonnateur.

Article 85.- L'avis de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif sur les contrats de travail et de prestations intellectuelles est obligatoire et donné dans un délai n'excédant pas 20 jours ouvrables à partir de la date de réception de ces contrats à la CSCCA.

Article 86.- Un agent public émargeant aux alinéas 110,111,112 et 113 du Budget Général ne peut détenir sous quelque forme que ce soit, un contrat de travail avec son institution d'attache ou toute autre institution de l'administration d'État, sauf si ledit contrat concerne des prestations de services spécialisés sur une période n'excédant pas un trimestre non renouvelable ou des prestations dans les établissements publics d'enseignement classique à partir du troisième cycle secondaire et supérieur public (cours, travaux de recherche, études et encadrement) .

Article 87.- L'agent public ne peut émarger en même temps aux crédits budgétaires de plus d'une institution, sauf s'il est mis à disposition ou s'il remplit la fonction d'enseignant à temps partiel, c'est-à-dire bénéficiant de deux chaires au plus à côté de son emploi principal.Toutefois, cette disposition ne s'applique pas à l'enseignement classique à partir du troisième cycle secondaire etsupérieur public, compte tenu de l'insuffisance des ressources humaines et de la flexibilité d'horaire qui y est pratiqué (enseignement dispensé le soir et en fin de semaine).

Article 88.- Tout avis de mouvement dans le personnel, tout projet de contrat d'embauche, ayant pour effet d'augmenter la masse salariale, doit être visé par un Contrôleur Financier de la Direction Générale du Budget, attestant la disponibilité du crédit avant la signature de l'ordonnateur. Les institutions ont jusqu'au 15 mai de l'exercice en cours pour transmettre au Ministère de l'Économie et des Finances leurs avis de mouvement.

Article 89.- Aucune requête au titre du service de la dette interne ne peut être honorée si l'acte portant engagement de la dépense y relative n'a pas été préalablement soumis au visa du contrôleur financier. En aucun cas le passer outre du Ministre de l'Economie et des Finances ne peut être accordé.

Article 90.- L'article 34 du décret du 9 octobre 2015 modifiant celui du 18 février 2011 et révisant celui du 6 octobre 2004 sur la pension civile de retraite se lit désormais ainsi :

L'agent public qui a reçu sa pension ne peut recommencer une carrière dans la Fonction Publique. Toutefois, il peut travailler sur base contractuelle ou exercer une fonction dans l'Administration.

- *Au cas où le bénéficiaire prêterait ses services à l'État, il devra opter pour le montant de la pension qui lui est déjà allouée ou pour les indemnités ou appointements afférents à la fonction ou au poste occupé.*

- *Les nouveaux appointements et indemnités ne seront pas assujettis à la retenue mensuelle légale et la pensionliquidée ne sera pas révisée.*

Article 91.- Il est fixé, par arrêté pris en Conseil des Ministres, la date de clôture des engagements de l'exercice fiscal relatifs aux charges liées à la constatation préalable du service fait. Ces actes sont examinés au regard de l'imputation de la dépense, de la disponibilité des crédits, de l'application des dispositions d'ordre financier, de la vérification des prix par rapport aux prix ordinairement appliqués à des produits ou prestations similaires, des lois et règlements, de leur conformité avec les autorisations parlementaires.

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

Article 92.- Les fonctionnaires et employés (agents de sécurité, secrétaires de direction, chauffeurs, gardiens de bâtiment public, les ménagères et les assistantes), affectés directement au service des Grands Commis, bénéficient, en lieu et place de la rémunération pour des travaux fournis en heures supplémentaires, d'une prime de fonction mensuelle n'excédant pas 50% du salaire de base.

Article 93.- Les primes d'efficacité et d'efficience octroyées aux agents publics ne peuvent être en aucun cas accordées sur unebase mensuelle.

Article 94.- Les frais de voyage accordés, à partir des ressources du Trésor Public, sont destinés à couvrir tous les frais relatifs au séjour d'un grand commis ou d'un agent de la fonction publique à l'étranger ou dans une région autre que son lieu d'affectation, dans le cadre de l'exercice de ses fonctions.

Article 95.- Lorsque les frais de voyage sont couverts pàr une organisation tierce, un montant complémentaire ne dépassant pas 40% peut être accordé à titre de complément de perdiem.

Article 96.- Les délégations de plus de cinq (5) personnes au niveau des ministères doivent être soumises à l'approbation du Premier Ministre avant l'avis de conformité du contrôleur financier. Sans approbation, aucun remboursement ne sera accordé.

Article 97.- Tout remboursement, relatif aux déplacements de personnes, requiert une preuve de voyage, notamment la carte d'embarquement accompagnée d'un ordre de mission; exception faite pour le Président de la République, le Premier Ministre, le Président du Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire, les Présidents de la Chambre des Députés et du Sénat.

Article 98.- Toute personne, autre que les agents publics, en mission pour le compte des pouvoirs publics, peut également bénéficier de frais de voyage équivalant à celui d'un technicien.

Article 99.- Dans le cadre de subventions permanentes ou d'allocations octroyées à des institutions publiques n'émargeant pas au budget ou à des institutions privées, les organes de contrôle de l'État peuvent intervenir à tout moment pour vérifier l'utilisation des fonds avancés et s'enquérir de l'état d'avancement des activités financées.

Article 100.- Une entité administrative, émargeant au budget de la République, ne peut réaliser des dépenses à partir de ses crédits budgétaires pour le compte d'une entité administrative de même rang. Toutefois, une entité administrative de second rang peut effectuer des dépenses à partir de ses crédits budgétaires pour le compte de l'entité administrative de premier rang dont elle dépend et d'une entité administrative de même rang, si les deux relèvent de la même entité administrative de premier rang.

Article 101.- Toute personne qui n'occupe plus une fonction dans l'Administration Publique ou qui n'a ni droit ni qualité pour détenir un bien appartenant à l'État (véhicule, matériel informatique, arme à feu,...) doit le rendre sans délai au service concerné, sous peine de poursuites pénales sans préjudices des dommages et intérêts. Les Ordonnateurs prendront les dispositions nécessaires pour le suivi et la mise en application de cette mesure.

Article 102.- Tout véhicule de l'État ayant huit (8) années de service et plus est considéré déclassé, par simple notification à la CSCCA, pour être vendu prioritairement à son utilisateur à sa valeur de récupération estimée à un vingtième du prix d'acquisition.

Tout véhicule de l'État ayant entre cinq (5) et moins de huit (8) années de service peut être considéré déclassé, par simple notification à la CSCCA, pour être vendu prioritairement à son utilisateur selon les modalités suivantes :

- entre 5 et moins de 6 ans de service : la valeur de l'amortissement annuel du véhicule sur 5 ans ;
- entre 6 et moins de 7 ans de service : 75% de la valeur de l'amortissement annuel du véhicule sur 5 ans ;
- entre 7 et moins de 8 ans de service : 50% de la valeur de l'amortissement annuel du véhicule sur 5 ans ;

En cas de désistement de l'utilisateur principal, dans les deux situations susmentionnées, l'offre est soumise aux fonctionnaires appartenant à la même direction technique de l'utilisateur par ordre de rang. En cas de désistement des membres de la Direction Technique ou de support, l'offre est soumise aux fonctionnaires de la même institution par ordre de rang. En cas de désistement des membres de la même institution, le véhicule en question sera soumis à la vente à l'encan.

Les modalités d'application de ces dispositions seront définies par la commission constituée de représentants de la Primature et du Ministère de l'Economie et des Finances.

Article 103.- Les subventions accordées à partir du Trésor Public, au nom de la population ou des collectivités, sont assujetties au contrôle du ministère concerné ainsi qu'à celui du Ministère de l'Economie et des Finances et de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif.

Article 104.- Aucune dépense relative au titre IV ''dépenses de transferts'' ne peut être effectuée à partir du titre VI «-Autres dépenses publiques ».

Article 105.- A la troisième semaine du mois d'octobre 2023, le Ministre de l'Economie et des Finances communique à la Banque de la République d'Haïti le relevé de toutes les dépenses engagées au cours de l'exercice 2022-2023.

Article 106.- Le Ministre de l'Economie et des Finances transmet aux deux chambres du Corps Législatif le 31 décembre de chaque exercice fiscal, un état récapitulatif de tous les engagements non exécutés et le solde disponible au compte TrésorPublic pour l'exercice clos le 30 septembre.

Article 107.- Le montant correspondant à la balance, entre le total des dépenses engagées et le total des débours faits au titre de l'année fiscale accomplie, est inscrit sur un fonds de compensation. Ce fonds est destiné à prendre en charge le paiement différé des engagements de l'exercice budgétaire clos.

Article 108.- Au 31 mars, soit six mois après la clôture de l'exercice fiscal, les activités du fonds de compensation prennent fin et, à la décision du Ministre de l'Economie et des Finances, le solde, à date, est pris en compte à travers l'encours de la dette publique ou dans le financement des opérations budgétaires de l'exercice en cours.

Article 109.- Le Ministre chargé des finances, ordonnateur principal unique des recettes du Budget de l'État et des comptes spéciaux, soumet aux chambres législatives dans les 30 jours suivant chaque trimestre, un rapport sur la balance générale des comptes en comptabilité et un rapport sur l'état de l'exécution de la loi de finances (base engagement et base paiement).Le bilan financier de la Banque de la République d'Haïti et de toutes les autres institutions de l'État haïtien seront soumis à la Chambre des Députés et au Sénat de la République dans les 15 jours suivant chaque trimestre.

Article 110.- Il est fait obligation aux institutions de l'Administration d'État de faire parvenir, au Ministère de l'Economie et des Finances pour être acheminé à la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif, au plus tard le 31 octobre, l'inventaire au coût d'acquisition de leurs immobilisations corporelles. Défense est faite aux contrôleurs financiers et aux comptables publics d'autoriser ou de payer une dépense sans la soumission de cet inventaire.

Article 111.- Toute entreprise ou société, ayant octroyé des stages pratiques d'au moins trois (3) mois avec des frais de stages, obtiendra une réduction équivalente sur la taxe sur masse salariale.

Article 112.- Lors des passations de marchés publics, pour une différenciation financière de moins de 18% des propositions de l'offre financière, le marché devra être accordé à la firme ayant sous-traité le plus haut niveau de la valeur de son marché à des jeunes sociétés (de moins de cinq ans) formées d'au moins 50% de jeunes de moins de 45 ans.

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

Article 113.- Le recours à la caution de garantie n'est pas obligatoire pour toute jeune société dont le conseil d'Administration ou de Direction est formé à au moins 50% de jeunes de moins de 45 ans. Toutefois, le Conseil d'Administration ou son représentant doit signer une déclaration notariée qui l'engage à maintenir son offre pendant la durée de validité fixée pour celle-ci et à être déclaré inéligible pendant deux (2) ans pour participer à un marché public en cas de non-respect des obligations fixées dans le dossier d'appel d'offres.

Article 114.- Pour une différenciation financière de moins de 15% des propositions de l'offre financière, l'autorité contractante devra accorder le marché à la plus jeune société dont le poids de jeunes de moins de 45 ans dans le Conseil d'administration ou de Direction est le plus élevé.

Dispositions Finales

Article 115.- Les mesures à caractère fiscal, contenues dans le Décret établissant le Budget Général de l'exercice 2021-2022, restent en vigueur jusqu'à ce qu'une nouvelle disposition vienne les modifier.

Article 116.- Le présent Décret portant Budget Général de l'exercice 2022-2023 abroge toutes les lois ou dispositions de lois, tous décrets ou dispositions de décrets, tous décrets-lois ou dispositions de décrets-lois qui lui sont contraires et sera publié et exécuté à la diligence des Ministres de l'Économie et des Finances et de la Planification et de la Coopération Externe, chacun en ce qui le concerne.

Donné au Palais National, à Port-au-Prince, le 19 décembre 2022, An 218ème de l'Indépendance

Par :

Le Premier Ministre — Ariel HENRY

La Ministre de la Culture et de la Communication — Emmelie PROPHÈTE MILCÉ

Le Ministre de la Planification et de la Coopération Externe — Ricard PIERRE

Le Ministre a.i. de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales — Ariel HENRY

Le Ministre a.i. de la Justice et de la Sécurité Publique — Emmelie PROPHÈTE MILCÉ

Le Ministre de l'Économie et des Finances — Michel Patrick BOISVERT

Le Ministre des Travaux Publics, Transports et Communications — Rosemond PRADEL

Le Ministre de l'Environnement — pr James CADET

Le Ministre des Affaires Étrangères et des Cultes — Jean Victor GÉNÉUS

Le Ministre de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural — Charlot BREDY

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie — Ricardin SAINT-JEAN

La Ministre du Tourisme — Luz Kurta Cassandra FRANÇOIS

La Ministre des Haïtiens Vivant à l'Étranger — pr Judith Nazareth AUGUSTE

Le Ministre de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle — Nesmy MANIGAT

Le Ministre de la Santé Publique et de la Population — pr Alex LARSEN

La Ministre à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme — Sofia LOREUS

La Ministre de la Jeunesse, des Sports et de l'Action Civique — Raymonde RIVAL

Le Ministre des Affaires Sociales et du Travail — Pierre Ricot ODNEY

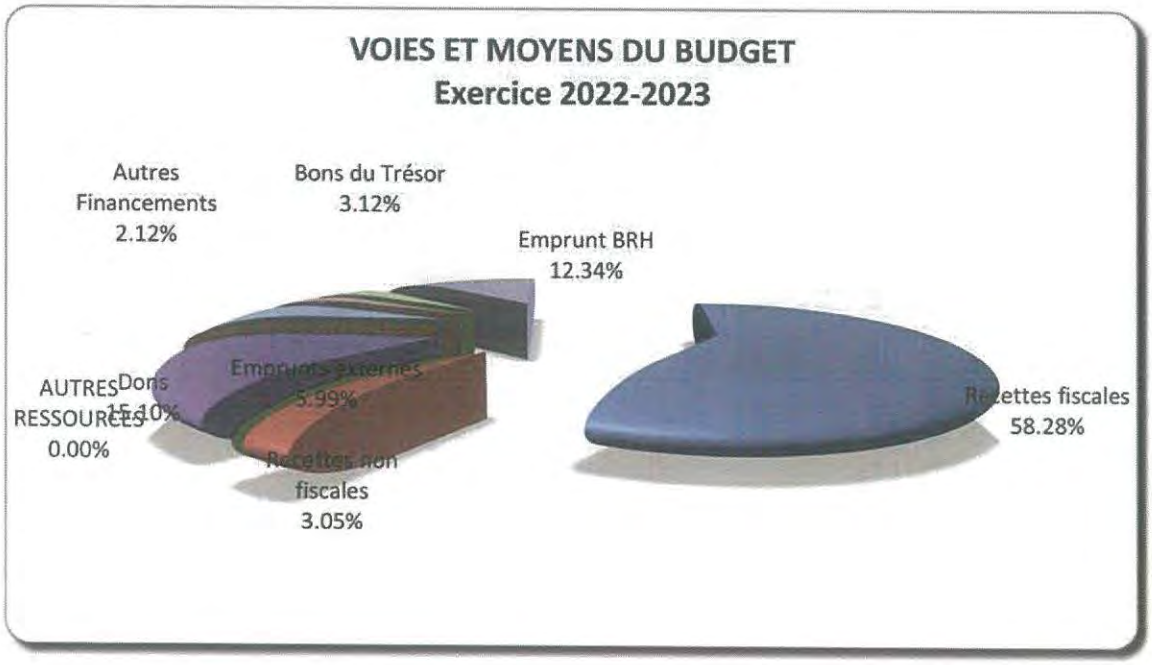
Le Ministre de la Défense — Enold JOSEPH

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

VOIES ET MOYENS DU BUDGET
CLASSES PAR NATURE
(En Gourdes)
Exercice 2022-2023

TOTAL DES VOIES & MOYENS		**267,500,000,001**
RESSOURCES		**204,445,710,812**
RECETTES COURANTES		**164,058,000,001**
Recettes fiscales	155,894,657,152	
Recettes non fiscales	8,163,342,849	
AUTRES RESSOURCES		**40,387,710,811**
Dons	40,387,710,811	
FINANCEMENT		**63,054,289,189**
Emprunts externes	16,025,789,189	
Autres Financements	5,673,000,000	
Bons du Trésor	8,355,500,000	
Emprunt BRH	33,000,000,000	



BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

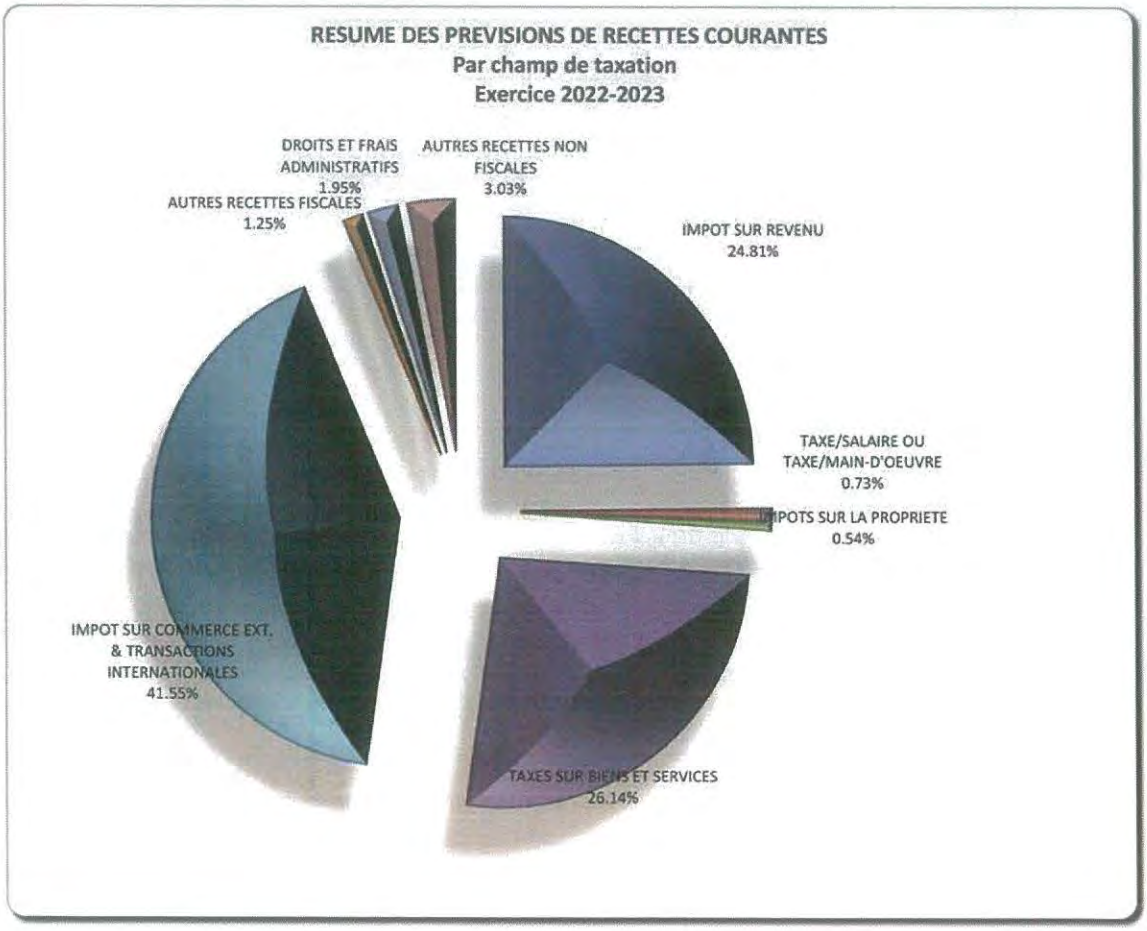
RESUME DES PREVISIONS DE RECETTES COURANTES

Par champ de taxation

Exercice 2022-2023

(En Gourdes)

PARAGRAPHE	MONTANT	POURCENTAGE (%)
IMPOT SUR REVENU	40,701,197,495	24.81
TAXE/SALAIRE OU TAXE/MAIN-D'OEUVRE	1,201,632,507	0.73
IMPOTS SUR LA PROPRIETE	880,992,470	0.54
TAXES SUR BIENS ET SERVICES	42,891,777,491	26.14
IMPOT SUR COMMERCE EXT. & TRANSACTIONS INTERNATIONALES	68,172,736,945	41.55
AUTRES RECETTES FISCALES	2,046,320,244	1.25
DROITS ET FRAIS ADMINISTRATIFS	3,192,149,371	1.95
AUTRES RECETTES NON FISCALES	4,971,193,478	3.03
TOTAL	**164,058,000,001**	**100.00**



BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

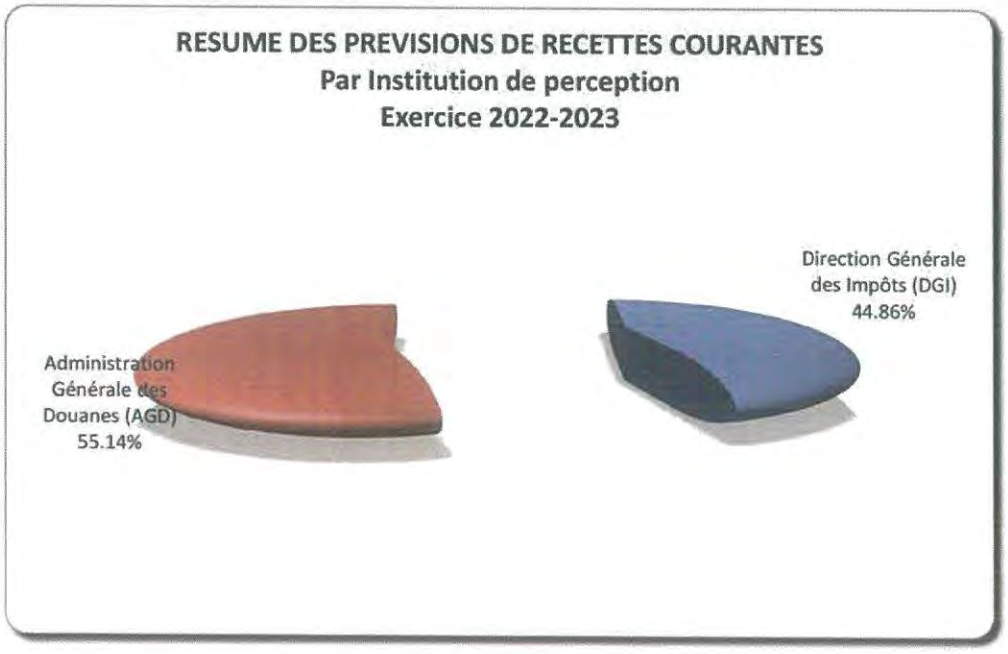
RESUME DES PREVISIONS DE RECETTES COURANTES

Par Institution de perception

Exercice 2022-2023

(En gourdes)

Direction Générale des Impôts (DGI)	**73,500,000,000**
TCA	16,332,465,422
IMPOT SUR REVENU	40,701,197,495
ACCISE	1,160,148,411
AUTRES	15,306,188,672
SUB/TOTAL1	**73,500,000,000**
Administration Générale des Douanes (AGD)	**90,358,000,001**
DROITS D'ACCISES	9,119,355,117
TAXE SUR VEHICULES A MOTEUR	2,710,389,379
IMPOT / COMMERCE EXTERIEUR ET TRANSACTIONS INTERNATIONALES	52,594,849,414
RECETTES NON FISCALES	826,283,498
AUTRES	25,107,122,593
SUB/TOTAL2	**90,358,000,001**
TRESOR PUBLIC	**200,000,000**
Revenus des Domaines et de l'entreprise	**200,000,000**
APPORT DES ENTREPRISES PUBLIQUES	200,000,000
TOTAL	**164,058,000,001**



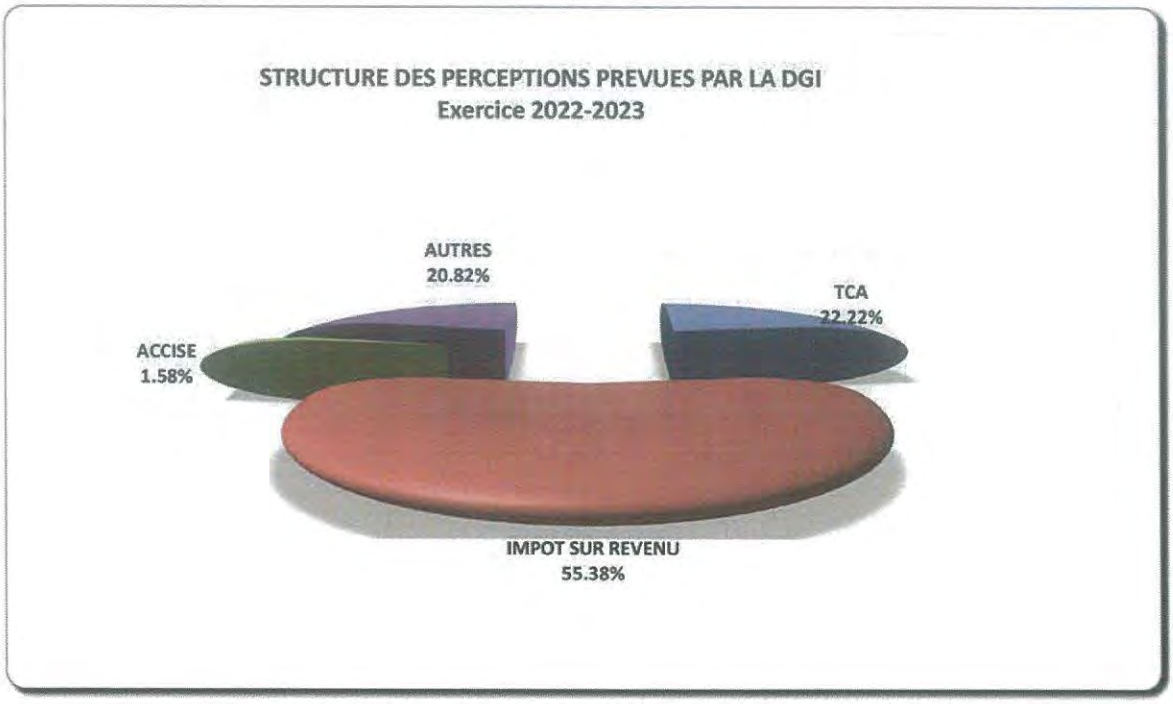
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

STRUCTURE DES PERCEPTIONS PREVUES PAR LA DGI

Exercice 2022-2023

(En Gourdes)

DGI	MONTANT	POURCENTAGE (%)
TCA	16,332,465,422	22.2
IMPOT SUR REVENU	40,701,197,495	55.4
ACCISE	1,160,148,411	1.6
AUTRES	15,306,188,672	20.8
TOTAL	**73,500,000,000**	**100.00**

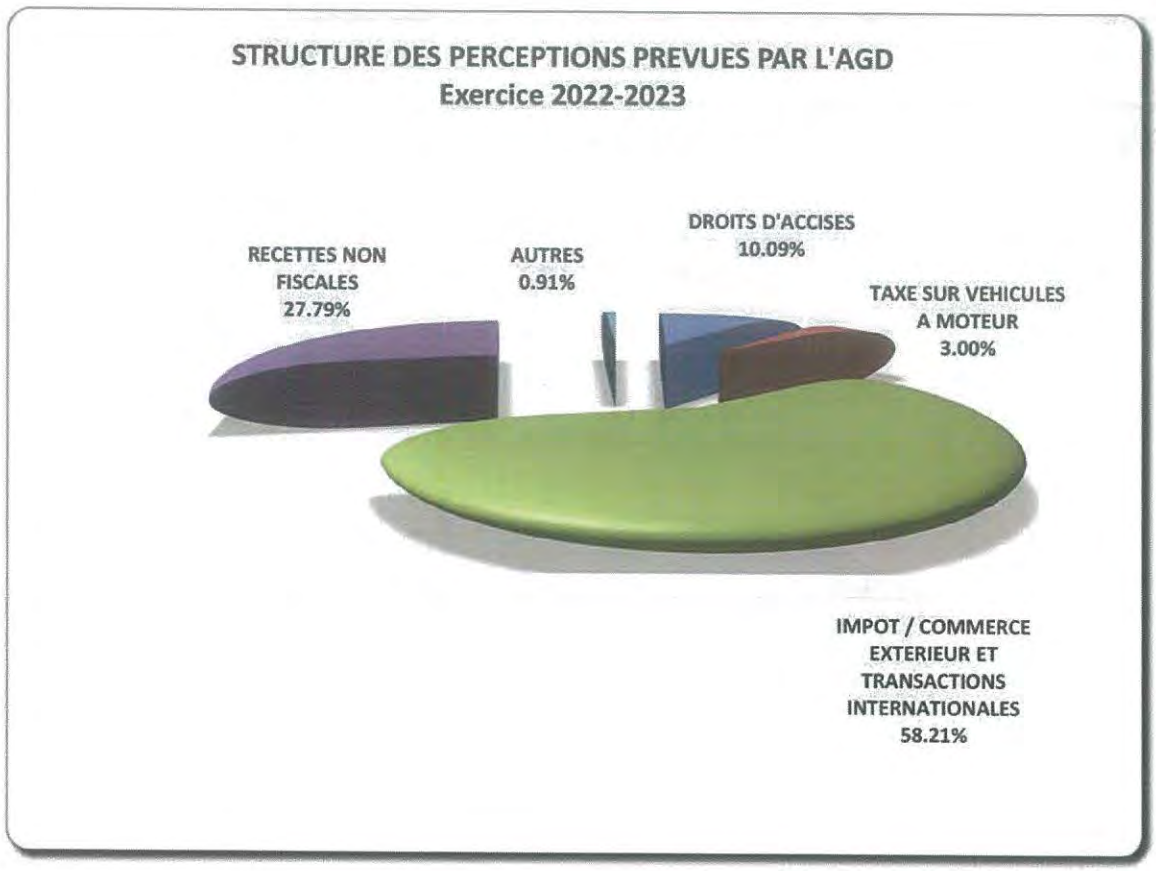


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

STRUCTURE DES PERCEPTIONS PREVUES POUR L'AGD

Exercice 2022-2023

AGD	MONTANT	POURCENTAGE (%)
DROITS D'ACCISES	9,119,355,117	10.1
TAXE SUR VEHICULES A MOTEUR	2,710,389,379	3.0
IMPOT / COMMERCE EXTERIEUR ET TRANSACTIONS INTERNATIONALES	52,594,849,414	58.2
RECETTES NON FISCALES	25,107,122,593	27.8
AUTRES	826,283,498	0.9
SUB/TOTAL1	**90,358,000,001**	**100.00**



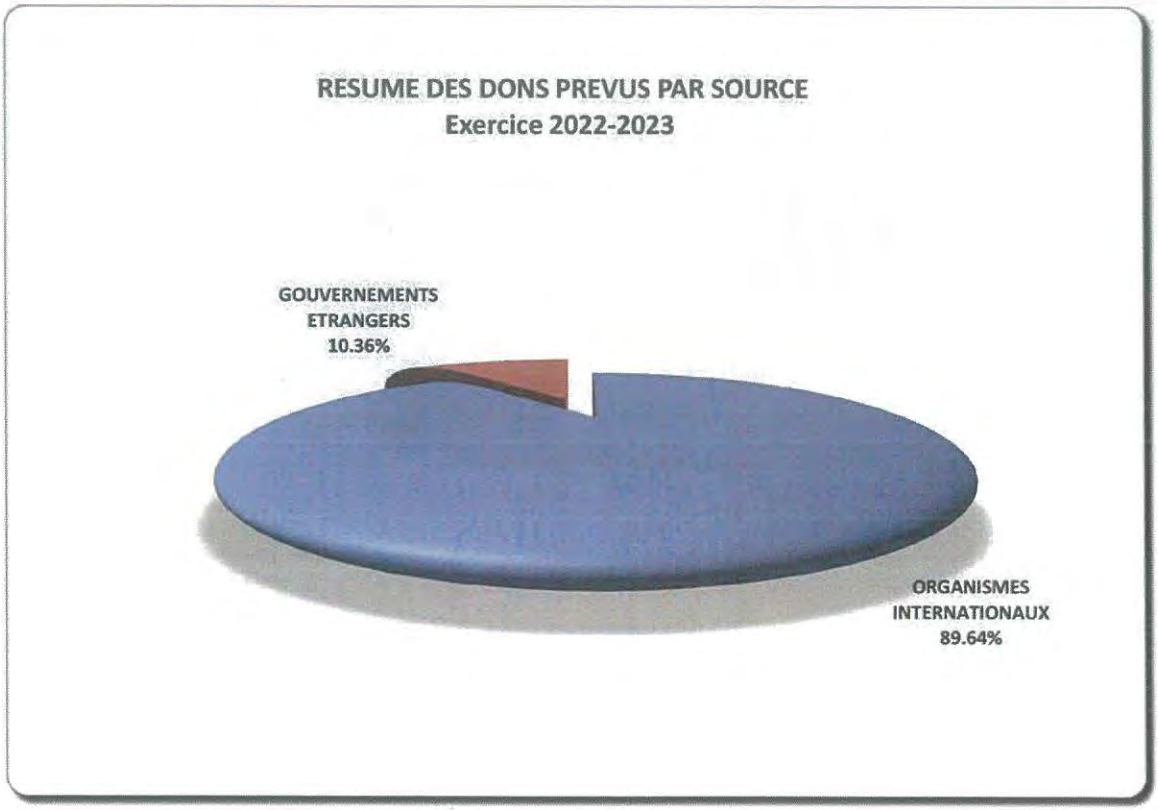
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

RESUME DES AIDES-PROJETS PREVUS PAR SOURCE

Exercice 2022-2023

(En gourdes)

AIDE PROJETS		**31,251,210,811**
ORGANISMES INTERNATIONAUX		**28,013,000,000**
BM	9,003,513,090	
BID	18,519,838,157	
UE	489,648,752	
GOUVERNEMENTS ETRANGERS		**3,238,210,811**
CANADA	264,000,000	
FRANCE	2,259,210,811	
USA	715,000,000	
TOTAL		**31,251,210,811**



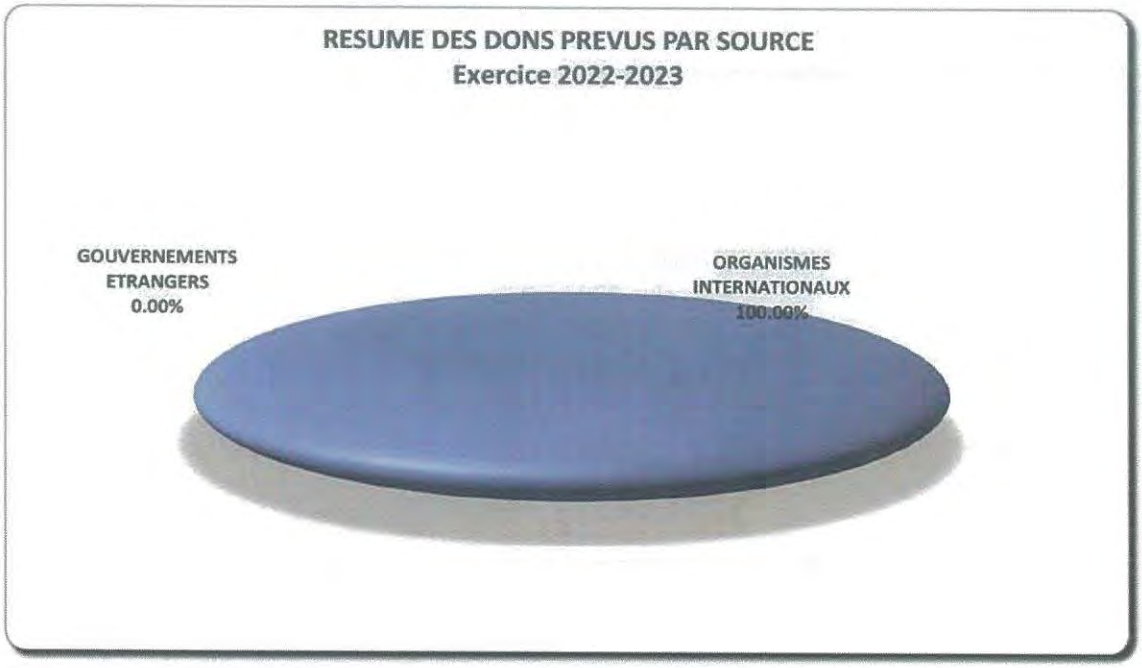
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

DETAIL DES APPUIS BUDGETAIRES PREVUS PAR SOURCE

Exercice 2022-2023

(En gourdes)

APPUIS BUDGETAIRES DIRECTS		**9,136,500,000**
ORGANISMES INTERNATIONAUX		**9,136,500,000**
BANQUE MONDIALE	6,000,000,000	
UNION EUROPEENNE	3,136,500,000	
GOUVERNEMENTS ETRANGERS		-
TOTAL		**9,136,500,000**



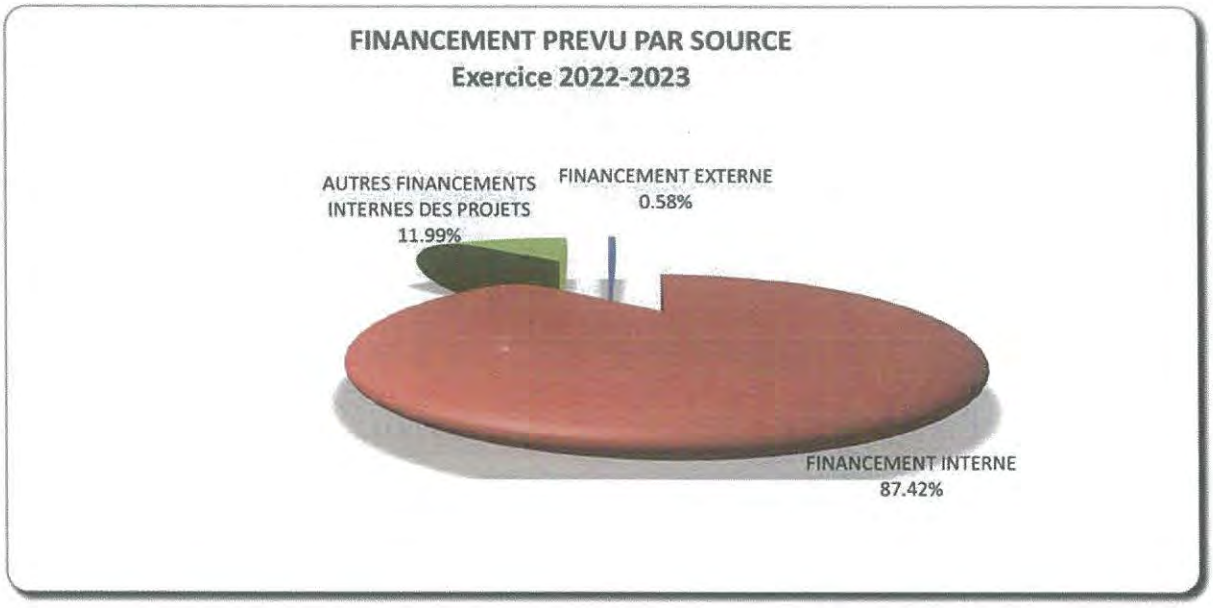
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

RESUME DU FINANCEMENT PREVU PAR SOURCE

Exercice 2022-2023

(En gourdes)

FINANCEMENT TOTAL		**63,054,289,189**
FINANCEMENT EXTERNE		**16,025,789,189**
FMI	15,750,000,000	
TAIWAN	275,789,189	
FINANCEMENT INTERNE		**41,355,500,000**
BONS DU TRESOR	8,355,500,000	
EMPRUNT BRH	33,000,000,000	
AUTRES FINANCEMENTS INTERNES DES PROJETS		**5,673,000,000**
ANNULATION DE LA DETTE DU FMI	1,297,102,504	
AUTRES FONDS DE CONTREPARTIE (AFC)	4,375,897,496	
BESOIN OU CAPACITE DE FINANCEMENT		



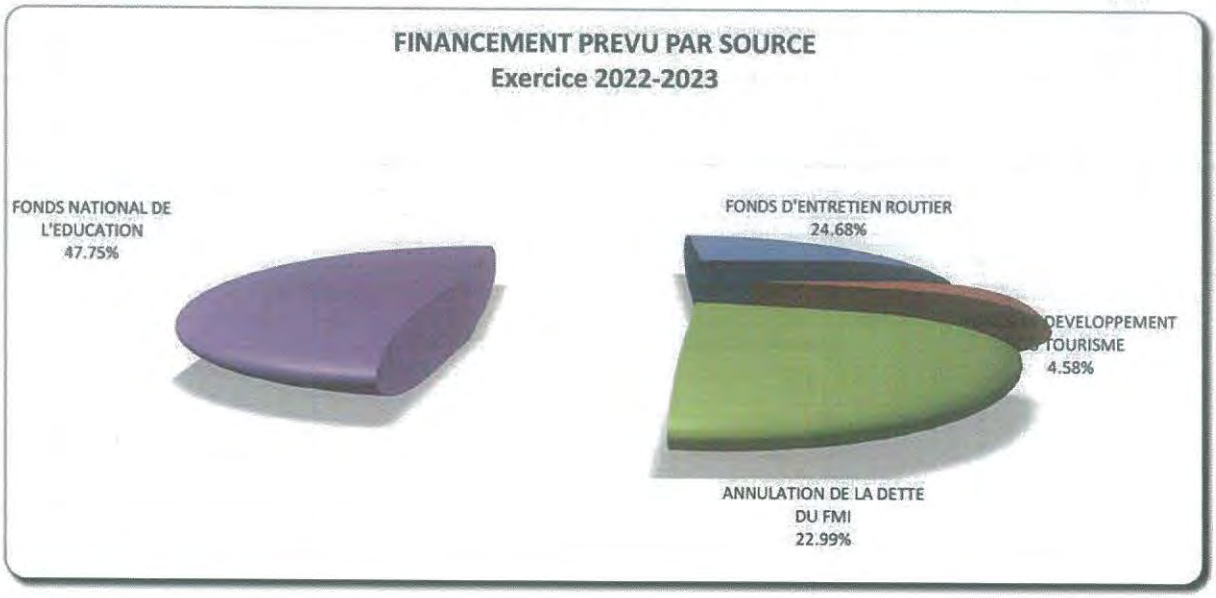
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

DETAILS DES AUTRES FINANCEMENTS INTERNES DES PROJETS

Exercice 2022-2023

(En gourdes)

TOTAL	5,673,000,000
FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	1,400,000,000
FONDS DE DEVELOPPEMENT DU TOURISME	260,000,000
ANNULATION DE LA DETTE DU FMI	1,304,049,460
FONDS NATIONAL DE L'EDUCATION	2,708,950,540



BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

DETAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET

EXERCICE 2022-2023

(en Gourdes)

PREVISION DES RESSOURCES

	NATURE	DGI	AGD		AUTRES	TOTAL
			Hors recettes pétrolières	Recettes pétrolières		
	Recettes courantes + Dons + Prêts+Financement	**73,500,000,000**	**69,000,000,001**	**21,358,000,000**	**103,642,000,000**	**267,500,000,001**
	Recettes courantes + Dons + Prêts+ autres financements					
	Ressources hors Dons et Emprunts	**73,500,000,000**	**69,000,000,001**	**21,358,000,000**	**200,000,000**	**164,058,000,001**
	Recettes courantes	**73,500,000,000**	**69,000,000,001**	**21,358,000,000**	**200,000,000**	**164,058,000,001**
ARTICLE 1	**RECETTES FISCALES**	**66,362,940,649**	**68,173,716,503**	**21,358,000,000**	**-**	**155,894,657,152**
10	**Impôts sur le revenu**	**40,701,197,495**	**-**	**-**	**-**	**40,701,197,495**
100	*Sociétés et autres personnes morales*	**14,812,277,835**	**-**	**-**	**-**	**14,812,277,835**
1001	Impôt base bénéfice net	14,812,277,835				**14,812,277,835**
101	*Personnes physiques*	**25,888,919,660**	**-**	**-**	**-**	**25,888,919,660**
1010	Impôt sur le salaire	25,888,919,660				**25,888,919,660**
11	**Taxe sur le salaire ou taxe sur main-oeuvre**	**1,201,632,507**	**-**	**-**	**-**	**1,201,632,507**
110	*Taxe sur la masse salariale*	1,201,632,507				**1,201,632,507**
12	**Impôts sur la propriété**	**880,992,470**	**-**	**-**	**-**	**880,992,470**
120	*Propriété immobilière*	**113,231,147**	**-**	**-**	**-**	**113,231,147**
1200	Taxe additionnelle sur CFPB	113,231,147				**113,231,147**
121	*Droits de successions et donations*	**621,956,397**	**-**	**-**	**-**	**621,956,397**
1210	Droit proportionnel d'enregistrement	621,956,397				**621,956,397**
122	*Droits sur transactions mobilières et immobilières*	**17,441,843**	**-**	**-**	**-**	**17,441,843**
1220	Droit proportionnel d'enregistrement	17,441,843				**17,441,843**
123	*Droits sur autres actes relatifs à la propriété*	**1,180,723**	**-**	**-**	**-**	**1,180,723**
1230	Droit proportionnel d'enregistrement	1,180,723				**1,180,723**
124	*Divers impôts sur la propriété*	**125,335,567**	**-**	**-**	**-**	**125,335,567**
1241	Divers impôts sur la propriété non ventilés ailleurs	125,335,567				**125,335,567**
125	*Droits d'hypothèque*	995,541				**995,541**
129	*Pénalités, amendes et frais de poursuite / Impôts sur la propriété*	851,251				**851,251**
13	**Taxes sur les biens et services**	**21,533,777,491**	**30,224,222,767**	**6,711,664,764**	**-**	**58,469,665,022**
130	*Taxe sur le chiffre d'affaires (TCA)*	**16,332,465,422**	**25,106,143,034**			**41,438,608,456**
1300	Taxe sur le chiffre d'affaires à l'importation		25,106,143,034			**25,106,143,034**
1301	Taxe sur le chiffre d'affaires intérieur	16,332,465,422				**16,332,465,422**
131	*Droits d'accises*	**1,160,148,411**	**2,407,690,353**	**6,711,664,764**	**-**	**10,279,503,528**
1311	Droits d'accises ordinaires sur produits alimentaires		2,407,690,353	-	-	**2,407,690,353**
1312	Droits d'accises ordinaires sur allumettes et cigarettes	1,160,148,411	-	-	-	**1,160,148,411**
13120	*Allumettes*	754,118				**754,118**
13121	*Cigarettes*	1,159,394,293				**1,159,394,293**
1314	Droits d'accises ordinaires sur les combustibles et lubrifiants		-	5,077,339,581	-	**5,077,339,581**
13140	*Gaz propane, butane et assimilés*			5,077,339,581		**5,077,339,581**
1315	Droits d'accises variables sur combustibles et lubrifiants	-	-	1,634,325,183	-	**1,634,325,183**
13151	*Gasoil accise variable*			1,634,325,183		**1,634,325,183**
132	*Taxes sur services déterminés*	**488,596,356**	**-**	**-**	**-**	**488,596,356**
1320	Taxes sur les services d'assurances	488,596,356	-	-	-	**488,596,356**
133	*Taxes sur utilisation des biens mobiliers et immobiliers*	**2,779,960,118**	**2,710,389,379**	**-**	**-**	**5,490,349,497**
1330	Contributions patentes et licences	2,779,960,118	-	-	-	**2,779,960,118**
13300	*Patente (partie restante 20 % pour compte du Trésor)*	2,779,960,118				**2,779,960,118**
1331	Taxes sur les véhicules à moteur	-	**2,710,389,379**	-	-	**2,710,389,379**
13310	*Taxe 1ere immatriculation véhicules*		1,035,864,171			**1,035,864,171**
13314	*Taxe touristique*		1,674,525,209			**1,674,525,209**
134	*Diverses taxes sur biens et services*	**771,896,661**	**-**	**-**	**-**	**771,896,661**
1341	Taxe sur tickets de voyage	771,896,661				**771,896,661**
139	*Pénalités, amendes et frais de poursuite / taxes sur biens et services*	710,523				**710,523**

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

14	**Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales**	-	37,948,514,178	14,646,335,236	-	52,594,849,414
140	*Droits d'importation*	-	18,889,603,249	12,434,071,750	-	31,323,674,999
1400	Droits de Douane		18,889,603,249	12,434,071,750		31,323,674,999
141	*Autres perceptions à l'importation*	-	18,605,006,912	2,212,263,486	-	20,817,270,398
1410	Frais de vérification		17,760,299,775	-		17,760,299,775
1411	Droit de transit		7,078	2,212,263,486		2,212,270,564
1412	Droit d'entrepôt		722,089,180	-		722,089,180
1414	Dépôts de garanties acquis à l'Etat		86,681			86,681
1419	Recettes à l'importation non ventilées ailleurs		122,524,799			122,524,799
149	*Pénalités, amendes et frais de poursuite / Impôts sur commerce extérieur et transactions internationales*	-	453,904,017		-	453,904,017
1490	Pénalités, amendes et frais de poursuite / importation		354,424,019			354,424,019
1491	Pénalités, amendes et frais de poursuite / divers impôts sur commerce extérieur et transactions internationales	-	99,479,998			99,479,998
15	**Autres recettes fiscales**	2,046,340,686	979,558		-	2,046,320,244
150	*Impôts de capitation*	194,990,099	-		-	194,990,099
1500	Carte d'identité fiscale	194,990,099				194,990,099
151	*Droits de timbre*	1,242,884,235	979,558		-	1,243,863,793
1510	Droits de timbre fixe	1,242,884,235	-		-	1,242,884,235
1511	Droits de timbre proportionnel	-	979,558	-	-	979,558
152	*Droits fixe d'enregistrement*	10,199,644	-		-	10,199,644
1521	Sur actes judiciaires et extrajudiciaires	10,199,644				10,199,644
153	*Diverses autres recettes fiscales*	440,109,837	-		-	440,109,837
1530	Taxe sur appels téléphoniques	440,109,837			-	440,109,837
159	*Pénalités, amendes et frais de poursuite / autres recettes fiscales*	157,156,870				157,156,870
ARTICLE 2	**RECETTES NON FISCALES**	7,137,059,351	826,283,498		200,000,000	8,163,342,849
20	**Revenus des Domaines et de l'entreprise**	5,901,034	-		200,000,000	205,901,034
200	*Revenus provenant des entreprises publiques non financières et des institutions financières*	-	-		200,000,000	200,000,000
2001	Apports des institutions financières				200,000,000	200,000,000
201	*Revenus de la propriété*	5,901,034	-		-	5,901,034
2010	Affermage des biens domaniaux (terrains)	5,901,034				5,901,034
21	**Droits et frais administratifs, ventes non industrielles et accessoires**	2,365,865,873	826,283,498		-	3,192,149,371
210	*Droits administratifs*	2,292,818,802			-	2,292,818,802
2100	Droit de passeport	2,179,600,890			-	2,179,600,890
2109	Autres droits administratifs non ventilés ailleurs	113,217,913				113,217,913
211	*Frais administratifs*	73,047,070	826,283,498		-	899,330,568
2116	Vente de formulaires administratifs divers		34,481,754			34,481,754
2118	Taxe d'immigration et d'émigration	939,064	83,945,563			84,884,628
2119	Autres frais administratifs non ventilés ailleurs	72,108,006	707,856,180			779,964,186
22	**Amendes et sanctions**	112,124,223	-		-	112,124,223
220	*Amendes correctionnelles*	112,124,223				112,124,223
23	**Autres recettes non fiscales**	4,653,168,221	-		-	4,653,168,221
231	*Produits divers*	4,653,168,221	-			4,653,168,221
ARTICLE 5	**DONS**	-	-		40,387,710,811	40,387,710,811
50	**Dons pour dépenses courantes**	-	-		9,136,500,000	9,136,500,000
501	*Dons extérieurs*	-	-		9,136,500,000	9,136,500,000
5010	Dons d'organismes internationaux				9,136,500,000	9,136,500,000
51	**Dons pour dépenses en capital**	-	-		31,251,210,811	31,251,210,811
510	*Dons intérieurs*	-	-		3,238,210,811	3,238,210,811
5100	Dons d'autres administrations				3,238,210,811	3,238,210,811
511	*Dons extérieurs*	-	-		28,013,000,000	28,013,000,000
5110	Dons d'organismes internationaux				28,013,000,000	28,013,000,000
ARTICLE 8	**EMPRUNTS**	-	-		63,054,289,189	63,054,289,189

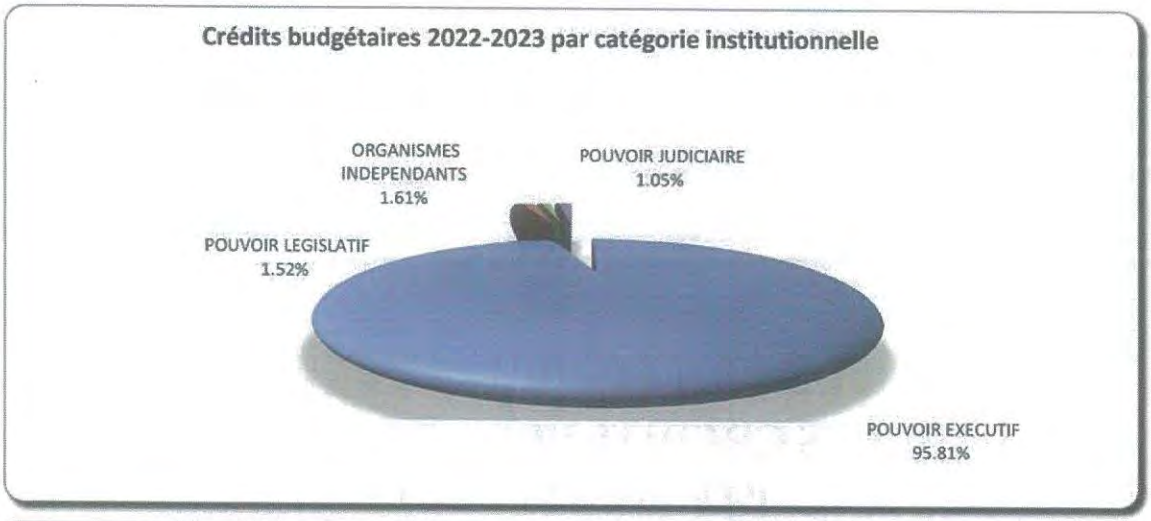
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

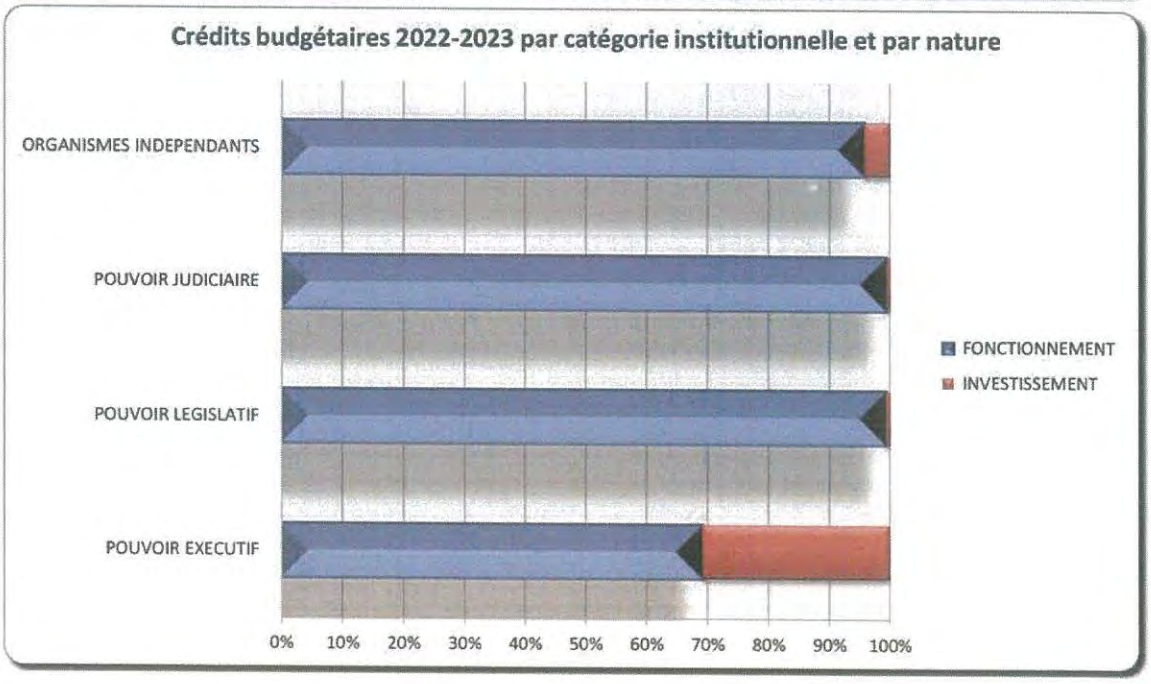
80	**Emprunts intérieurs**	-	-		47,028,500,000	47,028,500,000
800	*Financement de la Banque centrale*				33,000,000,000	33,000,000,000
801	*Emprunts auprès des autres institutions financières*				4,375,897,496	4,375,897,496
802	*Souscriptions de bons du Trésor*				8,355,500,000	8,355,500,000
809	*Autres emprunts internes*				1,297,102,504	1,297,102,504
81	**Emprunts extérieurs**	-	-		16,025,789,189	16,025,789,189
810	*Emprunts auprès d'autres Etats - Dette bilatérale*				16,025,789,189	16,025,789,189

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR INSTITUTION

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

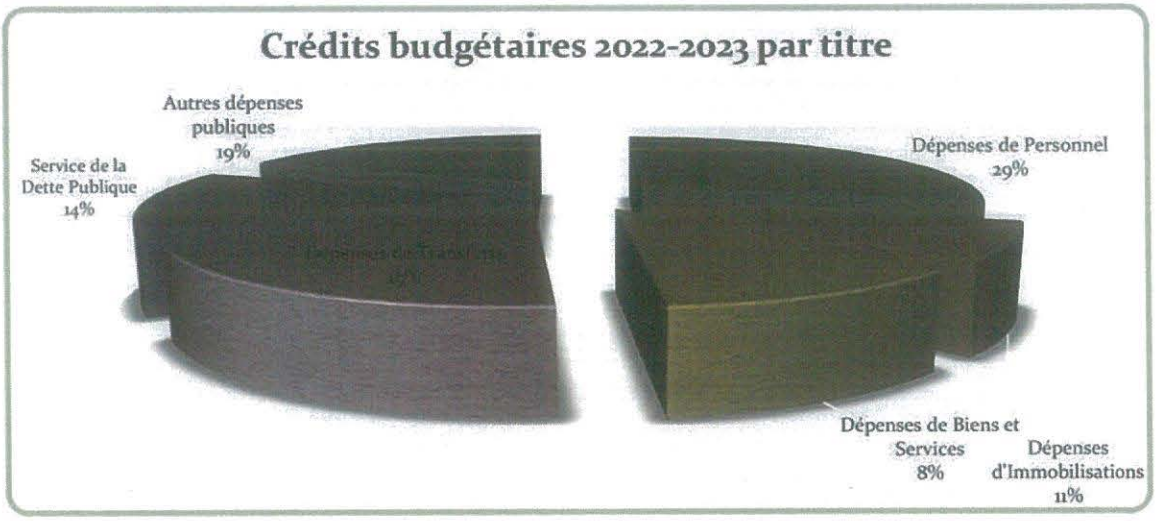
CATEGORIE INSTITUTIONNELLE	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
POUVOIR EXECUTIF	177,234,709,644	79,065,776,619	256,300,486,263
POUVOIR LEGISLATIF	4,041,469,270	29,568,083	4,071,037,353
POUVOIR JUDICIAIRE	2,794,814,472	18,000,000	2,812,814,472
ORGANISMES INDEPENDANTS	4,129,006,614	186,655,298	4,315,661,912
TOTAL	**188,200,000,000**	**79,300,000,000**	**267,500,000,000**

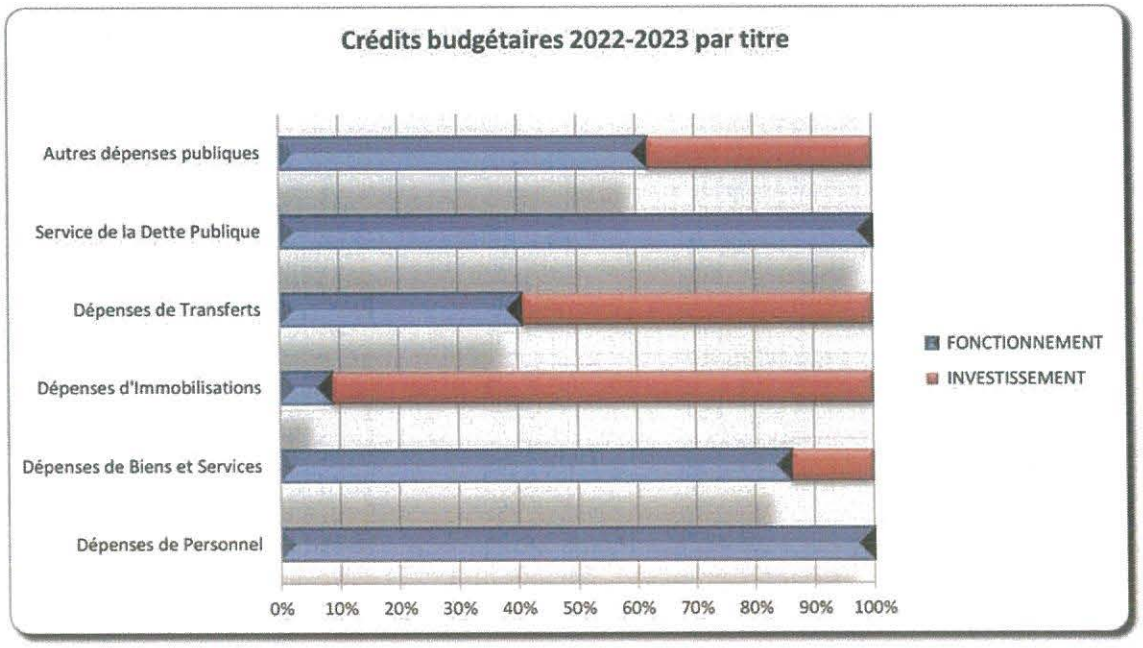




BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

TITRE	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
Dépenses de Personnel	78,570,013,317	-	78,570,013,317
Dépenses de Biens et Services	18,611,206,244	2,984,262,749	21,595,468,993
Dépenses d'Immobilisations	2,657,404,767	27,690,261,760	30,347,666,527
Dépenses de Transferts	20,255,318,113	29,381,904,311	49,637,222,424
Service de la Dette Publique	36,709,469,915	1	36,709,469,916
Autres dépenses publiques	31,396,587,643	19,243,571,180	50,640,158,824
TOTAL	**188,200,000,000**	**79,300,000,000**	**267,500,000,000**



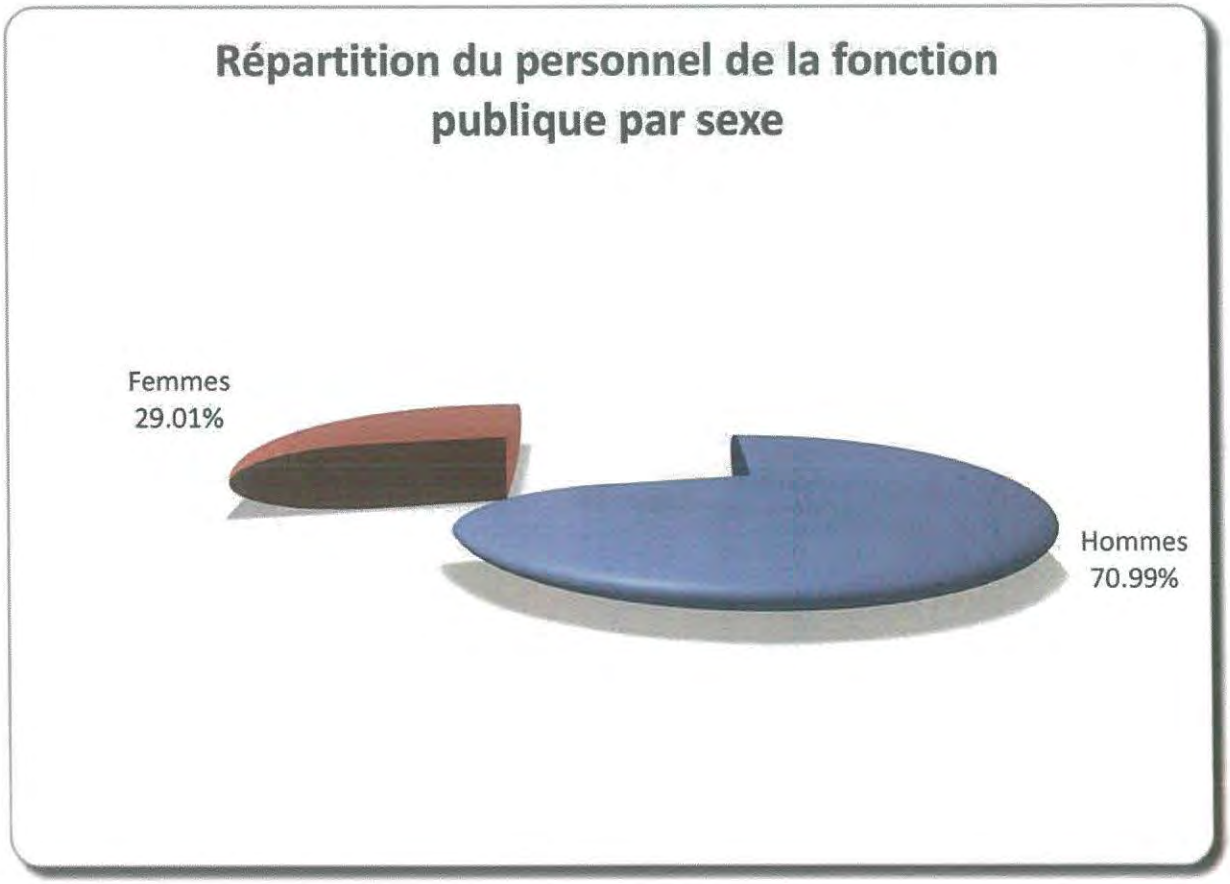


CRÉDITS BUDGÉTAIRES DU POUVOIR EXÉCUTIF

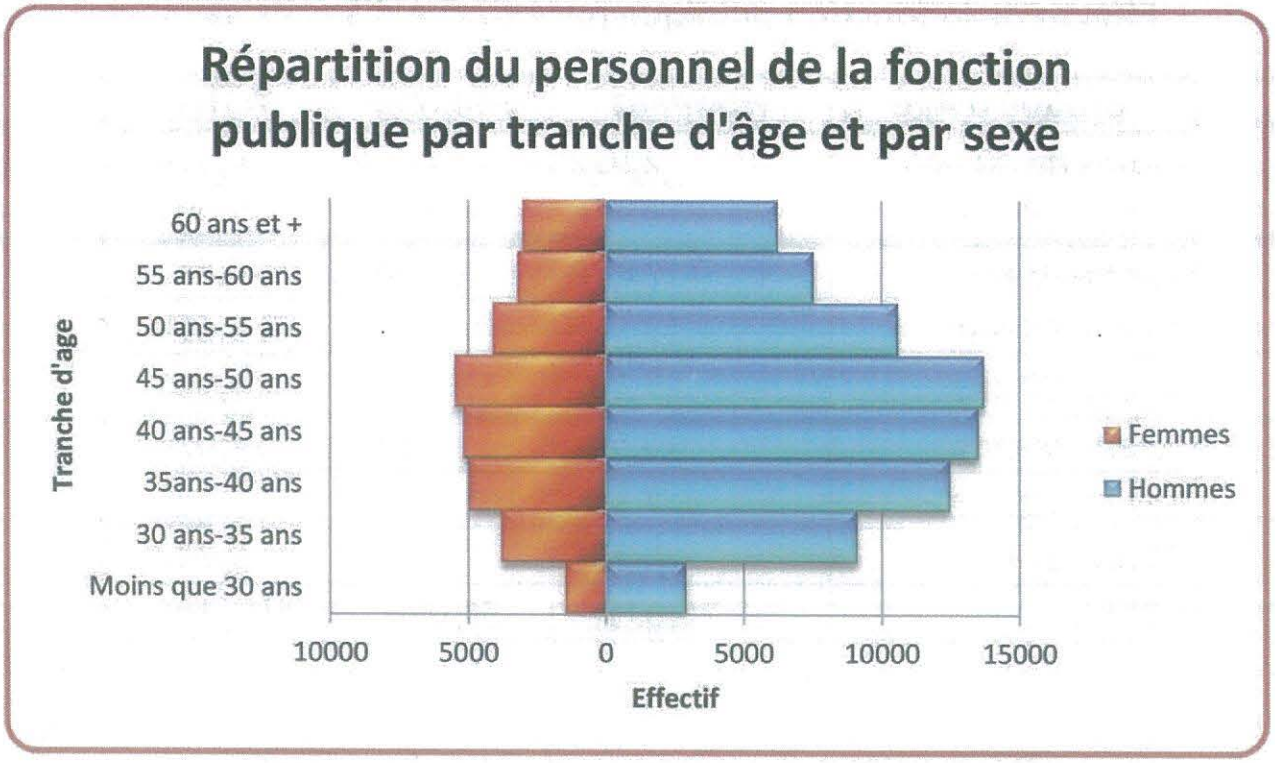
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

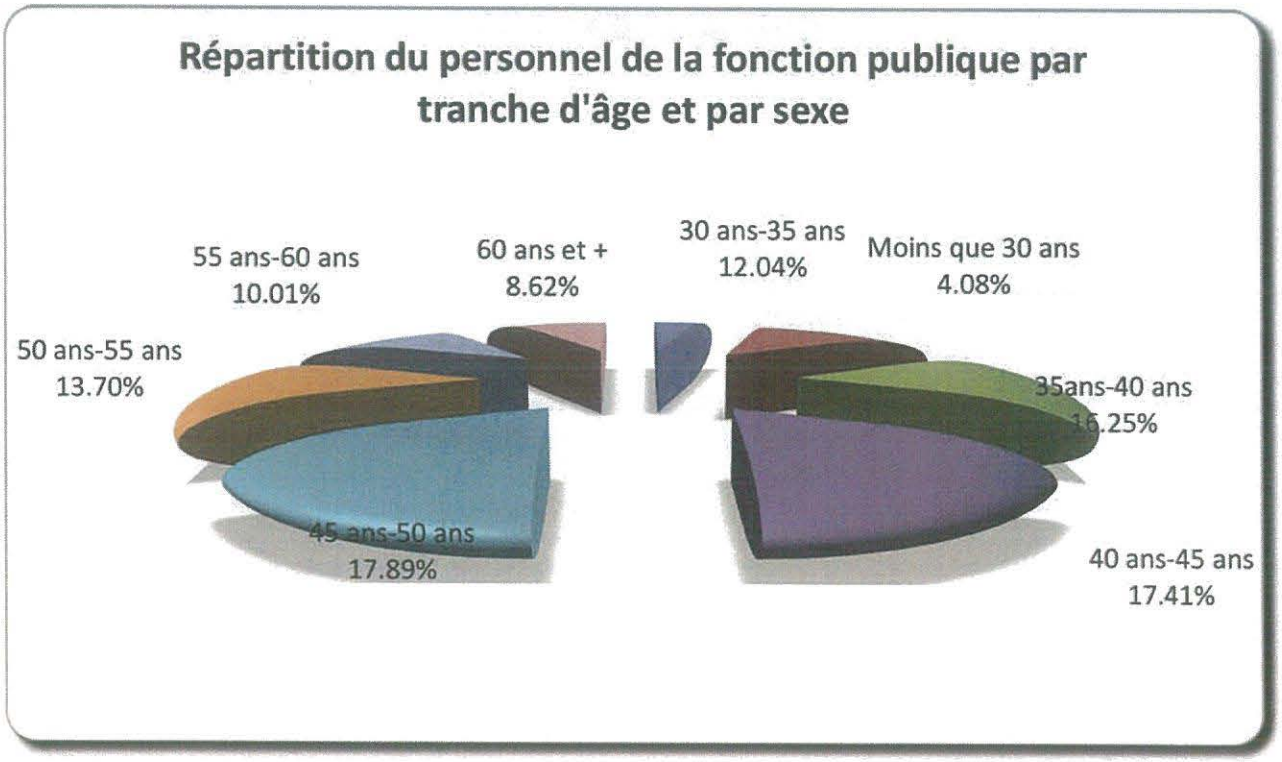
Effectif de la fonction publique par tranche d'âge et par sexe

Groupe d'Age	Hommes	Femmes	TOTAL
Moins de 30 ans	2,912	1,458	4,370
30 ans-35 ans	9,116	3,786	12,902
35ans-40 ans	12,468	4,949	17,417
40 ans-45 ans	13,506	5,150	18,656
45 ans-50 ans	13,707	5,461	19,168
50 ans-55 ans	10,596	4,080	14,676
55 ans-60 ans	7,540	3,189	10,729
60 ans et +	6,226	3,011	9,237
TOTAL	**76,071**	**31,084**	**107,155**



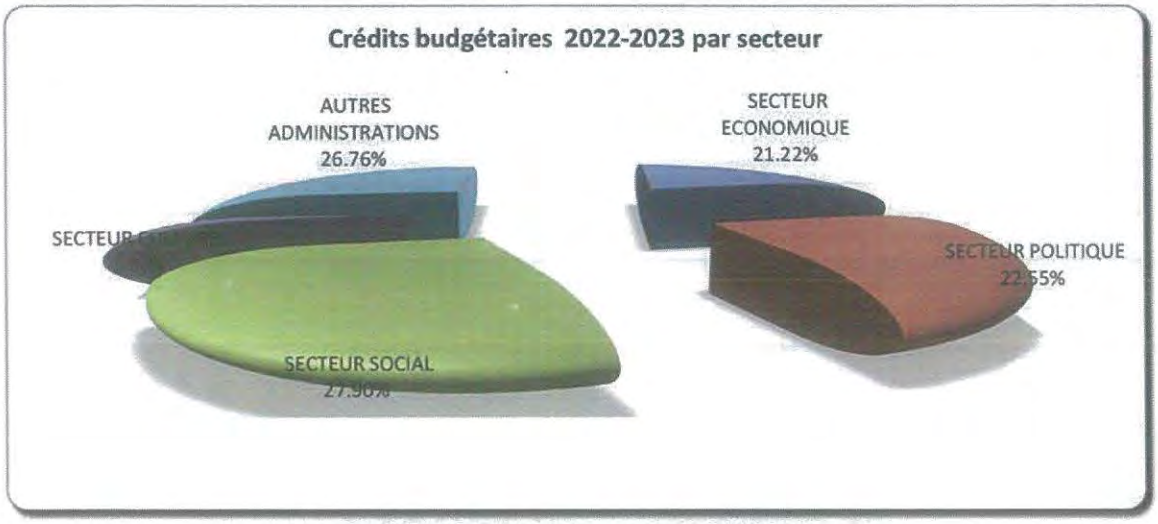
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

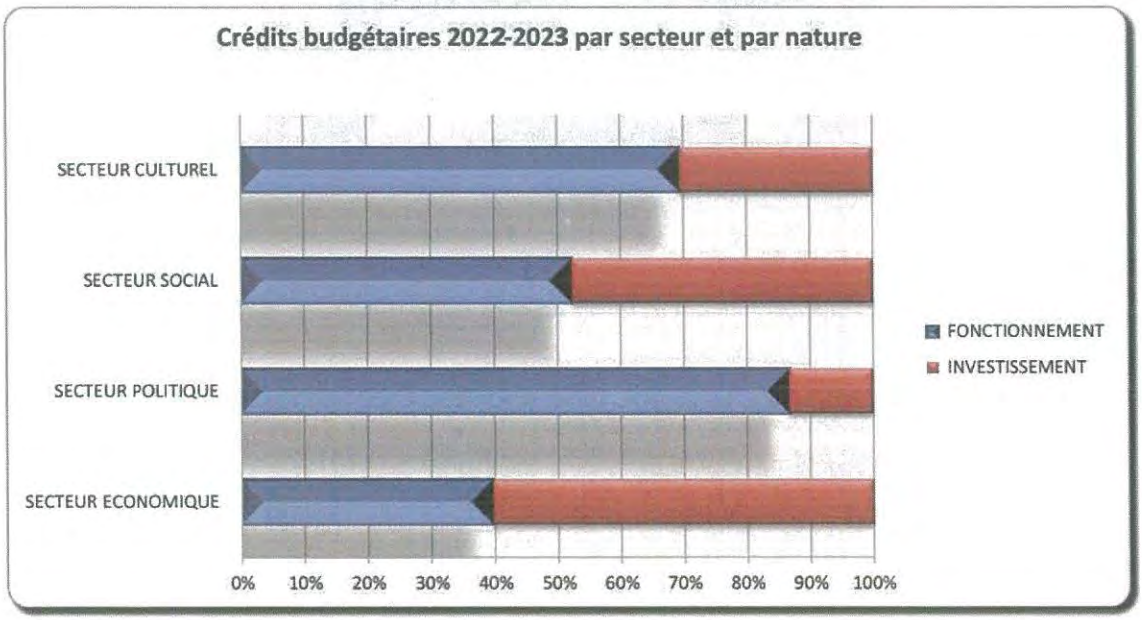




BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

SECTEUR	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
SECTEUR ECONOMIQUE	22,474,370,305	34,295,577,003	56,769,947,308
SECTEUR POLITIQUE	52,299,473,954	8,014,493,986	60,313,967,940
SECTEUR SOCIAL	38,925,411,756	35,698,230,286	74,623,642,043
SECTEUR CULTUREL	2,921,232,517	1,291,698,725	4,212,931,242
AUTRES ADMINISTRATIONS	71,579,511,467	-	71,579,511,467
TOTAL	**188,200,000,000**	**79,300,000,000**	**267,500,000,000**

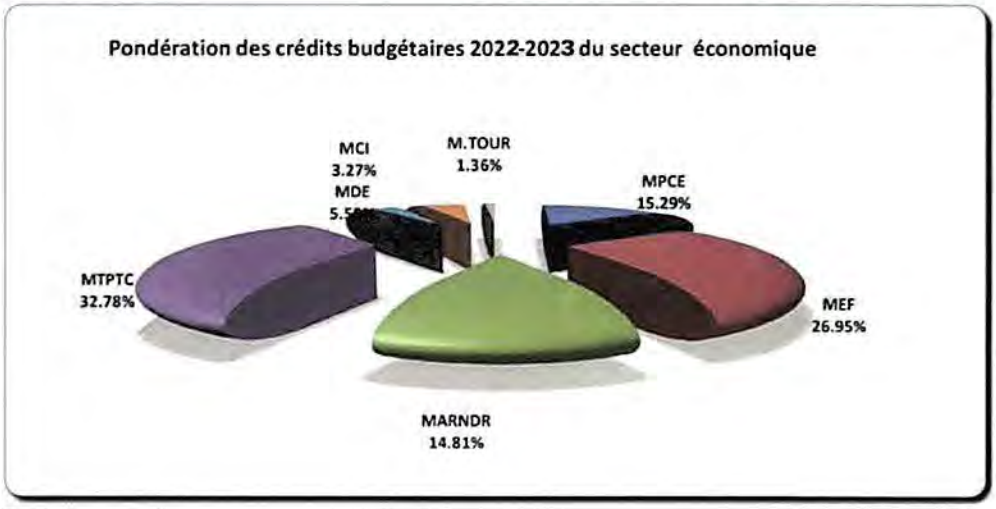


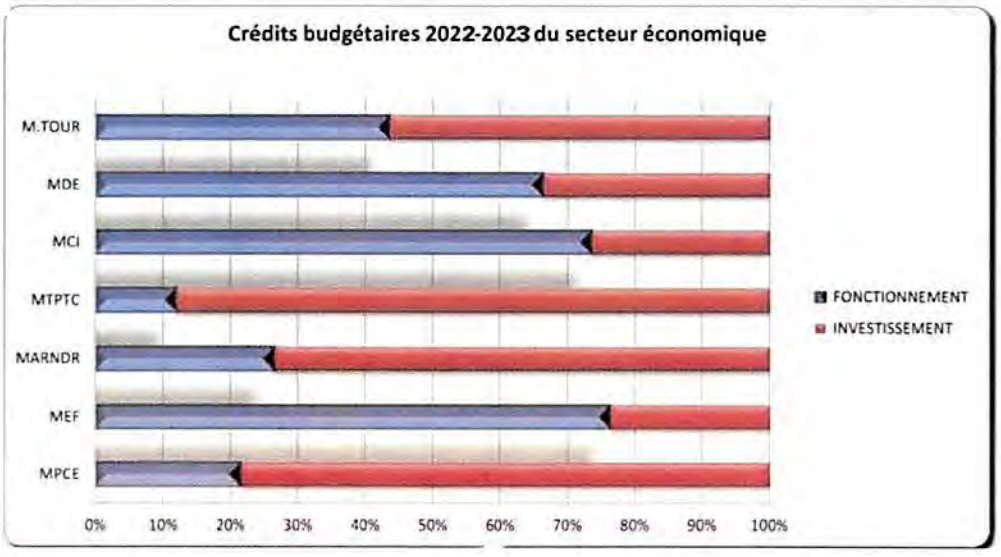


POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR ÉCONOMIQUE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

ENTITE ADMINISTRATIVE	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	1,827,942,619	6,665,228,955	8,493,171,573
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	11,427,210,896	3,542,174,242	14,969,385,138
MINIS. DE L'AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES/DEVELOP/RURAL	2,185,793,047	6,040,936,888	8,226,729,935
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	2,169,449,805	16,035,964,847	18,205,414,652
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	1,335,632,399	480,153,434	1,815,785,833
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	2,046,260,838	1,034,463,340	3,080,724,178
MINISTERE DU TOURISME	328,492,030	425,000,000	753,492,030
TOTAL	**21,320,781,634**	**34,223,921,705**	**55,544,703,339**





PRÉSENTATION ET CRÉDITS DU MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPÉRATION EXTERNE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1111.- MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe est créé par le Décret du 10 février 1989 et régi par celui du 6 janvier 2016. Ses principales mission et attributions sont :

- Donner des orientations, définir les priorités de développement socio-économique à travers les plans globaux tant à l'échelon national que local ;
- S'assurer de la cohérence des plans sectoriels avec les orientations globales indiquées et maintenir des relations fonctionnelles avec les ministères ;
- Impulser et soutenir l'effort du developpement national et local à travers la concertation entre les institutions et les secteurs concernés;
- Assurer la mise en oeuvre ainsi que le suivi et l'évaluation des plans et programmes élaborés par le Ministère ;
- Coordonner l'élaboration et la mise en oeuvre du schéma national d'aménagement du territoire ;
- Appuyer, par le biais des Directions techniques déconcentrées, l'élaboration et la mise en ceuvre, à l'échelon de l'arrondissement, de stratégies locales de développement et de schémas locaux de développement et d'aménagement du territoire ;
- Appuyer les Collectivités Territoriales dans leurs activités de planification du développement et fournir un support technique à la mise en oeuvre de leurs plans et programmes ;
- Coordonner l'élaboration de la programmation de l'investissement public et son insertion dans le Budget National en conformite avec les plans, programmes et projets établis ;
- Programmer l'investissement public tant sur le plan national que local ;
- Assurer la mise en oeuvre de la programmation de l'investissement public eu égard aux prérogatives et aux besoins des institutions et secteurs concernés;
- Encourager l'investissement privé dans le cadre du mouvement coopératif et le Partenariat Public-Privé.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de six (6) Directions Techniques, de deux (2) Unités de Coordination, d'une (1) Unité Informatique et de dix (10) Directions Départementales ;
- Trois (3) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2022-2023

- Renforcer la coordination des stratégies et politiques globales de développement à travers un cadre de dialogue avec les partenaires techniques et financiers ;
- Identifier et promouvoir les pôles régionaux et locaux de développement dans le cadre des exercices de conception et de mise en oeuvre des projets de structuration et de développement territorial dans les dix (10) départements ;

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

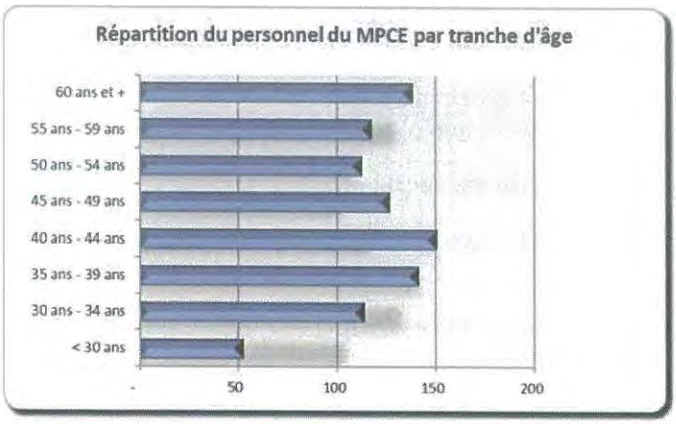
- Améliorer les rapports de coopération et assurer un meilleur suivi de l'aide au développement en mettant l'accent sur le renforcement des capacités du Secrétariat Technique de Coordination de l'Aide ;
- Accompagner les institutions émargeant au budget national dans les exercices de planification et de mise enoeuvre des programmes et projets d'investissements publics.

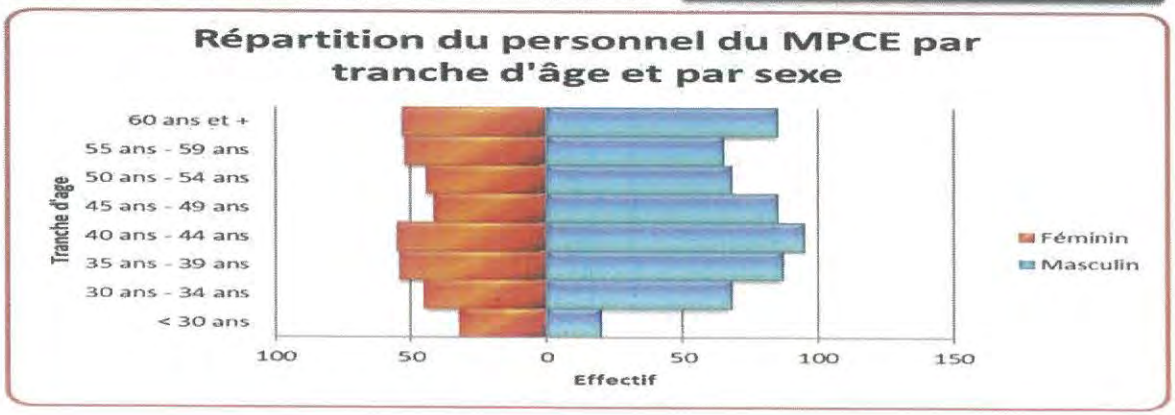
d) Situation des agents publics permanents au mois de novembre 2022

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
	573	376	949	44	44,208,933	46,585
Bureau du Ministre et Direction Générale	457	291	748	47	34,887,283	46,641
CTPEA	49	37	86	52	4,060,800	47,219
CNC	21	16	37	50	1,762,750	47,642
CNIGS	46	32	78	40	3,498,100	44,847

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MPCE

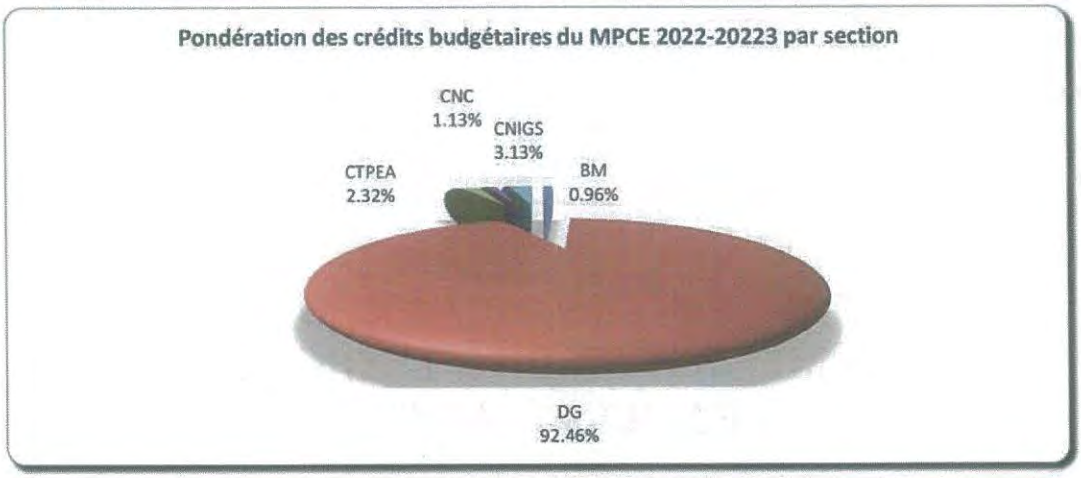


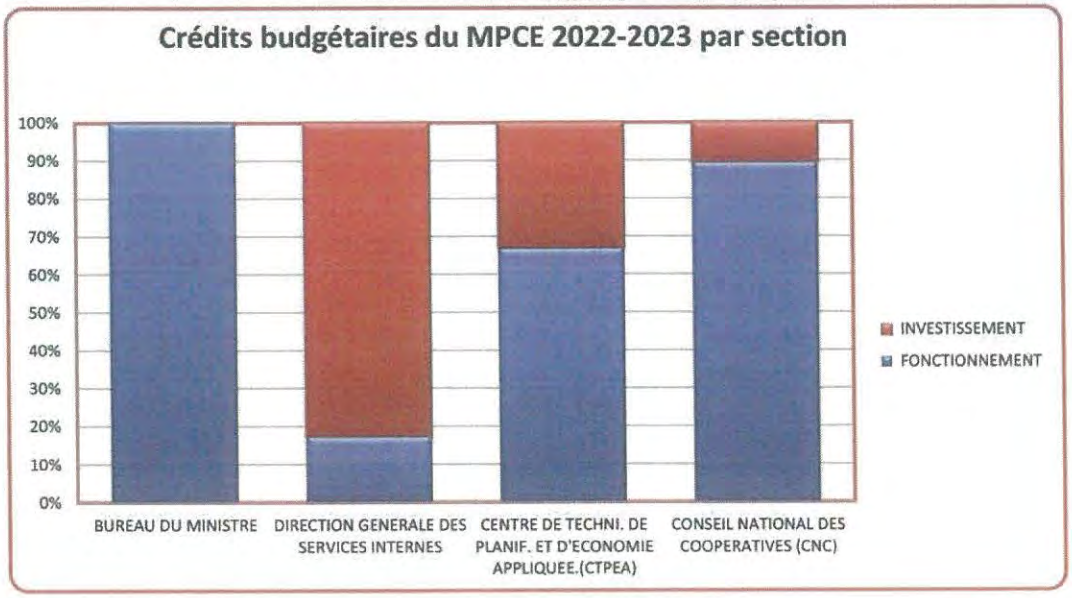


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1111 MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1111-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	81,124,703	-	81,124,703
1111-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1,367,766,285	6,485,228,954	7,852,995,239
1111-1-13-	CENTRE DE TECHNI. DE PLANIF. ET D'ECONOMIE APPLIQUEE.(CTPEA)	131,868,767	65,000,000	196,868,767
1111-1-14-	CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES (CNC)	86,205,460	10,000,000	96,205,460
1111-1-15-	CENTRE NTL DE L'INFORMATION GEO SPATIALE	160,977,403	105,000,000	265,977,403
	TOTAL	1,827,942,619	6,665,228,954	8,493,171,573





PRÉSENTATION ET CRÉDITS DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1112.- MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère de l'Economie et des Finances est régi par le Décret du 13 mars 1987. Ses principales mission et attributions sont:

- Formuler et mettre en application la politique économique et financière de l'Etat ;
- Déterminer la politique générale de l'Etat, assurer la perception des impôts et taxes, gérer les biens de l'Etat ;
- Coordonner les travaux d'élaboration du Budget Général de la République et en assurer l'exécution ;
- Assurer la gestion de la trésorerie ;
- Juger de l'opportunité des dépenses de l'Etat ;
- Etablir, avec le concours de la Banque Centrale, la politique monétaire du pays et en superviser l'exécution ;
- Veiller à l'application des lois sur l'établissement, l'organisation, le fonctionnement et le contrôle des banques, bureaux de change, institutions de crédit et compagnies d'assurance ;
- Fixer les normes de la comptabilité publique et veiller à leur application ;
- Entreprendre des études de conjoncture et de prévisions économiques ;
- Participer à l'élaboration des plans et programmes de développement économique national ;
- Encourager les investissements nationaux et étrangers et stimuler la création de nouveaux emplois ;
- Veiller à l'observance des clauses financières des contrats régissant les entreprises concessionnaires de services publics ;
- Exercer le contrôle financier des collectivités territoriales, des entreprises et établissements publics ou mixtes ;
- Représenter l'Etat dans les entreprises mixtes et d'Etat à caractère financier, commercial et industriel et contrôler leurs activités ;
- Donner son avis écrit et motivé sur tout projet de loi à caractère économique, fiscal ou financier ;
- Négocier et signer tout contrat, accord, convention et traité à incidence économique et entrainant des obligations financières pour l'Etat ;
- Exercer toutes autres attributions de nature économique et financière découlant de la mission qui lui est assignée.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de l'Economie et des Finances est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques, de deux(2) Unités Techniques, d'une (1) Unité de Coordination et de Dix (10) Directions Départementales ;
- Huit (8) Services Externes.

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

c) Objectifs pour l'année fiscale 2022-2023

- Créer les conditions favorables pour la transition progressive du budget basé sur les moyens à celui axé sur les notions derésultats et de performance ;
- Promouvoir l'investissement privé en Haiti à travers l'établissement d'un fonds de garantie pour le développement des Petites et Moyennes Entreprises ;
- Faciliter la mise à disposition suffisante et à temps de la trésorerie nécessaire à l'application d'un processus budgétaire basé sur des plans d' actions réalisables ;
- Améliorer la gestion, la transparence et la rationnalisation des dépenses publiques à travers des programmes d'assistance technique au profit de l'Inspection Générale des Finances ;
- Renforcer les liaisons informatiques entre les administrations fiscales et financières à travers la mise en place du Schéma Directeur Informatique (SDI) ;
- Identifier le potentiel fiscal des différentes collectivités territoriales en Haïti ;
- Optimiser les recettes mobilisables en renforcant les capacités opérationnelles des organismes de perception dans les dix(10) départements.

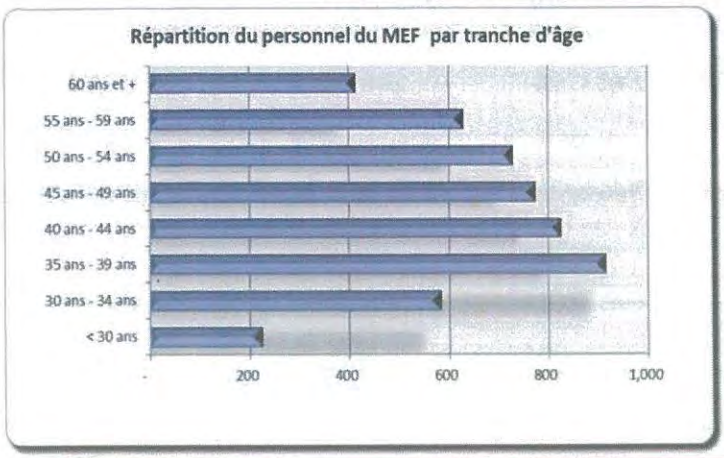
d) Situation des agents publics permanents au mois de novembre 2022

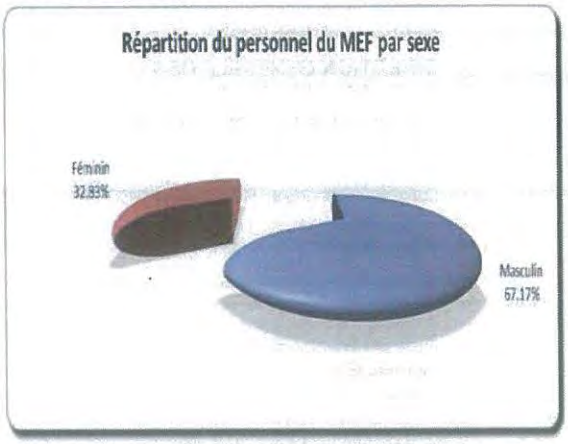
o Effectif et masse salariale

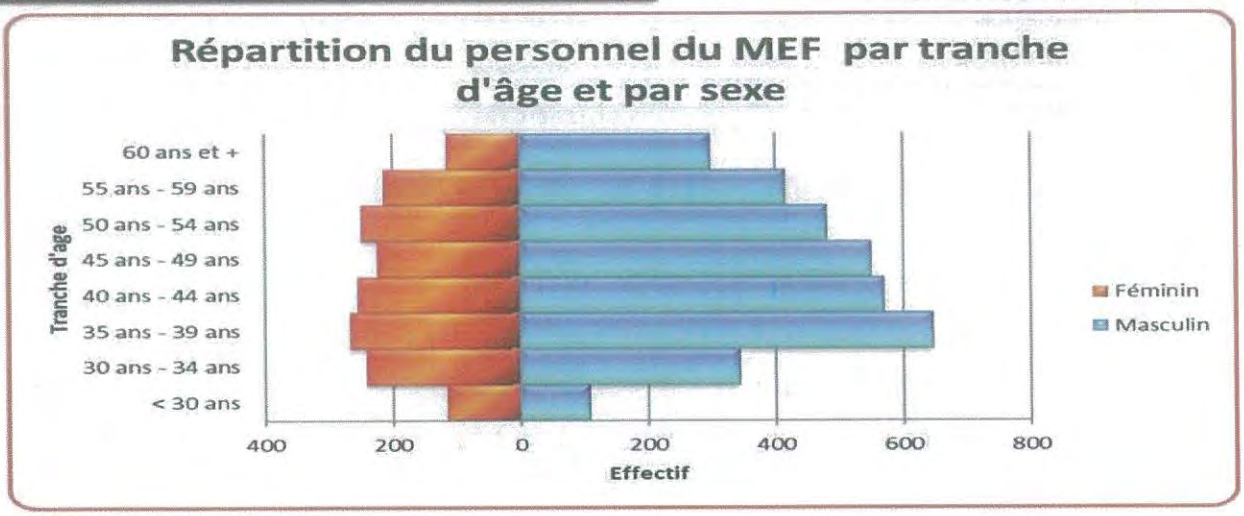
Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	*Femmes*	*Total*			
Services internes	**545**	**282**	**827**	**47**	**40,647,550**	**49,151**
Bureau du Ministre et Direction Générale	523	270	793	46	39,249,500	49,495
FAES	-	-	-	-	-	-
ULCC	-	-	-	-	-	-
ENAF	22	12	34	48	1,398,050	41,119
Services techniquement déconcentrés	**2867**	**1386**	**4253**	**44**	**190,263,800**	**44,736**
IHSI	67	43	110	49	4,760,250	43,275.00
DGB	85	43	128	42	6,871,383	53,683
DGI	1235	711	1946	46	84,129,517	43,232
AGD	1439	572	2011	43	91,624,550	45,562
IGF	41	17	58	40	2,878,100	49,622

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MEF



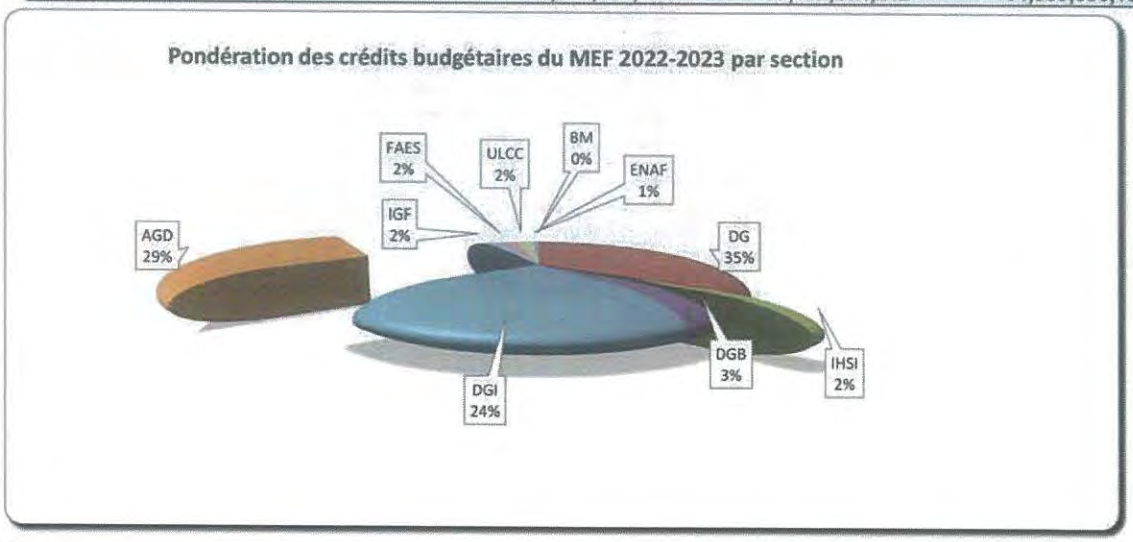


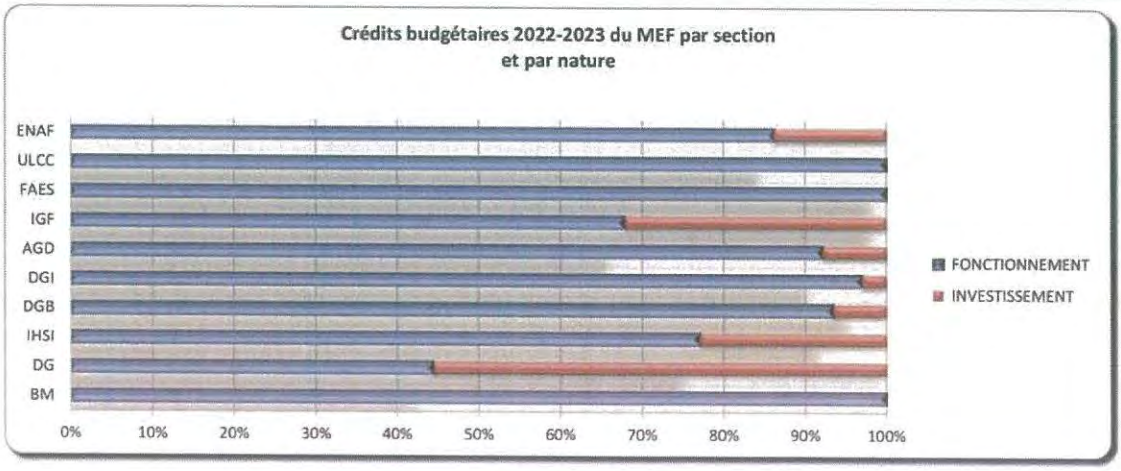


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1112 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1112-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	22,231,367	-	22,231,367
1112-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	2,305,457,064	2,885,146,442	5,190,603,506
1112-2-13-	INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE	201,990,605	60,000,000	261,990,605
1112-2-14-	DIRECTION GENERALE DU BUDGET	428,990,325	30,000,000	458,990,325
1112-2-15-	DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	3,580,668,827	110,000,000	3,690,668,827
1112-2-16-	ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES	4,013,052,673	342,027,800	4,355,080,473
1112-2-25-	INSPECTION GENERALE DES FINANCES	211,282,370	100,000,000	311,282,370
1112-1-19-	FAES	275,144,076	-	275,144,076
1112-1-21-	UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	294,758,455	-	294,758,455
1112-1-22-	ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE	93,635,135	15,000,000	108,635,135
	TOTAL	**11,427,210,896**	**3,542,174,242**	**14,969,385,138**





PRÉSENTATION ET CRÉDITS DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1113.- MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural est créé et régi par le Décret du 30 septembre1987. Ses principales mission et attributions sont :

- Formuler, appliquer, orienter, faire respecter la politique économique du Gouvernement dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage, des ressources naturelles renouvelables et du développement rural ;
- Fixer les objectifs du Gouvernement en matière de politique agricole et d'élevage ;
- Mettre en œuvre tous les moyens susceptibles de stimuler et de soutenir l'accroissement de la production agricole et de l'élevage destinés en priorité à la consommation nationale ;
- Orienter, organiser et encourager la recherche agricole et faciliter la vulgarisation des résultats ;
- Elaborer la politique du Gouvernement en matière de gestion des ressources naturelles renouvelables, en ce qui concerne l'inventaire, la conservation et l'exploitation des sols, des eaux, des forêts et de la faune ;
- Définir les objectifs du Gouvernement en matière de développement rural et contribuer à leur réalisation ;
- Participer à la réalisation du cadastre physique et juridique des aires rurales en vue d'en faciliter l'aménagement et la valorisation ;
- Faciliter l'accès des habitants du milieu rural aux facteurs de production tels: terres, eaux, crédits, engrais, semences, informations et technologies appropriées ;
- Coordonner l'assistance technique et financière accordée aux Organismes Gouvernementaux et non Gouvernementaux dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage, des ressources naturelles renouvelables et du développement rural et entretenir des relations avec les institutions étrangères publiques ou privées, internationales ou régionales œuvrant dans ces domaines.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques, d'une (1) Unité de Coordination et de dix (10) Directions Départementales ;
- Trois (3) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2022-2023

- Renforcer les filières de production agricole en Haiti ;
- Obtenir des informations actualisées sur le potentiel agricole en Haïti en réalisant des enquêtes sur les capacités productives agricoles sur le territoire national ;
- Améliorer l'accès aux matériels et intrants agricoles en Haïti à travers des programmes d'appui à la mécanisation agricole et d'acquisition d'intrants et de fertilisants ;
- Renforcer le dispositif de contrôle sanitaire des denrées alimentaires en modernisant les services publics de protection zoo- phytosanitaire et d'innocuité des aliments ;

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

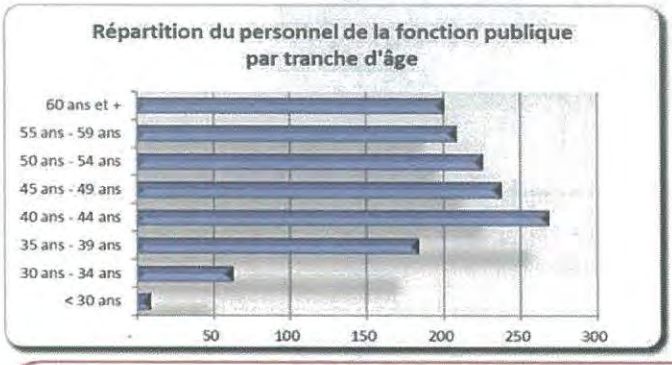
- Aménager les nouvelles terres irriguées à travers la construction et la réhabilitation des systèmes d'irrigation ;
- Réduire progressivement le risque de pertes économiques rurales dûes aux inondations en renforcant la protection des bassins versants;
- Poursuivre l'octroi des prêts, à travers le fonds de la Banque Nationale de Développement Agricole (BNDA), aux agriculteurs afin de favoriser la croissance du secteur agricole.

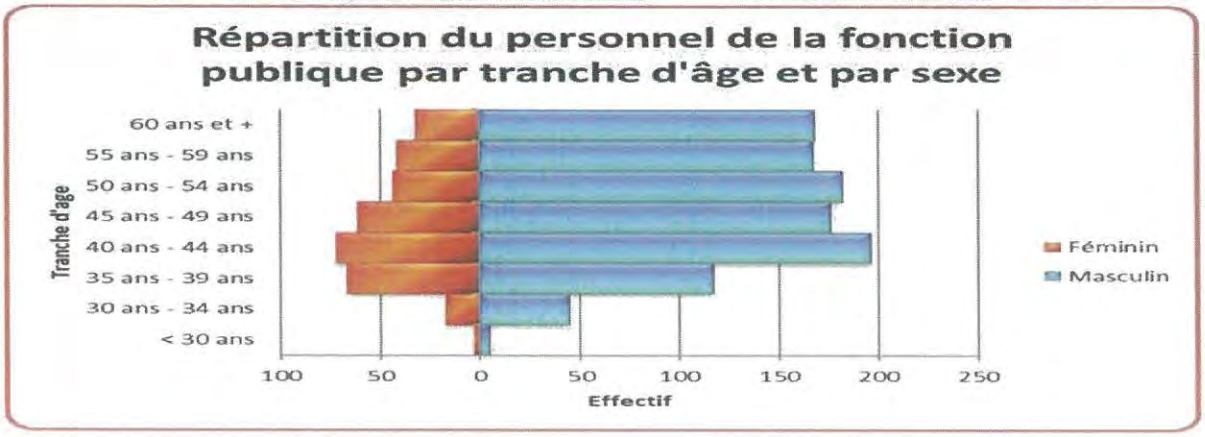
d) Situation des agents publics permanents au mois de novembre 2022

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			*Age Moyen*	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
	Hommes	*Femmes*	*Total*			
	1056	**335**	**1391**	**51**	**60,344,100**	**43,382**
Bureau du Ministre et Direction Générale	803	278	1081	48	48,070,800	44,469
ODVA	181	26	207	53	7,859,650	37,969
INARA	72	31	103	52	4,413,650	42,851

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MARNDR

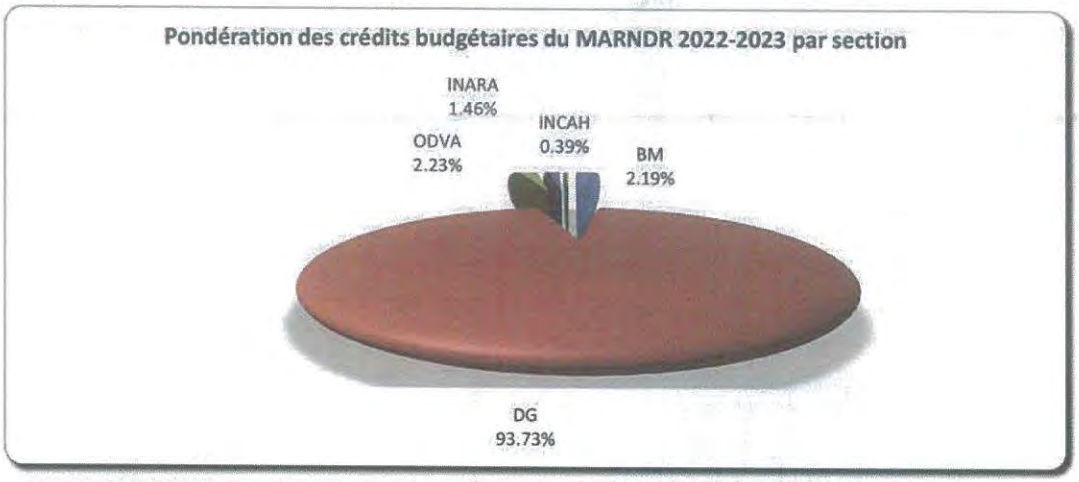


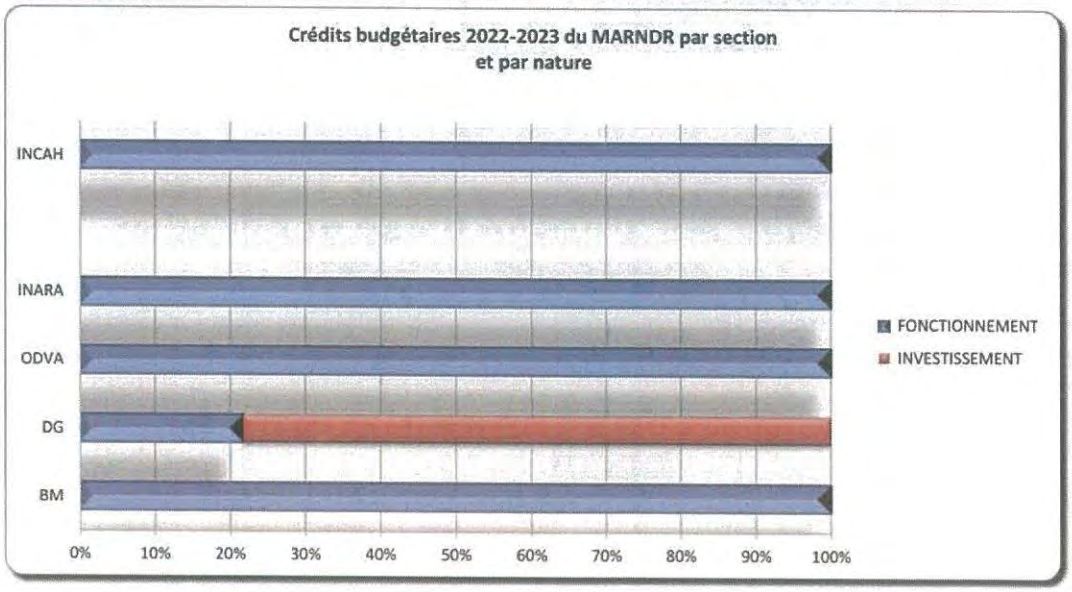


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1113 MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1113-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	179,845,096	-	179,845,096
1113-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1,669,710,152	6,040,936,888	7,710,647,040
1113-1-13-	ORGANISME DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE	183,809,254	-	183,809,254
1113-1-14-	INSTITUT NATIONAL DE REFORME AGRAIRE	120,454,293	-	120,454,293
1113-1-16-	ORGANISME DE DEVELOPPEMENT DU NORD (ODN)	-	-	-
1113-1-17-	INSTITUT NATIONAL DU CAFE D'HAITI (INCAH)	31,974,253	-	31,974,253
	TOTAL	2,185,793,047	6,040,936,888	8,226,729,935





PRÉSENTATION ET CRÉDITS DU MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1114.- MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère des Travaux Publics Transports et Communications est créé et régi par le Décret du 18 octobre 1983. Ses principales mission et attributions sont :

- Concevoir, définir et concrétiser la politique du gouvernement dans les domaines : Travaux Publics, Transports, Communications, Eau Potable, Energie ;
- Assurer l'étude, la planification, l'exécution, l'entretien, le contrôle, la supervision et l'évaluation de toutes les infrastructures physiques relatives aux équipements urbains et ruraux, aux routes, ports et aéroports, aux systèmes de télécommunications, aux systèmes d'alimentation en eau potable ;
- Etablir les règlements d'urbanisme et les normes techniques de construction ;
- Règlementer et contrôler la prestation des services fournis par des entités publiques et privées agissant dans les différents domaines relevant de sa compétence.

b) Structure organisationnelle

Le Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Coordination Technique, d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques, d'une (1) Unité de Coordination et de dix (10) Directions Départementales ;
- Neuf (9) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2022-2023

- Poursuivre les travaux de maillage routier par la construction et la réhabilitation des routes et ponts à travers le pays ;
- Augmenter le taux de branchement au réseau d'eau potable à partir de la réhabilitation des Systèmes d'Adduction d'Eau Potable (SAEP) dans les dix (10) départements ;
- Accroitre l'accès à l'électricité dans les zones rurales et urbaines par le biais de l'extension du réseau, l'électrification de certaines communes, la réhabilitation de la centrale de Péligre, la construction de nouvelles centrales et le développement des micro-réseaux ;
- Poursuivre l'implantation d'installations solaires sur le territoire national, notamment dans les régions dépourvues d'infrastructures électriques.

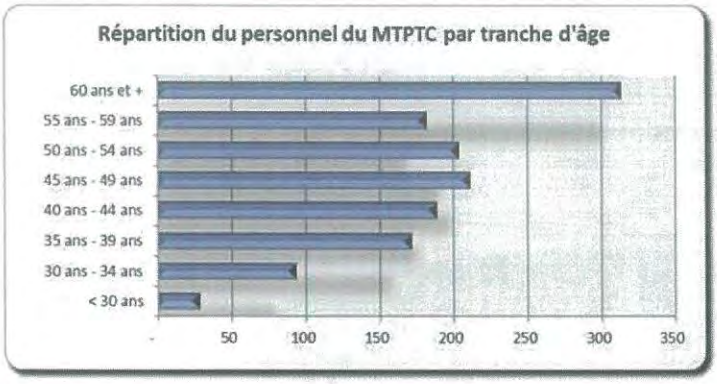
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

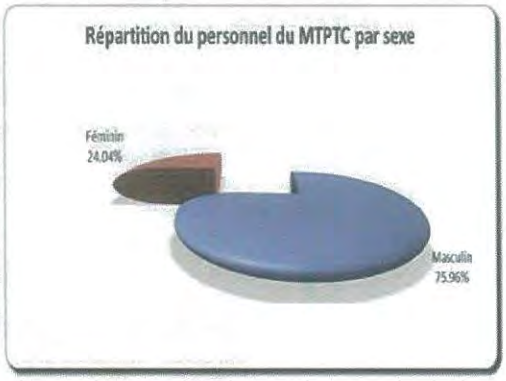
d) Situation des agents publics permanents au mois de novembre 2022

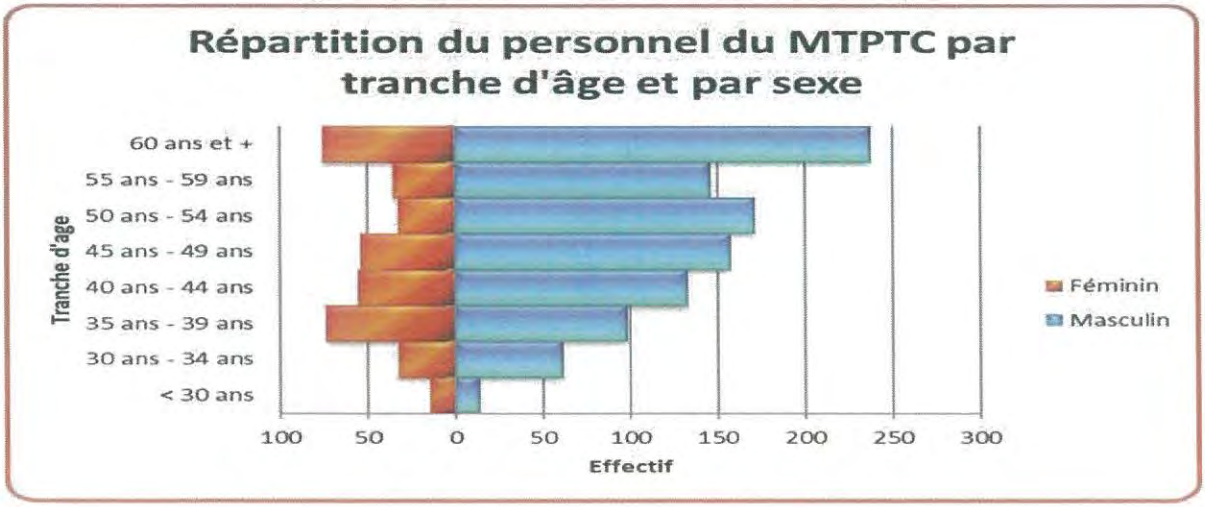
- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			*Age Moyen*	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
	Hommes	*Femmes*	*Total*			
	1017	**369**	**1,386**	**41**	**51,768,100**	**37,351**
Bureau du Ministre et Direction Générale	788	261	1049	50	37,810,350	36,044
LNBTP	29	7	36	53	1,490,750	41,410
ONACA	79	35	114	45	4,820,950	42,289
SEMANAH	37	17	54	51	2,180,650	40,382
CONATEL	16	3	19	59	643,350	33,861
BME	60	40	100	51	4,119,800	41,198
FER	0	0	0	0	-	
CNE	0	0	0	0	-	
DINEPA	8	6	14	63	702,250	50,161

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MTPTC



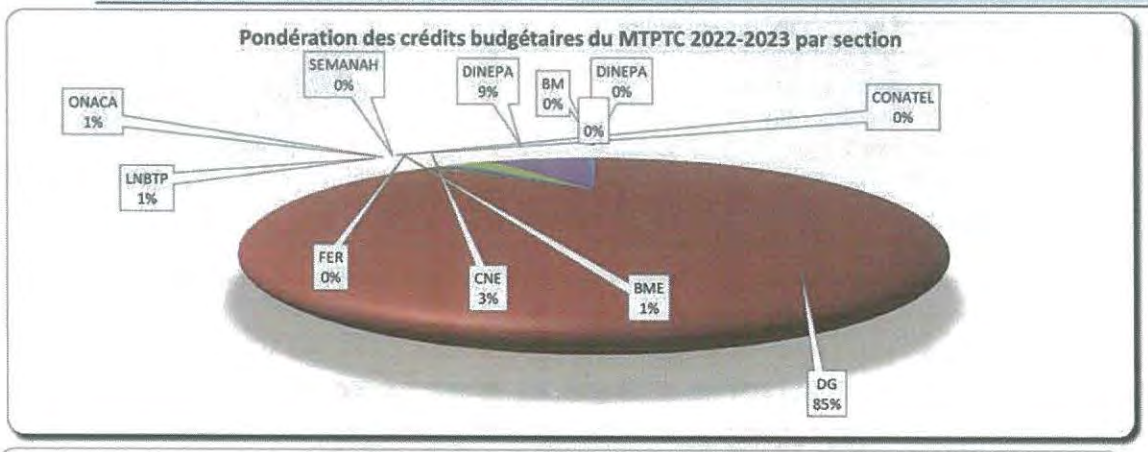


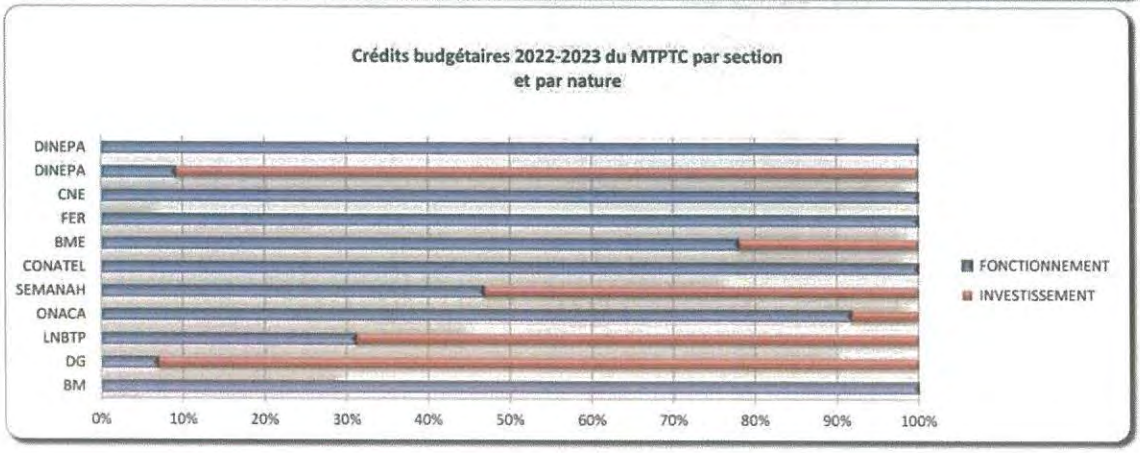


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1114 MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TANSPORTS ET COMMUNICATION

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1114-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	45,906,233	-	45,906,233
1114-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1,077,282,668	14,434,107,171	15,511,389,840
1114-1-15-	LABOR. NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAV. PUBL.	36,201,041	80,000,000	116,201,041
1114-1-16-	OFFICE NATIONAL DU CADASTRE	111,192,487	10,000,000	121,192,487
1114-1-17-	SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION	48,432,928	55,000,000	103,432,928
1114-1-18-	CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS	13,580,450	-	13,580,450
1114-1-19-	BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE	88,475,580	25,000,000	113,475,580
1114-1-20-	FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	2,652,605	-	2,652,605
1114-1-21-	CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS	556,611,181	-	556,611,181
1114-1-22-	DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT	142,631,449	1,431,857,676	1,574,489,125
1114-1-23-	AUTORITE NATIONALE DE REGULATION DU SECTEUR ENERGETIQUE	46,483,183	-	46,483,183
	TOTAL	**2,169,449,805**	**16,035,964,847**	**18,205,414,652**





PRÉSENTATION ET CRÉDITS DU MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1115.- MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère du Commerce et de l'Industrie est créé et régi par le Décret du 13 mars 1987. Ses principales mission et attributions sont :

- Formuler et appliquer la Politique du Gouvernement en matière commerciale et industrielle ;
- Etudier toute mesure tendant à promouvoir le développement du Commerce et de l'Industrie ;
- Coordonner toute négociation portant sur des Accords Conventions, Traités en matière Commerciale, Industrielle oudans le domaine de l'intégration économique ;
- Veiller à l'application à l'échelle nationale des Lois, Arrêtés, Règlements et Communiqués relatifs aux activités Commerciales et Industrielles ;
- Définir et coordonner les activités de Promotion Commerciale et Industrielle à l'étranger ;
- Superviser et orienter les activités des organismes publics ou semi-publics sous sa tutelle ;
- Servir d'intermédiaire entre les Chambres de Commerce et d'Industrie et les Associations de Protection duConsommateur.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère du commerce et de l'Industrie est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de sept (7)Directions Techniques;
- Trois (3) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2022-2023

. Protéger les consommateurs à travers la modernisation et la dynamisation du contrôle de qualité des produits en renforcant les capacités de la Direction du Contrôle de la Qualité et de la Protection des Consommateurs du MCI ;

. Promouvoir les filières porteuses pour accroitre le potentiel commercial interne et externe d'Haïti ;

. Promouvoir l'investissement privé en Haiti, en particulier l'entrepreneuriat jeunesse, à travers des programmes d'appui à la création des Petites et Moyennes Entreprises ainsi que la formalisation et la capitalisation de micro-entreprises recensées sur l'ensemble du territoire ;

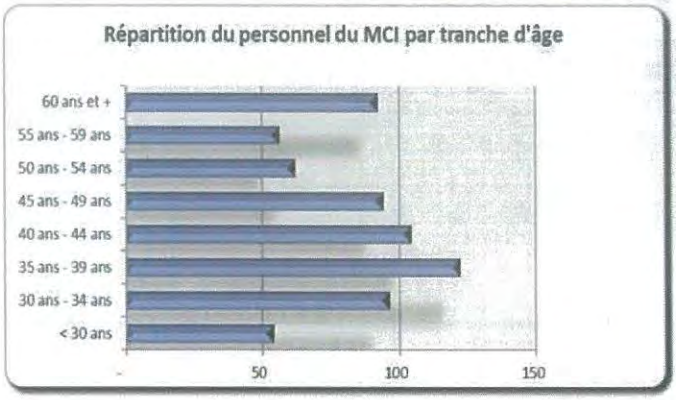
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

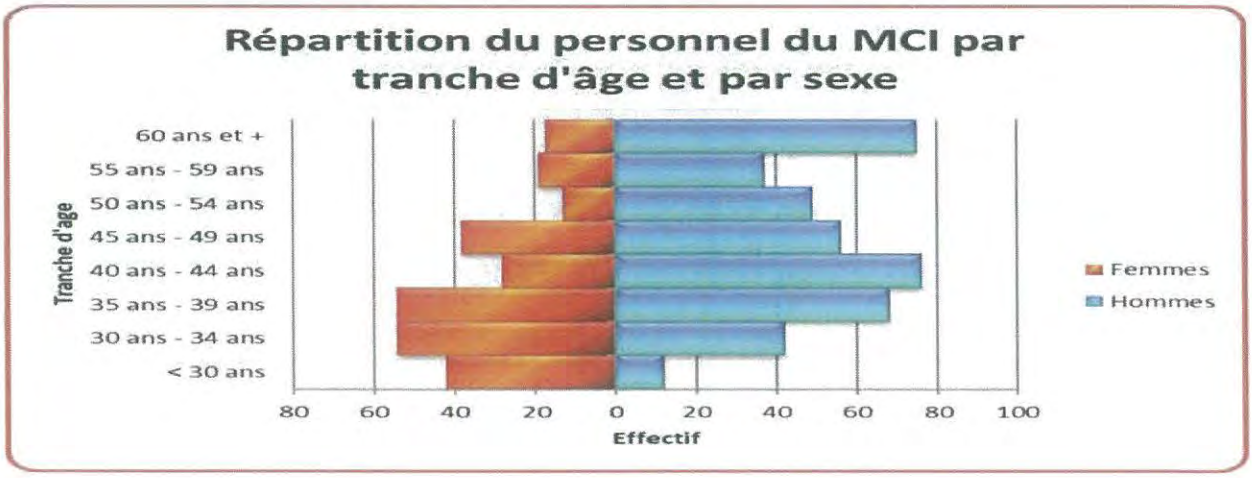
d) Situation des agents publics permanents au mois de novembre 2022

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
	415	**265**	**680**	**50**	**32,933,350**	**48,431**
Bureau du Ministre et Direction Générale	399	259	658	43	31,654,450	48,107
OPH	1		1	61	101,900	101,900
DGZF	15	6	21	46	1,177,000	56,048
CFI	0	-	-	-	-	-

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MCI

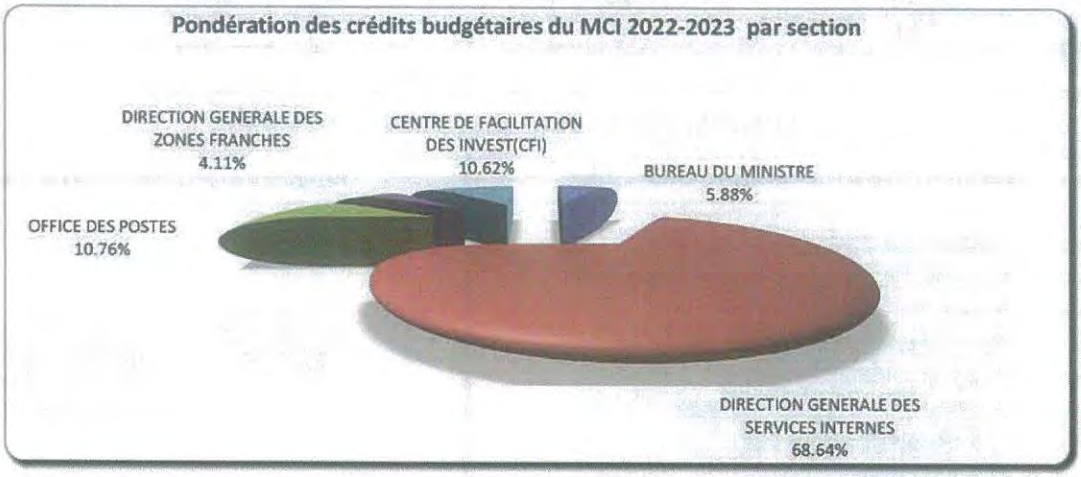


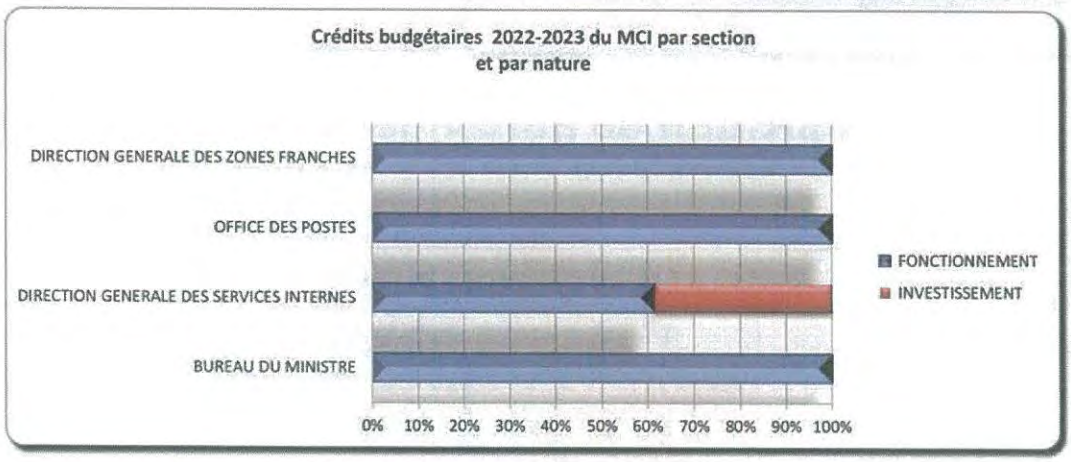


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1115 MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1115-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	106,762,349	-	106,762,349
1115-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	766,142,713	480,153,434	1,246,296,146
1115-1-13-	OFFICE DES POSTES	195,300,810	-	195,300,810
1115-1-15-	DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	74,593,600	-	74,593,600
1115-1-16-	CENTRE DE FACILITATION DES INVEST(CFI)	192,832,928	-	192,832,928
	TOTAL	1,335,632,399	480,153,434	1,815,785,833





PRÉSENTATION ET CRÉDITS DU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1116.- MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère de l'Environnement est régi par l'Arrêté du 6 mars 1996. Ses principales mission et attributions sont :

- Formuler, promouvoir et faire appliquer la politique du gouvernement en matière de garantie de pérennité des ressources renouvelables, d'amélioration du cadre de vie de la population et de protection des écosystèmes pour un développement durable;
- Coordonner l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action pour l'environnement ;
- Promouvoir, encourager, exécuter et participer à des recherches tendant à améliorer la connaissance des divers écosystèmes du pays et des phénomènes environnementaux qui le touchent;
- Identifier, créer et gérer des aires à protéger, des zones réservées et des parcs nationaux;
- Prendre toutes mesures, de concert avec les autorités compétentes, pour prévoir ou prévenir les catastrophes naturelles;
- Accorder une attention particulière aux problèmes de gestion de pôles géographiques de développement en regard de leurs incidences sur la démographie, les migrations et la dégradation de l'environnement;
- Promouvoir, orienter, appuyer et participer à la coordination des initiatives de protection d'écosystèmes naturels, de la diversité biologique, d'espèces animales ou végétales menacées de disparition.
- Faciliter la participation des populations concernées, des organisations civiques, des institutions non gouvernementales et des collectivités territoriales aux consultations menant à des décisions pouvant affecter le cadre de vie des communautés.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de l'Environnement est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'un Secrétariat Technique, d'une Direction Administrative, de six (6) Directions Techniques, de deux (2) Unités et de dix (10) Directions Départementales
- Deux (2) services externes

c) Objectifs pour l'année fiscale 2022-2023

- Promouvoir une gestion rationnelle des ressources naturelles et conserver la biodiversité;
- Lutter contre la désertification, la déforestation et la dégradation des terres et sauvegarder la faune et la flore ;
- Produire des plantules afin de reboiser progessivement les dix départements du pays à travers la construction et l'opérationnalisation des centres de germoplasme ;
- Gérer les bassins versants et les crues ;
- Renforcer les capacités techniques des acteurs dans la mise en oeuvre des actions de conservation de l'environnement et des ressources naturelles ;
- Lutter contre les plantes envahissantes et proliférantes terrestres et hydriques ;
- Mettre en œuvre des politiques alternatives à l'utilisation des combustibles forestiers ;

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

. Soutenir l'accroissement de l'offre de gaz propane et la réduction de la demande en combustibles forestiers ;

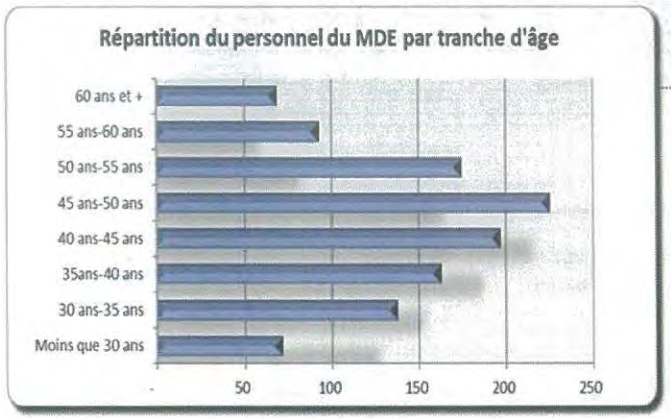
. Lutter contre les rejets chimiques pouvant mettre en danger les nappes phréatiques et/ou les eaux superficielles.

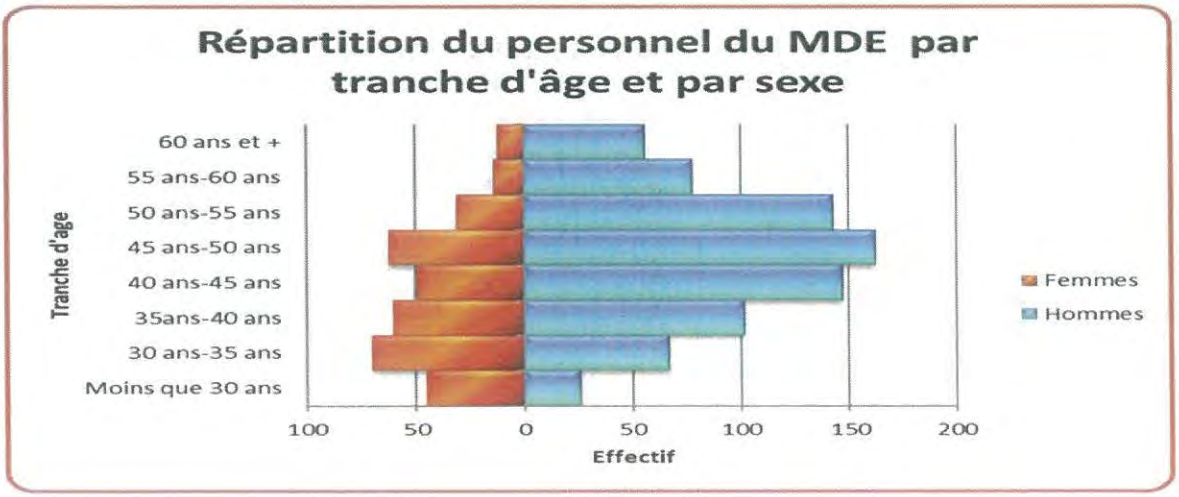
d) Situation des agents publics permanents au mois de novembre 2022

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			*Age Moyen*	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
	Hommes	*Femmes*	*Total*			
	781	**343**	**1124**	**42**	**45,549,100**	**1,080,339**
Bureau du Ministre et Direction Générale	427	173	600	45	27,800,600	46,334
Agence Nationale des Aires Protégées	85	17	102	41	3,511,050	34,422
Service National de Gestion des Résidus Solides	269	153	422	41	14,237,450	33,738

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MDE

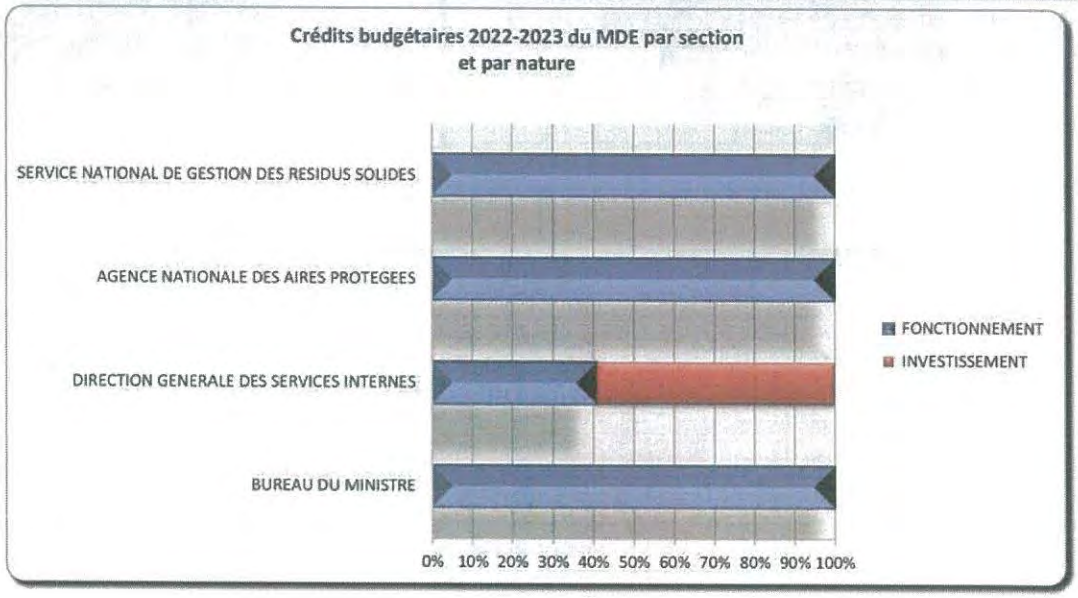




BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1116 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1116-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	285,889,365	-	285,889,365
1116-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	713,185,482	1,034,463,340	1,747,648,822
1116-1-13-	AGENCE NATIONALE DES AIRES PROTEGEES	172,540,563	-	172,540,563
1116-1-14-	SERVICE NATIONAL DE GESTION DES RESIDUS SOLIDES	874,645,428	-	874,645,428
	TOTAL	**2,046,260,838**	**1,034,463,340**	**3,080,724,178**



PRÉSENTATION ET CRÉDITS DU MINISTÈRE DU TOURISME

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1117.- MINISTERE DU TOURISME

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère du Tourisme est régi par la loi du 23 mai 2002. Ses principales mission et attributions sont :

- Contribuer à l'expansion du tourisme international vers Haïti;
- Développer le tourisme interne par la création, l'amélioration, la promotion et la mise en valeur de l'équipement touristique;
- Préparer et diffuser à l'étranger du matériel de promotion touristique, tels dépliants, brochures, livres, diapositives, photographies et films;
- Organiser dans le pays, dans le but de propagande, des visites de personnalités internationales connues dans différents secteurs ;
- Concevoir et réaliser des programmes de publicité à la radio, à la télévision des pays émetteurs de touristes; produire des films touristiques sur Haïti et sur les divers sites touristiques du pays; et utiliser des firmes de publicité ou de relations publiques pour la représentation du Ministère à l'étranger.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère du Tourisme est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de quatre(4) Directions Techniques et de trois (3) Directions Départementales.
- Un service externe.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2022-2023

- Intensifier l'offre de services touristiques destinés aux haïtiens de la Diaspora ;
- Protéger le patrimoine touristique national à travers la réalisation d'un schéma directeur d'aménagement touristique ;
- Garantir la poursuite d'une politique de décentalisation en Haïti à travers la mise en place des circuits touristiques dans les départements du Nord, du Nord-Ouest, de l'Artibonite et de la Grand-Anse ;
- Fournir des informations actualisées sur le secteur touristique en Haïti, notamment à travers la mise en place d'un système d'informations statistiques touristiques ;
- Renforcer les capacités des acteurs du secteur touristique en organisant des séances de formation continue au profit des guides, des hôteliers, des restaurateurs et agents de voyage ainsi que la mise en place de mécanismes de certification au sein des organisations professionnelles ;
- Accompagner financièrement les opérateurs touristiques par le biais notamment des programmes d'appui au développement des Petites et Moyennes Entreprises évoluant dans le secteur.

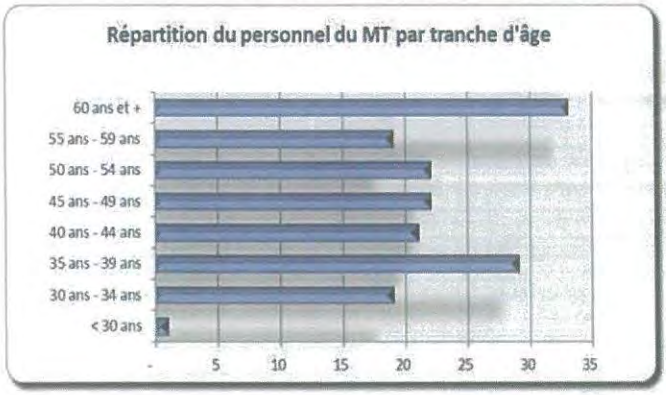
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

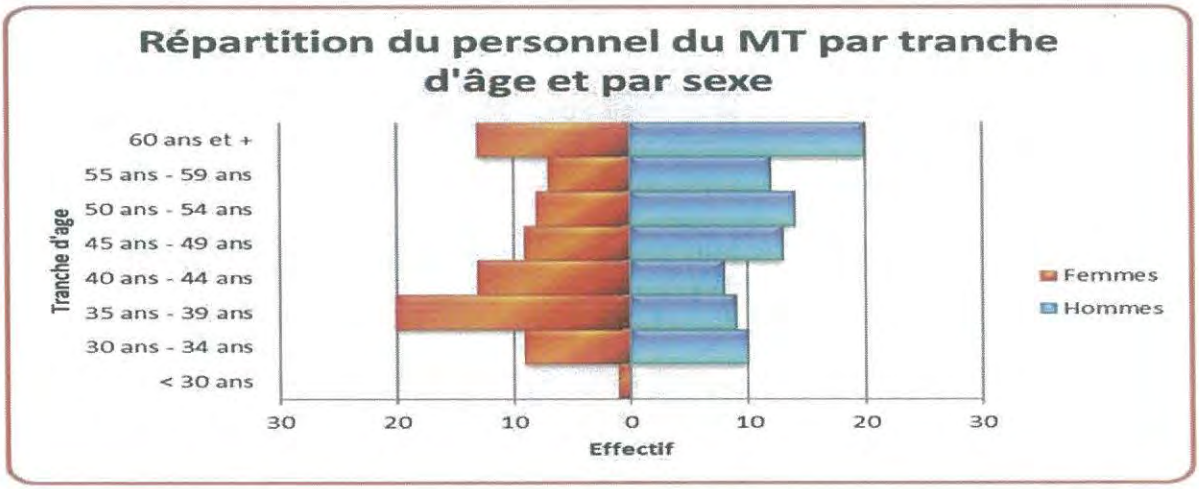
d) Situation des agents publics permanents au mois de novembre 2022

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	**86**	**80**	**166**	**47**	**8,156,500**	**49,136**
Bureau du Ministre et Direction Générale	73	60	133	51	6,583,500	49,500
Ecole Hotelière	13	20	33	43	1,573,000	47,667

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MINISTERE DU TOURISME

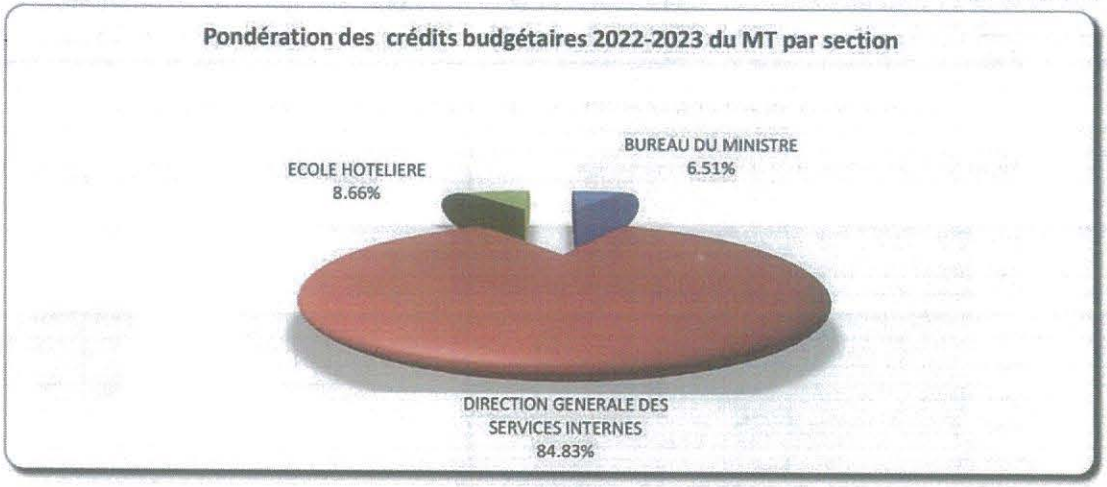


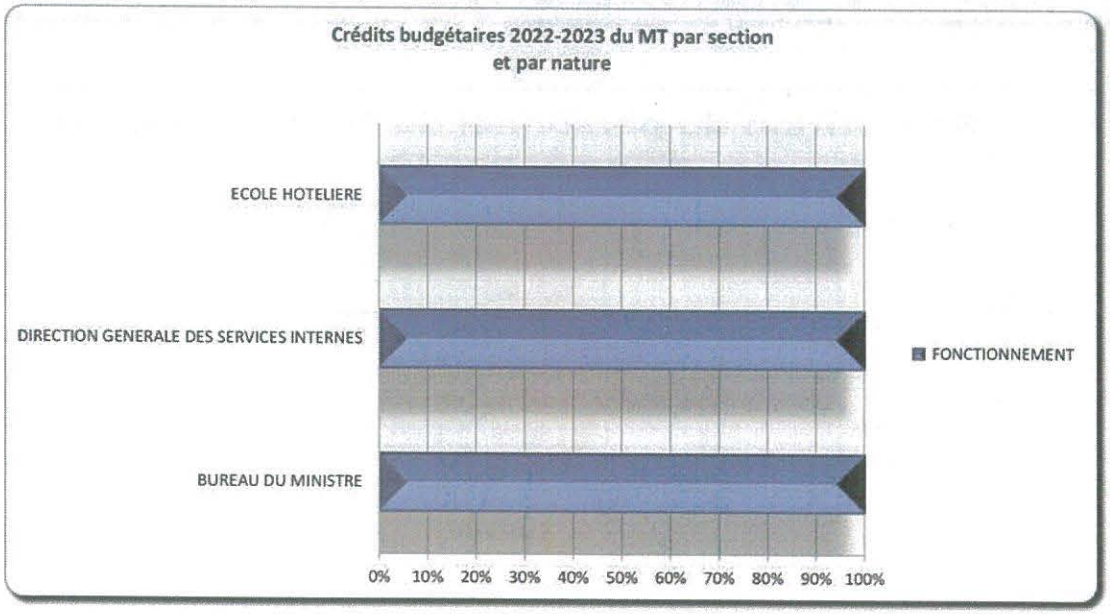


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1117 MINISTERE DU TOURISME

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1117-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	49,057,624	-	49,057,624
1117-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	214,209,097	425,000,000	639,209,097
1117-1-13-	ECOLE HOTELIERE	65,225,309	-	65,225,309
	TOTAL	**328,492,030**	**425,000,000**	**753,492,030**

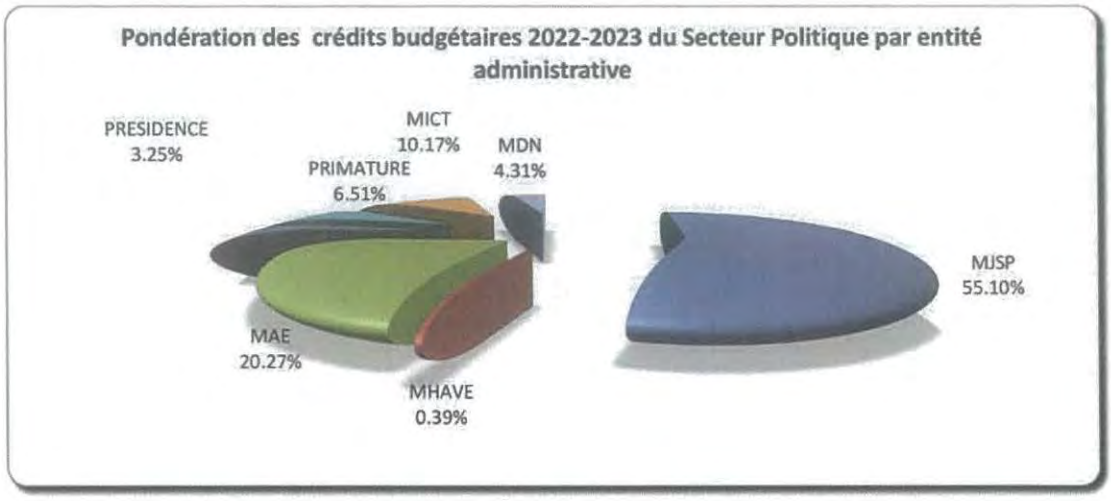


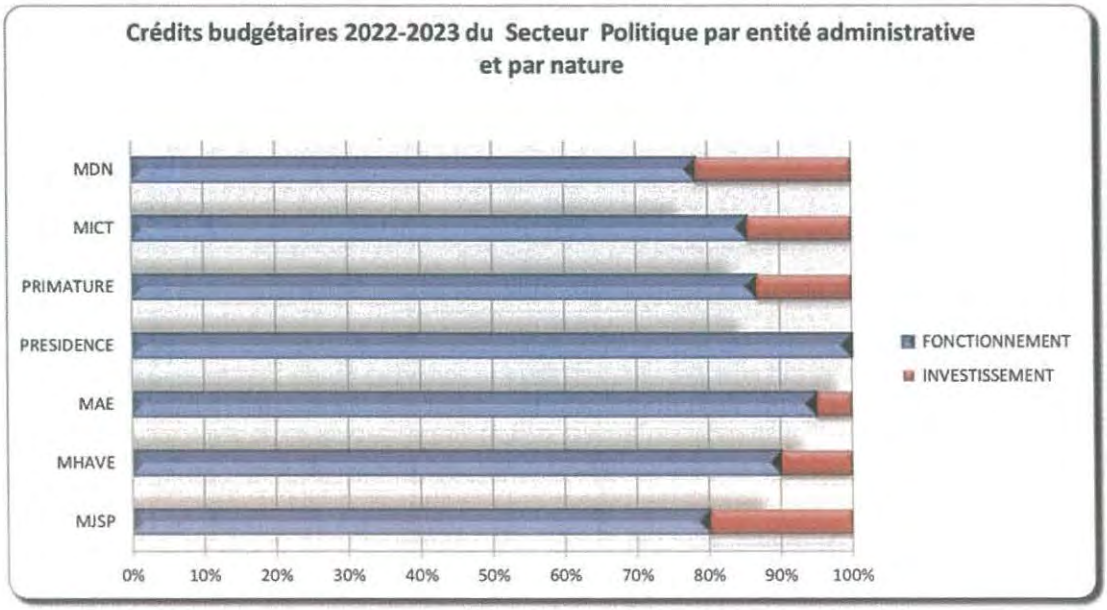


POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR POLITIQUE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

	ENTITE ADMINISTRATIVE	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1211	MINISTERE DE LA JUSTICE	23,113,488,112	5,715,308,347	28,828,796,459
1212	MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	182,962,776	20,000,000	202,962,776
1213	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	10,084,516,470	519,500,000	10,604,016,470
1214	LA PRESIDENCE	1,698,211,982	-	1,698,211,982
1215	LA PRIMATURE	2,954,915,424	450,000,000	3,404,915,424
1216	MINISTERE DE L'INTERIEUR & DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	4,550,054,233	772,117,556	5,322,171,789
1217	MINISTERE DE LA DEFENSE	1,766,545,235	490,000,000	2,256,545,235
	TOTAL	**44,350,694,231**	**7,966,925,903**	**52,317,620,134**





PRÉSENTATION ET CRÉDITS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique est créé et régi par le Décret du 28 décembre 2005. Ses principales mission et attributions sont :

- Formuler et appliquer la politique du gouvernement dans le domaine de l'administration de la justice ;
- Organiser l'institution judiciaire ;
- Préparer les projets de Loi, de Décrèt et d'Arrêté ;
- Présenter des rapports sur l'état de l'administration de la justice, sur les matières de Législation, sur la Statistique de la Justice Civile, Commerciale et Criminelle ;
- Proposer au Gouvernement des mesures ponctuelles en matière de justice et de sécurité publique ;
- Donner délégation de pouvoir et de signature conformément à la loi.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de trois (3) Directions Techniques et de quatre (4) Directions Départementales ;
- Quatre (4) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2022-2023

- Améliorer l'exécution des décisions de justice et accroitre la crédibilité de la justice ;
- Assurer le traitement égalitaire des justiciables et l'effectivité de l'indépendance du juge de l'information ainsi que la communication en matière judiciaire ;
- Améliorer les conditions de détention et respecter les droits de la personne détenue à travers la construction et la réhabilitation de prisons ;
- Moderniser les infrastructures judiciaires à travers le renforcement des capacités des cours d'appels et tribunaux de paix ;
- Renforcer le système d'état civil en modernisant le régistre civil en Haïti ;
- Renforcer les capacités de la Police Nationale d'Haïti à travers la sortie d'une nouvelle promotion et l'acquisition des matériels et équipements de police;
- Optimiser les capacités d'intervention des unités spécialisées de la Police Nationale d'Haïti en mettant l'accent sur la formation initiale et le perfectionnement des agents.

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

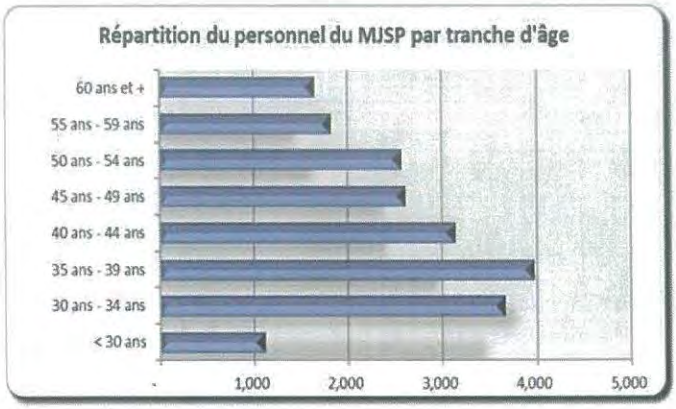
d) Situation des agents publics permanents au mois de novembre 2022

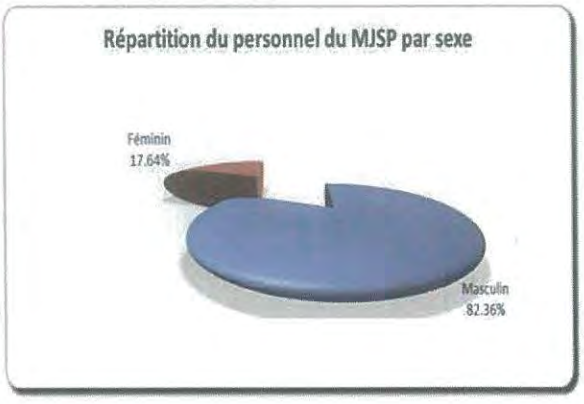
o Effectif et masse salariale

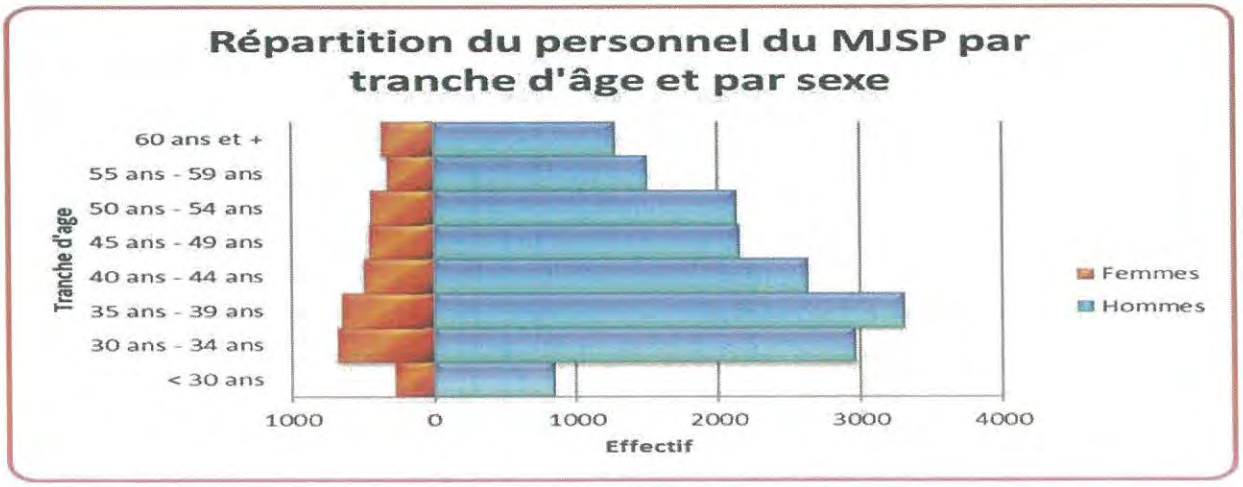
d) Situation des agents publics permanents au mois de novembre 2022
o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			*Age Moyen*	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
	Hommes	*Femmes*	*Total*			
	16,817	**3,602**	**20,419**	**47**	**840,737,260**	**41,174**
Services internes	**3,050**	**1,173**	**4,223**	**52**	**155,470,350**	**36,815**
Bureau du Ministre et Direction Générale	3,005	1,145	4,150	52	152,126,500	36,657
UCREF	26	17	43	42	1,922,450	44,708
BSESP	-	-	-	-	-	-
EMA	19	11	30	52	1,421,400	47,380
CNAL	-	-	-	-	-	-
Services techniquement déconcentrés	**13,767**	**2,429**	**16,196**	**42**	**685,266,910**	**42,311**
PNH	13,767	2,429	16,196	42	685,266,910	42,311

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MJSP



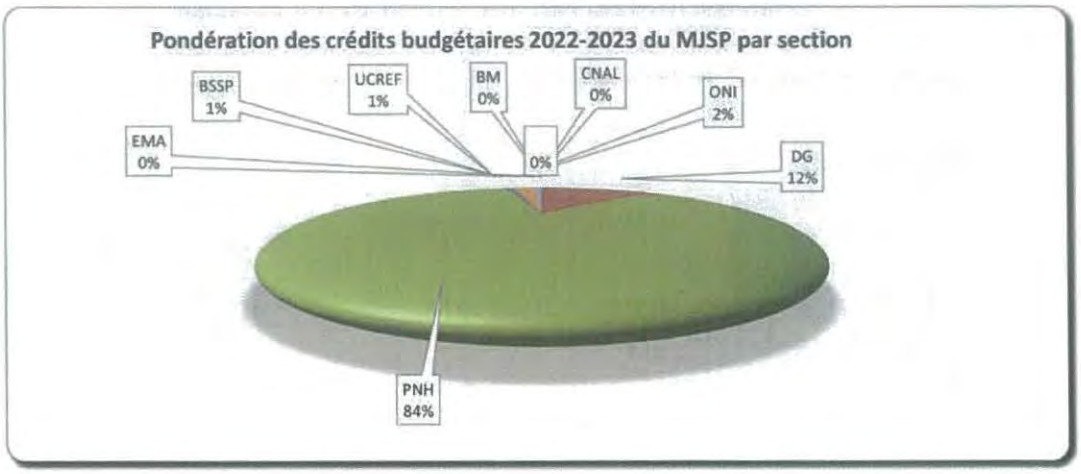


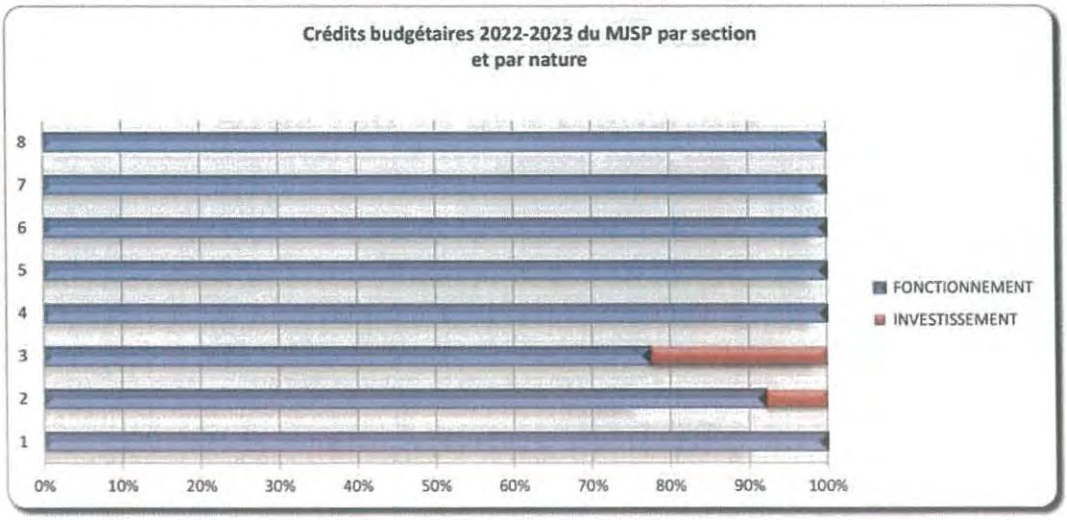


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1211 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1211-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	88,660,735	-	88,660,735
1211-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	3,143,860,777	265,308,347	3,409,169,124
1211-2-16-	POLICE NATIONALE D'HAITI	18,788,794,196	5,450,000,000	24,238,794,196
1211-1-17-	UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	131,954,932	-	131,954,932
1211-1-18-	BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE	118,087,882	-	118,087,882
1211-1-19-	OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	633,336,320	-	633,336,320
1211-1-21-	COMMISSION NATIONALE D'ASSITANCE LEGALE	108,793,270	-	108,793,270
1211-1-22-	COMMISSION NATIONALE D'ASSITANCE LEGALE	100,000,000	-	100,000,000
	TOTAL	**23,113,488,112**	**5,715,308,347**	**28,828,796,459**





PRÉSENTATION ET CRÉDITS DU MINISTÈRE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1212.- MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère des Haïtiens Vivant à l'Etranger est régi par le Décret du 16 mars 2004. Ses principales mission et attributions sont :

- Promouvoir et formaliser la plus large participation des communautés haïtiennes vivant à l'étranger au processus de développement socio-économique du pays ;
- Appuyer l'intégration des membres des diverses communautés haïtiennes déjà à l'étranger ;
- Aménager, conjointement avec les autres instances gouvernementales concernées, les structures d'accueil propices à la réinsertion des cadres qui veulent retourner au pays ;
- Formaliser et dynamiser les liens multiformes qui existent entre les diverses communautés haïtiennes vivant à l'étranger et les composantes nationales, d'une part, entre ces communautés et le gouvernement haïtien, d'autre part ;
- Créer en coordination avec les instances gouvernementales concernées, un cadre global d'investissement de ressources financières et humaines impliquant le développement des potentialités de formulation, d'évaluation et de suivi de projet ;
- Participer à la redéfinition d'une politique migratoire.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère des Haïtiens Vivant à l'Etranger est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de trois (3) Directions Techniques.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2022-2023

- Renforcer les liens entre les communautés de la diaspora et celles de l'alma mater ;
- Prendre connaissance des caractérisques et profils des migrants haïtiens dans les principaux pays d'accueil ;
- Protéger et défendre les intérêts des haïtiens résidant à l'étranger.

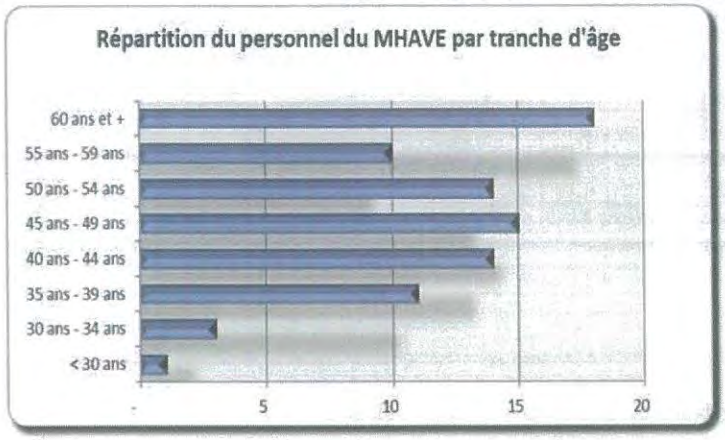
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

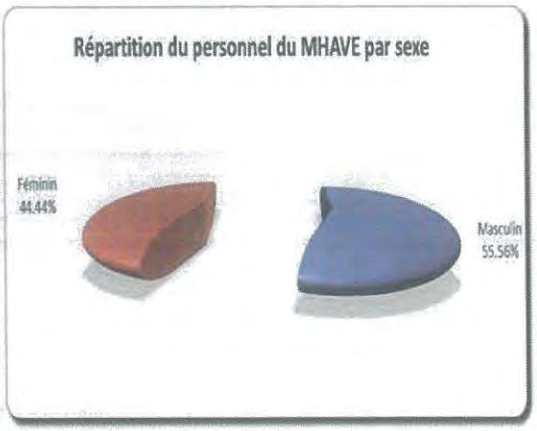
d) Situation des agents publics permanents au mois de novembre 2022

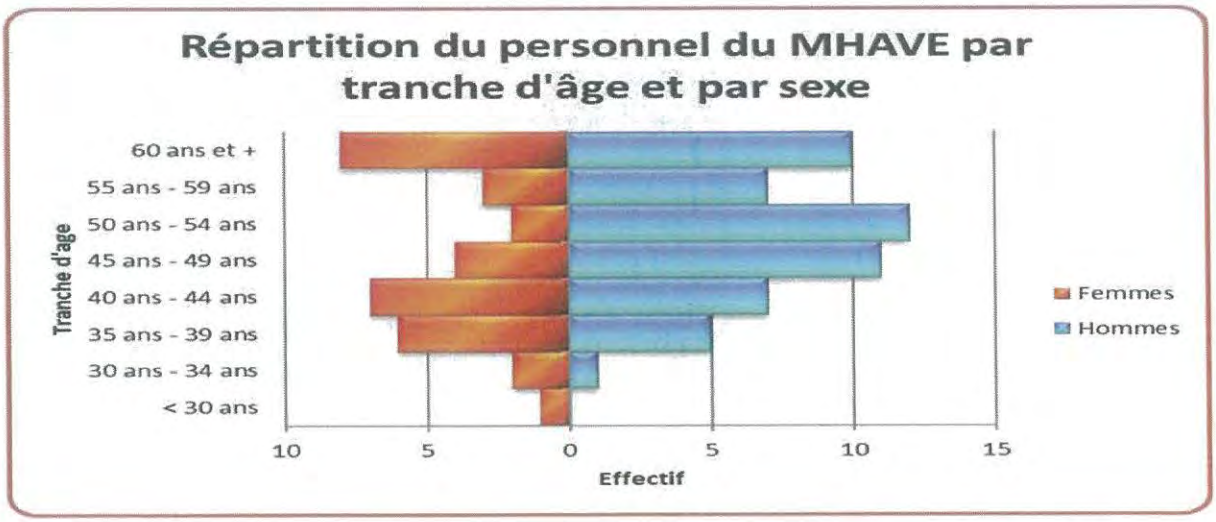
o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	53	33	86	50	4,235,617	49,251
Bureau du Ministre et Direction Générale	53	33	86	50	4,235,617	49,251

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MHAVE



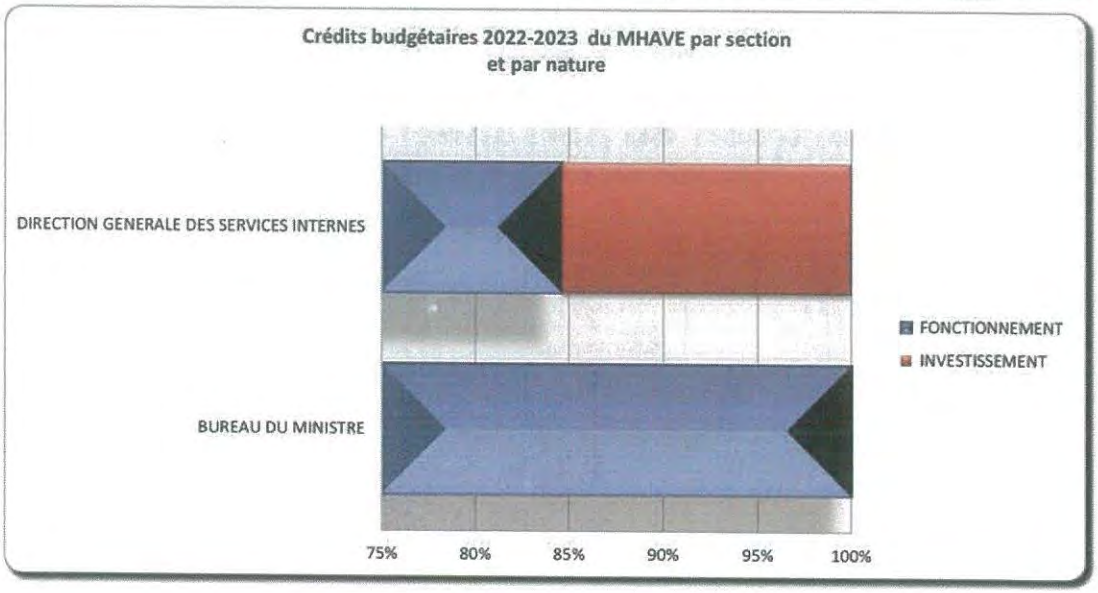




BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1212 MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1212-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	72,801,436	-	72,801,436
1212-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	110,161,340	20,000,000	130,161,340
	TOTAL	**182,962,776**	**20,000,000**	**202,962,776**



PRÉSENTATION ET CRÉDITS DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1213.- MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère des Affaires Étrangères est créé et régi par le Décret du 17 août 1987. Sa principale mission est de planifier et d'assurer la politique extérieure de la République d'Haïti.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère des Affaires Étrangères est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de huit (8) Directions Techniques;

c) Objectifs pour l'année fiscale 2022-2023

- Poursuivre la modernisation et la consolidation des approches stratégiques concernant la coopération Sud-Sud et toute la coopération internationale aux fins du développement ;
- Rationaliser les dépenses liées au fonctionnement des missions diplomatiques et consulaires en continuant avec le processus de rappel et de réaffectation du personnel ;
- Intensifier les contacts et la collaboration avec les organisations et organismes du système des Nations Unies pour le Développement ;
- Protéger et défendre les intérêts des migrants haïtiens en renforcant les capacités des missions diplomatiques et consulaires.

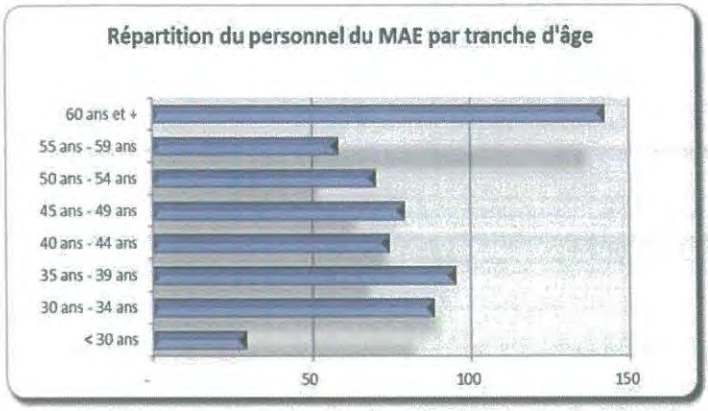
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

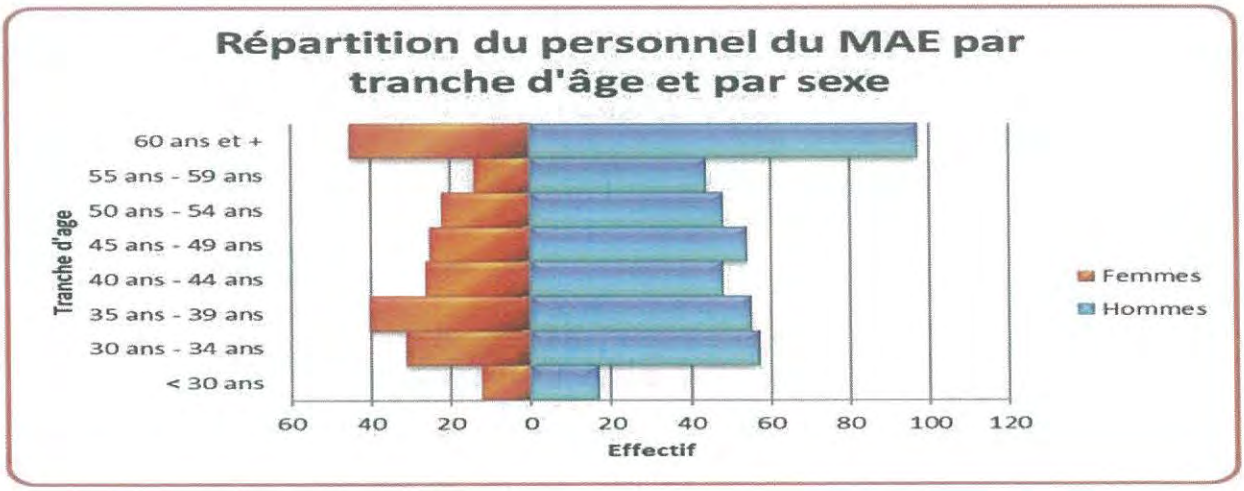
d) Situation des agents publics permanents au mois de novembre 2022

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	420	215	635	47	34,680,000	54,614
Bureau du Ministre et Direction Générale	420	215	635	47	34,680,000	54,614

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MAE

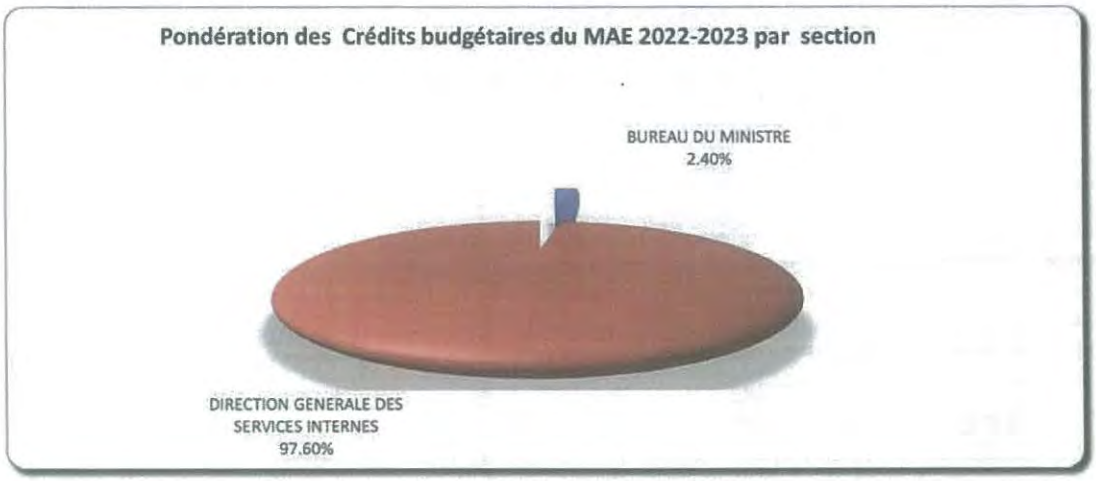


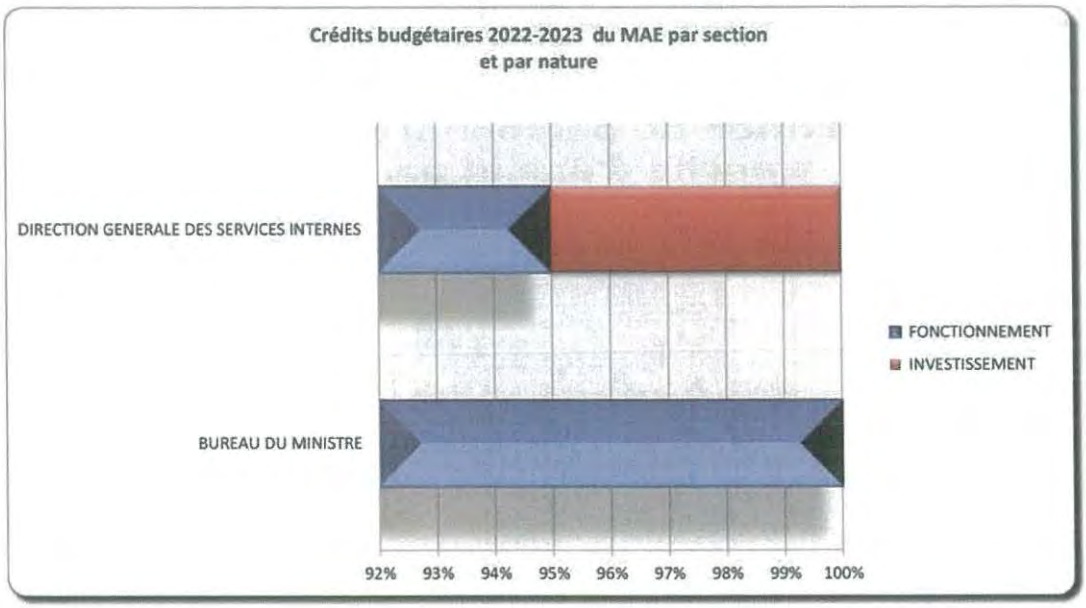


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1213 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1213-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	254,914,765	-	254,914,765
1213-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	9,829,601,705	519,500,000	10,349,101,705
	TOTAL	**10,084,516,470**	**519,500,000**	**10,604,016,470**





PRÉSENTATION ET CRÉDITS DE LA PRÉSIDENCE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1214.- LA PRÉSIDENCE

a) **Cadre légal, Mission et Attributions**

La Présidence est régie par le Décret du 6 janvier 2016. Ses principales mission et attributions sont :

- Veiller au respect et à l'exécution de la Constitution et à la stabilité des Institutions ;
- Négocier et signer tous traités, conventions et accords internationaux et les soumettre à la ratification de l'Assemblée Nationale ;
- Accréditer les Ambassadeurs et les Envoyés Extraordinaires auprès des Puissances Etrangères ;
- Recevoir les lettres de créance des Ambassadeurs des puissances étrangères et accorder l'exequatur aux Consuls ;
- Faire sceller les lois du Sceau de la République et les promulguer dans les délais prescrits par la Constitution ;
- Assurer la gestion des questions d'intendance du Président de la République et le suivi administratif de toutes les décisions qu'il aura prises ;
- Assurer la gestion administrative et financière des services de la Présidence de la République ;
- Assurer le suivi administratif de toutes les décisions, notamment, des projets de loi adoptés en Conseil des Ministres ainsi que des lois votées par le Parlement ;
- Gérer les ordres de décoration de la République ;
- Recevoir les dépôts de tous les textes à caractère officiel ou légal et s'assurer, le cas échéant, de leur publication au Journal officiel de la République quand la responsabilité présidentielle est engagée.

b) **Structure organisationnelle**

La Présidence est placée sous l'autorité du Président de la République et comprend :

- Le Secrétariat Privé du Président de la République ;
- Le Cabinet Particulier du Président de la République ;
- Le Secrétariat Général de la Présidence.

c) **Objectifs pour l'année fiscale 2022-2023**

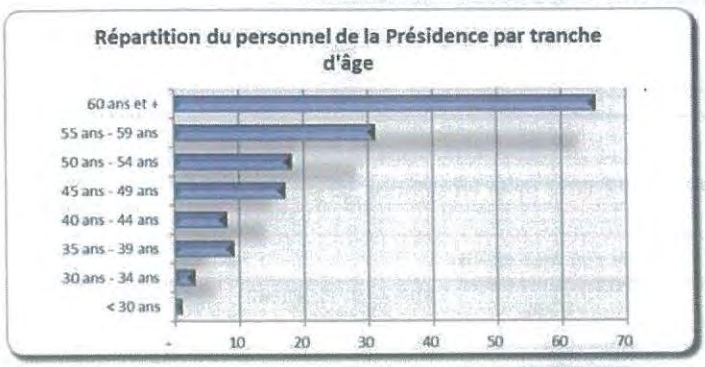
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

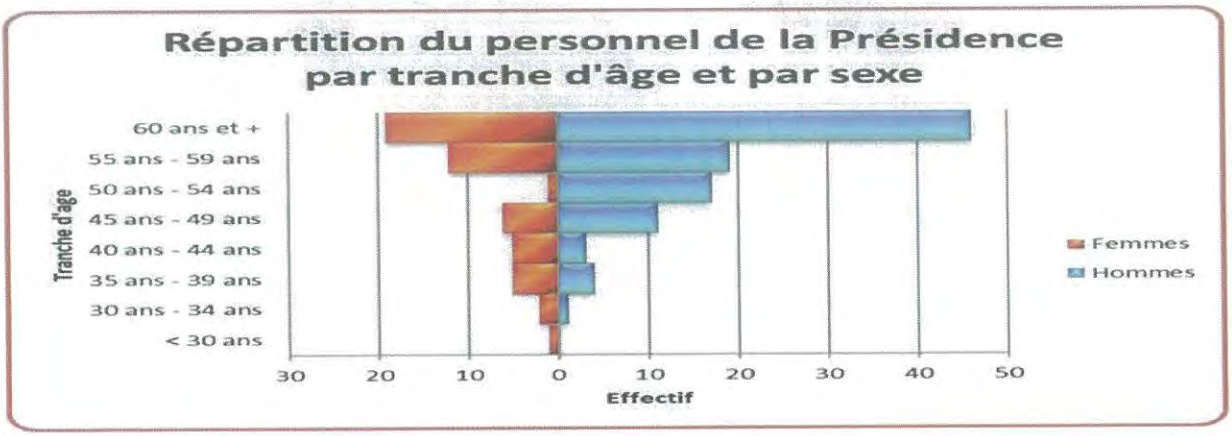
d) Situation des agents publics permanents au mois de novembre 2022

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	101	51	152	59	5,853,150	38,508

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DE LA PRESIDENCE

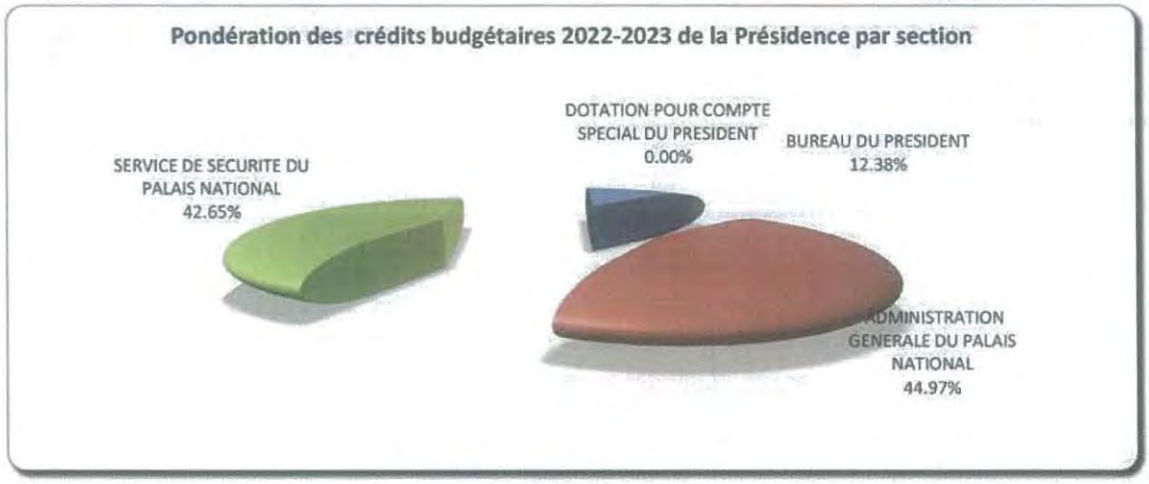


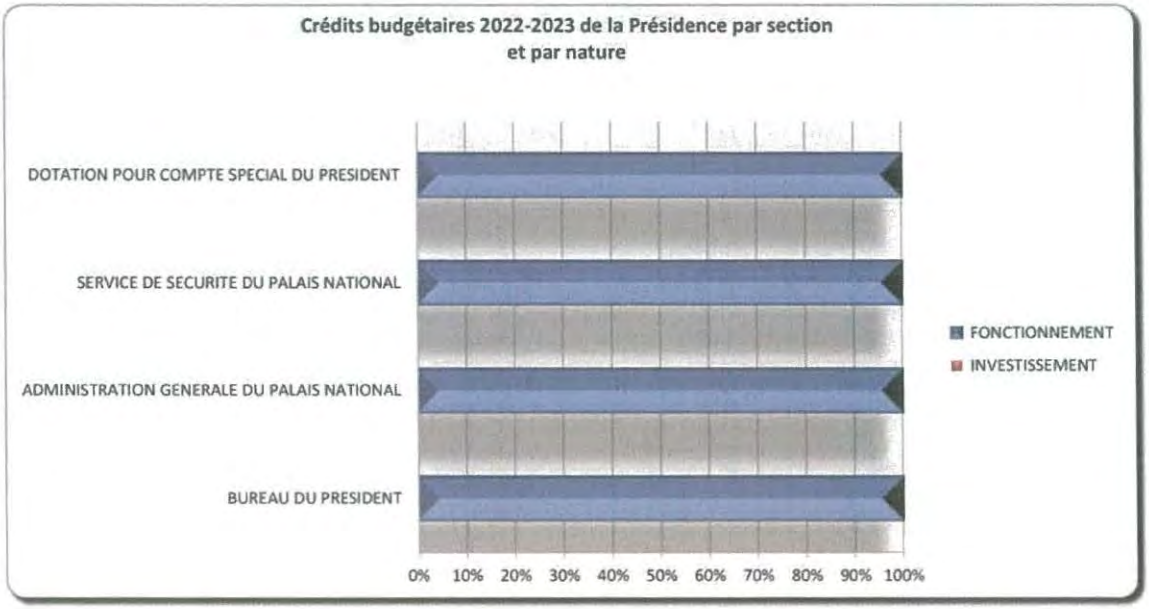


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1214 LA PRESIDENCE

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1214-1-11-	BUREAU DU PRESIDENT	210,204,858	-	210,204,858
1214-1-12-	ADMINISTRATION GENERALE DU PALAIS NATIONAL	763,651,017	-	763,651,017
1214-1-13-	SERVICE DE SECURITE DU PALAIS NATIONAL	724,356,106	-	724,356,106
1214-1-14-	DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PRESIDENT	0	-	0
	TOTAL	**1,698,211,982**	**-**	**1,698,211,982**





PRÉSENTATION ET CRÉDITS DE LA PRIMATURE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1215.- LA PRIMATURE

a) Cadre légal, Mission et Attributions

La Primature est régie par les Articles 155 à 165 de la Constitution de 1987. Ses principales mission et attributions sont :

- Réformer en profondeur l'Administration Publique, principal levier de l'Etat dans l'accomplissement de sa mission ;
- Mettre en place les mesures immédiates permettant de garantir un climat de sécurité et de justice propice au développement économique et social;
- Appliquer une politique sociale visant la satisfaction des besoins de base de la population et l'intégration nationale.

b) Structure organisationnelle

La Primature est placée sous l'autorité du Premier Ministre et comprend :

- Le Secrétariat privé du Premier Ministre ;
- Quatre Ministres Délégués et deux Organes Stratégiques ;
- Le Cabinet technique du Premier Ministre ;
- Le Secrétariat Général de la Primature ;
- Treize (13) Unités ;
- Deux (2) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2022-2023

- Assurer une meilleure coordination de l'action gouvernementale ;
- Développer la transparence dans l'action publique et stimuler une citoyenneté active ;
- Poursuivre la réforme de l'Administration Centrale à travers le renforcement des capacités d'intervention de l'Office de Management des Ressources Humaines (OMRH) ;
- Améliorer l'efficacité du système national de passation des marchés publics ;
- Renforcer l'intégration économique régionale pour le développement du pays ;
- Améliorer la gestion des carrières des agents de la Fontion Publique à travers le recrutement, la formation et la professionnalisation des ressources humaines de l'administration.

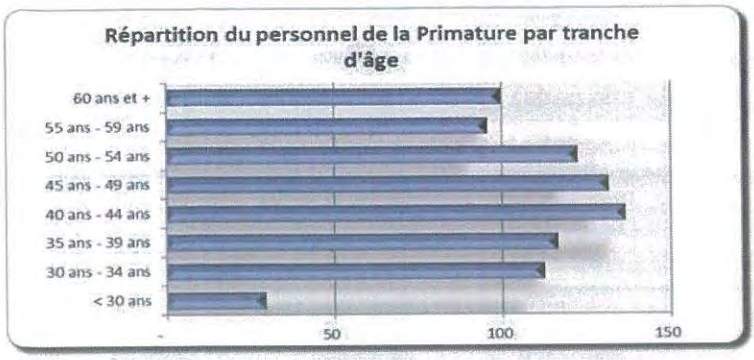
d) Situation des agents publics permanents au mois de novembre 2022

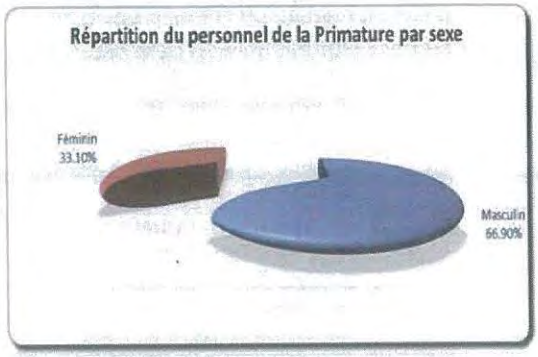
o Effectif et masse salariale

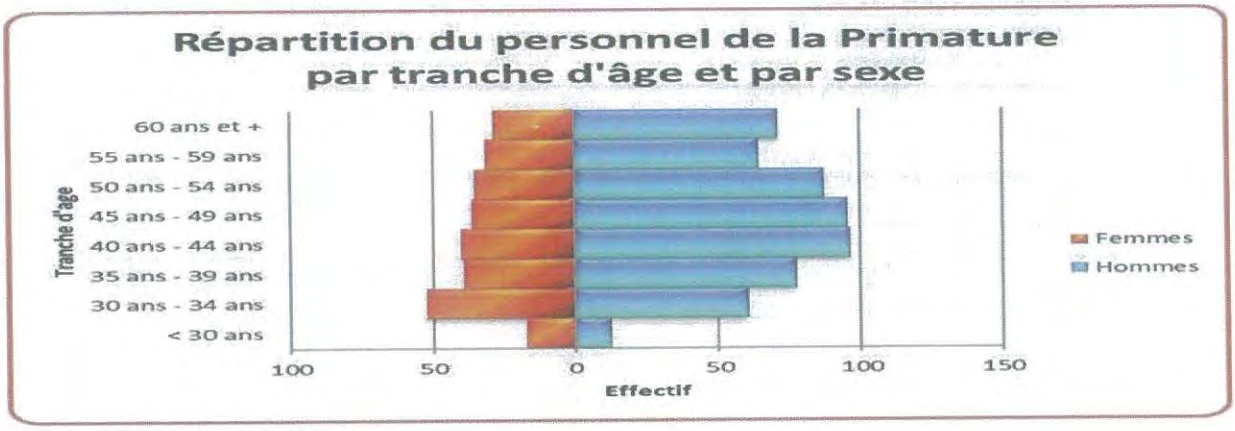
Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Saloire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
	562	278	840	46	41,698,349	49,641
Services internes	537	264	801	40	40,179,299	50,161
Bureau du Premier Ministre et Administration	423	209	632	49	29,624,600	46,874
CMEP	10	6	16	49	1,482,950	92,684
CONALD	24	20	44	43	2,470,350	56,144
BON	12	2	14	51	415,050	29,646
CNMP	57	22	79	45	5,546,549	70,209
CSPN	-	-	-	-	-	-
BACOZ	11	5	16	45	639,800	39,988
Services techniquement déconcentrés	25	14	39	52	1,519,050	59,699
CEFOPAFOP	10	6	16	54	681,800	42,613
BGMD	15	8	23	49	837,250	17,087

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DE LA PRIMATURE



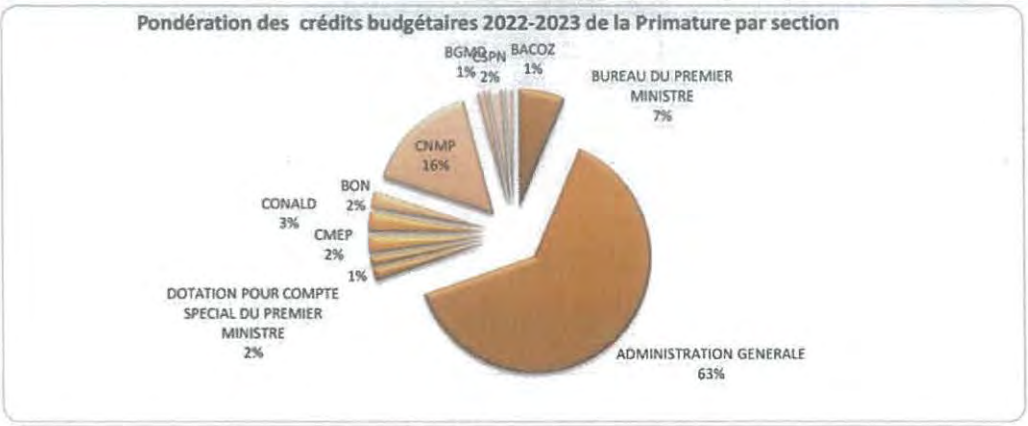


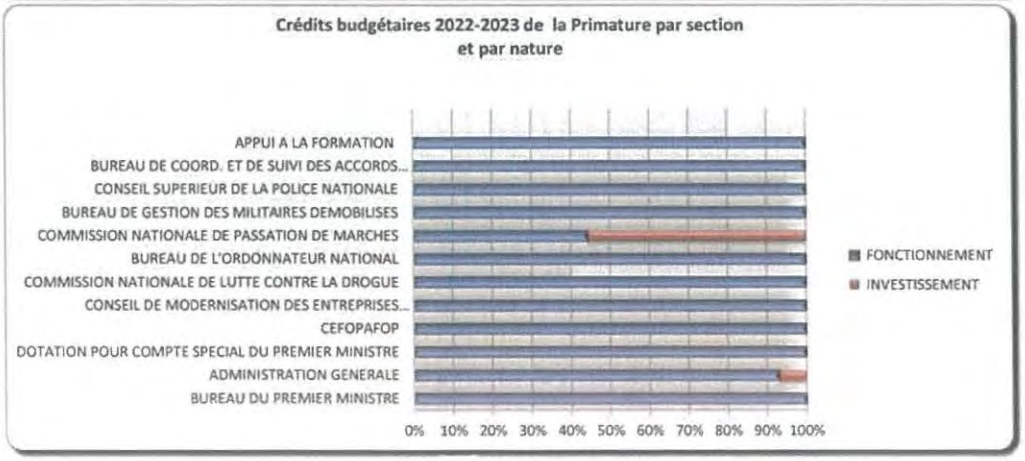


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1215 LA PRIMATURE

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1215-1-11-	BUREAU DU PREMIER MINISTRE	218,020,825	-	218,020,825
1215-1-12-	ADMINISTRATION GENERALE	2,003,676,569	150,000,000	2,153,676,569
1215-1-13-	DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PREMIER MINISTRE	59,022,651	-	59,022,651
1215-2-14-	CEFOPAFOP	44,703,356	-	44,703,356
1215-1-16-	CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	79,882,459	-	79,882,459
1215-1-17-	COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE	90,722,012	-	90,722,012
1215-1-18-	BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	77,511,849	-	77,511,849
1215-1-19-	COMMISSION NATIONALE DE PASSATION DE MARCHES	239,223,277	300,000,000	539,223,277
1215-2-20-	BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES	40,192,667	-	40,192,667
1215-1-21-	CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE	62,150,000	-	62,150,000
1215-1-22-	BUREAU DE COORD. ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA	37,233,101	-	37,233,101
1215-1-23-	APPUI A LA FORMATION	2,576,658	-	2,576,658
	TOTAL	2,954,915,424	450,000,000	3,404,915,424





PRÉSENTATION ET CRÉDITS DU MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1216.- MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales est régi par le Décret du 17 mai 1990. Ses principales mission et attributions sont :

- Concevoir, définir et concrétiser la Politique du Gouvernement en ce qui concerne la tutelle des Collectivités Territoriales, l'Immigration et l'Emigration et la Protection Civile ;
- Prendre, en matière de protection civile, toutes les mesures de prévention et de secours que requiert la sauvegarde des populations, notamment en cas de calamités publiques ;
- Veiller au respect des prescrits constitutionnels en ce qui a trait aux garanties individuelles et aux droits fondamentaux ;
- Veiller à l'exécution des lois et mesures visant à garantir la sécurité intérieure de l'Etat, tout en tenant compte des garanties constitutionnelles ;
- Veiller à l'application des lois et mesures sur l'Immigration et l'Emigration.

b) Structure organisationnelle

Le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de Cinq (5) Directions Techniques.
- Deux (2) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2022-2023

- Valoriser les initiatives et les projets des collectivités haïtiennes en matière d'aménagement de leurs territoires et de fournitures de services publics, notamment à travers les fonds locaux destinés à l'aménagement des communes des dix (10) départements du pays ;
- Améliorer les finances locales et la capacité de gestion des collectivités territoriales ;
- Contribuer à l'amélioration de la gestion des frontières haitiennes ;
- Renforcer les capacités de gestion des délégations et vice-délégations dans les dix (10) départements du pays ;
- Mettre en place le dispositif de mitigation de risques et un système de protection des populations vulnérables contre les catastrophes naturelles à travers le renforcement des capacités d'intervention du Système National de Gestion des Risques et Désastres.

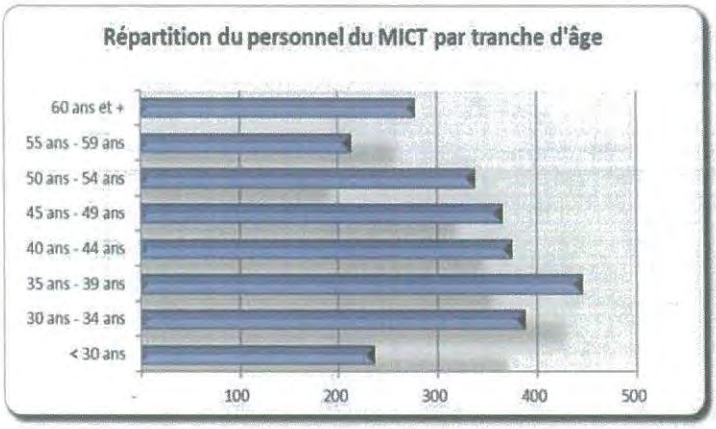
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

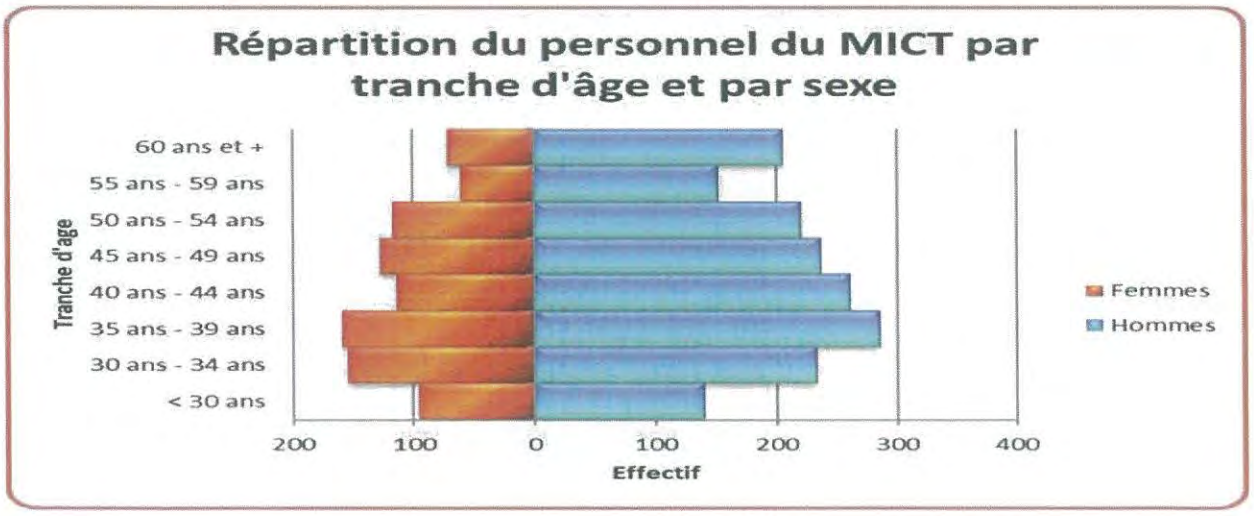
d) Situation des agents publics permanents au mois de novembre 2022

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
	1,737	893	2,630	47	137,400,500	52,244
Bureau du Ministre et Direction Générale	1,736	893	2,629	47	137,298,600	52,225
OSMH	-	-	-	-	-	-
Protection Civile	1	-	1	49	101,900	2,080

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MICT

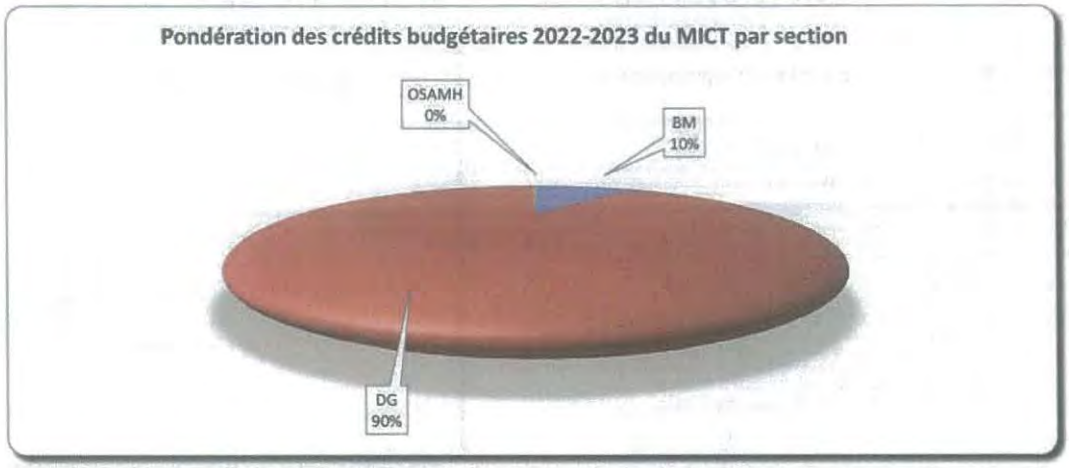


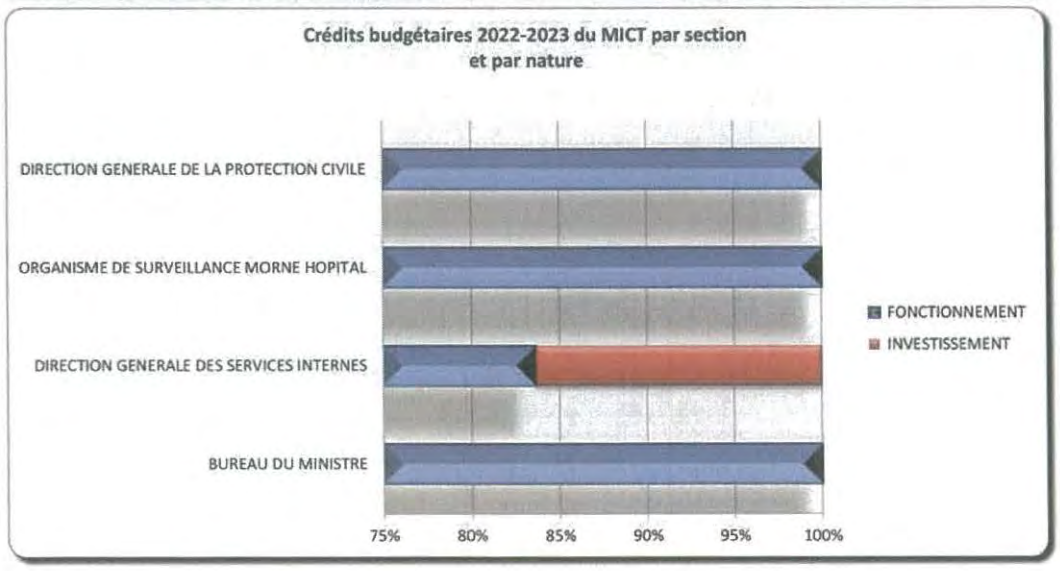


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1216 MINISTERE DE l'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1216-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	521,566,058	-	521,566,058
1216-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	3,951,153,958	772,117,556	4,723,271,513
1216-1-15-	ORGANISME DE SURVEILLANCE MORNE HOPITAL	12,969,921	-	12,969,921
1216-1-18-	DIRECTION GENERALE DE LA PROTECTION CIVILE	64,364,296	-	64,364,296
	TOTAL	**4,550,054,233**	**772,117,556**	**5,322,171,789**





PRÉSENTATION ET CRÉDITS DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1217.- MINISTÈRE DE LA DEFENSE NATIONALE

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère de la Défense Nationale est régi par le décret du 9 octobre 2015. Ses principales mission et attributions sont :

- Assurer la défense du territoire terrestre, frontalier, maritime, fluvial et aérien de la République ;
- Assurer la sécurité et l'intégrité matérielle du territoire, de la population, et contribuer à la sécurité nationale dans toutes ses dimensions ;
- Participer au maintien de la paix sur tout le territoire de la République en cas de force majeure ;
- Participer à l'élaboration et à la coordination des mesures à prendre, en cas de guerre, de troubles civils ou de catastrophes naturelles ;
- Veiller au développement, à la modernisation et à l'entretien des infrastructures militaires ;
- Pourvoir au respect des lois, mesures, alliances, conventions, accords, traités et autres instruments juridiques relatifs à la Défense ;
- Assurer le contrôle de la fabrication, l'achat, la vente, la distribution des armes de guerre, munitions, équipements et explosifs, sur le territoire national, conformément aux législations internationale et nationale ;
- Etablir les cartes militaires de la République ;
- Elaborer et superviser la politique de formation et d'éducation professionnelles des membres des forces de défense en vue d'assurer leur polyvalence et leur intégration ;
- Participer à l'élaboration et à la mise en oeuvre des plans nationaux de lutte contre les trafics-illicites de biens, de stupéfiants, d'armes et de personnes, la piraterie et le terrorisme, dans le cadre des accords, traités et conventions relatifs au crime transnational organisé ;
- Delivrer, s'il ya lieu, les permis de construire dans le voisinage d'un ouvrage à caractère militaire ;
- Contrôler l'acquisition, l'importation, l'exportation ainsi que l'utilisation de l'équipement et du matériel militaire ;
- Collecter et gérer toutes les informations relatives à la défense nationale ;
- Coordonner la participation des forces de défense aux tâches de développement ;
- Participer à l'organisation et à la supervision des activités du Service Civique Mixte Obligatoire (SCMO) en conformité avec les dispositions de l'article 268 de la Constitution ;
- Assurer la gestion des décorations militaires ;
- Participer à la lutte contre la cybercriminalité ;
- Participer à l'organisation et à la supervision du Service Militaire en conformité avec les dispositions de l'article 268 de la Constitution ;
- Exercer toutes autres attributions découlant de sa mission en conformité avec la Constitution et la loi.

b) Structure organisationnelle

Le Ministère de la Défense Nationale est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de Quatre (4) Directions Techniques ;
- Un (1) Service Externe.

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

c) Objectifs pour l'année fiscale 2022-2023

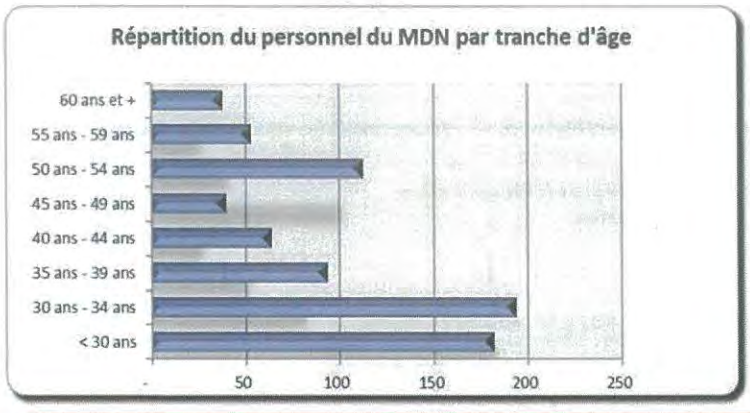
- Renforcer les capacités des Forces Armées d'Haïti en procédant à l'aménagement des infrastructures militaires ;
- Assister la population civile, en cas de catastrophes ou de situations d'urgence, notamment en renforçant les moyens destinés à la défense civile du territoire ;
- Engager les militaires des Forces Armées d'Haïti dans les opérations de nettoyage et de sécurisation de certains quartiers de la zone métropolitaine.

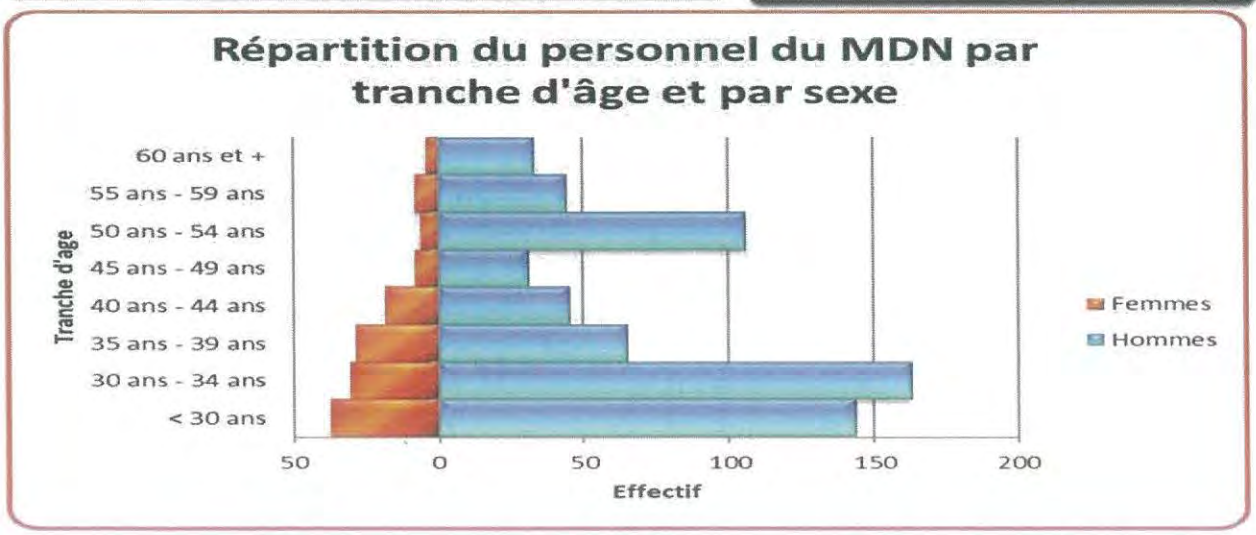
d) Situation des agents publics permanents au mois de novembre 2022

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
	631	139	512	35	20,554,550	40,146
Bureau du Ministre et Direction Générale	173	85	258	44	11,280,200	43,722
Forces Armées d'Haïti	458	54	512	35	20,554,550	40,146

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MDN

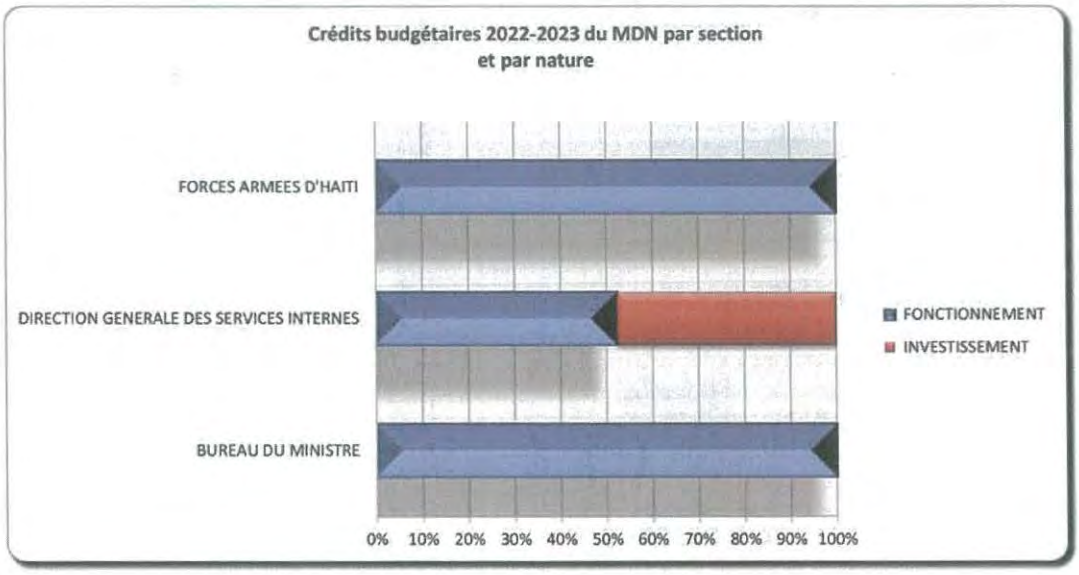




BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1217 MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

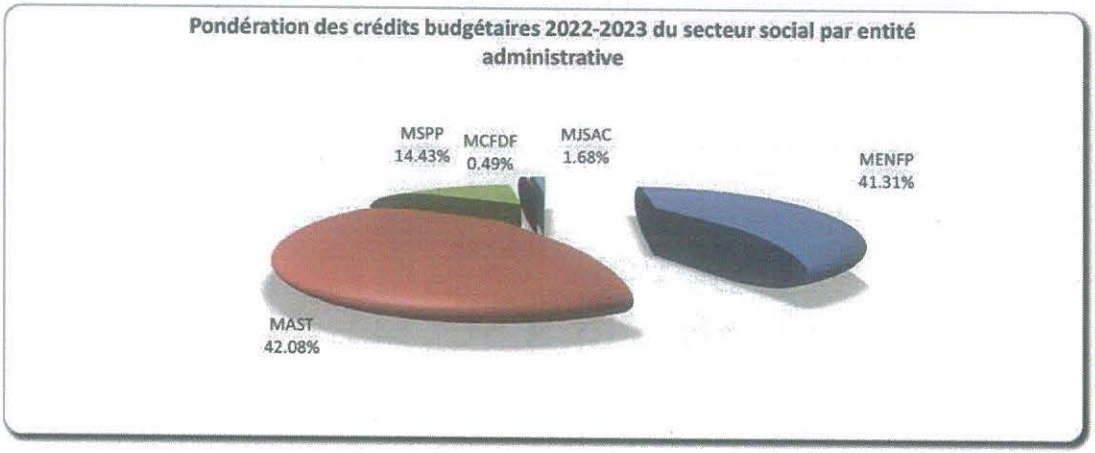
	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1217-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	141,357,966	-	141,357,966
1217-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	538,720,311	490,000,000	1,028,720,311
1217-1-13-	FORCES ARMEES D'HAITI	1,086,466,957	-	1,086,466,957
	TOTAL	**1,766,545,235**	**490,000,000**	**2,256,545,235**

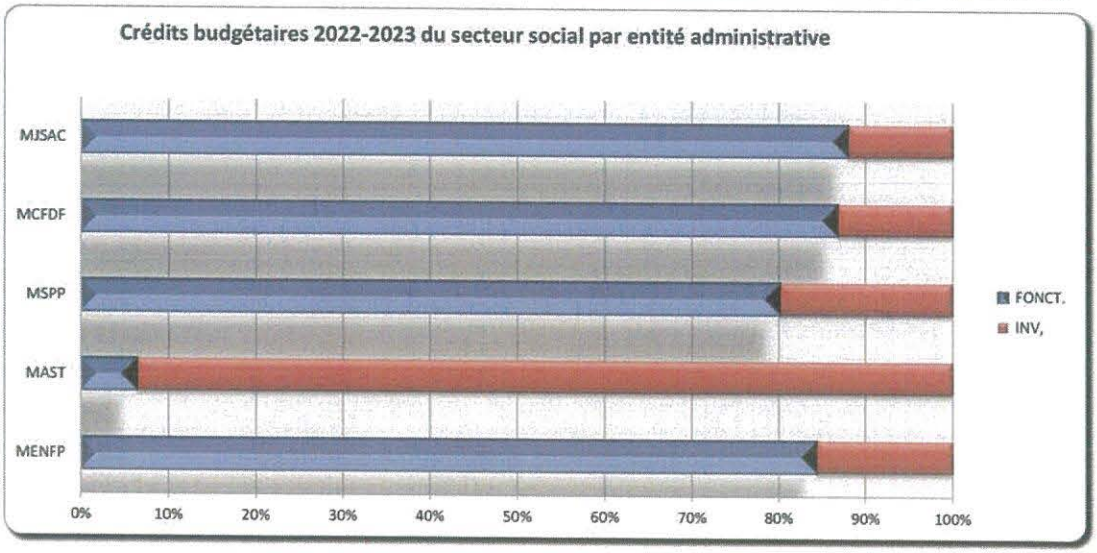


POUVOIR EXÉCUTIF
SECTEUR SOCIAL

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

	ENTITE ADMINISTRATIVE	FONCT.	INV,	TOTAL
1311	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L A FORM. PROFESS.	25,359,201,993	4,683,217,123	30,042,419,116
1312	MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	1,960,393,426	28,638,149,801	30,598,543,227
1313	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	8,412,730,719	2,083,362,452	10,496,093,171
1314	MINISTERE A LA CONDITION FEMININE	309,475,619	47,000,000	356,475,619
1315	MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE L ACTION CIVIQUE	1,075,745,129	146,500,910	1,222,246,039
	TOTAL	37,117,546,886	35,598,230,286	72,715,777,173





PRÉSENTATION ET CRÉDITS DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1311.- MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONNALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

a) **Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle est régi par le Décret du 8 mai 1989. Ses principales mission et attributions sont :

- Formuler et appliquer la politique du Pouvoir Exécutif dans les domaines de l'Education ;
- Elaborer la politique éducative nationale aux niveaux préscolaire, fondamental, secondaire et professionnel ;
- Veiller à l'application de la Politique Nationale d'Enseignement Supérieur ;
- Définir les objectifs d'enseignement et élaborer des programmes éducatifs conformes aux objectifs retenus ;
- Réaliser les activités relatives à l'administration de l'éducation notamment : la planification, la programmation, la promotion, le développement et l'application de l'éducation dans tous ses aspects et à tous les niveaux ;
- Autoriser le fonctionnement des établissements privés d'enseignement relevant de sa compétence ;
- Contrôler et évaluer les établissements d'enseignement tant du secteur public que du secteur privé ;
- Développer des programmes de recherche et d'expérimentation pédagogique ;
- Délivrer des Diplômes, titres et certificats nationaux et veiller à l'équivalence des études et à la validation des Diplômes, des Certificats et titres Etrangers avec les Organismes Nationaux Compétents ;
- Assurer la Coordination de l'assistance technique dans le domaine de l'Education.

b) **Structure Organisationnelle**

Le Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de neuf (9) Directions Techniques et de dix (10) Directions Départementales ;
- Quatre (4) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2022-2023

- Renforcer les capacités de planification, de suivi et d'évaluation du MENFP par la mise en place d'un système d'information fiable et régulièrement alimenté pour la prise de décision stratégique ;
- Établir des cartes scolaires pour les niveaux préscolaire, fondamental, secondaire et centres de formation professionnelle dans toutes les communes du pays ;
- Améliorer la gouvernance et le pilotage du sous-secteur de la formation professionnelle à travers la construction et l'installation d'équipements dans les ateliers des écoles de formations professionnelles ;
- Restructurer les curricula et programmes en fonction de la nouvelle vision éducative ;
- Assurer l'accès équitable et la participation de tous les enfants à l'éducation préscolaire et fondamentale ;
- Accroitre la part du secteur public dans les deux premiers cycles du fondamental à travers la réhabilitation d'anciennes écoles et la construction de nouvelles écoles dans les 10 départements géographiques du pays ;
- Améliorer la qualité de l'éducation et l'efficacité interne du sous-secteur fondamental par la mise en place d'un dispositif de formation sanctionnée par un diplôme des enseignants ;
- Développer et organiser des modules de formation spécifiques à l'intention des enseignants en charge des enfants non scolarisés ;

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

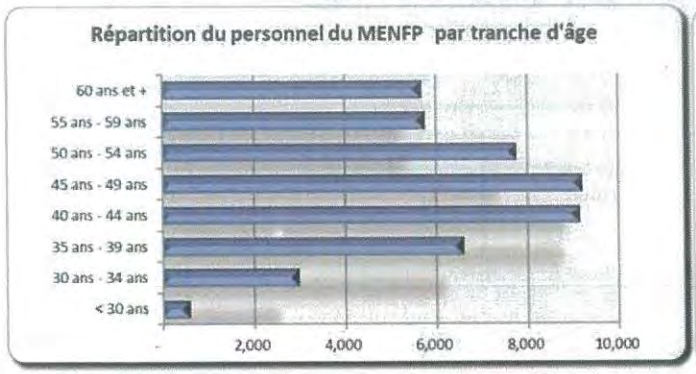
- Poursuivre la campagne de vulgarisation et sensibilisation à l'intention de tous les acteurs éducatifs et du grand public sur les initiatives liées à la scolarisation universelle et à la réforme du fondamental ;
- Améliorer les fournitures de services de cantines scolaires ;
- Améliorer la coordination des opérateurs du secteur éducatif haïtien ;
- Améliorer l'accès et la qualité de l'enseignement supérieur en région à travers le renforcement des universités publiques ;
- Développer l'alphabétisation et promouvoir l'éducation non formelle de qualité en augmentant les possibilités d'intégration des alphabétisés à la vie socioéconomique par la mise en place de nouveaux dispositifs efficaces ;
- Poursuivre la lutte contre les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire.

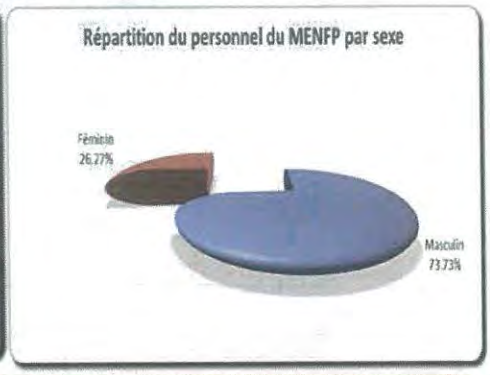
d) Situation des agents publics permanents au mois de novembre 2022

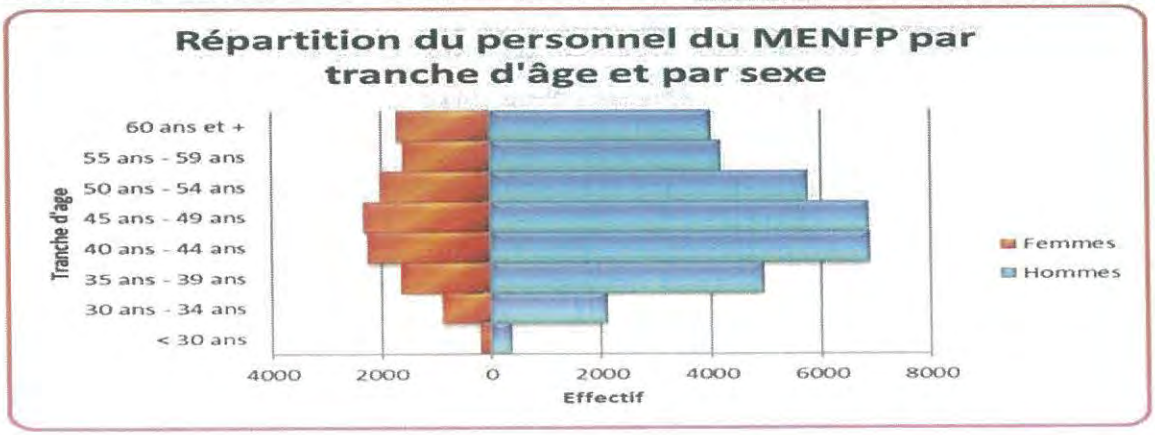
o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	35,041	12,486	47,527	46	1,445,134,150	30,407
Bureau du Ministre et Direction Générale	34,180	12,166	46,346	48	1,401,792,400	30,246
SEA	-	-	-	-	-	-
CNHCU	18	7	25	51	1,209,600	23,718
INFP	829	307	1,136	50	40,934,450	36,034
ONAPE	14	6	20	37	1,197,700	59,885

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MENFP



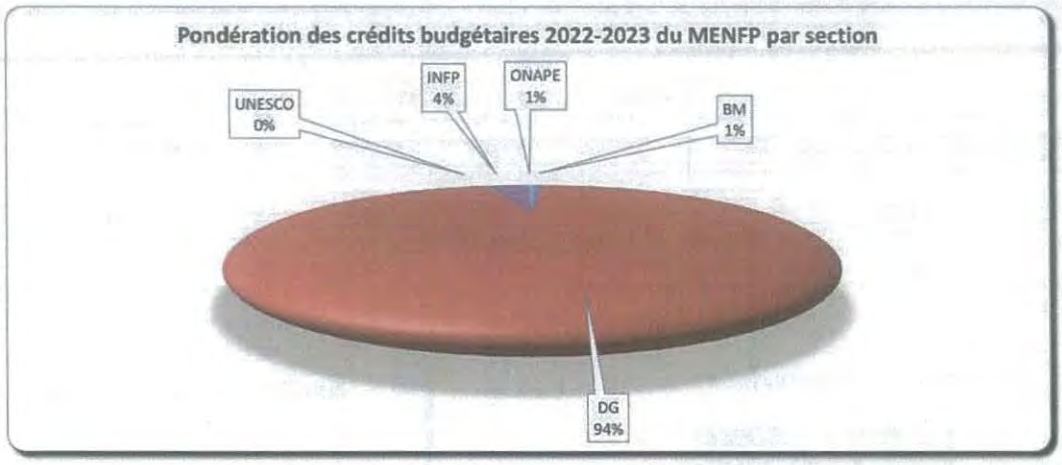


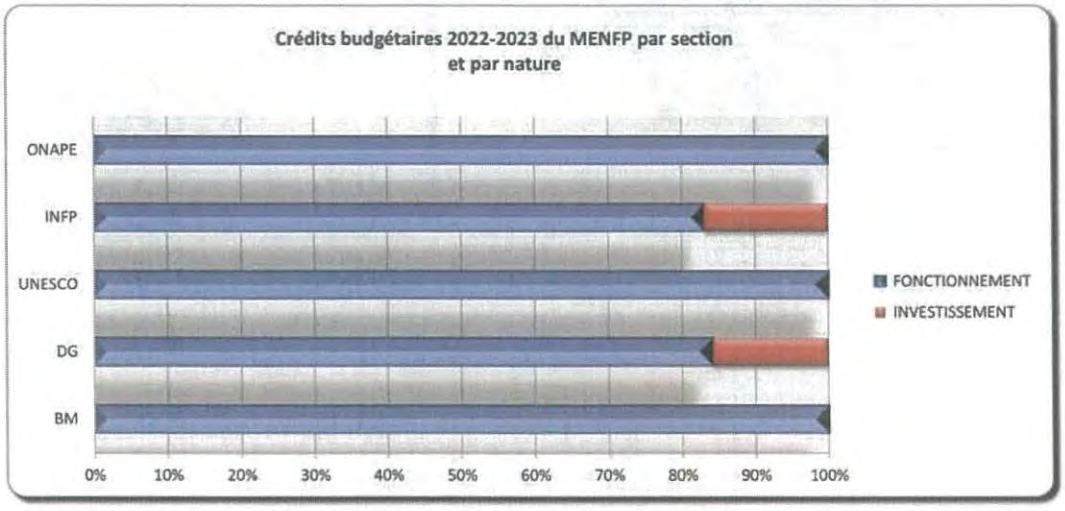


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1311 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONELLE

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1311-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	290,364,130	-	290,364,130
1311-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	23,804,816,632	4,462,627,651	28,267,444,283
1311-1-15-	COMMISSION NLE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO	47,965,244	-	47,965,244
1311-1-17-	INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE	1,082,987,602	220,589,472	1,303,577,074
1311-1-18-	OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT	133,068,384	-	133,068,384
	TOTAL	**25,359,201,993**	**4,683,217,123**	**30,042,419,116**





PRÉSENTATION ET CRÉDITS DU MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1312.- MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL

a) **Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère des Affaires Sociales et du Travail est régi par le Décret du 25 octobre 1983. Ses principales mission et attributions sont:

- Définir et exécuter la politique sociale du Gouvernement ;
- Veiller au respect de la liberté du travail et des obligations qui en découlent ;
- Assurer la protection du travailleur, tant dans le secteur formel qu'informel et l'harmonie du travail et du capital ;
- Etablir un régime approprié de sécurité Sociale contre les risques physiologiques, économiques, sociaux et autres ;
- Créer, autoriser, encourager et superviser les œuvres de prévoyance et d'assistance sociale tant publiques que privées ;
- Assurer, sur le plan Technique et Administratif, le contrôle et la supervision de toutes les institutions de Défense Sociale ;
- Entretenir des rapports avec les Organismes Internationaux de travail et d'Affaires Sociales ;
- Recommander et préparer la participation du Gouvernement aux congrès et conférences sur les affaires sociales.

b) **Structure organisationnelle**

Le Ministère des Affaires Sociales et du Travail est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques et de quatre (4) Directions Départementales;
- Quatre (4) Services Externes .

c) **Objectifs pour l'année fiscale 2022-2023**

- Poursuivre l'aide aux familles défavorisées en renforçant le programme de lutte contre la faim et l'exclusion sociale ;
- Améliorer les conditions de vie des personnes et des familles à faible revenu ;
- Mettre en place des services structurés d'accompagnement pour les personnes handicapées ;
- Renforcer les structures d'accueil et les centres d'hébergement pour la réinsertion sociale des enfants des rues et des rapatriés ;
- Améliorer l'offre de services visant le respect des personnes âgées à travers le renforcement des capacités des centres d'hébergement pour les personnes du 3ème âge.

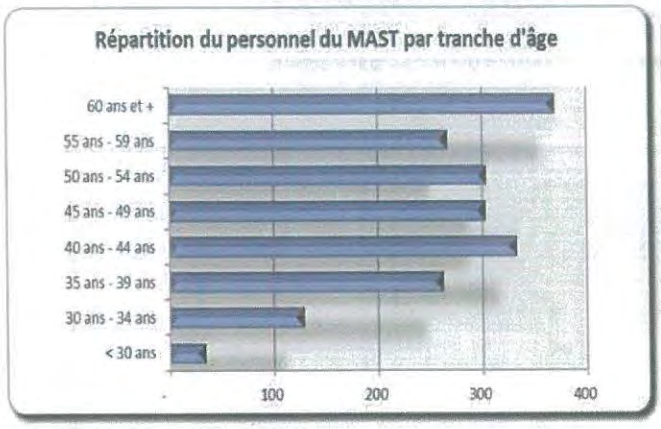
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

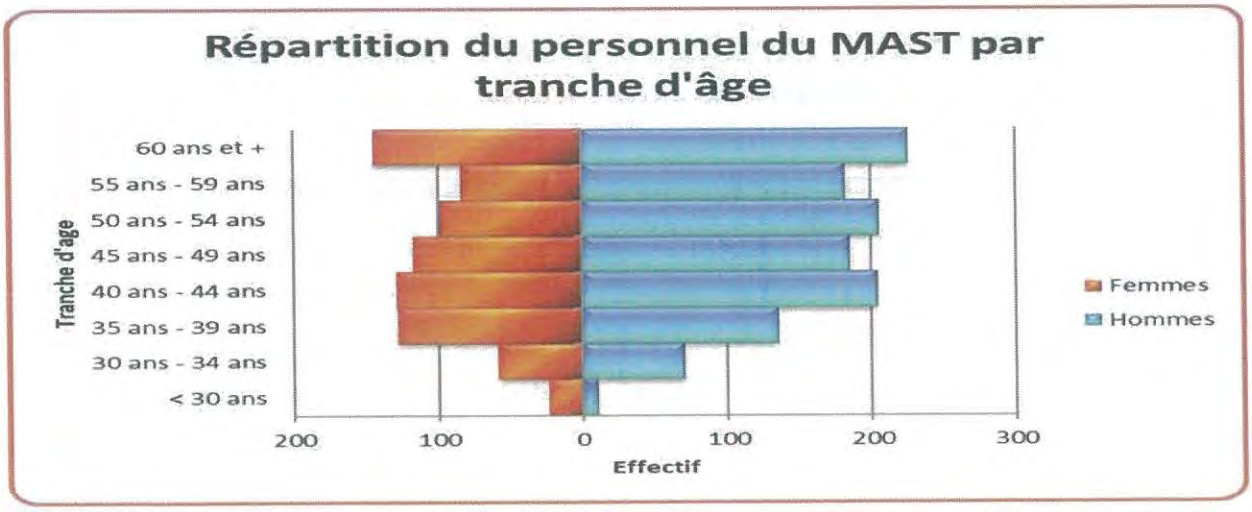
d) Situation des agents publics permanents au mois de novembre 2022

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
	1,216	779	1,995	46	81,008,250	40,606
Bureau du Ministre et Direction Générale	914	545	1,459	49	60,054,950	41,162
IBESR	79	68	147	49	6,005,700	121,551
EPPLS	83	40	123	48	5,031,200	105,293
ONM	100	103	203	42	7,568,350	181,260
SEIPH	40	23	63	44	2,348,050	37,271

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MAST

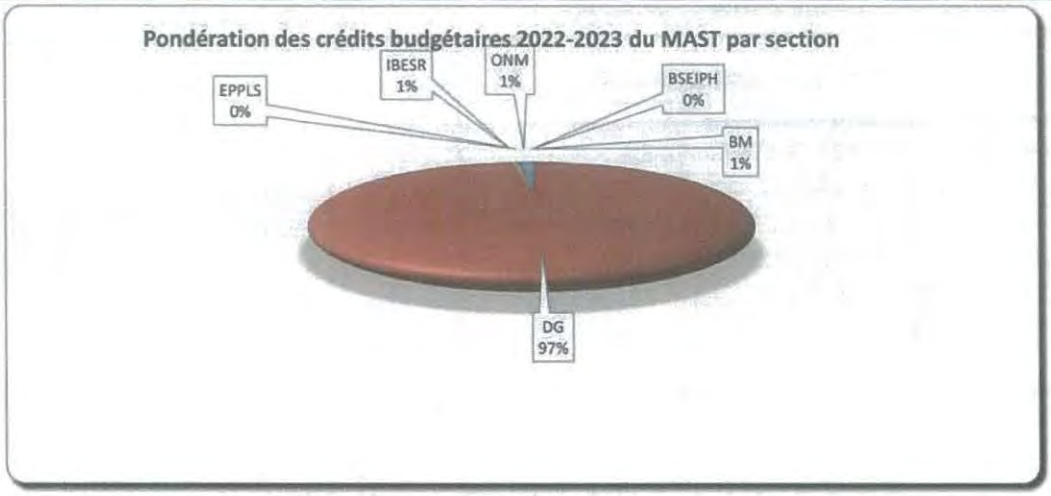


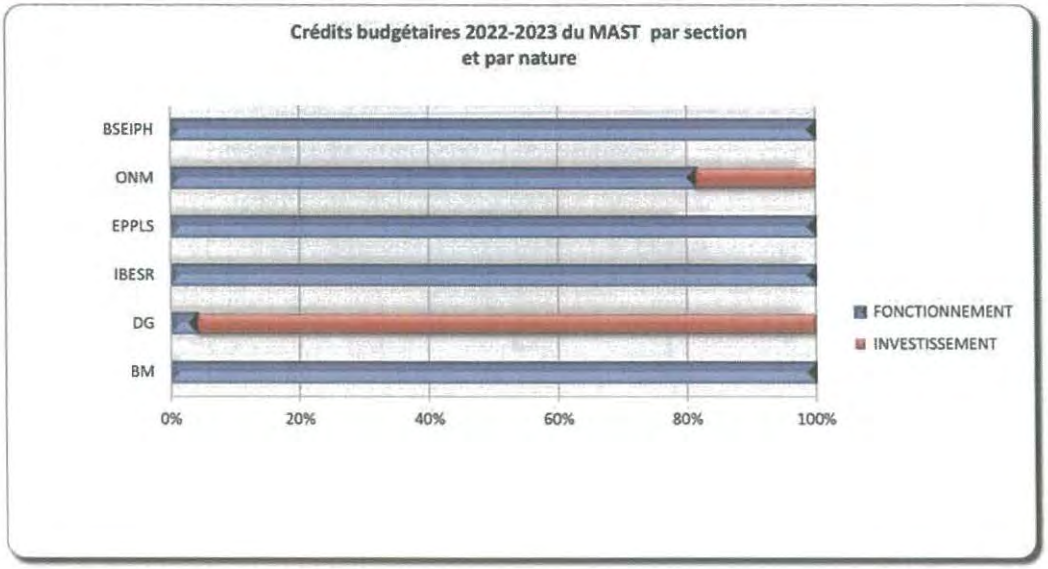


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1312 MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1312-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	163,443,482	-	163,443,482
1312-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1,228,151,089	28,588,149,801	29,816,300,890
1312-1-13-	INSTITUT DU BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES	154,362,550	-	154,362,550
1312-1-14-	E.P.P.L.S	134,534,378	-	134,534,378
1312-1-15-	OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION	219,345,346	50,000,000	269,345,346
1312-1-17-	BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT AUX HANDICAPES	60,556,581	-	60,556,581
	TOTAL	**1,960,393,426**	**28,638,149,801**	**30,598,543,227**





PRÉSENTATION ET CRÉDITS DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1313.- MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

a) **Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère de la Santé Publique et de la Population est créé et régi par le Décret du 17 novembre 2005. Ses principales mission et attributions sont :

- Concevoir, définir, concrétiser et évaluer la politique sanitaire et démographique du Pouvoir Exécutif ;
- Promouvoir et valoriser la santé individuelle et collective et entreprendre les actions nécessaires en vue de l'épanouissement progressif de la personne humaine ;
- Créer et conserver les conditions généralement quelconques susceptibles de maintenir la santé collective ainsi que l'équilibre physique, mental et social de l'individu ;
- Mettre en place un système qui garantit la prestation de soins médico-sanitaires efficaces à tous les citoyens ;
- Participer à la réhabilitation de tous les citoyens frappés d'incapacité physique ou mentale et les aider à intégrer la vie collective ;
- Coordonner, réglementer, superviser et inspecter les activités des organismes régionaux, communaux et privés dans le domaine de la santé publique ;
- Etablir les normes et spécifications relatives à la construction, la restauration ou l'agrandissement des édifices destinés à fournir des services de santé ;
- Formuler, évaluer et exécuter des plans de santé ;
- Etablir les normes techniques sanitaires et veiller à leur application en tout ce qui a trait aux aliments, à l'eau potable, aux produits pharmaceutiques et cosmétiques utilisés par l'homme ;
- Etablir les normes techniques sanitaires destinées à protéger la santé des citoyens contre les risques provoquées par certains développements agricoles, industriels ou urbains ;
- Enregistrer et contrôler les titres de professions médicales et paramédicales et s'assurer de l'exercice de toute profession ou activité en relation quelconque avec la santé ;
- Collaborer avec les associations professionnelles du monde médical et paramédical ;
- Etablir conjointement avec les autres ministères les normes techniques sanitaires relatives à l'hygiène publique, aux bâtiments et installations à l'usage de l'homme ;
- Participer avec les organismes intéressés à la lutte contre les épidémies, les inondations et autres calamités publiques ;
- Participer à toutes activités liées à des traités, conventions, protocoles, déclarations, actes, pactes, accords et autres instruments internationaux intéressant le domaine de la santé ;
- Entretenir des relations avec les organismes étrangers et internationaux compétents dans le domaine de la santé ;
- Recommander et préparer la participation du gouvernement aux congrès et conférences sur la santé ;
- Participer à l'étude, à la définition et à l'exécution de la stratégie globale de la population.

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

b) **Structure organisationnelle**

Le Ministère de la Santé Publique et de la Population est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de quatorze (14) Directions Techniques ou assimilées, de quatre (4) Unités de Coordination, de deux (2) écoles de Formation et de dix (10) Directions Départementales;
- Un (1) Service Externe.

c) **Objectifs pour l'année fiscale 2022-2023**

- Améliorer l'accès aux soins de santé à travers la construction et/ou la réhabilitation des infrastructures sanitaires;
- Renforcer la stratégie de financement basée sur les résultats (FBR) et la gestion des intrants et médicaments des institutions de santé ;
- Améliorer l'offre sanitaire régionale avec notamment la construction et la réhabilitation des infrastructures sanitaires (hôpitaux départementaux et communaux, institutions de santé, centres ambulanciers régionaux,...) ;
- Assurer la mise en oeuvre du Paquet Essentiel de Services (PES) et consolider la mise en place du programme de santé communautaire ;
- Renforcer les actions de prévention, de promotion, de l'hygiène, de l'assainissement, du réseau ambulancier national et la prise en charge des urgences ;
- Renforcer l'environnement juridique et règlementaire du secteur de la santé ainsi que le Système d'Information Sanitaire National ;
- Poursuivre la mise en oeuvre de la politque nationale de pharmacie et des médicaments ;
- Actualiser et mettre en oeuvre la politique nationale de santé ;
- Assurer la mise en oeuvre du plan national de vaccination et la riposte au Coronavirus ;
- Assurer la mise en oeuvre du plan national de vaccination contre le Choléra.

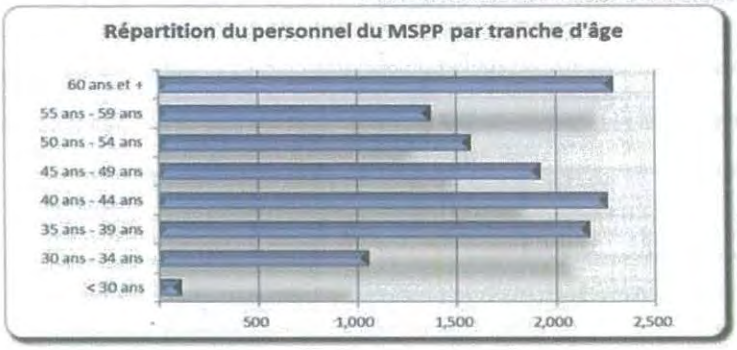
d) **Situation des agents publics permanents au mois de novembre 2022**

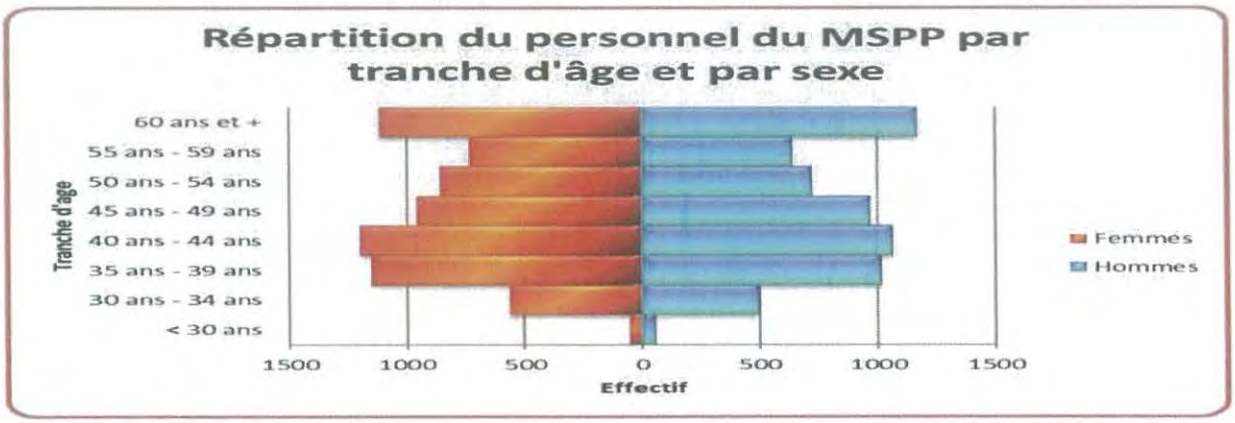
- Effectif et masse salariale

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	6,117	6,601	12,718	47	435,722,000	34,260

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MSPP

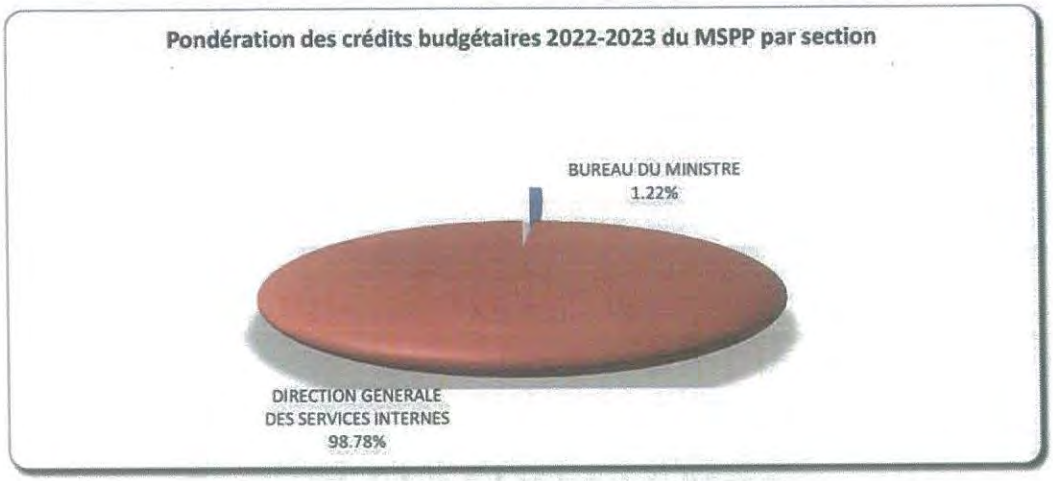


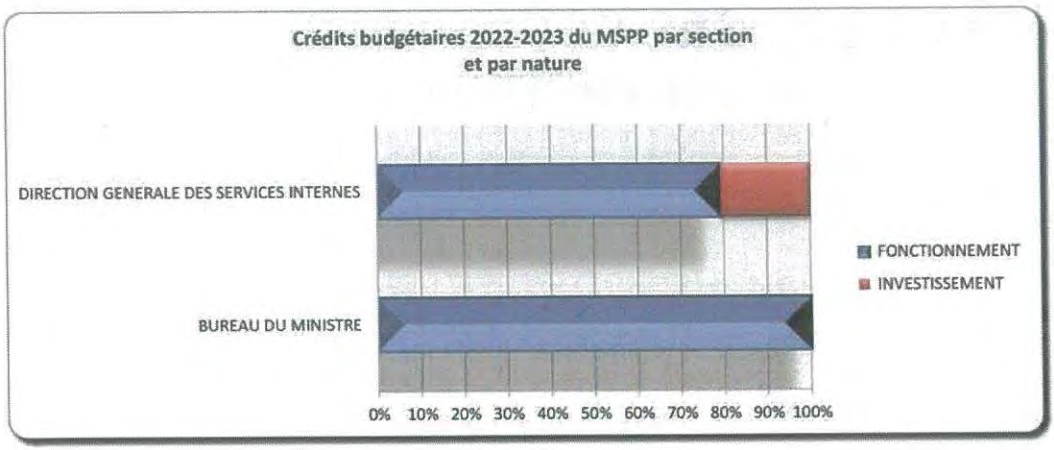


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1313 MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1313-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	124,215,965	-	124,215,965
1313-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	7,983,514,754	2,083,362,452	10,066,877,206
TOTAL		**8,107,730,719**	**2,083,362,452**	**10,191,093,171**





PRÉSENTATION ET CRÉDITS DU MINISTÈRE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DES FEMMES

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1314.- MINISTERE À LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DE LA FEMME

a) **Cadre légal, Mission et Attributions**

Le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme est créé et régi par le Décret du 14 août 1995. Ses principales mission et attributions sont :

- Définir la politique sectorielle du Ministère ;
- Orienter, diriger, coordonner, contrôler, superviser, évaluer les activités du Ministère ;
- Présenter et défendre par devant la chambre législative, les projets de loi du Pouvoir Exécutif ;
- Veiller à l'exécution des actes que le MCFDF signe et contresigne ;
- Préparer et présenter au Conseil des Ministres les rapports sur sa gestion ;
- Elaborer et présenter aux institutions compétentes les avant-projets de budget de son Ministère ;
- Exercer son pouvoir de tutelle et de contrôle conformément aux lois en vigueur ;
- Connaître et résoudre les conflits au sein du Ministère.

b) **Structure organisationnelle**

Le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de trois (3) Directions Techniques.

c) **Objectifs pour l'année fiscale 2022-2023**

- Promouvoir les droits pour l'équité de genre et renforcer la sécurité ainsi que la protection des femmes ;
- Favoriser l'insertion sociale et économique des femmes et filles mères en situation de vulnérabilité ;
- Promouvoir des opportunités économiques pour les femmes par la mise en place des mécanismes de financement des activités génératrices de revenus ;
- Renforcer les structures d'accueil dans les centres d'hébergement pour la réinsertion sociale des enfants de rues, des rapatriés et des femmes victimes de violence ;
- Organiser des campagnes de sensibilisation auprès des filles et femmes dans les milieux carcéraux et les marchés publics afin de limiter la propagation du Coronavirus et du Choléra.

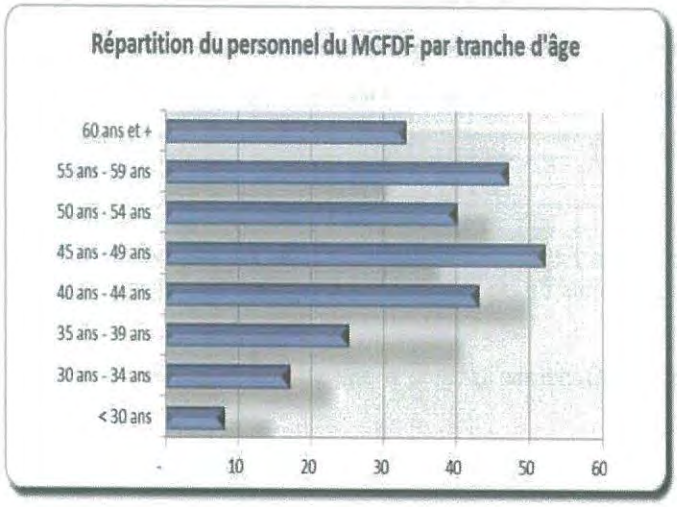
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

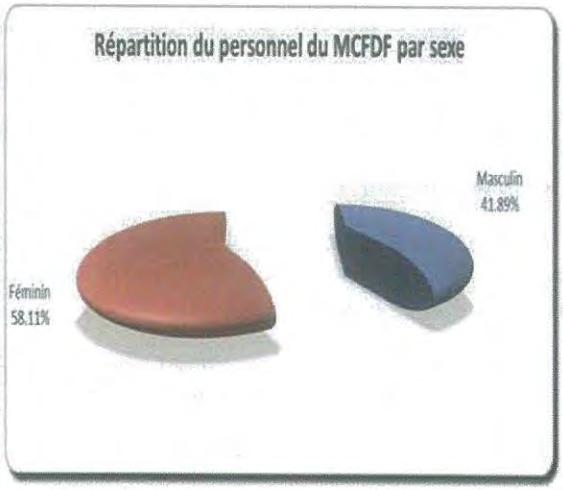
d) Situation des agents publics permanents au mois de novembre 2022

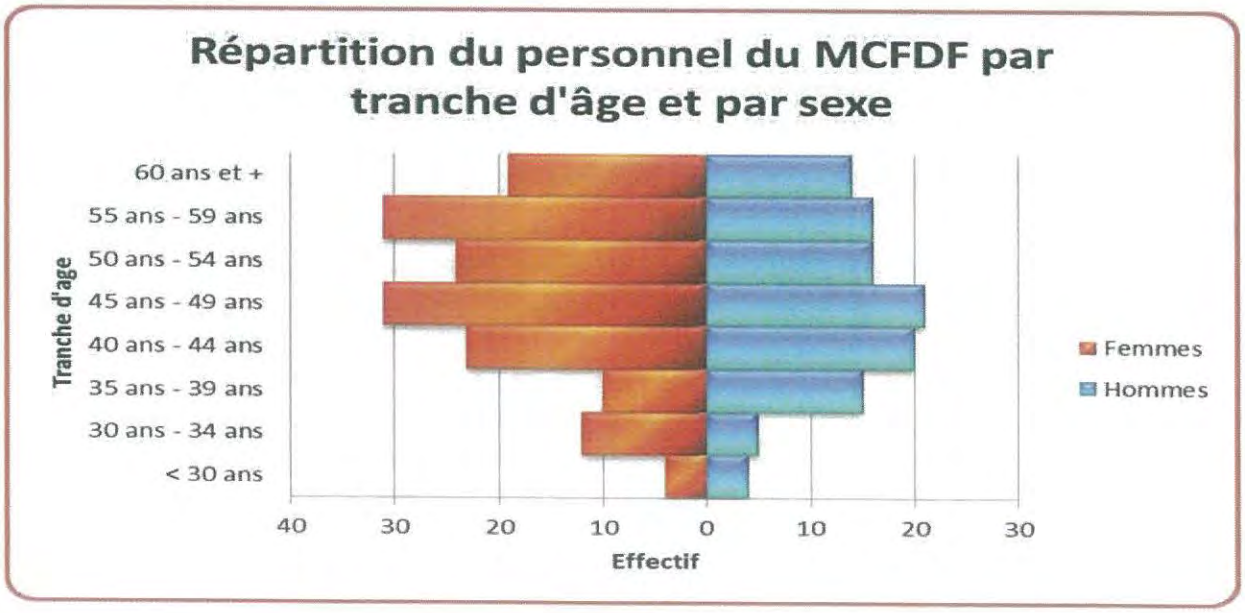
o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	**111**	**154**	**265**	**48**	**11,765,100**	**44,397**
Bureau du Ministre et Direction Générale	111	154	265	48	11,765,100	44,397

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MCFDF



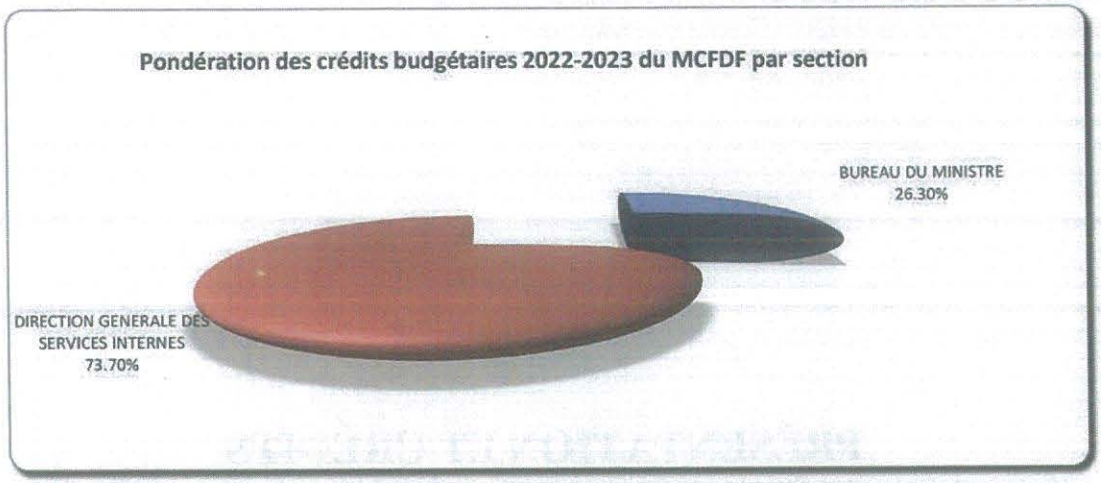


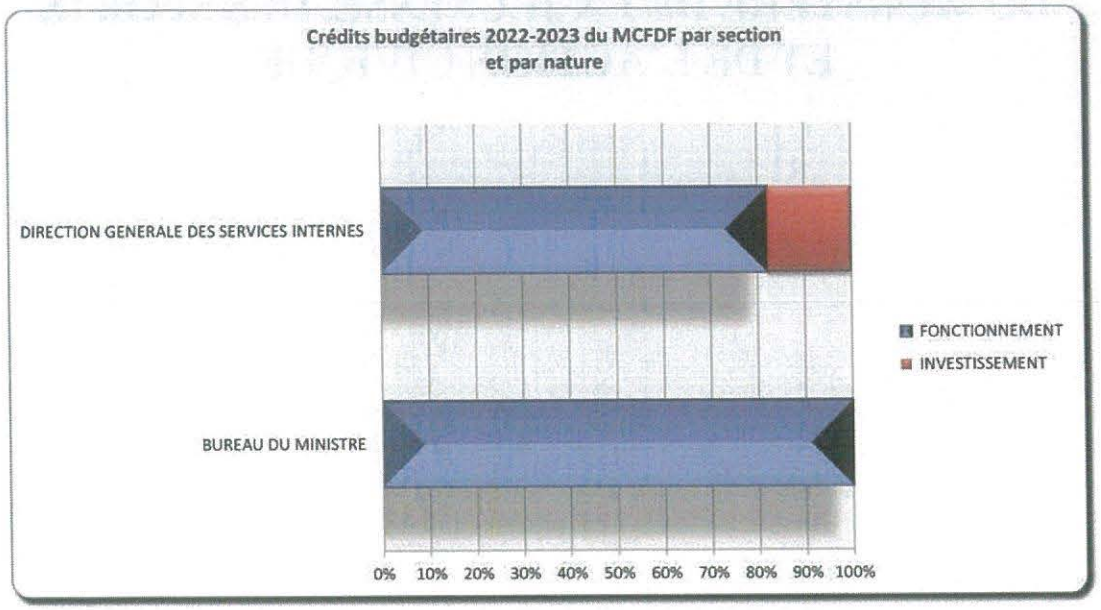


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1314 MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DE LA FEMME

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1314-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	93,756,621	-	93,756,621
1314-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	215,718,999	47,000,000	262,718,999
	TOTAL	**309,475,619**	**47,000,000**	**356,475,619**





PRÉSENTATION ET CRÉDITS DU MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1315.- MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Cadre légal : Non disponible

Les principales mission et attributions du MJSAC sont :

- Formuler la politique du gouvernement en matière de sport, de jeunesse et de civisme et mettre en œuvre cette politique ;
- Développer, coordonner et superviser les activités physiques et sportives ;
- Intégrer la culture sportive dans l'éducation à tous les niveaux ;
- Promouvoir la vie associative et l'encadrement de la jeunesse ;
- Promouvoir et participer à la formation des cadres sportifs.

b) Structure organisationnelle

Le Ministère de la Jeunesse, des Sports et de l'Action Civique est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de trois (3) Directions Techniques et de dix (10) Directions Départementales.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2022-2023

- Améliorer les conditions de pratiques du sport au niveau individuel et professionnel par l'entremise de la réhabilitation d'infrastructures sportives ;
- Promouvoir et développer le sport féminin sur tout le territoire national ;
- Mettre en place des stratégies de détection et de formation des jeunes talents sportifs en collaboartion avec les fédérations ;
- Assurer une couverture adéquate du territoire national en infrastructures sportives ;
- Lutter contre l'usage de stupéfiants et de substances psychotropes par la mise en place d'espaces d'échanges et d'épanouissement pour les jeunes ;
- Promouvoir et développer le sens du civisme et du patriotisme chez les jeunes sur tout le territoire national.

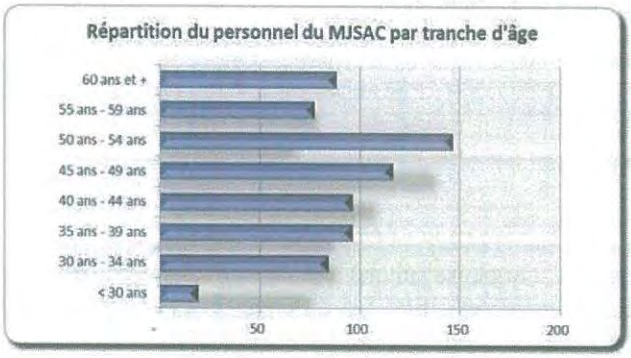
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

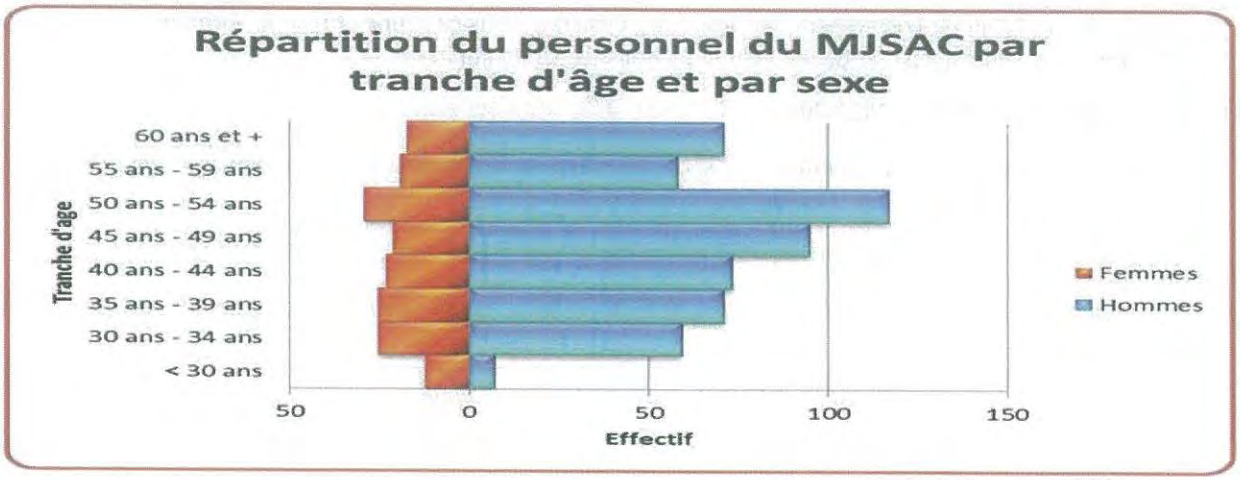
d) Situation des agents publics permanents au mois de novembre 2022

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	551	171	722	49	30,498,200	42,241
Bureau du Ministre et Direction Générale	551	171	722	49	30,498,200	42,241

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MJSAC

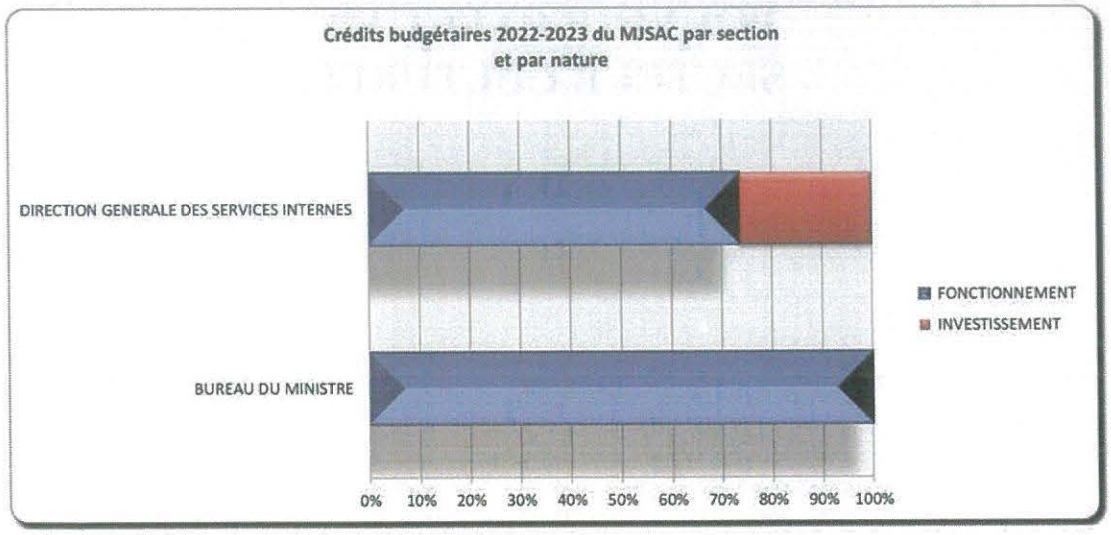




BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1315 MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE

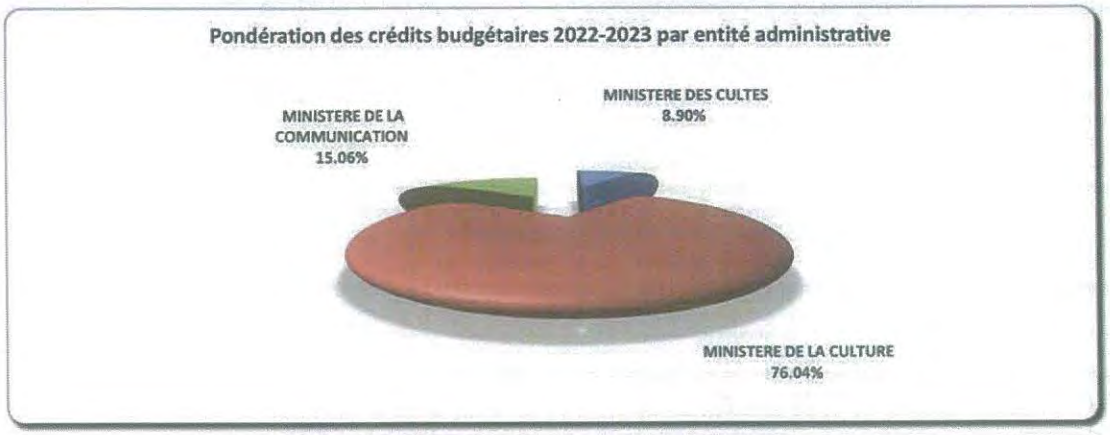
	SECTEUR	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1315-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	668,082,317	-	668,082,317
1315-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	407,662,813	146,500,910	554,163,723
	TOTAL	**1,075,745,129**	**146,500,910**	**1,222,246,039**

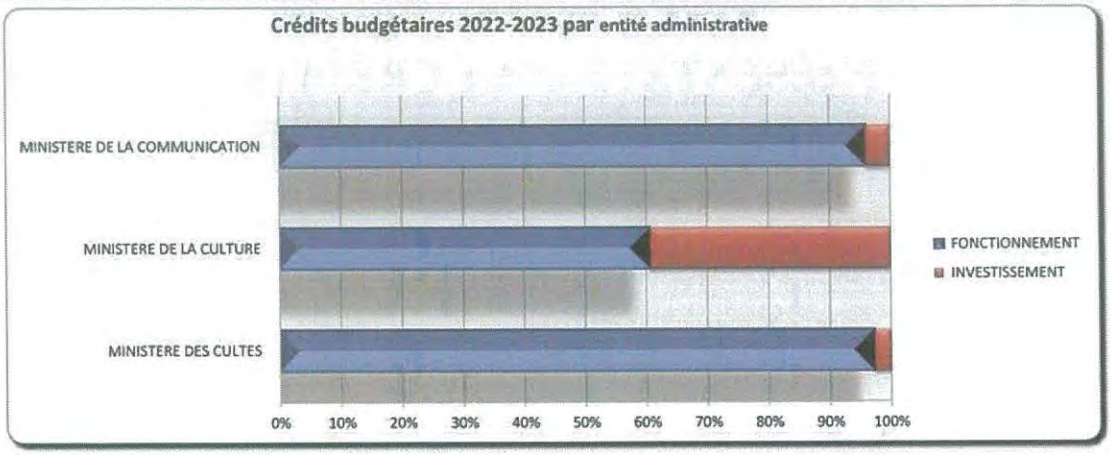


POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR CULTUREL

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

	ENTITE ADMINISTRATIVE	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1411	MINISTERE DES CULTES	358,739,775	10,000,000	368,739,775
1412	MINISTERE DE LA CULTURE	1,908,638,741	1,241,698,725	3,150,337,466
1413	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	598,796,909	25,000,000	623,796,909
	TOTAL	**2,866,175,425**	**1,276,698,725**	**4,142,874,150**





PRÉSENTATION ET CRÉDITS DU MINISTÈRE DES CULTES

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1411.- MINISTERE DES CULTES

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère des Cultes est créé et régi par le Décret du 5 août 1987. Ses principales mission et attributions sont :

- Veiller à l'exécution des lois relatives au libre exercice des divers cultes religieux ;
- Veiller aussi à l'exécution des conventions, des concordats ou des accords particuliers signés par le Gouvernement avec les églises ou toutes religions établies sur le territoire de la République ;
- Recenser et enregistrer les divers cultes, sectes, confessions, missions religieuses et églises établis dans le pays ;
- Visiter régulièrement les églises, les temples...etc et faire un relevé de leurs œuvres sociales et éducatives, en vue de leur intégration dans le plan global de développement du pays ;
- Recevoir les plaintes et les réclamations des responsables des différents cultes ;
- Mener des enquêtes et veiller à l'exécution des décisions prises.

b) Structure organisationnelle

Le Ministère des Cultes est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques et de six (6) Directions Départementales.

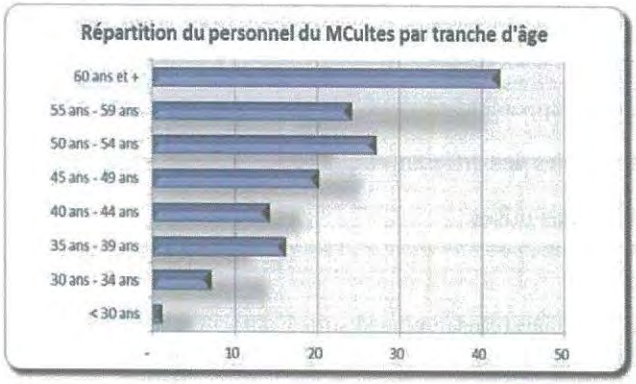
c) Objectifs pour l'année fiscale 2022-2023

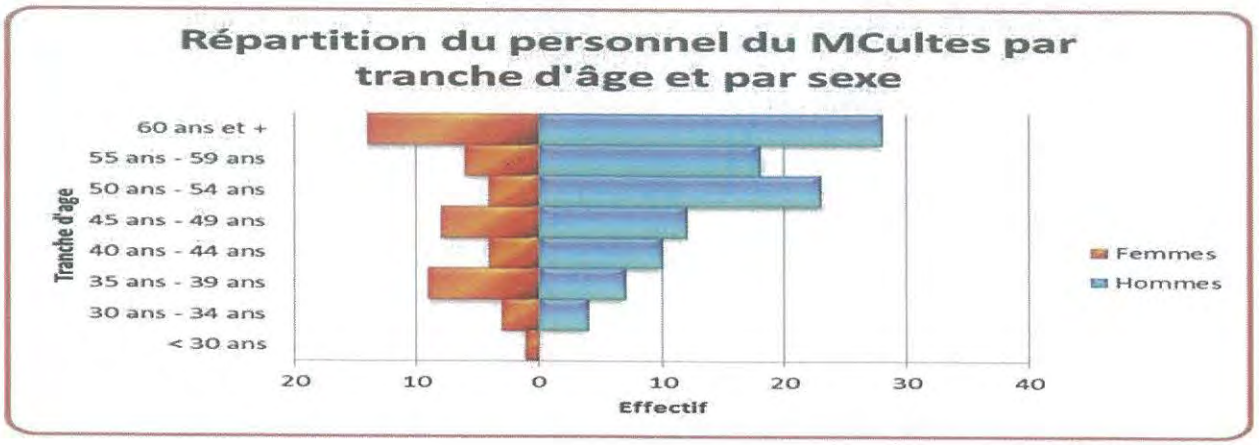
- Encourager, par des mécanismes appropriés, toutes les initiatives visant au regroupement des églises en vue d'un meilleur encadrement de la part du Ministère des Cultes ;
- Contribuer à maintenir une culture de tolérance, de paix et d'harmonie entre les diverses confessions réligieuses.

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	102	49	151	51	6,571,400	43,519
Direction Générale	102	49	151	51	6,571,400	43,519

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MINISTERE DES CULTES

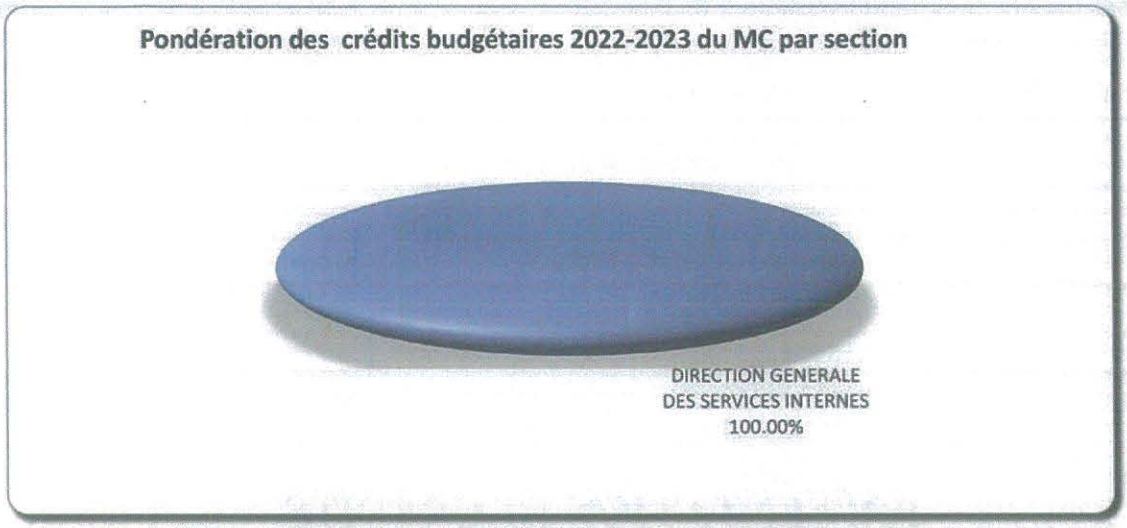


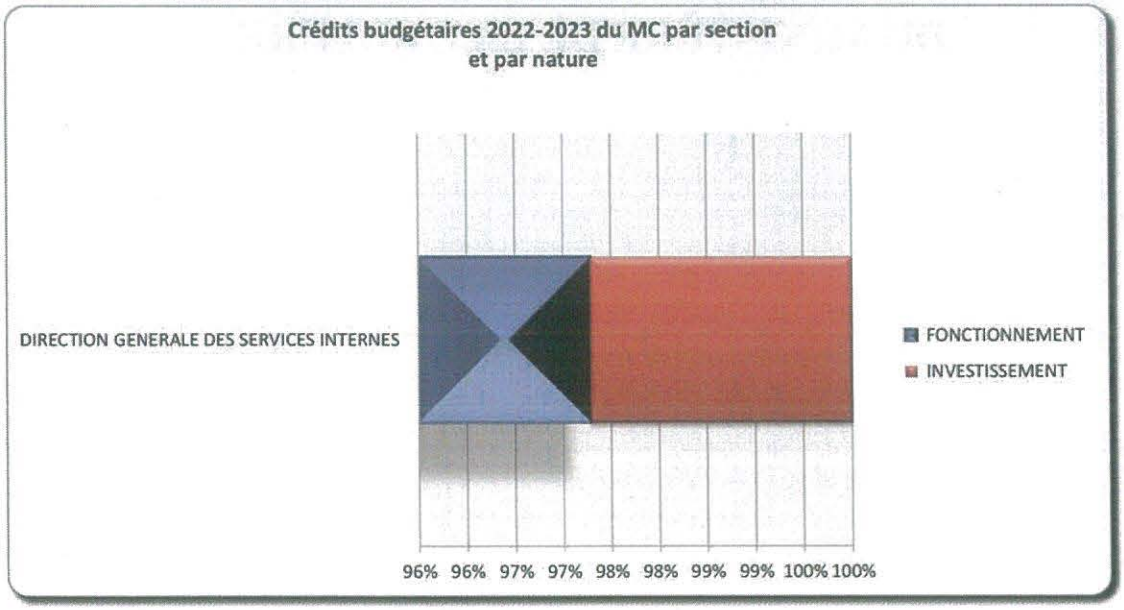


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

MINISTERE DES CULTES

SECTEUR	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	358,739,775	10,000,000	368,739,775
TOTAL	**358,739,775**	**10,000,000**	**368,739,775**





PRÉSENTATION ET CRÉDITS DU MINISTÈRE DE LA CULTURE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1412.- MINISTÈRE DE LA CULTURE

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère de la Culture est régi et créé par l'Arrêté du 16 mars 2004. Ses principales mission et attributions sont :

- Sauvegarder, conserver et promouvoir la culture nationale ;
- Préserver et conserver les traditions culturelles, les documents, œuvres et monuments qui constituent le patrimoine national ;
- Stimuler et encourager la création et la production artistique ;
- Promouvoir et diffuser la culture nationale ;
- Participer à l'éducation civique du peuple haïtien ;
- Défendre l'environnement culturel contre tout ce qui tendrait à le défigurer ;
- Encadrer les créateurs dans la défense de leurs droits d'auteur ;
- Représenter l'Etat dans toutes activités et négociations dans les domaines relatifs à la culture ;

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de la Culture est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques et de deux (2) Directions Départementales ;
- Douze (12) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2022-2023

- Protéger et valoriser le patrimoine culturel matériel et immatériel ;
- Améliorer le dispositif institutionnel et juridique en vue d'assurer une bonne régulation du secteur culturel à travers l'organisation des séances de sensibilisation et de formation en droit d'auteur dans les dix (10) départements du pays ;
- Démocratiser et décentraliser la lecture publique en Haïti à travers la réhabilitation du réseau de CLAC installé sur l'ensemble du territoire national et de la bibliothèque de Jérémie en particulier ;
- Rendre plus visibles les manifestations culturelles traditionnelles dans les dix (10) départements du pays.

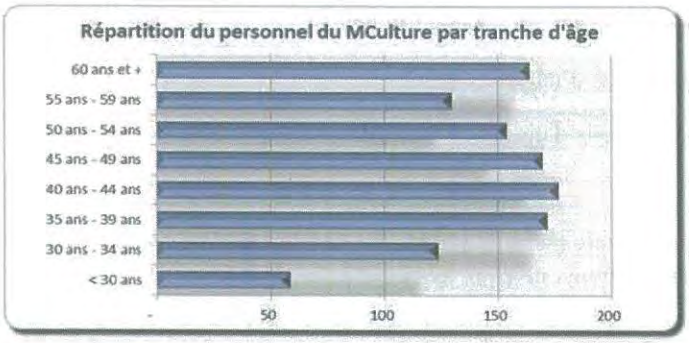
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

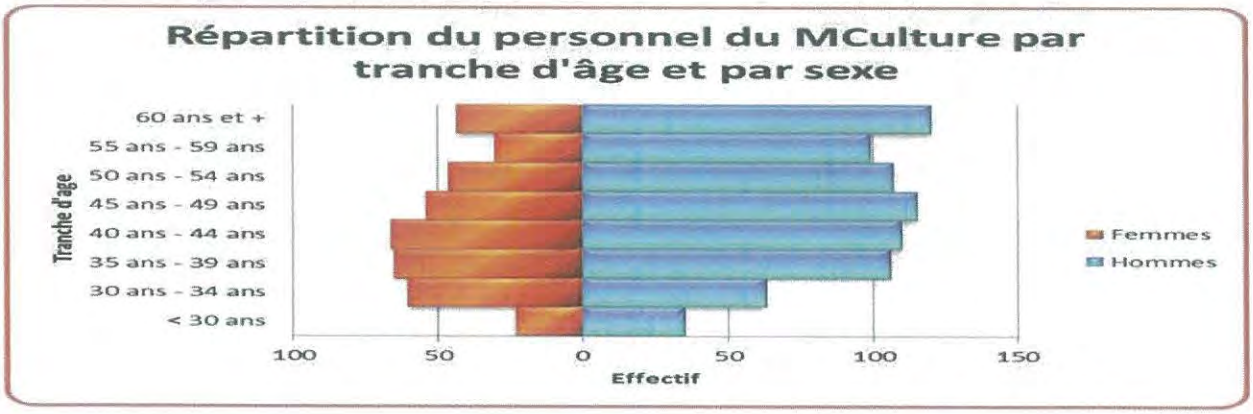
d) Situation des agents publics permanents au mois de novembre 2022

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			*Age Moyen*	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
	Hommes	*Femmes*	*Total*			
	768	**393**	**1,161**	**47**	**47,665,200**	**41,055**
Bureau du Ministre et Direction Générale	161	61	222	49	10,154,800	207,241
ENARTS	69	17	82	52	3,307,700	63,284
ISPAN	70	12	122	48	3,089,000	64,799
THEATRE NATIONAL	83	39	44	49	4,478,400	91,091
MUPANAH	33	11	35	48	1,874,900	39,005
BNE	27	8	95	46	1,514,700	32,584
BIBLIOTHEQUE NATIONALE	50	45	389	48	3,602,250	75,063
AR-NLE	220	169	58	40	16,229,750	403,410
DNL	38	20	28	45	2,013,400	45,210
BHDA	17	11	28	45	1,400,300	31,267

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MINISTERE DE LA CULTURE

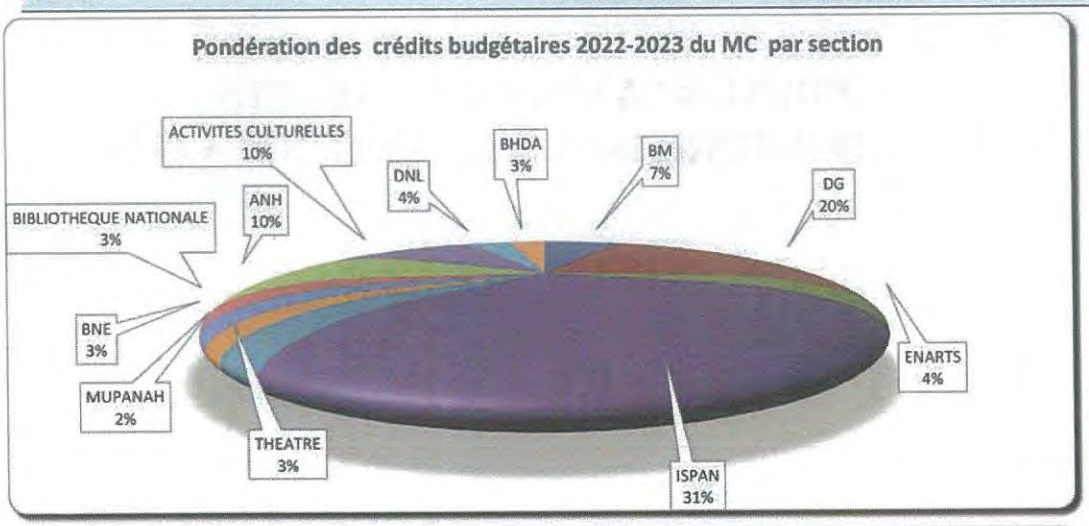


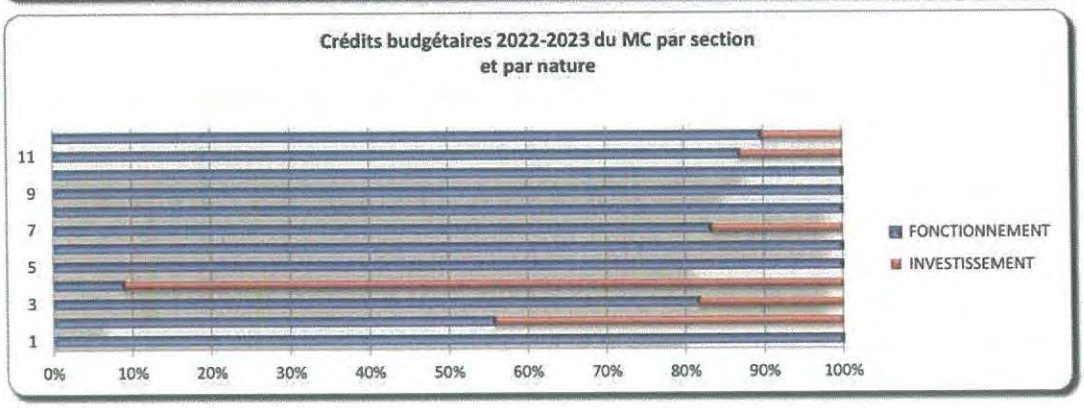


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1412 MINISTERE DE LA CULTURE

	SECTEUR	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1412-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	212,944,876	-	212,944,876
1412-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	347,141,769	275,000,000	622,141,769
1412-1-13-	ECOLE NATIONALE DES ARTS	94,106,368	21,000,000	115,106,368
1412-1-14-	INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL	89,700,194	905,698,725	995,398,919
1412-1-15-	THEATRE NATIONAL	98,376,931	-	98,376,931
1412-1-16-	MUSEE DU PANTHEON NATIONAL	69,942,808	-	69,942,808
1412-1-17-	BUREAU D ETHNOLOGIE	75,106,278	15,000,000	90,106,278
1412-1-18-	BIBLIOTHEQUE NATIONALE	105,430,570	-	105,430,570
1412-1-19-	ARCHIVES NATIONALES	309,070,248	-	309,070,248
1412-1-23-	ACTIVITES CULTURELLES	318,157,400	-	318,157,400
1412-1-24-	DIRECTION NATIONALE DU LIVRE	101,086,229	15,000,000	116,086,229
1412-1-25-	BUREAU HAITIEN DU DROIT D'AUTEUR	87,575,069	10,000,000	97,575,069
	TOTAL	**1,908,638,741**	**1,241,698,725**	**3,150,337,466**





PRÉSENTATION ET CRÉDITS DU MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1413.- MINISTERE DE LA COMMUNICATION

Objectifs pour l'année fiscale 2022-2023

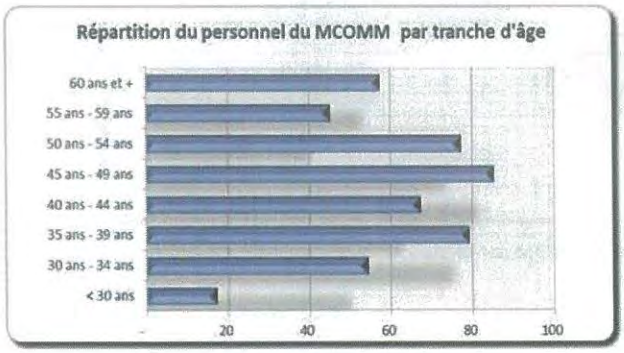
- Communiquer les actions, les projets et programmes réalisés par le Gouvernement ;
- Accompagner les journalistes dans l'exercice de leurs métiers ;
- Contribuer activement à la communication des mesures et activités relatives à la lutte contre la propagation du Choléra.

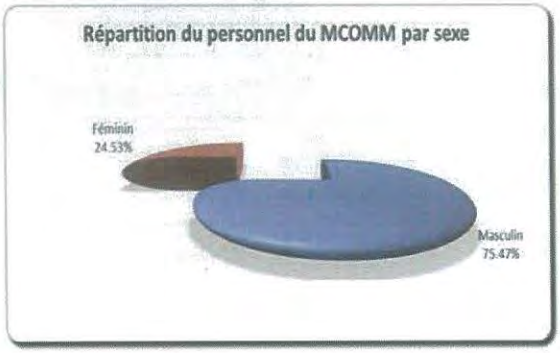
Situation des agents publics permanents au mois de novembre 2022

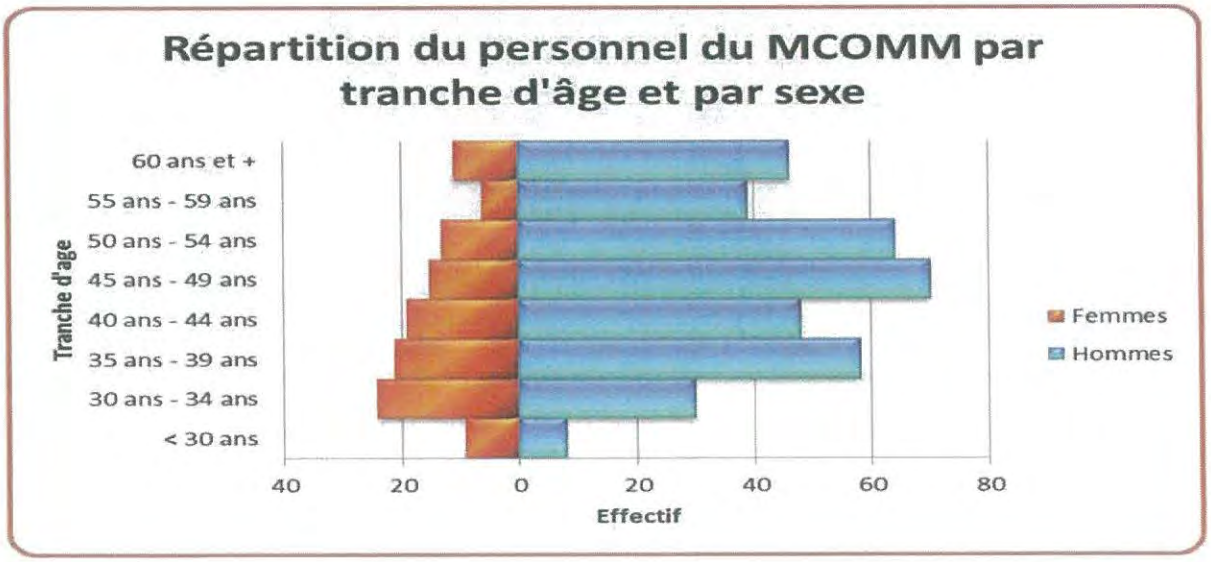
o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	363	118	481	44	19,965,950	41,509
Bureau du Ministre et Direction Générale	67	23	90	41	4,157,550	46,195
TNH	211	67	278	46	10,926,300	39,303
RNH	85	28	113	45	4,882,100	43,204

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MINISTERE DE LA COMMUNICATION



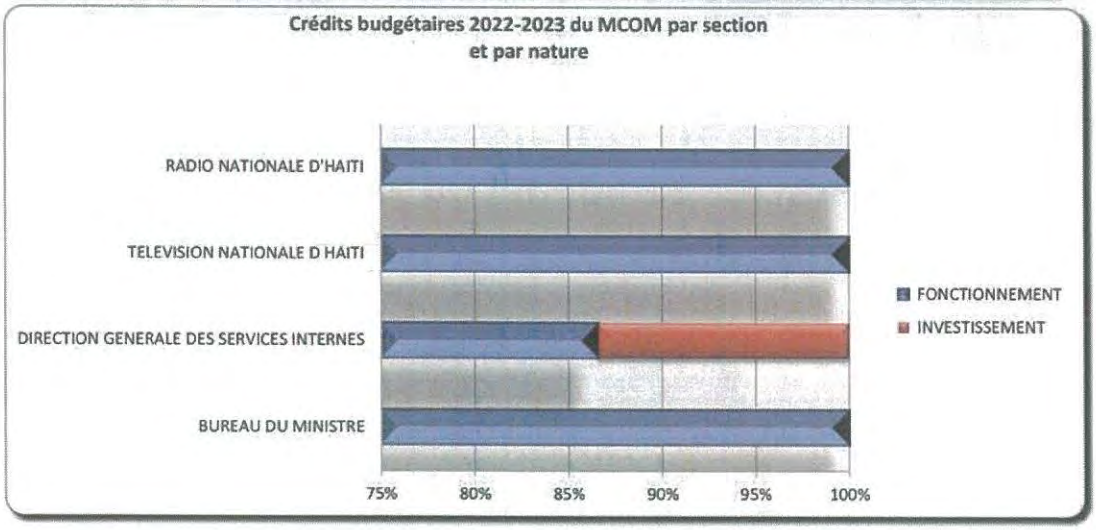




BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1413 MINISTERE DE LA COMMUNICATION

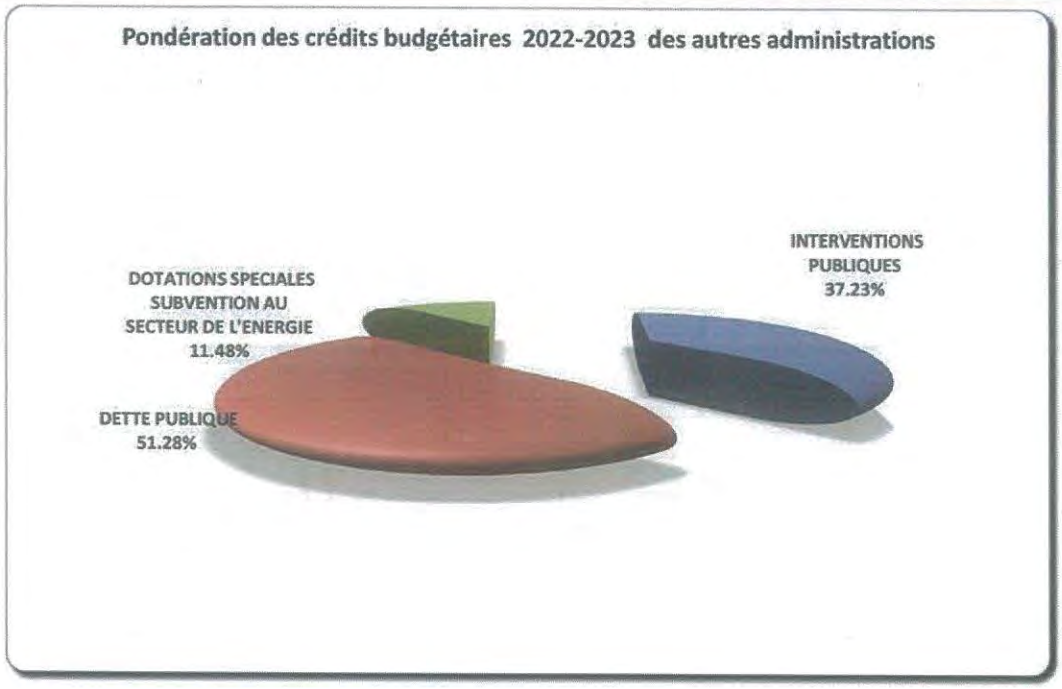
	SECTEUR	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1413-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	69,048,234	-	69,048,234
1413-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	161,342,986	25,000,000	186,342,986
1413-1-13-	TELEVISION NATIONALE D HAITI	238,939,069	-	238,939,069
1413-1-14-	RADIO NATIONALE D'HAITI	129,466,621	-	129,466,621
	TOTAL	**598,796,909**	**25,000,000**	**623,796,909**



POUVOIR EXECUTIF
AUTRES ADMINISTRATIONS

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

	INSTITUTION	FONCT.	INV,	TOTAL
1511	INTERVENTIONS PUBLIQUES	26,650,041,552	-	26,650,041,552
1512	DETTE PUBLIQUE	36,709,469,915	-	36,709,469,915
1513	DOTATIONS SPECIALES SUBVENTION AU SECTEUR DE L'ENERGIE	8,220,000,000	-	8,220,000,000
	TOTAL	**71,579,511,467**	-	**71,579,511,467**

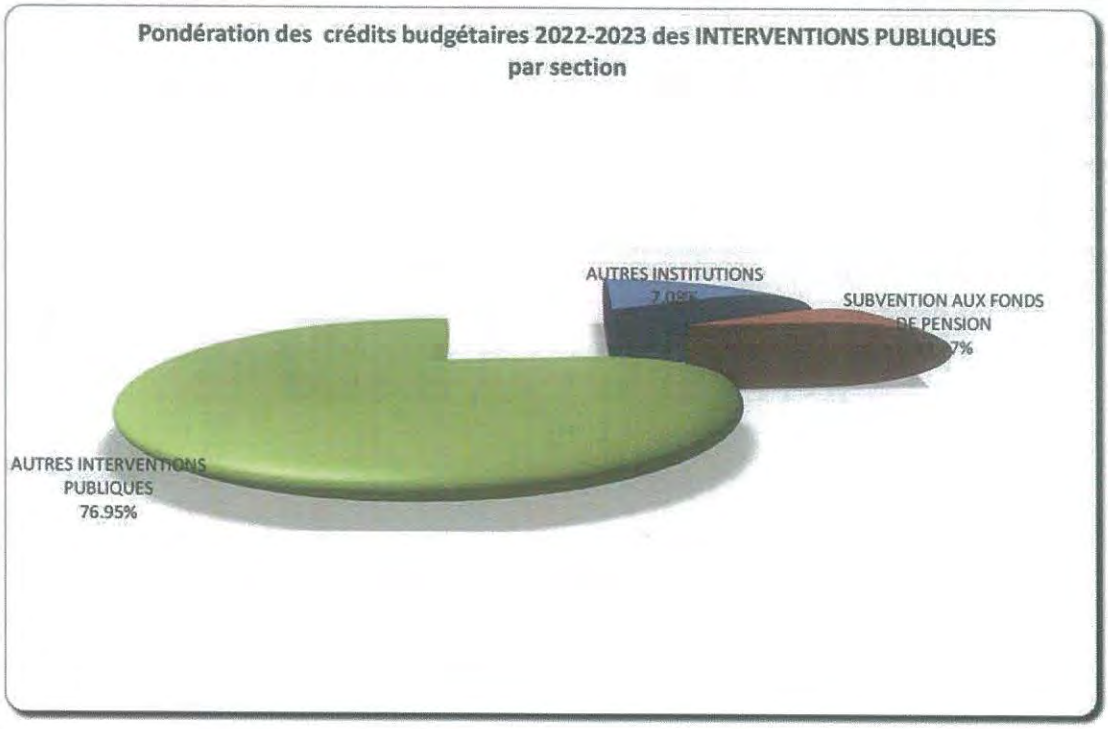


INTERVENTIONS PUBLIQUES

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1511 INTERVENTIONS PUBLIQUES

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1511-1-11-	SUBVENTION AUX FONDS DE PENSION	4,256,194,832	-	4,256,194,832
1511-1-13-	AUTRES INSTITUTIONS	1,885,856,719	-	1,885,856,719
1511-1-49-	AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	20,507,990,001	-	20,507,990,001
	TOTAL	**26,650,041,552**	**-**	**26,650,041,552**



BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

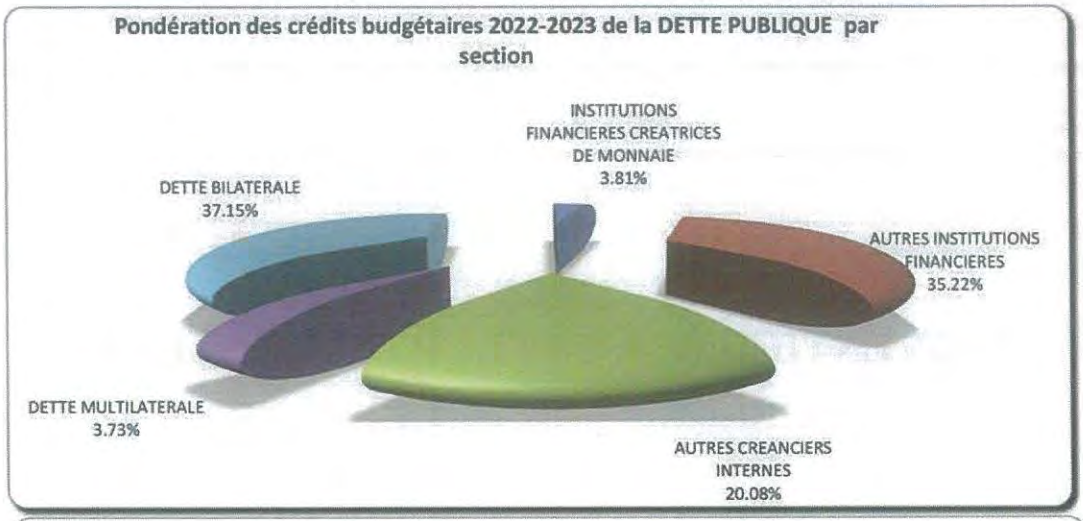
	ALLOCATION BUGETAIRE 2021-2022	ALLOCATION BUGETAIRE 2022-2023	VARIATION
TOTAL INTERVENTIONS PUBLIQUES	**20,778,375,637**	**26,650,041,552**	**5,871,665,915**
700-SUBVENTIONS D'EXPLOITATION AUX COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ET BUDGETS ANNEXES	**2,619,319,388**	**4,256,194,832**	**1,636,875,444**
PENSIONNAIRES EX_BNDAI	2,897,046	10,139,661	7,242,615
PENSION MILITAIRE	234,162,838	539,569,933	305,407,095
PENSIONNAIRES EX_MINOTERIE	543,888	22,843,296	22,299,408
PENSIONNAIRES SELECTION 1974	7,140,000	24,990,000	17,850,000
COTISATION AU FONDS DE PENSION	2,374,575,616	3,658,651,942	1,284,076,326
721-QUOTES - PARTS ET CONTRIBUTIONS AUX INSTITUTIONS ÉTRANGÈRES ET INTERNATIONALES	**1,300,590,841**	**1,885,856,719**	**585,265,878**
INSTITUTIONS INTERNATIONALES	1,300,590,841	1,885,856,719	585,265,878
AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	**16,858,465,408**	**20,507,990,001**	**3,649,524,593**
410- MATERIEL DE TRANSPORT ROUTIER	**50,000,000**	**120,000,000**	**70,000,000**
ACQUISITION DE VEHICULES	50,000,000	120,000,000	70,000,000
729- AUTRES QUOTES-PARTS ET CONTRIBUTIONS	***3,996,413,773***	***5,243,000,000***	***1,246,586,227***
GESTION DES AUTOBUS DE L'ETAT	625,249,799	775,000,000	149,750,201
ACTIVITES FESTIVES ET CONFERENCES	900,000,000	1,000,000,000	100,000,000
AUTO-ASSURANCE / FONCTION PUBLIQUE /	1,200,000,000	1,500,000,000	300,000,000
AUTRES SUBVENTIONS	1,001,742,896	1,200,000,000	198,257,104
APPUI A LA FORMATION	120,000,000	168,000,000	48,000,000
SUPPORT AUX PARTIS POLITIQUES	149,421,078	600,000,000	450,578,922
SUBVENTIONS AUX AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE POUR LA RENTREE SCOLAIRE	-	-	-
919- AUTRES DEPENSES NON VENTILEES PAR NATURE	***12,812,051,635***	***15,144,990,001***	***2,332,938,366***
ACTIVITES ELECTORALES	2,006,663,169	4,480,000,000	2,473,336,831
APPUI A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1,275,000,000	1,000,000,000	(275,000,000)
PROGRAMME D'APPUI A LA RELANCE ECONOMIQUE	822,730,231	877,990,001	55,259,770
	48,000,000	600,000,000	552,000,000
DOTATIONS PROVISIONNELLES POUR CERTAINES ENGAGEES D'AVANCE	4,788,008,974	4,437,000,000	(351,008,974)
APPUI AUX COMMISSIONS INTERMINISTERIELLES ET PRESIDENTIELLES	421,649,261	-	(421,649,261)
AUTRES (MONTANT NON AFFECTÉ) "919"	3,450,000,000	3,750,000,000	300,000,000

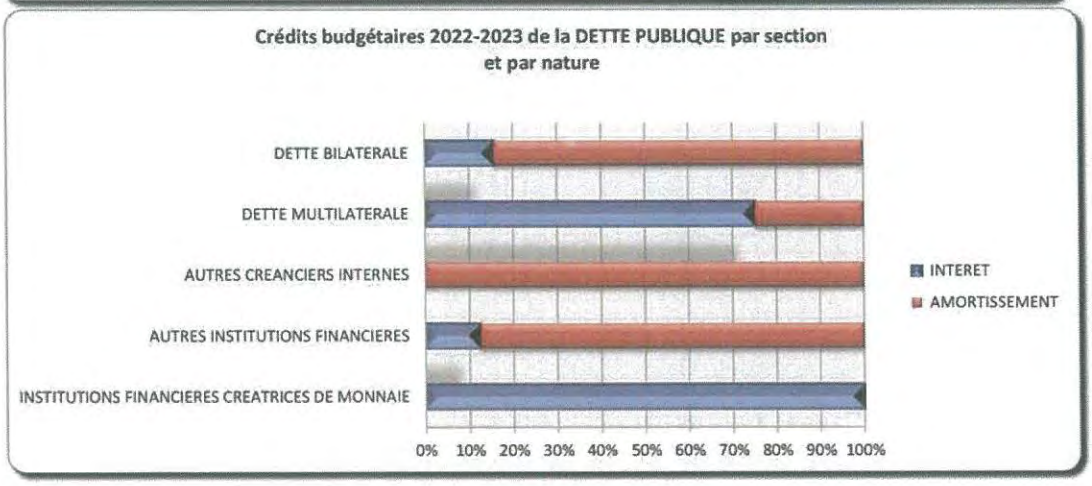
DETTE PUBLIQUE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1512 DETTE PUBLIQUE

	SECTION	INTERET	AMORTISSEMENT	TOTAL
1512-1-11-	INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	1,400,113,287	-	1,400,113,287
1512-1-12-	AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	1,620,596,108	11,310,261,637	12,930,857,745
1512-1-13-	AUTRES CREANCIERS INTERNES	2,808,543	7,367,443,057	7,370,251,600
1512-2-11-	DETTE MULTILATERALE	1,029,402,087	340,852,200	1,370,254,287
1512-2-12-	DETTE BILATERALE	2,128,441,991	11,509,551,005	13,637,992,996
	TOTAL	**6,181,362,015**	**30,528,107,900**	**36,709,469,915**



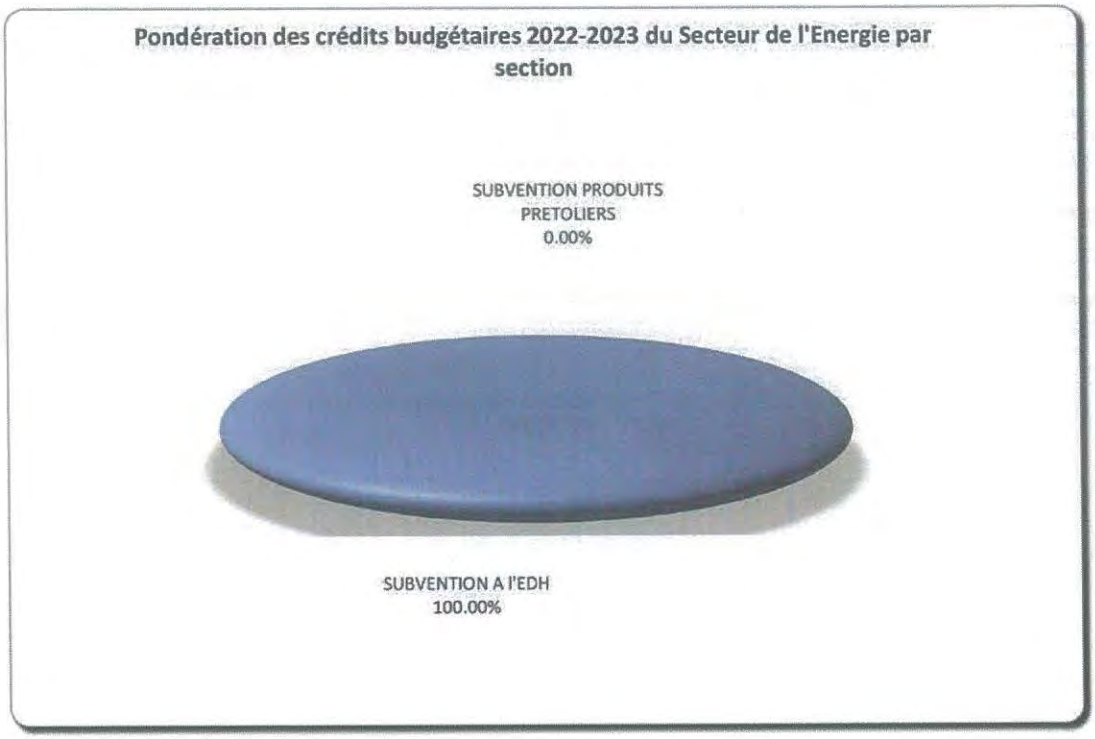


DOTATIONS SPÉCIALES
SUBVENTION AU SECTEUR DE L'ENERGIE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

1513 DOTATIONS SPECIALES SUBVENTION AU SECTEUR DE L'ENERGIE

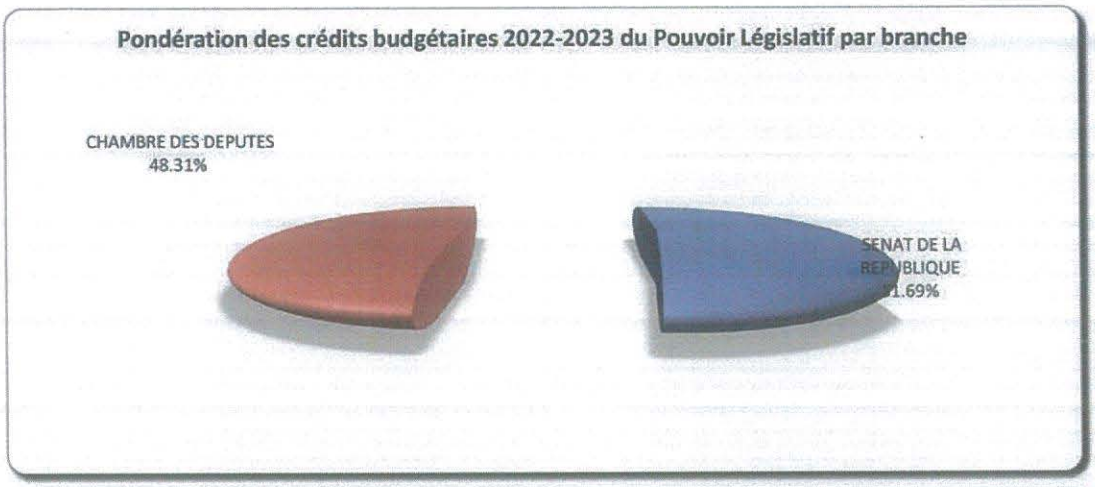
	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1513-1-11-	SUBVENTION A l'EDH	8,220,000,000	-	8,220,000,000
1513-1-12-	SUBVENTION PRODUITS PRETOLIERS	-	-	-
	TOTAL	**8,220,000,000**	**-**	**8,220,000,000**

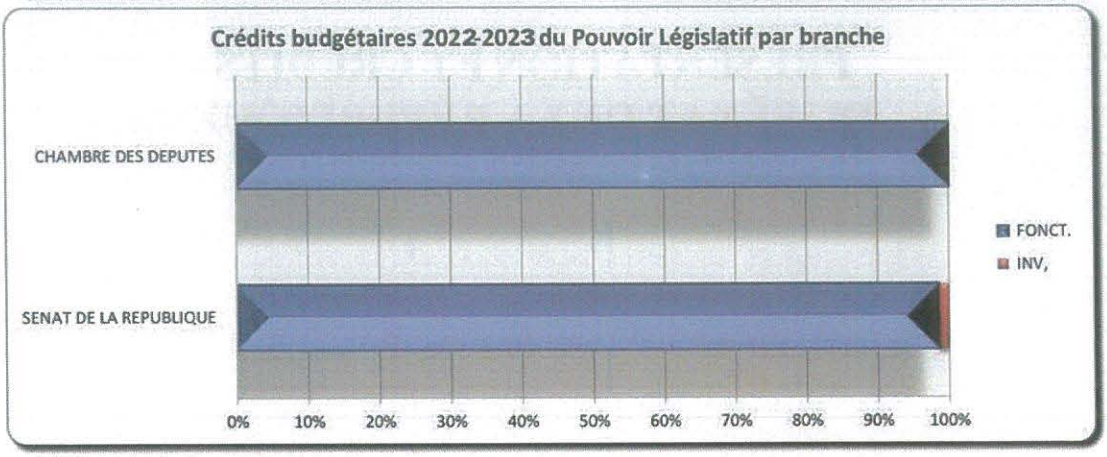


CRÉDITS BUDGETAIRES DU POUVOIR LEGISLATIF

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

	INSTITUTION	FONCT.	INV,	TOTAL
2211	SENAT DE LA REPUBLIQUE	2,074,742,754	29,568,083	2,104,310,837
2212	CHAMBRE DES DEPUTES	1,966,726,516	-	1,966,726,516
	TOTAL	**4,041,469,270**	**29,568,083**	**4,071,037,353**





PRÉSENTATION ET CRÉDITS DU SÉNAT DE LA RÉPUBLIQUE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

2211.- SÉNAT DE LA RÉPUBLIQUE

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Sénat de la République est régi par la Constitution de 1987. Ses principales mission et attributions sont de :

- Voter les lois d'intérêt public, préparées soit de sa propre initiative, soit de celle de la chambre des Députés, soit de l'initiative de l'Exécutif ;
- Exercer un contrôle continu et efficace de l'action gouvernementale, de celle des institutions et organismes autonomes décentralisés ou déconcentrés de l'Etat ;
- Analyser, amender au besoin, les projets de loi d'intérêt public, les sanctionner par décision majoritaire de l'Assemblée des Sénateurs et les transmettre à l'Exécutif aux fins utiles ;
- Réaliser le suivi de l'application des lois et de l'exécution du budget national ;
- Accomplir des missions d'information ou d'enquête auprès des Ministères, des Organismes et Entreprises Publiques Autonomes et déconcentrés de l'Etat, des Collectivités Territoriales et toutes autres institutions utilisant des fonds publics ;
- S'ériger en Haute Cour de Justice à l'occasion du jugement des grands dignitaires de l'Etat mis en accusation pour crime de haute trahison conformément à l'article 186 de la constitution ;
- Approuver ou rejeter le choix du chef de l'Etat de personnalités désignées aux fonctions prévues à cet effet par la Constitution: Commandant en chef de l'Armée, Commandant en chef de la Police Nationale, membre de Conseil d'Administration d'Entreprises Publiques ou d'organismes autonomes décentralisés ou déconcentrés et Ambassadeur d'Haïti ;
- Participer au processus de désignation des membres du Conseil Electoral Permanent et du Protecteur du Citoyen ;
- Soumettre au Chef de l'Etat une liste de trois (3) candidats par siège à pouvoir à la Cour de Cassation ;
- Elire les membres de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif ;
- Donner un vote de confiance ou de censure à la déclaration de politique générale du Premier Ministre ;
- Questionner ou interpeller le Premier Ministre et/ou les membres de son cabinet ;
- Inscrire les Sénateurs et valider leur pouvoir ;
- Maintenir des relations harmonieuses avec les autres Pouvoirs de l'Etat, les Institutions Publiques Nationales et Parlements Etrangers.

b) Structure organisationnelle

Le Sénat de la République a une structure composée du Bureau de l'Assemblée des Sénateurs assisté d'une Questure, d'un Secrétariat Général .

c) Objectifs pour l'année fiscale 2022-2023

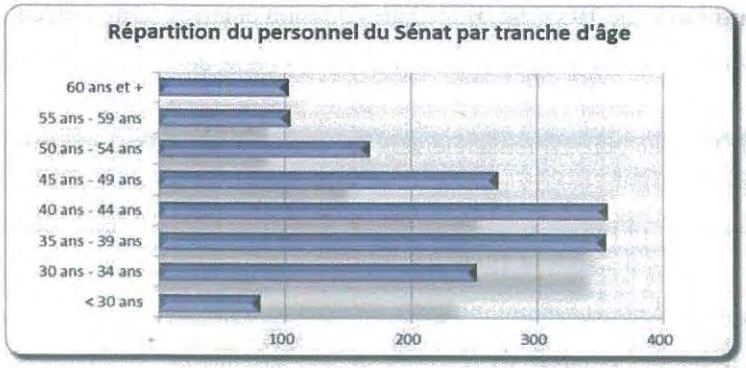
d) Situation des agents publics permanents au mois de novembre 2022

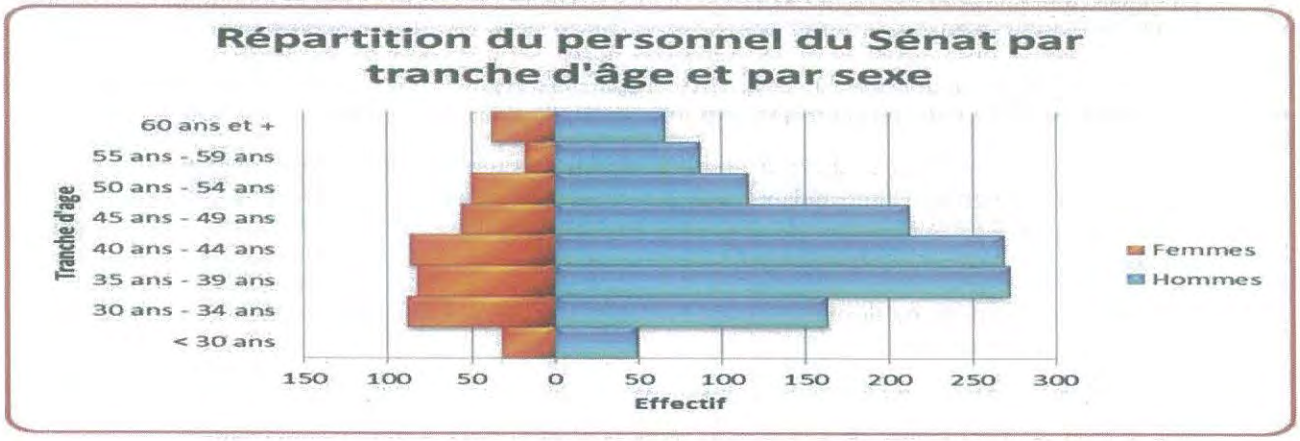
o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	1,234	447	1,681	42	85,940,300	51,125

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU SENAT

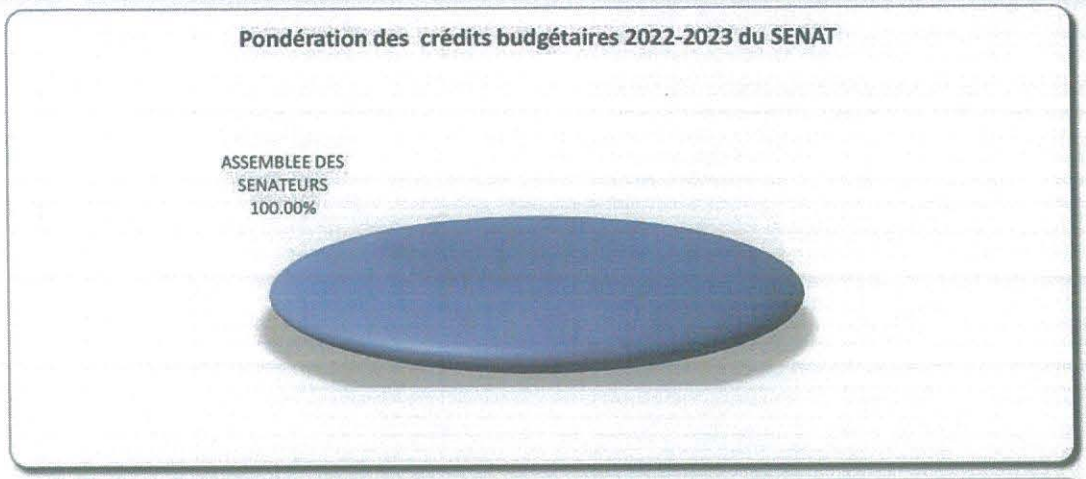


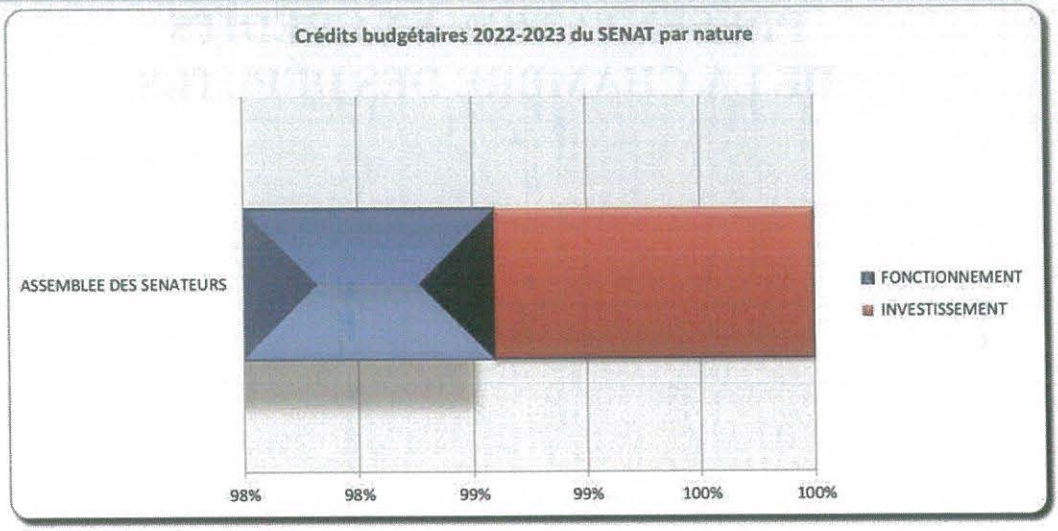


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

2211 SENAT DE LA REPUBLIQUE

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
2211-1-11-	ASSEMBLEE DES SENATEURS	2,074,742,754	29,568,083	2,104,310,837
	TOTAL	**2,074,742,754**	**29,568,083**	**2,104,310,837**





PRÉSENTATION ET CRÉDITS DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

2212.- CHAMBRE DES DEPUTES

a) Cadre légal, Mission et Attributions

La Chambre des Députes est régie par la Constitution de 1987. Ses principales mission et attributions sont :

- Voter les lois d'intérêt public, préparées soit de sa propre initiative, soit de celle du Sénat, soit de l'initiative de l'Exécutif ;
- Exercer un contrôle continu et efficace de l'action gouvernementale, de celle des institutions et organismes autonomes décentralisés ou déconcentrés de l'Etat ;
- Analyser, amender au besoin, les projets de loi d'intérêt public, les sanctionner par décision majoritaire de l'Assemblée des Députés et les transmettre à l'Exécutif aux fins utiles ;
- Réaliser le suivi de l'application des lois et de l'exécution du budget national ;
- Prononcer la mise en accusation de hauts dignitaires du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire pour fautes graves commises dans l'exercice de leur fonction ;
- Donner un vote de confiance ou de censure à la déclaration de politique générale du Premier Ministre ;
- Questionner ou interpeller le Premier Ministre et/ou les membres de son cabinet ;
- Doter la chambre des Députés de règlements et d'un plan d'organisation ;
- Inscrire les Députés et valider leur pouvoir ;
- Maintenir des relations harmonieuses avec les autres pouvoirs de l'Etat, les Institutions Publiques Nationales.

b) Structure Organisationnelle

La Chambre des Députés a une structure composée du Bureau de l'Assemblée des Députés assisté d'un Conseil Technique, d'une Questure, d'un Secrétariat Général.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2022-2023

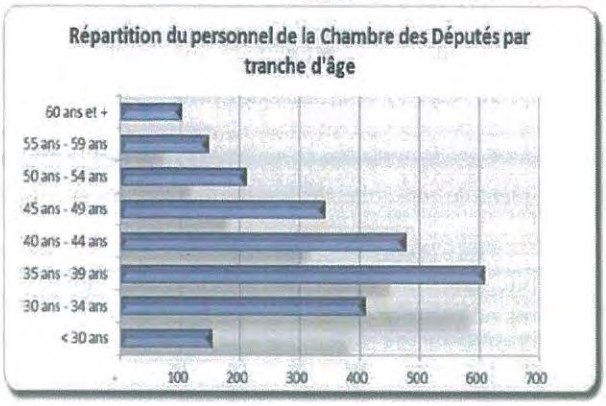
d) Situation des agents publics permanents au mois de novembre 2022

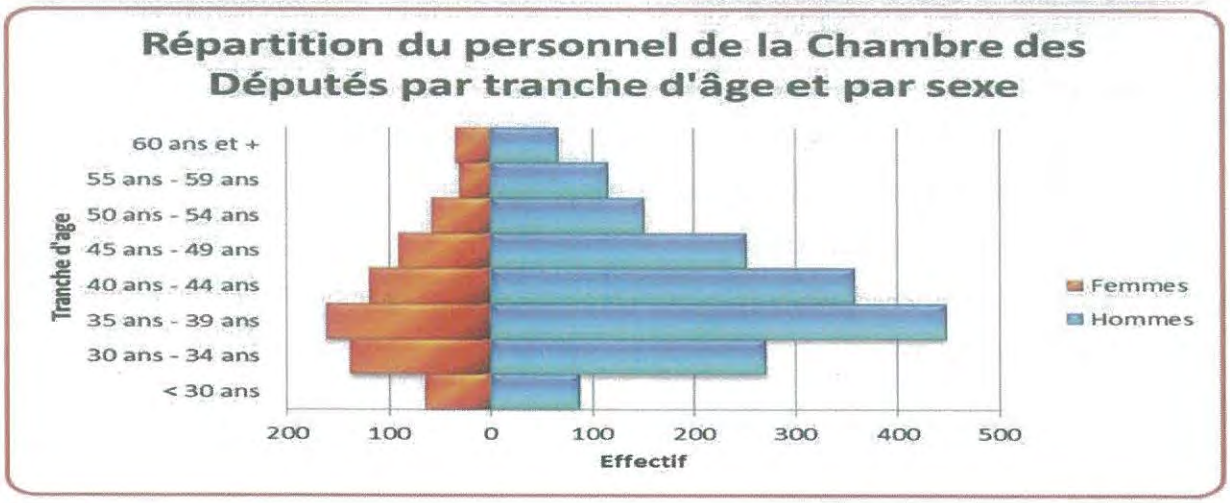
- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
CHAMBRE DES DÉPUTÉS	158	79	237	52	11,859,350	50,039
SECRETARIAT GÉNÉRAL	1,591	613	2,204	39	90,650,750	41,130

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DE LA CH. DES DEPUTES

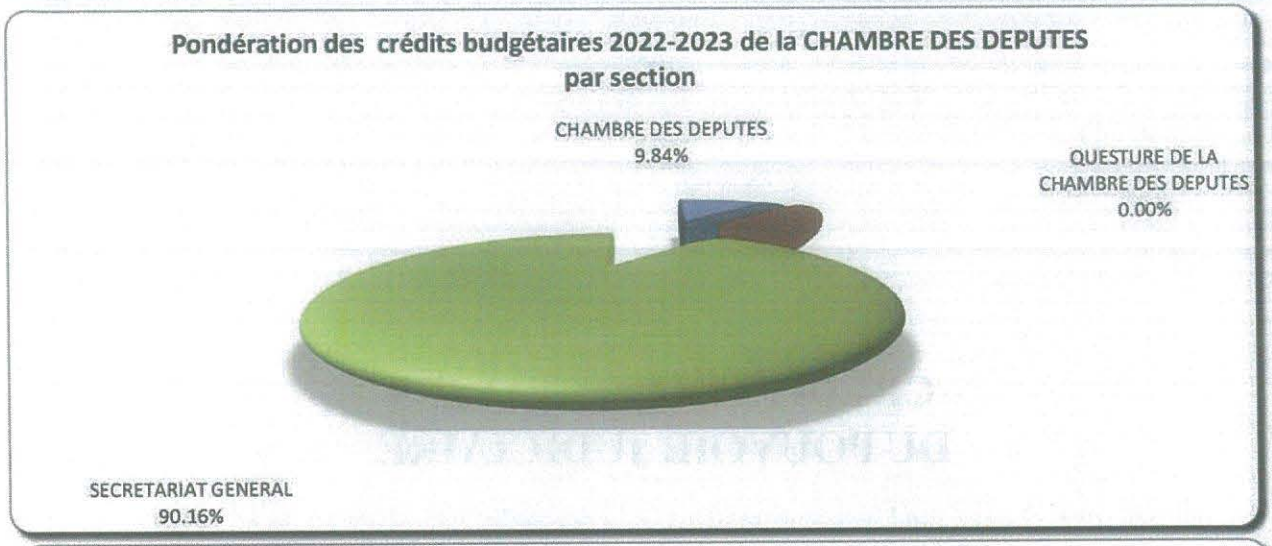


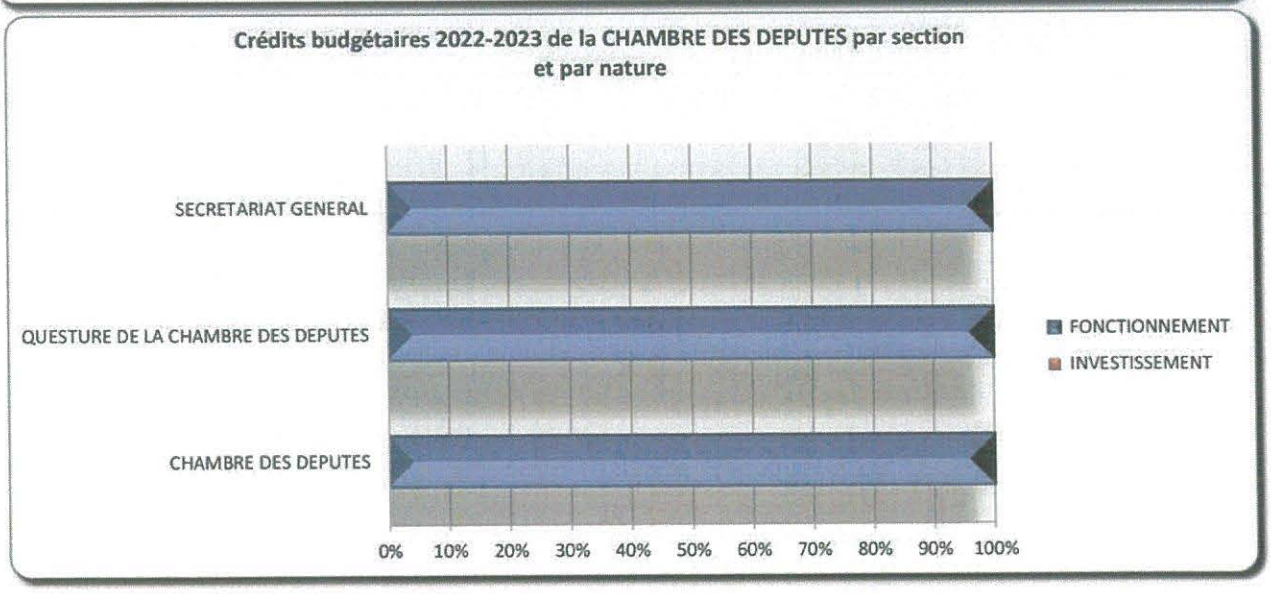


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

CHAMBRE DES DEPUTES

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
CHAMBRE DES DEPUTES	193,452,975	-	193,452,975
QUESTURE DE LA CHAMBRE DES DEPUTES	0	-	0
SECRETARIAT GENERAL	1,773,273,541	-	1,773,273,541
TOTAL	**1,966,726,516**	-	**1,966,726,516**

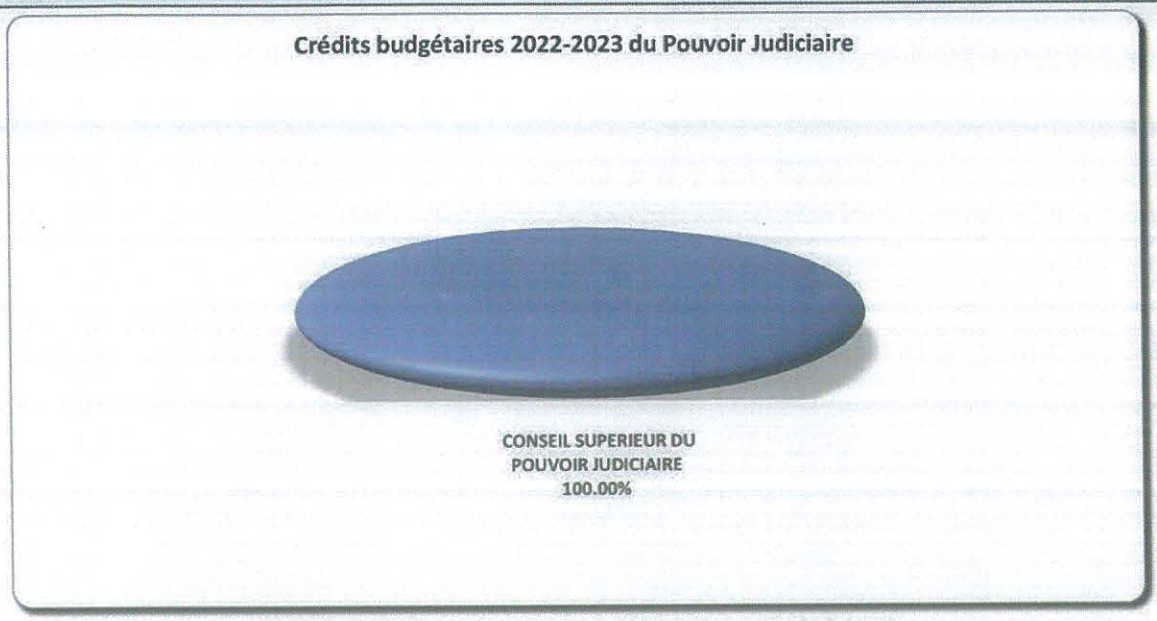




CRÉDITS BUDGÉTAIRES DU POUVOIR JUDICIAIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

	MIN,	FONCT.	INV,	TOTAL
3211	CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	2,794,814,472	18,000,000	2,812,814,472
	TOTAL	2,794,814,472	18,000,000	2,812,814,472



PRÉSENTATION ET CRÉDITS DU CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE SECTEUR POLITIQUE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

3211.- CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Pouvoir Judiciaire est régi par la loi du 17 décembre 2007. Ses principales mission et attributions sont :

- Veiller au fonctionnement régulier et efficace des Cours et Tribunaux ;
- Donner son avis sur les projets de politique judiciaire élaborés par le Pouvoir Exécutif ;
- Appliquer la politique judiciaire de l'Etat ;
- Veiller à ce que les dossiers des justiciables soient traités avec diligence ;
- Participer avec le pouvoir exécutif à l'élaboration de la politique de formation des juges, des auxiliaires de justice et des autres catégories de personnel du Pouvoir Judiciaire.

b) **Structure Organisationnelle**

Le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire Comprend :

- L'Administration
- La Cour de Cassation
- La Cour d'Appel
- Les Tribunaux

c) **Objectifs pour l'année fiscale 2022-2023**

- Garantir une justice équitable en toute transparence ;
- Contribuer à la modernisation du système judiciaire.

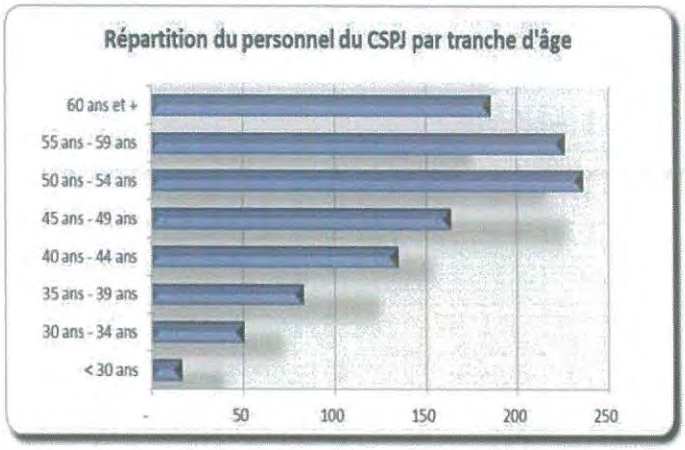
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

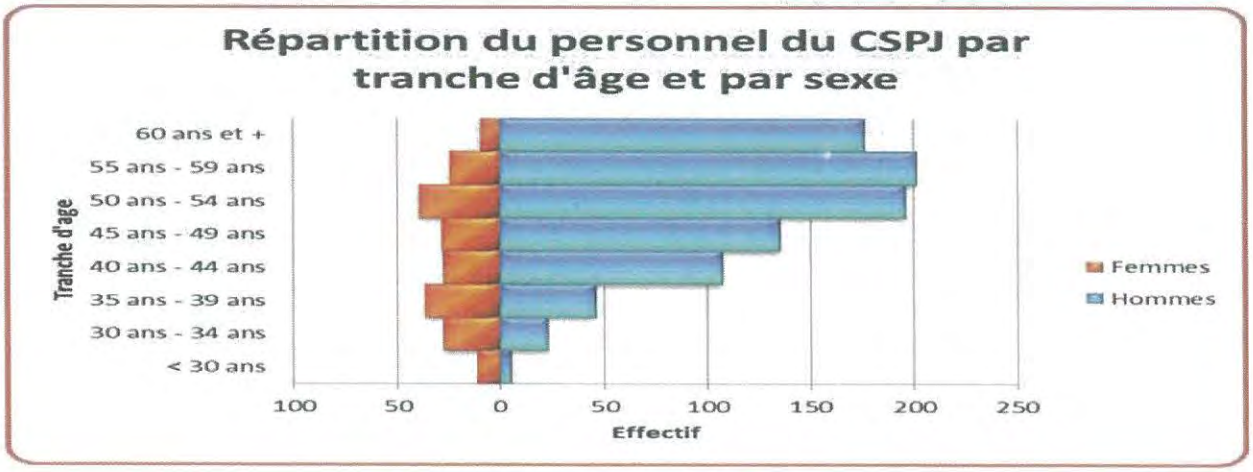
d) Situation des agents publics permanents au mois de novembre 2022

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			*Age Moyen*	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
	Hommes	*Femmes*	*Total*			
Administration Générale	81	43	124	43	6,265,750	50,530
COUR DE CASSATION	97	57	154	44	8,106,350	52,639
COUR D'APPEL	46	13	59	62	5,849,800	99,149
TRIBUNAUX	665	88	753	52	53,801,400	71,449

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU CSPJ

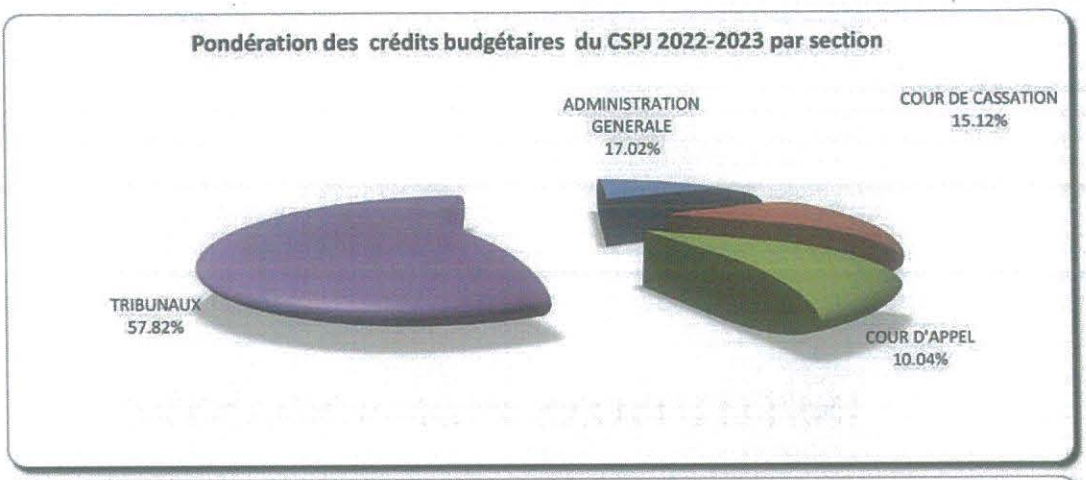


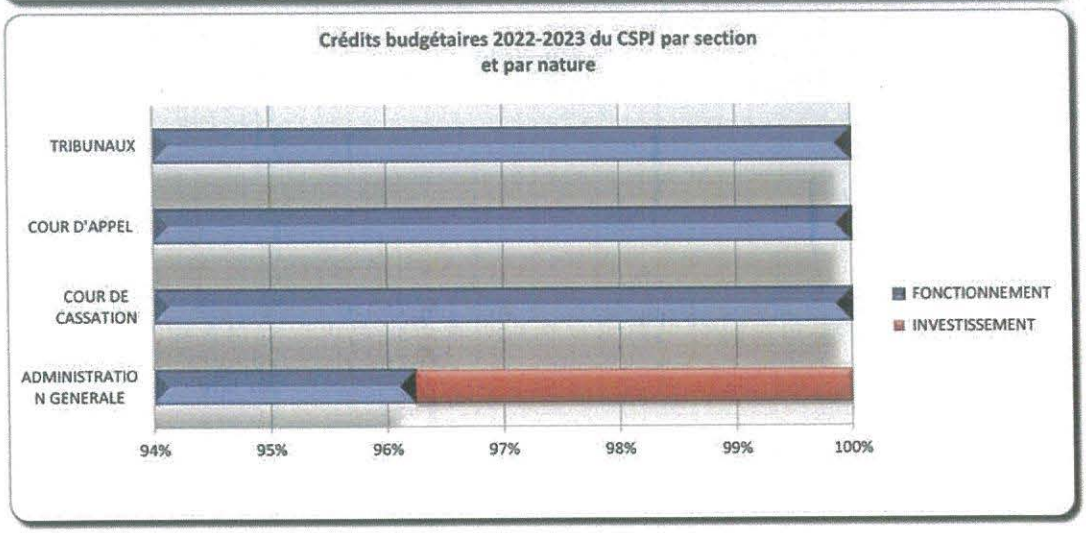


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

3211 CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
3211-1-11- ADMINISTRATION GENERALE	460,694,000	18,000,000	478,694,000
3211-2-12- COUR DE CASSATION	425,294,197	-	425,294,197
3211-2-13- COUR D'APPEL	282,440,779	-	282,440,779
3211-2-14- TRIBUNAUX	1,626,385,496	-	1,626,385,496
TOTAL	**2,794,814,472**	**18,000,000**	**2,812,814,472**

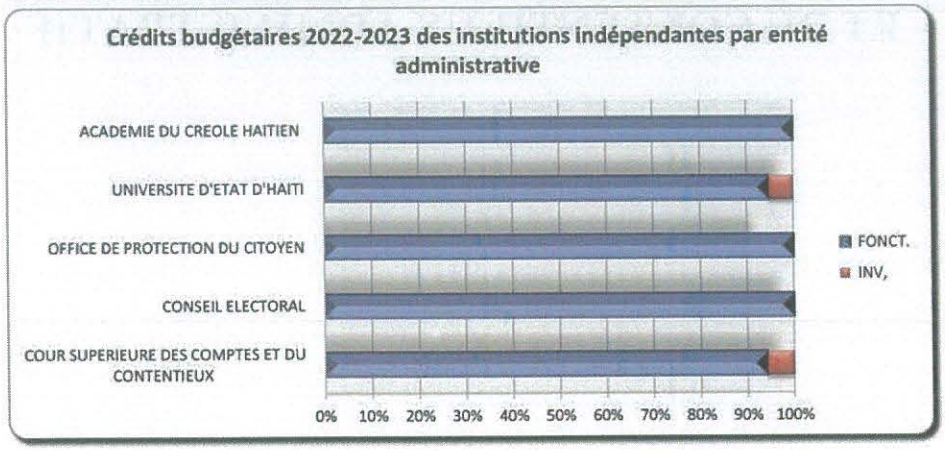




INSTITUTIONS INDÉPENDANTES

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

	INSTITUTION	FONCT.	INV,	TOTAL
4111	COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX	1,153,588,671	71,655,298	1,225,243,969
4211	CONSEIL ELECTORAL	851,645,594	-	851,645,594
4212	OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	260,850,386	-	260,850,386
4311	UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	1,807,864,870	100,000,000	1,907,864,870
4411	ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	55,057,092	15,000,000	70,057,092
	TOTAL	4,129,006,614	186,655,298	4,315,661,912



COUR SUPÉRIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

4111.- COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

a) Cadre légal, Mission et Attributions

La Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux administratif est régie par le Décret du 23 novembre 2005. Ses principales mission et attributions sont :

- Contrôler, sur les plans administratif et juridictionnel, les recettes et les dépenses de l'Etat ;
- Jouer le rôle de Tribunal Administratif ;
- Vérifier la Comptabilité des Collectivités Territoriales ainsi que celle des Entreprises d'Etat, des Organismes Autonomes et des Entreprises Mixtes ;
- Connaître les litiges mettant en cause l'Etat et les Collectivités Territoriales, l'Administration et les Fonctionnaires Publics, les Services Publics et les Administrés.

b) Structure organisationnelle

La Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux administratif est organisée suivant une Structure Centrale placée sous l'autorité d'un Conseil et comprend :

- Une Direction des Affaires Administratives, cinq (5) Directions Techniques, une (1) Unité de Coordination et neuf (9) Directions Départementales.
- Un Tribunal Administratif ayant un Auditorat et un Greffe.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2022-2023

- Assurer un service de contrôle de qualité conforme aux normes et procédures nationales ;
- Moderniser et systématiser les procédures de contrôle de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif.

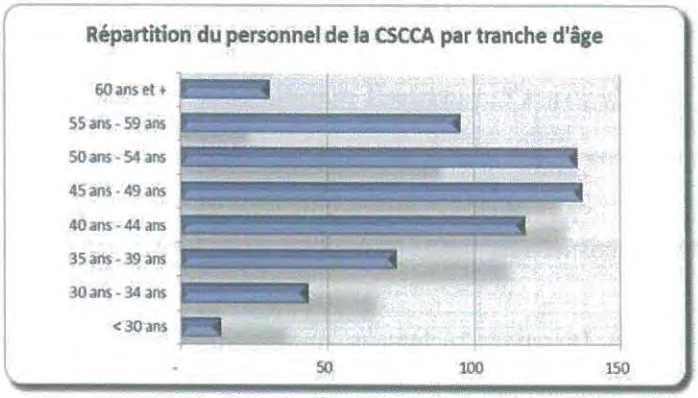
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

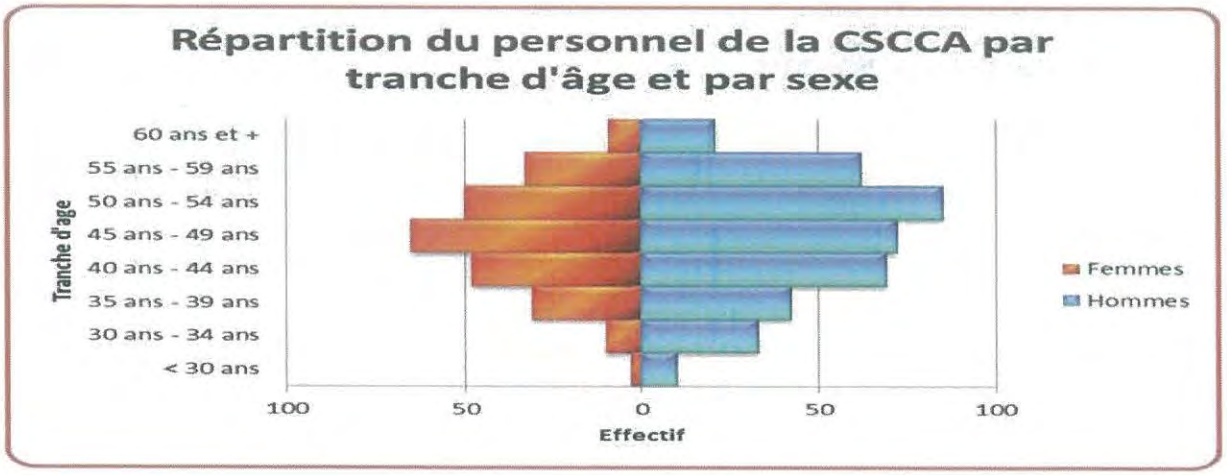
d) Situation des agents publics permanents au mois de novembre 2022

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	394	249	643	46	33,082,100	51,450

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DE LA CSCCA

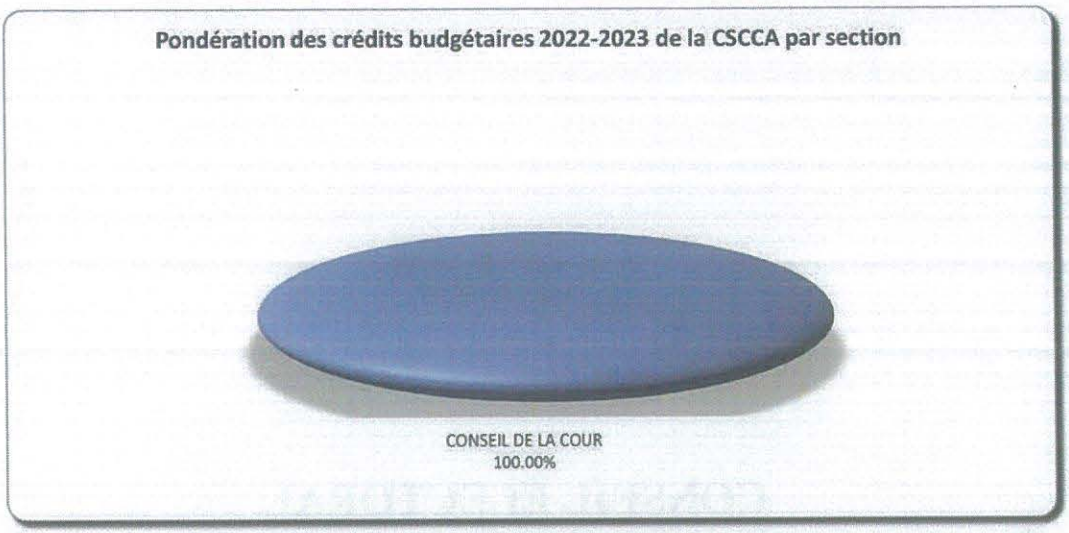


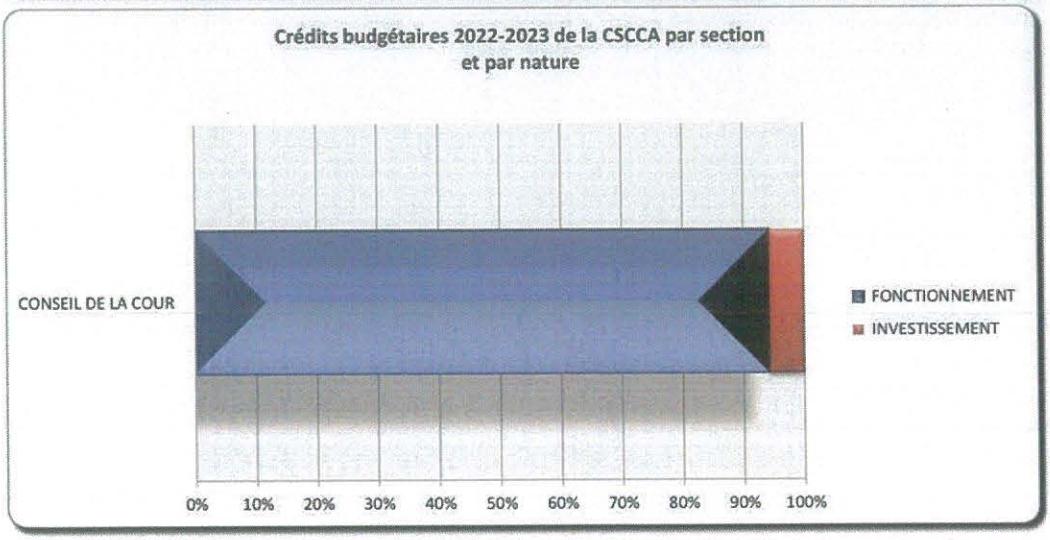


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

4111 COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
4111-1-11-	CONSEIL DE LA COUR	1,153,588,671	71,655,298	1,225,243,969
	TOTAL	**1,153,588,671**	**71,655,298**	**1,225,243,969**





CONSEIL ELECTORAL

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

4211.- CONSEIL ELECTORAL

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Conseil Electoral est régi par l'arreté du 12 octobre 2005. Ses principales mission et attributions sont :

- Elaborer le projet de loi électorale qui sera soumis à l'exécutif pour les suites nécessaires ;
- Respecter, faire respecter et faire appliquer le Décret électoral, la Constitution et les Lois de la République en matière électorale ;
- Préparer les dossiers des contrevenants pour les déférer par-devant le Tribunal compétent ;
- Assurer la tenue à jour des listes électorales ;
- Entreprendre ou encourager toute initiative susceptible d'éduquer le peuple en matière électorale ;
- Procéder à l'identification et au recensement des électeurs ;
- Organiser des élections ;
- Organiser les Tribunaux Electoraux (Bureau du Contentieux Electoral Communal (BCEC), Bureau du Contentieux Electoral Départemental (BCED), Bureau du Contentieux Electoral National (BCEN) pour connaître les cas de contestation soulevés à l'occasion des élections) ;
- Entreprendre et encourager toute initiative susceptible d'éduquer le peuple haïtien en matière électorale ;
- Préparer les dossiers des contrevenants pour les déférer par devant le tribunal compétent ;
- Déterminer et acquérir l'équipement nécessaire à l'exécution des opérations électorales ;
- Veiller à l'entretien et à la conservation des biens meubles et immeubles de l'institution ;
- Tenir les archives du processus électoral.

b) Structure organisationnelle

Le Conseil Electoral comprend :

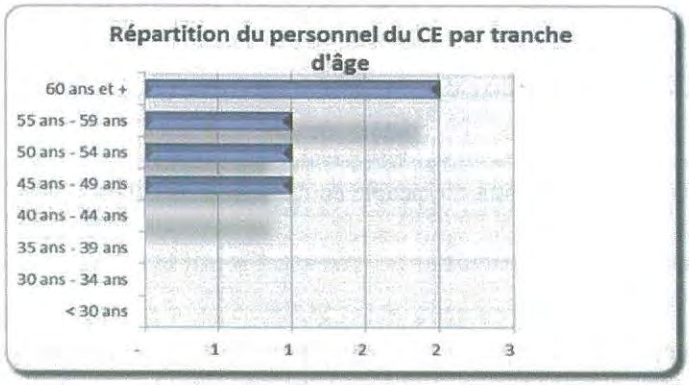
- Le Bureau de Conseil ;
- Le Conseil d'Administration ;
- La Direction Générale assistée de la Direction Administrative et de trois (3) Directions Techniques.

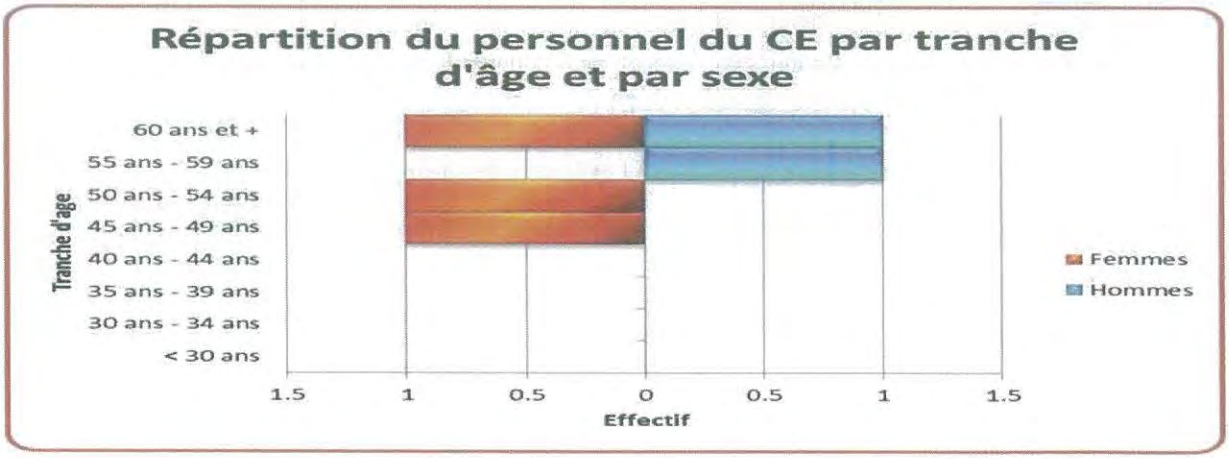
c) Objectifs pour l'année fiscale 2022-2023

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	2	3	5	56	189,500	37,900

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU CE

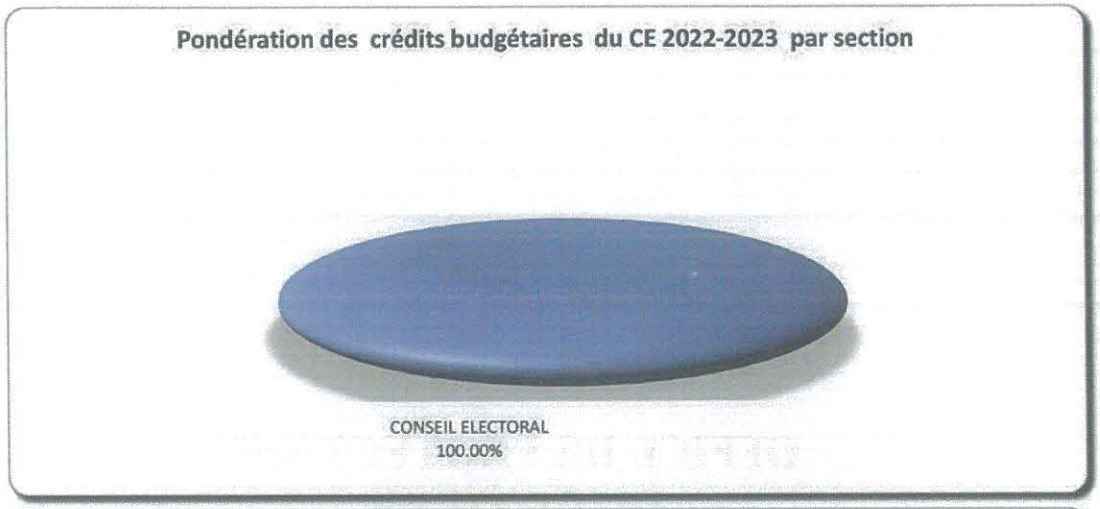


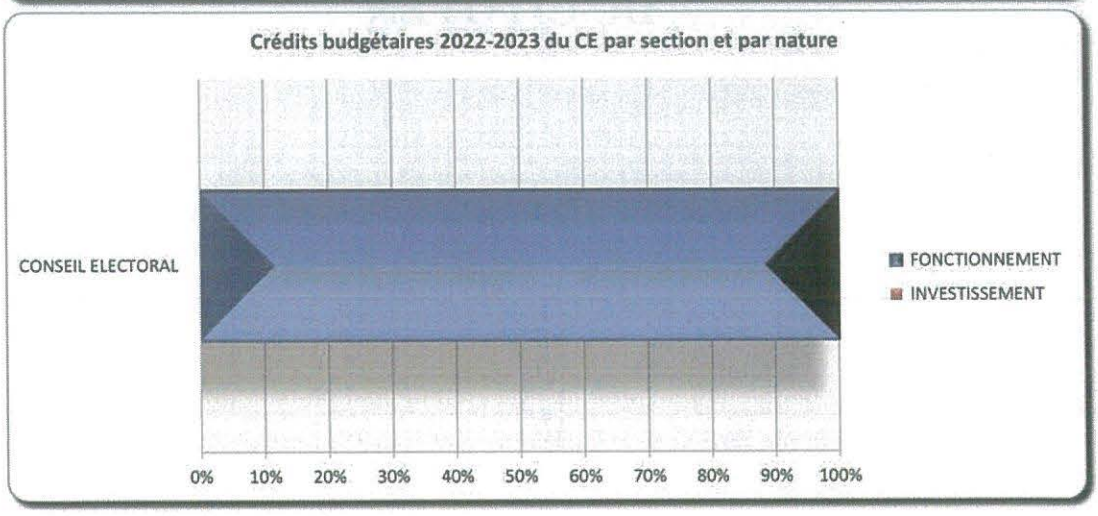


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

4211 CONSEIL ELECTORAL

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
4211-1-11- CONSEIL ELECTORAL	851,645,594	-	851,645,594
TOTAL	**851,645,594**	**-**	**851,645,594**





OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

a) Cadre légal, Mission et Attribution

L'Office de la Protection du Citoyen est régi par le décret du 17 juillet 2012. Sa principale mission et attribution est de protéger tout individu contre toutes formes d'abus et d'erreurs, volontaires ou non de l'Administration Publique et des institutions Autonomes.

b) Structure Organisationnelle

L'Office de la Protection du Citoyen comprend :

- Le Bureau du Protecteur ;
- Une (1) Direction des Affaires Administratives ;
- Une (1) Direction Technique.

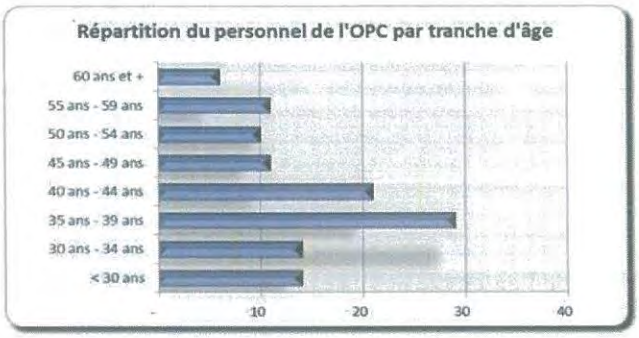
c) Objectifs pour l'année fiscale 2022-2023

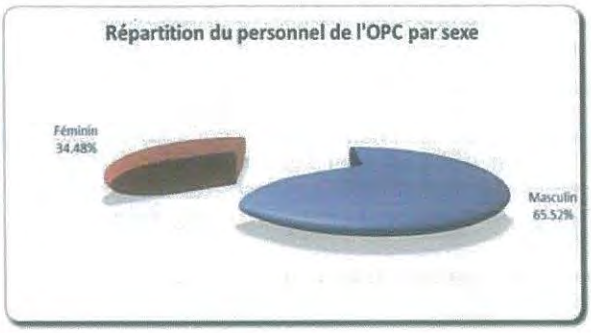
- Rapprocher l'Office de la Protection du Citoyen auprès de l'ensemble des catégories sociales de la population haïtienne ;
- Développer la sensibilisation aux droits et devoirs pour une citoyenneté consciente.

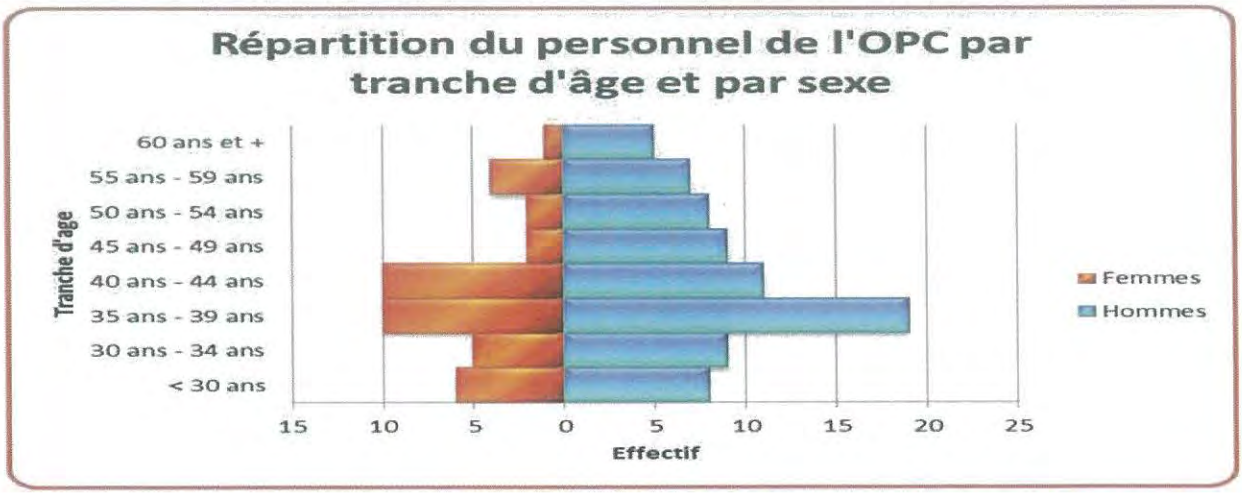
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	76	40	116	41	5,906,150	50,915

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DE L'OPC



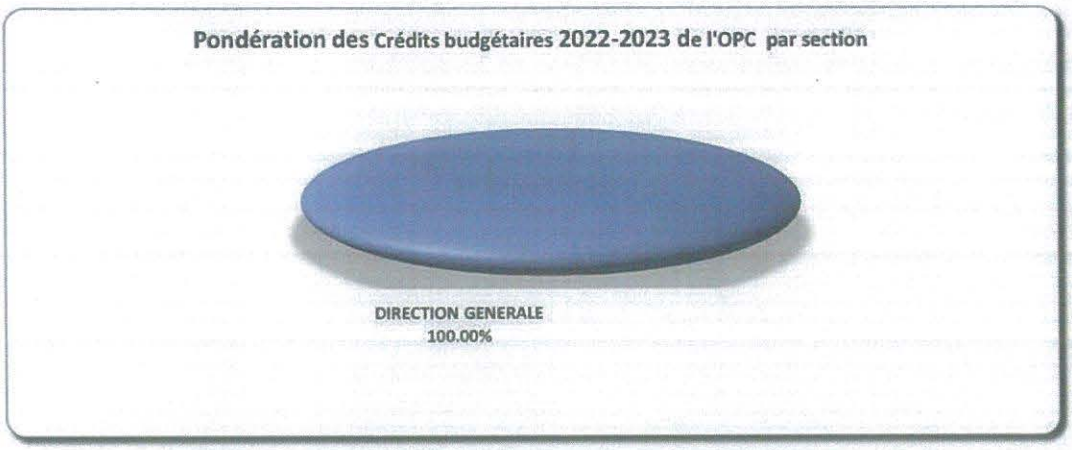


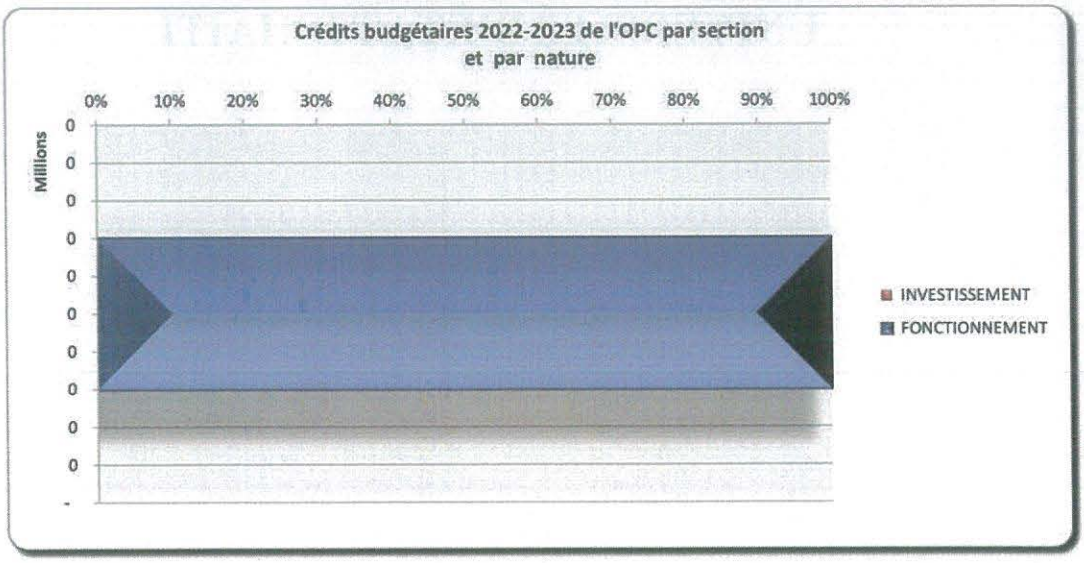


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

4212 OFFICE DE LA PROTECTION DU CITOYEN

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
4212-1-12-	DIRECTION GENERALE	260,850,386	-	260,850,386
	TOTAL	260,850,386	-	260,850,386





UNIVERSITÉ D'ÉTAT D'HAITI

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

4311.- UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI

a) Cadre légal, Mission et Attributions

L'Université d'Etat d'Haïti (UEH) est une institution publique d'enseignement supérieur. Elle est régie par la Constitution de 1987 (Art. 208, 209, 210, 211, 211.1, 212, notamment) et par les dispositions transitoires relatives à l'organisation de l'Administration Centrale en date de février 1997. Ses principales mission et attributions sont de :

- Promouvoir et transmettre les savoirs, les savoir-faire et les savoir-être dans toutes les couches de la société haïtienne ;
- Oeuvrer au développement de la recherche dans les domaines scientifique, technique, culturel, économique et social ;
- Accompagner l'État, la société et la population haïtienne en général dans le processus de développement ;
- Contribuer à la modernisation de l'enseignement supérieur en Haïti.

b) Structure organisationnelle

L'Université d'Etat d'Haïti (UEH) regroupe aujourd'hui onze (11) entités situées dans la région métropolitaine et six (6) facultés ou écoles de droit, de gestion et d'économie dans les villes du Cap-Haitien, de Fort-Liberté, des Gonaïves, de Hinche, de Jacmel et de Port-de-Paix. Un nouveau campus à Limonade vient d'augmenter son patrimoine physique. Une quarantaine de programmes d'études de premier cycle sont offerts parmi un vaste champ de connaissances. Le programme d'études post-graduées inclut treize programmes de maitrise existant dans les domaines du patrimoine, de la philosophie, des sciences informatiques, des sciences juridiques, des sciences de la santé, des sciences du développement, et des sciences pures (Mathématiques, Physique, Chimie) en partenariat avec des universités étrangères, pour la plupart. Y seront aussi intégrés des programmes de doctorat et d'autres programmes de maitrise en perspective. Les premières inscriptions au doctorat à l'UEH se sont réalisées au cours de l'année 2012-2013.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2022-2023

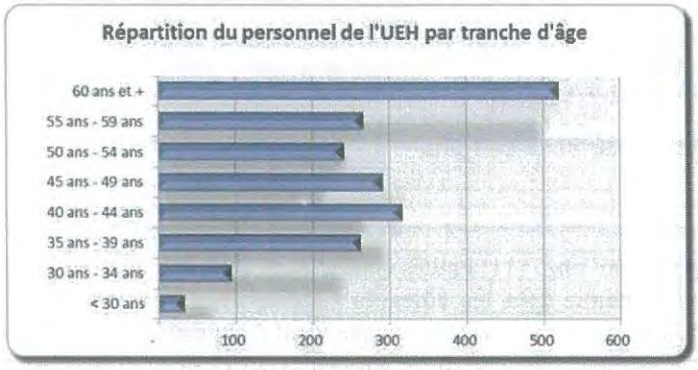
- Renforcer les capacités du corps enseignant en nombre et en expertise par le recrutement de professeurs à temps plein ;
- Développer la recherche au sein de l'UEH et assurer son excellence en renforcant les capacités des centres de recherche ;
- Améliorer l'environnement d'apprentissage des étudiants de l'UEH, notamment à travers l'ameublement des salles de cours, des bâtiments administratifs et des cafétérias des différentes facultés ;
- Renforcer le système d'enseignement de l'UEH à travers la mise en oeuvre de mécanismes permettant d'assurer la formation à distance.

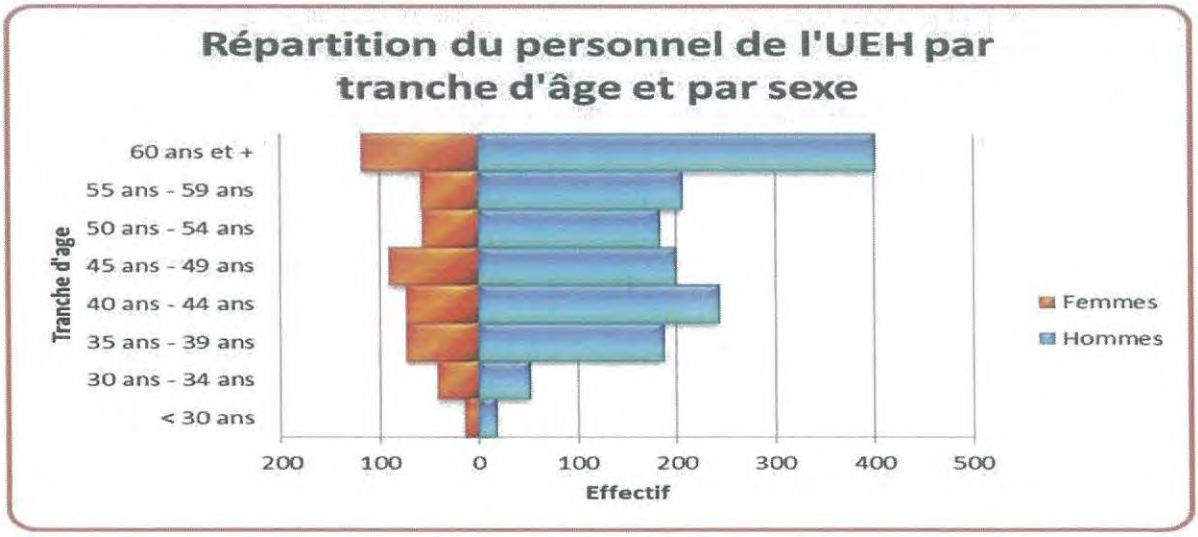
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

d) Situation des agents publics permanents au mois de novembre 2022

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
	1490	521	2011	51	88,048,613	43,783
Services internes	1490	521	2011	51	88,048,613	43,783

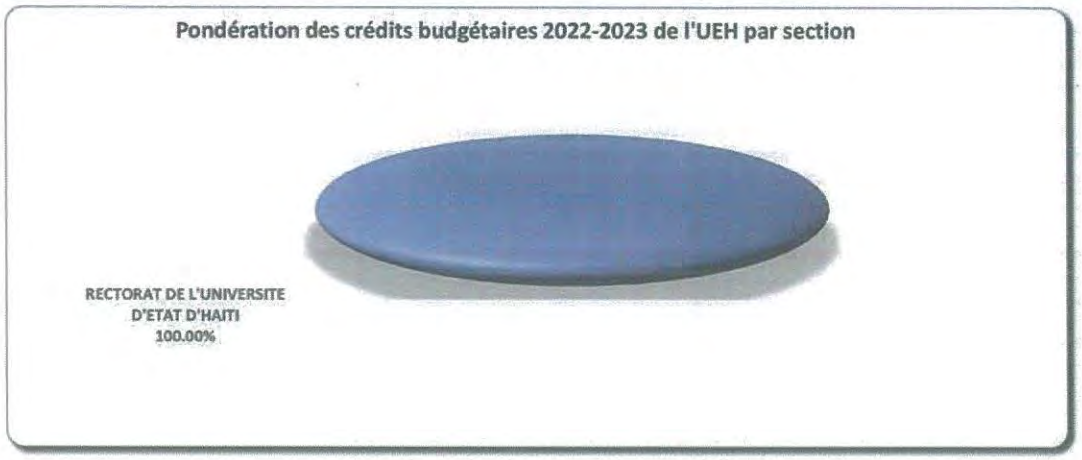


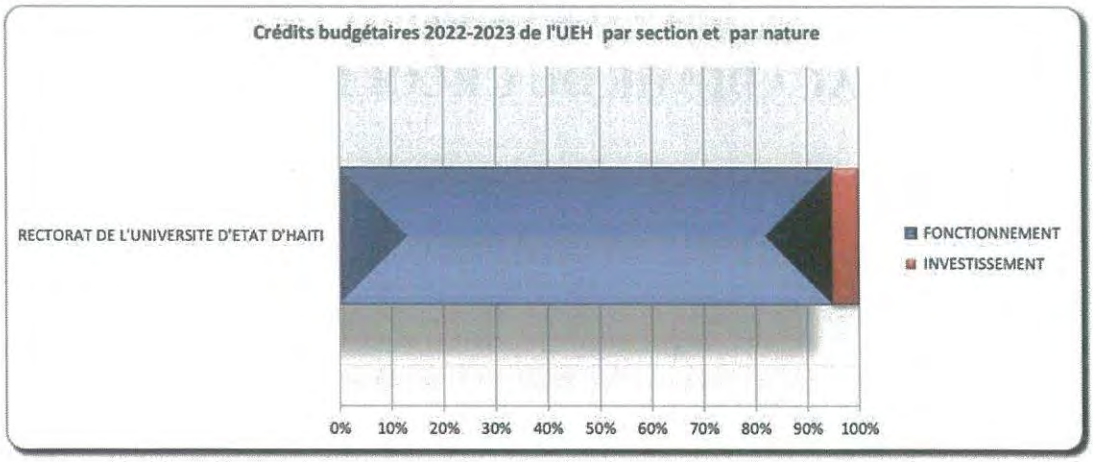


BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

4311 UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
4311-1-11-	RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	1,807,864,870	100,000,000	1,907,864,870
	TOTAL	**1,807,864,870**	**100,000,000**	**1,907,864,870**





AKADEMI KREYOL AYISYEN
ACADÉMIE DU CRÉOLE HAÏTIEN

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

4411.- ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN

a) Estati, misyon ak travay akademi an

Akademi kreyòl Ayisyen an se yon enstitisyon Leta. Li kreye jan Konstitisyon 1987 amande a mande 1 nan atik 213 ak 214-i. Li endepandan e li kouvri tout peyi a. Li gen karaktè administratif, kiltirèl ak syantifik.Akademi Kreyòl Ayisyen an genyen misyon pou li:

a) Fè tout sa ki nesesè pou ankouraje pwodiksyon nan lang kreyòl ;

b) Ankouraje eksperyans pèp la ap fè nan dekouvèt, nan kreyasyon, nan pwodiksyon l ap fè an kreyòl, kit se pwodiksyon oral, kit se pwodiksyon ekri ;

ch) Fè tout sa ki nesesè pou fè kreyòl la gen bonjan reyònman ak prestij nan je popilasyon ayisyen an ak nan je lòt popilasyon yo ;

d) Travay epi siveye pou gen relasyon ki byen balanse nan jan enstitisyon yo ap sèvi ak lang yo nan - osyete a ;

e) Travay pou enstitisyon!eta yo aplike Konstitisyon an nan piblikâsyon tout dokiman ofisyèl yo nan lang kreyàl :

f) Fè pwopozisyon sou fason moun kapab sèvi ak lang kreyòl la nan kominikasyon piblik nan peyi a ;

g) Ankouraje travay sou devlopman zouti tankou gramè, diksyonè, leksik nan tout domèn ;

h) Ankouraje travay sou pwogram fòmasyon teknik pou tout sektè ki bezwen fòmasyon avanse nan lang kreyòl ;

i) Fè envantè tout moun k ap travay sou lang kreyòl ak espesyalis nan tout domèn kap pwodui nan lang kreyòl ;

j) Fè envantè pwodiksyon k ap fèt nan lang kreyòl ak pwodiksyon sou lang kreyòl anndan peyi a kou deyò ;

k) Ankouraje epi pwopoze bonjan travay rechèch sou lang kreyòl la ;

1) Travay pou enstitisyon rejyonal yo sèvi ak lang kreyòl la pou entegrasyon popilasyon kreyolofòn yo.

b) Oganizasyon akademi kreyòl ayisyen an

Akadèmi kreyòl Ayisyen an ap fonksyone ak kat (4) ògàn :

a) Yon Konsèy Akademisyen ;

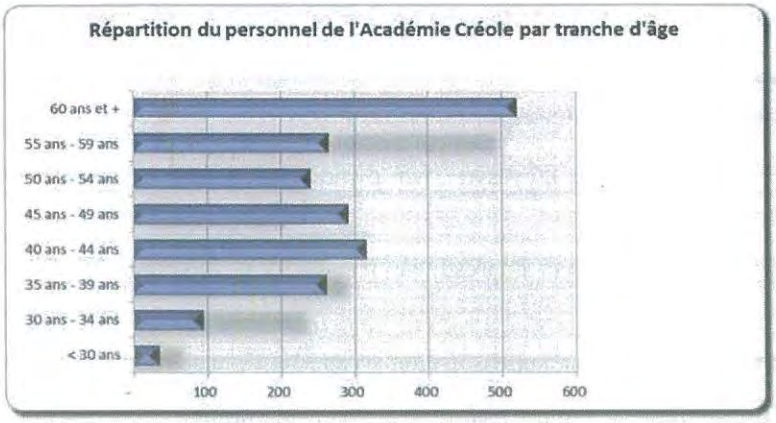
b) Yon Konsèy Administrasyon ;

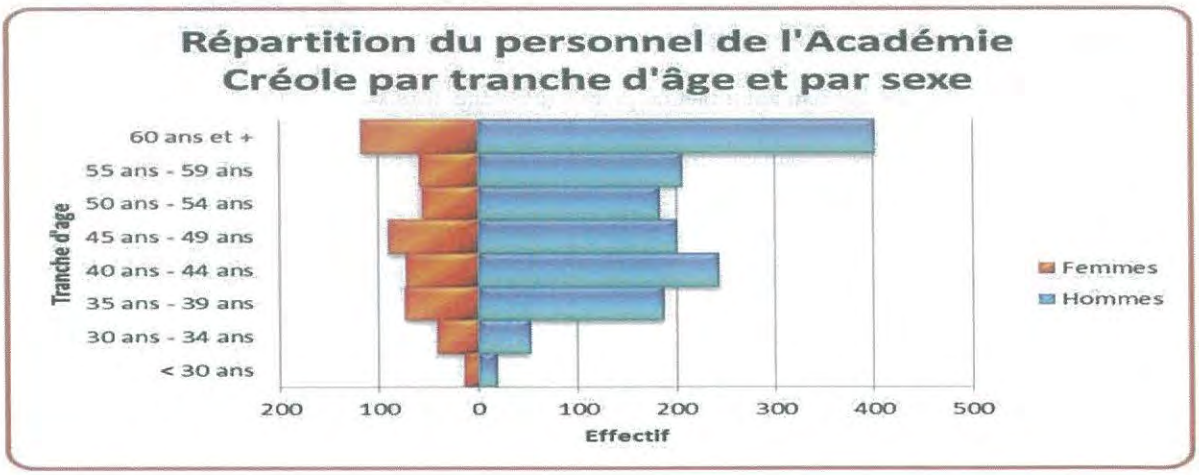
ch) Yon Konsèy Konsiltatif ;

d) Yon Sekretarya Egzekitif.

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	18	9	27	43	1,239,800	45,919

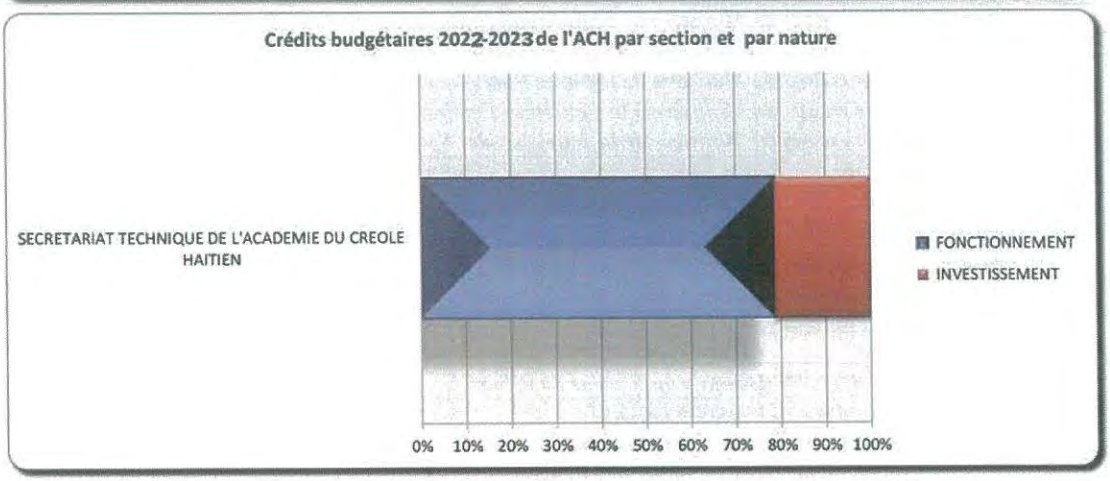




BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

4411 ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
4411-1-11-	SECRETARIAT TECHNIQUE DE L'ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	55,057,092	15,000,000	70,057,092
	TOTAL	**55,057,092**	**15,000,000**	**70,057,092**



BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE 2022-2023

SOMMAIRE

		PAGES
1	Textes de Loi	1 - 71
2	Présentation générale des ressources budgétaires	72 - 84
3	Présentation générale des crédits par Institution	85 - 87
3.1.	Crédits budgétaires du Pouvoir Exécutif	88 - 91
3.1.1.	Pouvoir Exécutif / Secteur Économique	92 - 93
•	*Présentation et crédits du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe*	94 - 97
•	*Présentation et crédits du Ministère de l'Economie et des Finances*	98 - 102
•	*Présentation et crédits du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural*	103 - 106
•	*Présentation et crédits du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications*	107 - 110
•	*Présentation et crédits du Ministère du Commerce et de l'Industrie*	111 - 114
•	*Présentation et crédits du Ministère de l'Environnement*	115 - 118
•	*Présentation et crédits du Ministère du Tourisme*	119 - 122
3.1.2.	Pouvoir Exécutif / Secteur Politique	123 - 124
•	*Présentation et crédits du Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique*	125 - 128
•	*Présentation et crédits du Ministère des Haïtiens Vivant à l'Etranger*	129 - 132
•	*Présentation et crédits du Ministère des Affaires Etrangères*	133 - 136
•	*Présentation et crédits de la Présidence*	137 - 140
•	*Présentation et crédits de la Primature*	141 - 144
•	*Présentation et crédits du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales*	145 - 148
•	*Présentation et crédits du Ministère de la Défense Nationale*	149 - 152
3.1.3.	Pouvoir Exécutif / Secteur Social	153 - 154
•	*Présentation et crédits du Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle*	155 - 158
•	*Présentation et crédits du Ministère des Affaires Sociales et du Travail*	159 - 162
•	*Présentation et crédits du Ministère de la Santé Publique et de la Population*	163 - 167
•	*Présentation et crédits du Ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme*	168 - 171
•	*Présentation et crédits du Ministère de la Jeunesse, des Sports et de l'Action Civique*	172 - 175
3.1.4.	Pouvoir Exécutif / Secteur Culturel	176 - 177
•	*Présentation et crédits du Ministère des Cultes*	178 - 181
•	*Présentation et crédits du Ministère de la Culture*	182 - 185
•	*Présentation et crédits du Ministère de la Communication*	186 - 188
3.1.5.	Pouvoir Exécutif / autres Administrations	189 - 190
•	*Interventions Publiques*	191 - 193
•	*Dette Publique*	194 - 195
•	*Dotations Spéciales / Subvention au Secteur de l'Énergie*	196 - 197
3.2.	Crédits budgétaires du PouvoirLégislatif	198 - 199
•	*Présentation et crédits du Sénat de la République*	200 - 203
•	*Présentation et crédits de la Chambre des Députés*	204 - 207
3.3.	Crédits budgétaires du Pouvoir Judicaire / Secteur Politique	208 - 209
•	*Présentation et crédits du Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire*	210 - 213
3.4.	Crédits budgétaires des Institutions Indépendantes	214 - 215
•	*Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif*	216 - 219
•	*Conseil Electoral*	220 - 223
•	*Office de Protection du Citoyen*	224 - 227
•	*Université d'État d'Haïti*	228 - 231
•	*Akademi Kreyol Ayisyen / Académie du Créole Haïten*	232 - 235

Achevé d'imprimer par Presses Nationales d'Haïti - Port-au-Prince
ISSN : 1683-2930 • Dépôt légal : 85-01-027 Bibliothèque Nationale d'Haïti
©Tous droits réservés 2022

PRESSES NATIONALES D'HAITI
231 - 233, rue du Centre, Port-au-Prince HT 6110 • 61, rue Goulard, Pétion-Ville HT 6141
B.P.: 1746 HT 6110, HAÏTI (WI) • Tél.: (509) 4051-5242 ; 4051-5244 ; 4051-5249 ; 2941-7909
E-mail : lemoniteur@pressesnationalesdhaiti.ht • Site Web : www.pressesnationalesdhaiti.ht
Tirage : 850 exemplaires